

FORUM MONDIAL SUR L'ACCÈS À LA TERRE
ET AUX RESSOURCES NATURELLES

FMAT 2016



ACTES

Valencia (Espagne)

31 mars, 1er et 2 Avril 2016

FORUM MONDIAL SUR L'ACCÈS À LA TERRE
ET AUX RESSOURCES NATURELLES

FMAT 2016



ACTES

FRANÇAIS

Valencia (Espagne)

31 mars, 1^{er} et 2 Avril 2016

PRÉSENTATION

BRÈVE PRÉSENTATION DES ACTES DU FMAT 2016

La rencontre mondiale du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre et aux ressources naturelles, FMAT 2016, s'est déroulée durant trois journées de travaux et débats en séances plénières et ateliers du 31 mars au 2 avril 2016, sur le campus de l'Université Polytechnique de Valence en Espagne.

Elle a réuni des représentants des trois catégories de signataires de l'appel FMAT avec une présence majoritaire d'organisations paysannes et de la société civile rurale (organisations d'éleveurs, de pêcheurs et de communautés forestières) et urbaine du monde entier, et notamment des organisations de femmes et de jeunes.

Ces organisations ont travaillé et débattu avec les autres participants, chercheurs, représentants d'institutions gouvernementales locales, nationales et internationales, et représentants d'autres acteurs venus s'exprimer selon les modalités prévues par le Comité International d'Organisation.

Ces organisations et personnes sont venues de 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud et du Nord, et d'Europe. Elles ont confrontés leurs analyses des évolutions rurales des dernières décennies et de leurs impacts sur les villes, identifié des mesures politiques à prendre pour régler les problèmes que constituent ces évolutions, et dégagé des actions citoyennes pour obtenir des changements politiques effectifs et inverser les graves tendances constatées.

Ce document constitue les actes de cette rencontre. Il fournit la transcription exhaustive des échanges entre les participants lors des séances plénières (présentations introductives et débats) ainsi que les synthèses des treize ateliers en sous groupes.

Il a été produit par le Secrétariat Permanent du FMAT assuré conjointement, depuis 2014, par l'Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles (AGTER, France) et le Centre d'Études Rurales et Agricoles Internationales (CERAI, Espagne).

Vicent Garcés, président CIO FMAT, et le Secrétariat Permanent
secretariat@landaccessforum.org

Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre,
de l'Eau et des Ressources naturelles
Bureaux: 45 bis avenue de la Belle Gabrielle,
94736 Nogent sur Marne Cedex, France
Tel: +33 143 947 259
Web: <http://www.agter.asso.fr> ; <http://agter.org>



Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacional
Bureaux: Escuela de Capataces Agrícolas.
Camí del Port s/n. 46470 Catarroja,
Valencia/España
Tel: +34 963 52 18 78
Web: <http://cerai.org>



TABLE DES MATIÈRES

FRANÇAIS

8 ORGANISATEURS ET SOUTIENS

- 9 Comité International d'Organisation du FMAT2016
- 10 Comité local d'organisation
- 11 Secrétariat Permanent FMAT
- 12 Le FMAT a bénéficié de l'appui de
- 13 Le FMAT a été possible grâce à l'implication de tous ses participants

14 31 MARS 2016 - BILAN DES ÉVOLUTIONS DE L'ACCÈS À LA TERRE ET AUX RESSOURCES NATURELLES ET DE LA RÉSISTANCE AUX PROCES-SUS D'ACCAPAREMENT AU COURS DES 10 DERNIÈRES ANNÉES

- 15 Séance d'ouverture
- 34 Session plénière I. Bilan des évolutions contemporaines 10 ans après la CIRADR de Porto Alegre (2006) : Éclairages par continent
- 34 Présentations
- 59 Débat
- 63 Ateliers (synthèses)**
- 63 Atelier 1 : Accaparements et concentration de la terre.
Quels bilans chiffres, quels acteurs?
- 69 Atelier 2 : Territoires forestiers
- 74 Atelier 3 : L'accaparement des ressources halieutiques
- 78 Atelier 4 : Évictions, exode, migrations, conséquences sur les villes

82	Atelier 5 : Les difficultés d'accès des femmes à la terre et aux ressources naturelles
87	Session plénière II. État des lieux des luttes et résistances aux processus d'accaparement
87	Présentations
98	Débat
—	
100	1ER AVRIL 2016 – ACCÈS À LA TERRE ET AUX RESSOURCES NATURELLES : CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES, SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET CULTURELLES
101	Session plénière III. Agriculture familiale paysanne ou grandes entreprises à salariés ? Conséquences économiques, sociales, environnementales et culturelles
101	Présentations
118	Débat
141	Ateliers (synthèses)
141	Atelier 6 : Production, création d'emploi et installation des jeunes, partage de la richesse
147	Atelier 7 : Environnement, agro-écologie, sols, eau, changement climatique
153	Atelier 8 : Commerce international, autonomie, souveraineté alimentaire aux différentes échelles géographiques et systèmes alimentaires
159	Atelier 9 : Gestion des ressources naturelles par les peuples. peuples indigènes. biens communs.
165	Session plénière IV. Portée économique, sociale, culturelle et écologique de l'accès à la terre et aux ressources naturelles
165	Présentations
180	Débat

**182 2 AVRIL 2016 – ACCÈS À LA TERRE ET AUX RESSOURCES NATURELLES
ET AVENIR DE L'HUMANITÉ. QUELLES PROPOSITIONS ET ACTIONS?**

**183 Session plénière V. Accès à la terre et aux ressources naturelles, avenir
de l'humanité : quelles propositions et quelles actions?**

183 Présentations

192 Débat

213 Ateliers (synthèses)

213 Atelier 10 : Directives volontaires pour une gouvernance responsable
des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts
dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DV) : Quelle
mise en œuvre sur le terrain ?

218 Atelier 11 : Sécurité et souveraineté alimentaires, droits sur la terre
(individuels et collectifs), communs

224 Atelier 12 : Politiques fiscales, régulations des marchés fonciers et de
la taille des unités de production

228 Atelier 13 : renforcer les organisations paysannes, pastorales,
indigènes, de pêcheurs. élargir les alliances dans la société

234 Session plénière VI. Synthèse finale

234 Lecture de la synthèse proposée par le comité de rédaction

239 Commentaires des membres du comité de rédaction

242 Commentaires des participants

247 Séance de clôture

257 Mémoire photographique du FMAT

ORGANISATEURS ET SOUTIENS

- 09 COMITÉ INTERNATIONAL D'ORGANISATION DU FMAT2016
- 10 COMITÉ LOCAL D'ORGANISATION
- 11 SECRÉTARIAT PERMANENT FMAT
- 12 LE FMAT A BÉNÉFICIÉ DE L'APPUI DE
- 13 LE FMAT A ÉTÉ POSSIBLE GRÂCE À L'IMPLICATION DE TOUS SES PARTICIPANTS

ORGANISATIONS PAYSANNES ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

ACTIONAID

COPROFAM. Coordination des organisations de producteurs familiaux du mercosur représenté par CONTAG, confédération nationale des travailleurs agricoles, Brésil.

EKTA PARISHAD, Inde

ROPPA, Réseau des organisations paysannes et de producteurs agricoles de l'Afrique de l'ouest.

SLOW FOOD

ORGANISATIONS GOUVERNEMENTALES NATIONALES ET INTERNATIONALES

FAO, Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT AGRAIRE (MDA), République Fédérale du Brésil

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ÉQUIPEMENT RURAL, République du Sénégal

MINISTÈRE DE LA RÉFORME AGRAIRE, République des Philippines

PERSONNES

Samir Amin (Forum Mondial des Alternatives, Egypte-France),

José Bové (Député européen, France),

Hubert Cochet (Professeur, AgroParisTech, France),

Olivier De Schutter (Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation 2008 – 2014, Belgique),

Vicent Garcés (ex-Député européen, CERAI, Espagne), Président du CIO FMAT

Cecilia Leiva Montenegro (Ancienne Vice Ministre de l'agriculture du Chili),

Kaul Nurm (Membre du CESE et rapporteur avis d'initiative CESE sur l'accapement des terres),

Michel Merlet (Directeur de AGTER, France),

Marcel Mazoyer (Professeur Émérite, AgroParisTech, France),

Henri Rouillé d'Orfeuil (Académie d'Agriculture, Coordinateur en France de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale, France)

MEMBRES OBSERVATEURS

IFAD, Fonds International pour le Développement Agricole,

IFOAM, Organics International

ILC, International Land Coalition

WRF, World Rural Forum

INVITÉS SPÉCIAUX

Commission européenne.

Hans Herren (Institut Millennium, Fondation Biovision, Suisse).

Michel Pimbert (Centre pour l'agro-écologie, l'eau et la résilience, Université de Coventry, Royaume Uni).

Francisco Sarmiento (Université de Coimbra, Portugal).

Les deux premières réunions du CIO ont eu lieu à Rome (Italie) au siège de l'Organisation des Nations pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, les 19 et 20 juin puis les 3 et 4 novembre 2014. La troisième et dernière réunion du CIO avant la rencontre mondiale a eu lieu au Comité Économique et Social Européen à Bruxelles (Belgique), les 10 et 11 juin 2015

COMITÉ LOCAL D'ORGANISATION

UNIVERSITÉ

RECTEUR DE L'UNIVERSITÉ POLYTECHNIQUE DE VALENCE (UPV)

ÉCOLE TECHNIQUE SUPÉRIEURE D'INGÉNIÉRIE AGRONOMIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT (ETSIAMN)

DÉPARTEMENT DE SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES À L'UPV

CÁTEDRA TIERRA CIUDADANA

INSTITUTIONS PUBLIQUES

MAIRIE DE VALENCIA,

CONSEIL DE VALENCIA, DÉPARTEMENT DE L'ENVIRONNEMENT

CONSEIL DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT, DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

CONSEIL DE LA TRANSPARENCE, LA RESPONSABILITÉ, LA PARTICIPATION ET LA COOPÉRATION

SYNDICATS

AVA-ASAJA

Unió des L'auradors i Ramaders

ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Per l'Horta

Coordination des ONG de Valencia

Société Espagnole d'Agriculture Écologique (SEAE)

Fédération des coopératives agroalimentaires de Valencia

Le secrétariat du FMAT a été assuré conjointement par AGTER et le CERAI depuis la fin 2013.
Contact: secretariat@landaccessforum.org; *Secrétaire exécutif: Mathieu Perdriault (AGTER)*

AGTER (Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources Naturelles)

AGTER est une association internationale à but non lucratif de droit français. Elle a été créée en mars 2005 par un groupe de personnes de différentes origines qui avaient toutes participé à des travaux ou des échanges entre organisations de la société civile sur les problèmes d'accès aux ressources naturelles et à la terre. Convaincues de l'intérêt d'explicitier le lien entre les causes de la pauvreté et du sous-développement et l'accès aux ressources, elles estiment indispensable de construire des alternatives aux politiques actuelles.

Deux grands objectifs sont prioritaires pour AGTER: 1. Contribuer à stopper et inverser les phénomènes d'accaparement privatif de la terre et des ressources naturelles, 2. Participer à la construction d'une régulation de l'accès à la terre et aux ressources naturelles et de leur utilisation qui puisse assurer le partage équitable de leurs bienfaits et leur pérennité écologique.

Pour AGTER, l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles passe par la prise en compte des sans-voix, le rééquilibrage du poids de chacun dans le débat public et la prise de décision, mais aussi par la mise en œuvre de modalités d'instruction des choix collectifs garantissant des intérêts individuels fondamentaux et de l'intérêt général de la communauté dans son ensemble. Elle assure dans ce but la promotion d'un processus permanent de réflexion et d'apprentissage collectif, destiné à aider les membres des organisations de la société civile et les autres acteurs concernés à s'informer, à formuler des propositions et à les mettre en pratique.

Sites web: <http://agter.asso.fr/> <http://agter.org/> **e-mail:** agter@agter.org

CERAI (Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacional)

Le CERAI a été créé en 1994 à Valencia (Espagne) pour analyser le monde agricole et rural espagnol et européen, ses relations avec le commerce international, les inégalités internationales, l'environnement, l'agriculture écologique et son futur, le développement durable, l'exode rural, la surexploitation des ressources halieutiques et l'élevage, ainsi que les défaillances du modèle industriel et alimentaire actuel.

Le CERAI souhaite contribuer à la transformation du monde rural et participer aux mouvements sociaux pour la souveraineté alimentaire et le développement humain (au sens large et non seulement économique) de tous les peuples du monde. Il entend mener ce travail grâce à la coopération scientifique, technique, sociale, politique et économique avec les communautés rurales et urbaines et avec les institutions, ce au niveau local, national et international.

Site web: <http://cerai.org/> **e-mail:** info@cerai.org

AJUNTAMENT DE VALÈNCIA, Espagne

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT (AFD), France

CÁTEDRA TIERRA CIUDADANA, Espagne

DIPUTACIÓ DE VALÈNCIA, Espagne

COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN (CESE), Belgique

FONDATION DE FRANCE

FONDATION CHARLES LÉOPOLD MAYER POUR LE PROGRÈS DE L'HOMME (FPH), Suisse

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL, France

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT, France

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION (FAO)

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE (FIDA)

GENERALITAT VALENCIANA, Espagne

INTERNATIONAL LAND COALITION (ILC)

UNIVERSITAT POLITÈCNICA DE VALÈNCIA, ESPAGNE

LE FMAT A ÉTÉ POSSIBLE GRÂCE À L'IMPLICATION DE TOUS SES PARTICIPANTS

C'est avant tout grâce à l'intérêt et à l'engagement de tous ses participants que le FMAT a pu faire se rencontrer une si grande diversité d'organisations et de points de vue. Toutes et tous ont choisi de consacrer une part importante de leur temps au processus et un grand nombre de celles et ceux qui ont participé à la rencontre mondiale a assumé ses propres frais de déplacement et de séjour.

31 MARS 2016

**Bilan des évolutions de l'accès à la terre
et aux ressources naturelles et de la
résistance aux processus d'accaparement
au cours des 10 dernières années**

Séance d'ouverture

José MORA, Recteur l'Université Polytechnique de Valence (*Universidad Politécnica de Valencia, UPV*), Espagne. Modérateur de la séance d'ouverture

Bonjour Mesdames et Messieurs. Bienvenue au Forum Mondial sur l'Accès à la Terre et aux ressources naturelle, ici à l'Université Polytechnique de Valencia.

Nous démarrons la cérémonie d'ouverture avec, à la tribune, le Très Honorable Président de la Généralité Valencienne Don Ximo Puig, Son Excellence le Maire de la ville de Valencia Don Joan Ribo, l'Honorable Conseillère à l'Agriculture, à l'Environnement et au changement climatique Dona Elena Cebrian, l'Illustre Secrétaire Autonome chargé de l'Agriculture et du Développement Rural Don Francisco Rodriguez, l'Illustre Directrice Générale du Développement Rural et de la Politique Agraire Communautaire, Maria Teresa Chafer, Monsieur le Président du Comité International d'Organisation du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre Don Vicent Garcés, l'Agent principal chargé des Régimes foncier de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, Monsieur Javier Molina Cruz, le Directeur de l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire du Brésil, Monsieur Richard Torsiano, le Président Honoraire du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles d'Afrique de l'Ouest, ROPPA, Monsieur Mamadou Cissokho, le Coordinateur des Campagnes d'Ekta Parishad Monsieur Ramesh Sharma et le Président de la Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles du Brésil CONTAG, Monsieur Alberto Broch.

Je donne maintenant la parole à son Excellence le Maire de Valencia, Don Joan Ribo.

Joan RIBÓ, Maire de Valencia, Espagne

Monsieur le Président de la Généralité valencienne, Ximo Puig, Son Excellence le Recteur de l'Université polytechnique de Valence Monsieur Francisco José Mora, la Conseillère à l'Agriculture Madame Elena Cebrián, Mesdames et Messieurs les représentants des réseaux paysans d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, du Ministère du Développement Agraire du Brésil, de la FAO, Monsieur le coordinateur du Comité international d'Organisation du FMAT Vicent Garcés, Mesdames et Messieurs participants à ce forum,

À la mairie de Valence, nous défendons la nécessité de promouvoir l'égalité du droit à l'accès à la terre de tous les agriculteurs, y compris ceux à faible revenu, ainsi qu'à l'eau et au reste des ressources naturelles. Nous sommes vraiment ravis que Valencia accueille ce forum mondial et qu'elle redevienne, douze

ans après celui qui a déjà eu lieu sur la réforme agraire, le lieu de débat et de rencontre internationale pour aborder une question si brûlante et importante. C'est pourquoi nous vous souhaitons la bienvenue dans cette ville ouverte et attachée à la terre, notamment à la Huerta, la plaine irriguée qui l'entoure et qui réunit toutes ces choses qui contribuent à un monde meilleur, plus juste et qui combattent la pauvreté sous toutes ses formes.

À la Mairie, nous souhaitons la bienvenue à tous les représentants d'organisations sociales, d'institutions publiques et d'experts, vous qui êtes venus du monde entier pour assister à cette rencontre. Nous espérons que ces journées serviront à jeter les bases d'un futur qui garantisse un meilleur accès à la terre, et que des accords nécessaires à la réforme des lois, de l'économie et du travail seront adoptés pour commencer à remédier à la situation actuelle inacceptable.

Près de 400 organisations paysannes et sociales venues du monde entier, des gouvernements comme ceux de la France, du Sénégal, des Philippines ou du Brésil, des agences internationales comme la FAO ou le Fonds international de Développement agricole et des centaines d'experts mondiaux appuient et soutiennent ce forum mondial que Valencia accueille avec enthousiasme, en espérant qu'il commencera à inverser la tendance en matière d'inégalité d'accès à la terre, phénomène qui engendre la pauvreté et l'exclusion sociale de centaines de millions de personnes dans le monde. C'est un état des choses qui a été dénoncé lors de forums successifs, comme la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural tenue au Brésil en 2016 mais malgré laquelle tout reste encore à faire. Il est indispensable d'améliorer les conditions de vie des populations rurales les plus vulnérables pour éradiquer la faim qui continue lamentablement à augmenter dans le monde, pour apporter espérance, travail et nourriture à ceux qui en ont le plus besoin. Nous disposons des ressources suffisantes, j'insiste sur ce point, et il faut seulement améliorer le partage actuel et investir un minimum dans des zones rurales déterminées pour que les ressources naturelles nécessaires à tous y soient distribuées.

Pour la mairie de Valencia, il est très important de pouvoir participer à l'édition 2016 de ce forum international sur l'accès à la terre. Nous voulons que Valencia soit un modèle de soutien et d'appui à une cause juste, à une rencontre mondiale lors de laquelle, dans les prochains jours, vous allez aborder des questions cruciales comme celles de la persistance de la faim dans le monde, de la croissance démographique et de l'insécurité liée à la perte de souveraineté alimentaire dans de nombreuses régions. Un autre monde est possible, tout comme une autre manière d'accéder à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles.

Je vous encourage à œuvrer pour y parvenir et je vous souhaite un séjour fructueux, agréable et inoubliable à Valencia, en mon propre nom et au nom de tous les Valenciens. Sachez que nous vous apportons tout notre soutien et notre solidarité dans l'effort, la réflexion et le débat que vous allez mener dans les prochains jours.

Merci beaucoup.

Alberto BROCH, Président de la Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles du Brésil (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG*), Brésil

Chers camarades, bonjour.

Je vais essayer de m'exprimer en portugol.

Je voudrais en premier lieu saluer les autorités présentes à la tribune: les plus hautes autorités de Valencia, les membres du Comité d'Organisation qui ont convoqué ce Forum sur l'Accès à la Terre et aux ressources naturelles et en particulier, au nom de tout le forum, je veux saluer notre grand coordinateur, le grand camarade qu'est Vicent Garcés qui a joué un rôle fondamental pour que ce forum se concrétise.

Je voudrais saluer les autorités de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, les autorités paysannes, tous les présents dans ce grand auditorium et la grande représentativité que nous assurons ensemble.

Je voudrais saluer aussi avec beaucoup de joie la délégation du Brésil et spécialement la Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles, CONTAG, dont la direction est pratiquement au grand complet ici avec les leaders régionaux du Sud, du Nordeste et du Nord, ainsi que les membres de la Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Mercosur, COPROFAM.

Je voudrais dire que sont présents ici des représentants de la FAO, du gouvernement du Brésil et de beaucoup d'autres soutiens de ce forum.

Je voudrais aussi vous dire que nous traversons une grave crise politique au Brésil. C'est très grave parce qu'il ne s'agit pas seulement ici de défendre la Présidente Dilma Rousseff, il s'agit de défendre la démocratie qui nous est si chère à tous. Ce qui est en train de se produire n'est rien d'autre qu'un coup d'État. Ce n'est pas un coup par les armes, mais par une partie des médias, une partie du Congrès, une partie des juges. Le peuple brésilien est dans une lutte très ardue pour la conquête de la démocratie. C'est pourquoi nous espérons que nous pourrions manifester de manière autonome, à ce moment approprié qu'est le forum, en faveur de la démocratie au Brésil et partout dans le monde.

En deuxième lieu, ce qui nous réunit ici est l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Nous avons une opportunité de faire une grande évaluation de ce sujet au niveau mondial après la rencontre de Porto Alegre et 12 ans après la rencontre mondiale qui avait eu lieu ici, à l'Université Polytechnique de Valencia, sur ce sujet. Nous voulons évaluer et faire des propositions parce que nous considérons que la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire ne sont pas réalisées.

Nous n'aurons pas la souveraineté et la sécurité alimentaires si nous ne débattons pas de l'accès à la terre, si nous ne valorisons pas les paysans, les femmes, si nous ne prenons pas soin des ressources naturelles, si nous ne discutons pas de la question de la terre qui se pose dans le monde et en particulier au Brésil et en

Amérique latine où a lieu un processus de regroupement des terres. Nous devons mettre ce thème à l'agenda des sociétés, des organisations multilatérales, de la FAO, des Nations Unies, des gouvernements, parce que ce dont il s'agit c'est de l'accès à la vie, à l'alimentation. Ils ne parleront pas de l'accès à l'alimentation si nous ne discutons pas de l'accès aux ressources naturelles. C'est pourquoi nous avons tous été conviés à faire ce grand forum, pour que cette graine germe et fasse fructifier l'accès à la terre, la démocratie et la souveraineté alimentaire pour le monde. Merci.

Ramesh Chandra SHARMA, Coordinateur des Campagnes d'Ekta Parishad, Inde
Namaste depuis l'Inde.

Je tiens d'abord à remercier les organisateurs pour cette magnifique rencontre. Je vois ici des militants des droits à la terre du Nord et du Sud. Je suis très content de représenter ici Ekta Parishad, un mouvement pour le droit à la terre en Inde, une organisation qui a de nombreux membres dans le Nord et l'Est en Inde.

Je suis très content que le Forum Mondial pour l'Accès à la Terre se tienne à ce moment crucial. La situation est cruciale pour nous car une série de crises autour des ressources naturelles se produit dans le monde entier. On peut prendre le cas des pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie où, dans le cadre de réformes foncières, les lois font l'objet de remises en cause majeures. Ces lois sont en fait déterminées par les multinationales, la Banque Mondiale, par beaucoup d'entreprises multinationales qui changent la nature et la notion même du développement. Il y a un changement dans la notion et la raison d'être du développement qui se répercute sur la vie de millions de personnes dans les pays du Sud.

Selon un livre très récent écrit par un groupe d'auteur réunis autour de Vandana Shiva, nous avons déjà perdu presque 70% des pâturages, 50% des savanes, 35% des forêts tempérées et 27% des forêts tropicales à cause de ce modèle de développement très agressif. Et ce modèle de développement agressif affecte un grand nombre de personnes pauvres dans les pays du Sud.

Prenez un pays comme l'Inde. Récemment, le gouvernement a dit que presque 29,98% de la population y est sans terre et sans abri. C'est une honte! Nous assistons à des réformes très graduelles des politiques qui en réalité bénéficient directement et indirectement aux grands groupes privés multinationaux et non aux pauvres. Les accords de libre-échange, d'autre part, réforment toute la compréhension et la notion de gouvernement. Alors les notions sont complètement modifiées. Ce qui ne favorise pas les populations.

Malheureusement, dans un passé très récent, il y a eu beaucoup de changements dans les législations sécuritaires. Je peux prendre l'exemple de l'Inde et celui de nos pays voisins où les mouvements sociaux sont harcelés, où les leaders de ces mouvements sont mis en prison. Ils font l'objet de nombreuses accusations

parce qu'ils veulent contester les désordres et défient les personnes puissantes. Je suis donc heureux de pouvoir partager quelques vues.

Au fond tout cela renvoie à la manière dont la terminologie du libre-échange dévoie le concept de liberté. Ainsi le libre échange est une expression qui, à elle seule, a changé toute la notion de liberté, celle des pays du Sud et de leurs populations, celle de ceux qui "échangent librement", ces entreprises qui ont pu entrer non seulement sur les divers continents, dans les pays, mais dans la vie même des gens.

Je peux en désigner plusieurs et dire comment elles sont arrivées, comment elles occupent nos terres communes en Inde, comment elles occupent les terres côtières et comment elles ont commencé à déplacer et expulser les populations des terres côtières.

La troisième et très importante figure de ces évolutions est l'enclosure des communs. C'est une question très importante parce qu'un grand nombre de personnes dépendantes de la propriété commune de la terre ont aujourd'hui perdu cette terre à cause de ces nouvelles enclosures.

Il y a néanmoins de l'espoir dans d'autres voies. Je peux prendre l'exemple des Directives volontaires sur la gouvernance responsable de la tenure des régimes fonciers applicables aux terres, pêches et forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DV) récemment adoptées, qui nous donnent un nouvel espoir. C'est le nouveau cadre général pour penser les réformes agraires qui a été très discuté au niveau de la FAO et l'est aujourd'hui à l'échelle des pays. Nous utilisons désormais cette référence pour convaincre nos gouvernements, pour parler avec nos gouvernements.

Je peux aussi citer un grand nombre de mouvements sociaux qui luttent avec force dans les pays du Sud. Grâce à ces luttes, des changements internes sont en train de se produire. C'est le cas en Inde avec le récent projet de loi sur les Forêts, le "*Forest Rights Act*", qui bénéficie à 80 millions de personnes indigènes qui vivent actuellement sur les littoraux depuis des siècles. Alors, il y a de l'espoir et je suis sûr que durant ces 3 jours nous allons discuter de toutes ces différentes dynamiques de ces mouvements sociaux.

À nouveau merci aux organisateurs de m'avoir offert cette possibilité de vous dire cela.

Mamadou CISSOKHO, Président d'Honneur du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest, ROPPA, Sénégal

Monsieur le Maire de la ville de Valencia, Monsieur le Président provincial, Madame la Ministre, Monsieur le Président du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre, Honorables personnalités, Mesdames et Messieurs, chers amis, nous voilà, après Porto Alegre, à Valencia.

Au nom de l'Afrique, berceau de l'humanité, je voudrais partager avec vous

l'engagement du réseau des paysannes et des paysans de l'Afrique mais également de la société civile, notre attachement aux exploitations familiales qui sont des entreprises sociales, culturelles et économiques créatrices d'emplois et de richesses dans l'esprit de partage et de solidarité, avec une conscience renouvelée des limites des ressources et de nos responsabilités de les préserver. Je voudrais partager également notre détermination de défendre la souveraineté alimentaire pour tous les pays, pour préserver et promouvoir nos valeurs alimentaires. Parce que tout le monde est d'accord pour dire que "nous sommes ce que nous mangeons". Ce produit qui vient de la relation entre la nature et la cuisine est une richesse partagée par l'humanité et par tous les peuples.

Enfin, je voudrais partager notre engagement à soutenir les processus d'intégration inclusifs et transparents des États et des peuples pour favoriser la mutualisation des avoirs, des savoirs et des pouvoirs au service du bien-être partagé entre tout le monde.

Mouvements paysans producteurs et société civile, cette vision de la famille nous engage, avec vous tous, dans le long et difficile combat pour se faire entendre de ceux qui sont convaincus que les sciences trouveront des solutions à toutes les folies humaines. Car c'est cela le problème le plus important. Ils disent "Il y a beaucoup de problèmes de production? Ne nous fatiguez pas, les ONG vont régler le problème!", "Il y a des problèmes de maladies cardiovasculaires? Les laboratoires vont sortir les médicaments!". Voilà la vision qui nous pilote et qui fait que nous oublions que les réalités du début seront les réalités de la fin, au mépris des réalités immuables qui sont que l'humanité ne provient pas d'entre le ciel et la terre, que l'humanité est née en bas. Elle est née dans plusieurs régions, mais elle vient évidemment de son berceau qui est l'Afrique. C'est de là que les groupes se sont formés en utilisant les ressources naturelles, en les respectant, elles qui apportent tout ce qui est utile à notre vie. Nous n'avons pas habité dans le ciel, nous n'avons pas habité sous la terre, nous sommes les humains et nous vivons sur la terre avec les animaux et les forêts. C'est pourquoi cette terre ne peut pas être reconnue, analysée, comme un produit économique. On ne peut pas prendre la terre comme un outil uniquement physique où l'on doit produire plus, que l'on doit monnayer, etc. La terre c'est plus que cela, c'est la vie, c'est l'histoire, c'est tout ce qui est important pour l'être humain, bien au-delà de tout ce qu'on peut comptabiliser.

Il est important de se rappeler que les multiples modes de vie ont toujours été portés par des systèmes économiques, sociaux et culturels harmonisés, qui tiennent compte des limites de la nature. Parce que tout ce que nous avons avec cette nature nous pouvons le perdre. Son utilisation excessive peut nous rendre nus, comme nous sommes en train de le vivre aujourd'hui.

Venant de l'Afrique, je voudrais partager avec vous des interrogations sur l'avenir de notre continent, berceau de l'humanité. Selon un accord global, en 2030 il y aura 800 millions de ruraux en Afrique et 700 millions d'urbains. En 2050, 900

millions de ruraux et plus d'un milliard d'urbains. Cela fait dire à la Banque mondiale qu'il faut pouvoir créer 300 millions d'emplois en 2030 et plus de 500 millions en 2050. Où va-t-on les créer? Quels sont les types d'emplois qui vont être créés? Où? Avec une population qui va atteindre 2,05 milliards.

Toujours selon la Banque mondiale, trois actions sont recommandées: 1. sécuriser les droits fonciers des exploitations familiales et des communautés, 2. apporter des soutiens publics pour les populations: la formation, l'éducation, la santé, les infrastructures, 3. soutenir les organisations des peuples pour qu'ils s'occupent de leur développement car, reconnaît-elle, l'impact de la croissance agricole est de 2 à 4 fois plus élevé que celui de la croissance non agricole pour les personnes les plus pauvres.

Ainsi est posé, au niveau des fondements des gendarmes de l'économie mondiale, le débat sur ce qu'il faut privilégier pour répondre aux 4 défis que l'Afrique doit relever. Nous sommes le seul continent qui a quatre défis à régler simultanément!: 1. créer nos propres institutions de gouvernance de nos sociétés, 2. maîtriser la transition démographique, 3. maîtriser le dérèglement climatique, 4. créer notre chemin dans la globalisation qui nous exclut. Aucun autre continent n'a vécu ces quatre défis en même temps. Et voilà donc le piège de l'Afrique pour pouvoir être au rendez-vous.

Chacun y va de sa manière: "Les africains ne travaillent pas", "Ils sont corrompus", etc. Je voudrais demander: quel est le continent qui s'est développé en réalisant quatre défis en même temps? Or, nous sommes obligés de le faire, parce que le suicide collectif est interdit. Mais au lieu de se ressaisir pour atténuer les disparités conjoncturelles et les injustices que sont les violations des droits fondamentaux humains de vivre ensemble prônés dans la charte des Nations Unies, qu'est ce qu'on nous propose? Accorder de plus en plus de privilèges à *l'agro-business*, au profit des grandes entreprises, par l'accélération de l'accaparement des bonnes terres et des terres les mieux arrosées au détriment d'une redistribution avec des investissements publics au profit des paysans. L'intensification, portée par l'importation massive des pesticides, herbicides qui détruisent les terres, créent des problèmes de santé et qui détruisent des millions d'emplois pour seulement quelques milliers de techniciens recrutés avec des machines.

Tout cela nous amène à la recherche de réponses connues pour opérer des changements sur les systèmes de production sur toute la chaîne de valeur. Mais on oublie toujours la question "Au profit de qui?", et pour quelle durée? On peut développer tout pour dix ans. On peut rendre tout le monde riche pour trente ans. Mais ce que nous recherchons c'est la durabilité. Et c'est l'équité.

Je viens de vous livrer l'analyse du ROPPA et de la société civile en Afrique. Ce deuxième forum doit nous permettre d'avancer dans l'identification des résistances au changement de paradigme. Pourquoi, malgré toutes ces connaissances, sommes-nous bloqués? Regardons chez nous-mêmes, nous

avons beaucoup regardé à l'extérieur. Regardons chez nous, chez les paysans, chez les organisations non gouvernementales, dans la société civile. Parce que tout simplement nous avons des défis internes à relever. Nous devrions accepter d'être des cobayes pour donner des modèles de rupture. Il n'est pas facile de continuer d'accuser les autres et de continuer de vivre comme eux. C'est un débat.

Il est également important de développer des mécanismes de communication pour atteindre nos bases. Ils sont des millions qui ont des systèmes de compréhension qui sont différents de ceux que nous utilisons. Enfin, il est important de garder les liens entre la famille, les communautés, les espaces et les ressources, développer les alternatives sur les chaînes de valeur. Rappelons-nous: si nous ne nous occupons pas de nous-mêmes, d'autres viendront le faire comme bon leur semble.

Mesdames et messieurs, ensemble renforçons la résistance pour vivre ce que nous voulons vivre.

Je vous remercie.

Richard TORSIANO, Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire, (*Instituto Nacional de Colonização e Reforma Agrária, INCRA*), Ministère du Développement Agraire du Brésil, (*Ministério do Desenvolvimento Agrário, MDA*), Brésil

Bonjour chers amis,

Permettez-moi de m'exprimer à mon tour en portugol. J'aimerais remercier les amis qui sont à la tribune, les autorités, les amis brésiliens, le leader national d'un des mouvements sociaux les plus importants que nous ayons au Brésil, le camarade Alberto Broch, et tous les amis de la délégation de la CONTAG et des mouvements sociaux brésiliens, ainsi que les amis du gouvernement. Je voudrais remercier également, au nom de toute la tribune, le camarade Vicent Garcés, Président du Comité International du FMAT et les amis de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, avec lesquels nous parlons du thème de la terre depuis très longtemps.

Cette année, cela fait 10 ans que s'est clos un premier cycle de gouvernement du Président Lula qui a assumé le pouvoir de 2003 à 2006. Son mandat a marqué tout un cycle de conquêtes du peuple brésilien et des mouvements sociaux populaires du Brésil. Ce cycle a été renouvelé lors des élections suivantes avec l'élection de Dilma Rousseff, démocratiquement élue par le peuple brésilien et qui a gouverné le pays jusqu'à aujourd'hui et le gouvernera jusqu'au terme de son mandat en 2018 parce que le peuple brésilien ne permettra pas un coup contre la démocratie dans notre pays.

Parmi ces conquêtes, rappelons que nous avons réalisé la réforme agraire dans la moitié de ce pays vieux de 500 ans au cours des présidences de Lula et Dilma

Rousseff. Avec la réforme agraire, nous avons également conquis une série de politiques pour les populations paysannes et certaines catégories sociales. Car il ne suffit pas de redistribuer la terre, il est nécessaire de garantir les conditions qui permettent de produire sur les terres redistribuées par la réforme agraire pour que l'agriculture familiale se développe de la meilleure façon. Ce sont des millions de Reals qui ont été investis dans les politiques de développement agraire au Brésil et les politiques d'achat de la production de l'agriculture familiale, avec un programme de soutien aux achats de biens alimentaires tel que le programme national d'alimentation scolaire, avec les crédits pour la réforme agraire, avec la politique de l'habitat...

Avec les gouvernements antérieurs, nous avions des millions de personnes sans toit pour vivre. Nous avons initié avec le gouvernement Lula le programme "Ma maison, ma vie" où le peuple a conquis des millions de logements populaires. Et hier, la présidente Dilma a inauguré le nouveau cycle du programme "Ma maison, ma vie" prévoyant plus de deux millions de logements pour les populations rurales et urbaines.

Des millions de personnes sont sorties de la misère dans notre pays. Des millions de jeunes sont entrés à l'Université pour la première fois. Tout cela a profondément incommodé la bourgeoisie dans notre pays. C'est un problème pour la bourgeoisie de notre pays de devoir maintenant partager sa place avec les pauvres dans l'avion, avec des jeunes issus de familles pauvres à l'Université... Tout cela est un problème pour elle parce qu'elle a toujours considéré les pauvres et le peuple brésilien comme une marchandise. Le gouvernement de Lula et celui de Dilma ont considéré le peuple comme le sujet de sa propre histoire. Les conquêtes du gouvernement sont les conquêtes du peuple brésilien et des mouvements sociaux organisés.

Il est donc nécessaire que nous parlions avec beaucoup de profondeur des droits des ruraux, du thème de l'accès à la terre, du thème très important et stratégique de la gouvernance de la terre. Nous devons parler de la manière d'accéder à la terre, de la manière dont le peuple peut avoir accès à la terre et comment sera la terre où ces personnes seront installées, comment leurs droits seront garantis. Ceci est très important étant donné les crises des périodes passées, les crises alimentaires, la crise globale de la demande, la crise de l'eau, le manque d'eau au Brésil et dans d'autres pays.

Il est fondamental que nous développons dans nos pays les Directives volontaires pour une gouvernance responsable de la tenure des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts établies avec la FAO (DV), pour développer aussi le thème très stratégique du respect de la fonction sociale de la terre. Il est nécessaire que dans tous nos pays nous ayons l'exigence du respect de la fonction sociale de la terre. Car c'est par cette voie que nous pourrons combattre la crise de l'eau, la crise alimentaire et que nous pourrons garantir les droits des peuples et la protection des communautés qui sont les plus vulnérables aujourd'hui.

Au Brésil, nous avançons beaucoup avec l'application des DV et dans une série d'actions dans le domaine de la réforme agraire, de la protection des communautés vulnérables, de la gouvernance de la terre, et des politiques de cadastre. Nous assumons aujourd'hui la Vice-présidence du Comité permanent sur le cadastre en Amérique latine (CPCI), et nous avons acquis notre place au sein du réseau inter-américain de la gouvernance du foncier. J'aimerais, à ce titre, lancer dès maintenant une invitation à vous tous et vous annoncer la tenue du symposium de la terre qui aura lieu au Brésil du 30 août au 2 septembre. C'est un symposium international où seront débattus tous les systèmes stratégiques majeurs pour tous les pays du monde.

Enfin, j'aimerais ici, comme en a parlé Alberto, vous dire la nécessité de la démocratie, la nécessité de nous lever pour notre pays. Ce forum devrait se manifester sur la nécessité d'approfondir la démocratie dans le monde et de combattre toutes les tentatives de coup d'État contre la démocratie partout dans le monde.

Le gouvernement brésilien et la démocratie brésilienne sont une conquête du peuple brésilien. Le coup de passera pas. Le peuple brésilien sera dans la rue aujourd'hui 31 mars pour défendre la démocratie et combattre la tentative de coup qui se trame dans une partie de l'Amérique latine, toujours par les mêmes acteurs qu'au Brésil, les groupes les plus conservateurs de la société. Ils ne passeront pas. Nous devons lutter et défendre la démocratie et garantir les droits que le peuple a conquis jusqu'au processus électoral de 2018. J'aimerais que nous approfondissions ce débat pour que nous partions d'ici avec une expression de cette assemblée dans ce sens.

Merci beaucoup, lutez tous bien!

José GRAZIANO DA SILVA, Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, Brésil - message vidéo

Mesdames et Messieurs,

Je suis très honoré de m'adresser à vous à l'occasion de l'ouverture du Forum Mondial sur l'Accès aux Terres et aux ressources naturelles. C'est une grande initiative qui reflète l'importance du thème de la terre, avec ses dimensions interdépendantes, qui vient occuper l'agenda international. Celle-ci est d'autant plus bienvenue qu'elle intervient un peu plus d'une décennie après la conférence internationale de la FAO sur la réforme agraire, la ville et le développement rural organisée à Porto Alegre et aussi après le Forum Mondial sur la Réforme Agraire qui avait eu lieu à Valence quelques mois plus tôt. Les ressources naturelles sont avant tout des moyens de vie fondamentaux pour la sécurité alimentaire et la nutrition. Depuis sa création, la FAO a attiré l'attention sur la nécessité d'examiner l'adéquation des structures agraires existantes pour éradiquer la faim et la pauvreté rurale. La charte des paysans adoptée en 1979 reste une référence importante. Au cours de ces dernières années, les États manifestent un intérêt pour l'élaboration de mécanismes et instruments globaux en vue de réglementer ces questions. Ils reçoivent l'appui de la FAO qui se coordonne avec

les autres agences des Nations Unies, avec la société civile, le secteur privé, les structures académiques, et les donateurs. Nous pouvons citer à titre d'exemple deux mécanismes récents et fondamentaux:

En 2012, des Directives volontaires ont été adoptées pour une gouvernance responsable de la tenure des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches, et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale. Elles font partie de la dynamique plus vaste et ont leurs racines dans les Directives volontaires sur le droit à une alimentation adéquate.

En 2014, des principes ont été approuvés pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires. Ils protègent les droits des petits producteurs et travailleurs du secteur rural et alimentaire.

Chers amies et amis, l'agenda 2013 pour un Développement Durable intègre l'accès égalitaire à la terre comme un droit fondamental. La FAO continuera à travailler et à avancer sur ce sujet avec un enthousiasme renouvelé. L'agroécologie et le soutien aux petits producteurs et agriculteurs familiaux doivent être des éléments centraux sur cette voie, sans oublier les nouveaux développements modernes de la biotechnologie.

Je vous souhaite à tous un grand succès pour le forum.

Javier MOLINA CRUZ, Agent principal Régimes fonciers, Division Climat, énergie et Tenure foncière (NRC), Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Colombie

Bonjour à toutes et à tous, Mesdames et Messieurs les différents membres de la table présidentielle, Mesdames et Messieurs mes collègues participants à ce forum, C'est un honneur d'être ici avec vous et de contribuer à ce dialogue on ne peut plus judicieux et nécessaire sur l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Comme vous le savez, 75% des pauvres dans le monde vivent dans des zones rurales et la majorité participent d'une façon ou d'une autre à des activités agricoles. L'agriculture, la croissance économique et la durabilité environnementale jouent un rôle fondamental dans la réduction de la pauvreté. Cependant, et comme nous le savons tous, la pression sur la terre et les ressources naturelles - l'eau, la forêt, la pêche - est de plus en plus forte et la concurrence pour ces ressources donnera très probablement lieu dans le futur à des conflits plus complexes et à plus grande échelle que tout ce que nous avons connu jusqu'alors.

C'est pour cela que le sujet de la gouvernance responsable de l'accès à la terre et de sa possession est au cœur de l'ordre du jour. À la FAO, comme vous l'apprendrez et comme l'a déclaré Monsieur le Directeur général, nous travaillons actuellement sur la question de la gouvernance responsable de la terre grâce à l'adoption des Directives volontaires. Certains pays ont déjà avancé dans la mise en œuvre de celles-ci comme vous l'a dit notre collègue venu d'Inde et comme nous le verrons avec les cas de la Colombie, de la Sierra Leone et du Guatemala

pendant les débats qui auront lieu lors des trois prochains jours. Les Directives sont un instrument qui nous permettra de promouvoir l'accès à la terre et de sécuriser sa possession pour permettre un accès juste, équitable, qui respecte les droits des petits agriculteurs, des peuples indigènes et des femmes. Comme nous le savons tous, cela est nécessaire pour assurer la sécurité alimentaire et le développement durable, comme l'a déclaré le Directeur général de la FAO, Monsieur José Graziano da Silva.

Nous sommes ici pour réaffirmer le soutien de la FAO à ce forum et bien évidemment pour continuer à travailler à vos côtés. Plus important encore, nous sommes ici pour faire suite aux résultats que nous obtiendrons, qui seront les fruits du travail de ces trois jours, pour ainsi continuer le travail que nous réalisons actuellement.

Merci beaucoup.

Vicent GARCÉS, Président du Comité International d'Organisation du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre FMAT2016, Espagne

Merci à vous toutes et tous d'être ce matin et durant 3 journées intenses que nous passerons ensemble à l'Université Polytechnique de Valence autour des thèmes proposés par le Forum Mondial sur l'Accès à la Terre. Je serai bref car nous aurons beaucoup d'occasions pour échanger durant ces journées.

Je veux simplement signaler que nous sommes en mars 2016, dix ans après la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural, CIRADR, et je veux rappeler tout particulièrement que l'ami Parviz Koohafkan, qui est parmi nous aujourd'hui, a été l'un des grands organisateurs de cette conférence internationale qui s'était tenue à Porto Alegre au Brésil. Je veux rappeler également qu'ici même, à l'Université Polytechnique de Valencia, s'est tenu en 2004 le Forum Mondial sur la Réforme Agraire, FMRA, en présence d'une représentation la plus riche et la plus vaste possible de la société civile organisée de l'époque. De là a surgi une énergie suffisamment puissante pour convaincre le gouvernement du Brésil et la FAO de convoquer la conférence de Porto Alegre.

Aujourd'hui, en 2016, les grands problèmes qui étaient posés à cette époque sont toujours là. Quelques-uns ont été résolus, d'autres sont en cours de résolution, mais les problèmes principaux sont restés non résolus: les problèmes de la faim, de l'exclusion, de la malnutrition, de difficultés d'accès à la terre pour les jeunes et les femmes, les difficultés qui empêchent des petits agriculteurs ayant peu ou pas de terres d'accéder à ces ressources productives fondamentales.. Ces grands problèmes continuent d'exister aujourd'hui, en 2016.

Ce forum que nous inaugurons aujourd'hui n'aurait pas été possible sans un effort énorme de tous ceux et celles ici présents et de tout le travail qui a été fait en amont. Plus de 1200 organisations sociales et paysannes, institutions publiques et experts professionnels se sont joints à la convocation de ce forum.

Et ici même, quelques 400 personnes représentent ce monde multicolore: l'Asie, l'Afrique, l'Amérique Latine, l'Europe qui, en matière de développement rural, ont droit à des perspectives et à un futur. Ici, durant les jours à venir, nous accueillons 45 % de femmes, je tiens à le dire car les orateurs de ce panel ne représentent pas ces 45% de femmes et je le déplore. Mais à d'autres tables vous pourrez constater une situation inverse.

Ce forum va donc démarrer avec des personnes qui sont venues à Valence en provenance de plus de 70 pays. C'est un effort immense, un effort personnel, économique, de la fatigue, dans de nombreux cas il y a eu des difficultés pour obtenir des visas, des difficultés nombreuses également pour se loger dans cette belle et agréable ville de Valence. Pourtant nous y sommes, une fois de plus! Nous sommes le symbole de cette volonté inébranlable des peuples de lutter pour leur futur. Nous sommes ici.

J'ai ici quelques communiqués qui nous ont été apportés ces dernières heures. Je vais en mentionner deux: l'un venant du département de la Réforme Agraire du gouvernement philippin et l'autre de la ministre des Affaires Étrangères du Niger qui adressent un chaleureux message au forum et nous souhaitent un bon déroulement. D'autres proviennent de dizaines d'entités et d'institutions dont l'appui financier a rendu possible la présence de tant de personnes, comme je l'ai déjà mentionné.

Mais je veux mentionner l'effort particulier fait par le CERAL et par AGTER qui assurent le secrétariat permanent de ce forum depuis 3 ans. Je veux également saluer le rôle des deux grandes institutions internationales que sont l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, et le Fonds International de Développement Agricole, FIDA, qui ont également contribué à notre présence ici.

Et comment ne pas mentionner le remarquable soutien technique offert par l'Université Polytechnique de Valencia, avec ses infrastructures et compétences, permettant de réaliser techniquement le forum, merci Monsieur le Recteur.

Nous avons tous entendu les paroles du maire de Valencia: cette cité est très singulière. C'est une ville qui est un curieux mélange entre monde rural et monde urbain, entre monde de la mer et monde de la terre. Cette cité fait la preuve de sa compréhension des grands problèmes actuels de l'humanité.

Merci également au ministère du Développement Agricole du Brésil, MDA. Le MDA est une pièce maîtresse dans ce processus qui a démarré en 2004 et qui nous a amené jusqu'ici en 2016. Mentionnons également Ekta Parishad, le ROPPA, la CONTAG et la COPROFAM, comment ne pas les remercier chaleureusement pour la grande aide à ce forum que constituent leurs revendications et leurs exigences?

Ce forum se terminera d'ici 3 jours et, nous l'espérons, de manière positive après des journées qui débiteront à 7 heures du matin pour se terminer à 9 heures du soir. Le forum se conclura, nous l'espérons, par un ensemble d'analyses, de diagnostics et de recommandations pour le futur. Le Comité International

d'Organisation du FMAT qui s'est réuni hier a décidé de mettre en place un comité de rédaction d'un document final. Un document final qui inclura les principaux éléments issus des ateliers et des sessions plénières, relayés par des rapporteurs qui fourniront un travail particulier pour présenter chaque soir, en séance plénière, les conclusions de la journée. Cet ensemble de propositions qui émaneront des ateliers et des séances plénières sera recueilli par le comité de rédaction pour formaliser une proposition finale cohérente qui sera proposée au forum.

Pour l'information de tous, le comité de rédaction sera composé de nos amis Alberto Broch, Président de la Confédération National des Travailleurs Agricoles du Brésil, Ramesh Sharma, Coordinateur des campagnes d'Ekta Parishad, Inde, Mamadou Cissokho, Président d'Honneur du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest, Michel Merlet directeur d'AGTER et Hubert Cochet, Professeur à AgroParisTech. Ce sont eux cinq qui feront ce travail de rassembler le meilleur de ce qui sortira de ce forum. Naturellement ils sont ouverts durant le forum à recueillir toutes opinions ou propositions que vous pourriez faire. J'espère que samedi prochain nous arriverons à une session de clôture finale dans laquelle s'exprimera cette énorme capacité et volonté d'amélioration qui se trouve ici réunie.

Je ne pourrais conclure ces paroles d'ouverture sans dénoncer et condamner la violence dans le monde rural et sur le terrain, partout dans le monde. La mort continuelle de dirigeants agricoles, la terrible persécution dans de nombreux pays représentés ici, exercée en partie par des personnes qui ne méritent pas le nom de citoyens à l'encontre de personnes qui luttent pour leurs droits. Comment ne pas se souvenir ici de Berta Caceres, assassinée il y a quelques jours à peine. Berta Caceres représente ces milliers, dizaines de milliers de paysans et paysannes qui ont perdu la vie pour défendre les droits des paysans. Une proposition pourrait être que nous nous joignons, en tant que FMAT, aux journées organisées au mois d'avril à Tegucigalpa en hommage à Berta Caceres et à tout ce qu'elle représente pour la lutte paysanne.

Je termine en renouvelant mes remerciements à toutes et à tous, et en appelant de mes vœux une forte concentration sur le travail durant ces journées. Car même si la ville le mérite et si la nuit est longue, nous ne sommes pas venus pour faire du tourisme, nous sommes venus pour travailler.

Merci camarades, encore une fois bienvenue, et maintenant en avant!

Merci.

Ximo PUIG, Président de la Généralité Valencienne, Communauté Autonome de Valencia, Espagne

Cher Recteur, chère Conseillère, très cher Vicent, Représentants des Organisations internationales, amis présents à la tribune, Mesdames et Messieurs, bonjour et surtout bienvenue. Comme l'a dit notre Maire, soyez les bienvenus vous qui êtes venus de si loin.

Cette cité, comme l'ont dit notre Maire et aussi Vicent, est une ville ouverte, une ville solidaire, une ville que j'espère, malgré l'intensité des journées qui vous attendent, vous aurez l'occasion de mieux connaître.

J'aimerais remercier aussi les organisateurs de m'avoir donné la possibilité d'être présent à cette séance d'inauguration, notamment parce que cela a été effectivement extraordinairement positif pour moi d'entendre ces différentes visions qui ont été exprimées ce matin.

Convoquer un débat ouvert, un débat inclusif, avec différents acteurs sociaux, institutionnels, pour réfléchir sur les améliorations de l'accès à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles des agriculteurs qui ont beaucoup de difficultés, des agriculteurs pauvres, c'est une initiative digne d'éloges. C'est une grande décision. C'est une décision qu'au gouvernement de la Communauté Autonome de Valencia nous reconnaissons, pour tout le travail accompli et les multiples efforts que vous avez tous fait pour être ici.

Cela est digne d'éloges parce que ces débats, ces réflexions que vous allez avoir pendant ces trois jours ont un objectif commun, l'objectif de s'engager à contribuer à la lutte contre la faim, la malnutrition et les inégalités dans le monde. Félicitations pour cette initiative, félicitations aux organisateurs d'avoir assumé cette responsabilité, félicitations à tous ceux qui, chaque jour, dans des milliers de villages à travers le monde, luttent pour la dignité de nous tous.

Je t'adresse un remerciement tout spécialement à toi, Vicent, en tant que Président du Comité International d'Organisation du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre et aux ressources naturelles, pour ton engagement, ton grand dévouement de toujours dans la lutte pour la justice, pour l'égalité et pour la liberté. Merci aussi à l'Université Polytechnique, UPV, et à son recteur qui a toujours compris l'Université comme un espace qui va bien au-delà de la formation, qui est un élément fondamental, clef, qui sans valeurs et sans cette connexion avec la société perdrait sa valeur d'universalité qui a toujours été celle de l'Université. L'UPV a toujours assumé cette vocation et le recteur la porte en permanence.

Promouvoir l'accès universel à l'alimentation, l'accès universel à la sécurité alimentaire et le développement durable de notre terre est plus qu'une priorité, c'est une urgence morale. C'est une priorité parce que nous sommes en train de parler de ce qu'il y a de plus élémentaire: de nous, de ce qui nous entoure, des êtres humains et de l'environnement. Nous devons agir sur la base d'un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires parce que c'est essentiel pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et pour soutenir la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquat dans le contexte d'une sécurité alimentaire pour tous et non pas seulement pour une partie du monde.

Nous devons prêter une attention spéciale aux petits producteurs, aux membres des groupes marginalisés et vulnérables, en assurant la création d'emplois dignes pour tous ceux qui travaillent à produire des aliments qui sont la base fondamentale de la vie de la société. Il a été dit avant que nous sommes, en effet, ce que nous mangeons.

Nous devons agir pour éradiquer la pauvreté, promouvoir l'égalité sociale, promouvoir l'égalité de genre, éliminer les pires formes de travail des enfants et par-dessus tout promouvoir la participation, l'inclusion sociale. Sans organisations de base de la société civile, dans le monde entier, dans tous les espaces politiques et sociaux, il sera impossible de récupérer l'impulsion que doit avoir le monde rural. Nous devons agir en définitive pour l'augmentation de la croissance économique selon les termes du développement durable. Il n'y a pas de progrès s'il n'y a pas d'équité, s'il n'y a pas d'égalité.

Je crois, comme l'a signalé le récent rapport de la FAO sur l'objectif Faim Zéro et comme cela a été dit ce matin, que mettre fin à la pauvreté et à la faim est possible, urgent et nécessaire. C'est une conviction à laquelle nous devons donner réalité. L'Organisation des Nations Unies a indiqué que cela est possible d'ici à 2030. Mais si nous ne changeons pas les stratégies, si nous ne changeons pas la volonté des gouvernements de ce monde, cela ne sera probablement pas possible. Or, cela est urgent. Nous ne pouvons pas attendre 2030. Nous devons essayer que cela arrive avant. Pour cela, cette rencontre que vous avez organisée, que vous avez initiée, est un pas de plus.

Nous avons besoin d'un changement de mentalité, d'une nouvelle approche, une mobilisation massive de ressources pour l'éradication de la faim, pour mettre un terme aux inégalités. Travaillons à cela.

Nous allons y travailler au niveau du gouvernement de la Communauté Valencienne. Nous connaissons des exclusions et des inégalités internes ici aussi, en Europe. Ces dernières années, lors de ces années de crise, les inégalités ont considérablement augmenté en Europe aussi.

L'élimination de la faim et de la pauvreté requiert une combinaison de protection sociale, de bien-être international, global, d'investissements favorables aux pauvres, aux défavorisés et une impulsion pour sortir rapidement les gens qui sont dans l'extrême pauvreté et, à partir de là, une action progressive pour assurer que ceux qui sont encore dans la pauvreté transitent vers un état de dignité humaine. Des politiques appropriées, des programmes coordonnés doivent répondre à l'espace globalisé pour garantir des bénéfices en termes d'opportunités de croissance et de création d'emplois tant dans le secteur public que le secteur privé.

Mesdames et messieurs, je vous disais à l'instant que nous devons agir pour augmenter la croissance économique selon les paramètres du développement durable. Un développement durable signifie une alimentation et une agriculture soutenable. Pour cela il est nécessaire d'améliorer l'utilisation des ressources naturelles et l'efficacité de cette utilisation, et réaliser une productivité sans préjudice d'aucun type, une productivité soutenable.

La soutenabilité requiert des activités directes pour conserver, protéger et améliorer les ressources naturelles. Activités qui doivent toutes être mises en œuvre de manière conjointe. Une agriculture qui n'assure pas la protection et l'amélioration des modes de vie ruraux, une agriculture qui produit pour

n'alimenter qu'une partie privilégiée de la société n'a aucun sens. L'équité, le bien-être social est aussi la base de ce nouveau modèle.

Nous allons renforcer par-dessus tout la résilience, la résistance des personnes, des communautés, des écosystèmes, parce qu'il est fondamental de répondre à cette demande d'une agriculture durable.

En définitif, la durabilité de l'alimentation et de l'agriculture nécessite des mécanismes de gouvernance responsable et efficace, et pour cela nous sommes engagés, pour cela notre pari vis-à-vis de cette rencontre, notre espoir est que ses résultats vont imprégner ce changement de culture qui est tant nécessaire à l'humanité.

Nous vous remercions par avance pour vos efforts, votre implication au cours de ces journées, de ces débats, ces réflexions, ces délibérations et ces propositions. Je vous remercie pour ce travail intense que vous allez réaliser parce que ce n'est pas un travail centré sur vous, sur la seule personne des participants, pas un travail focalisé sur vos organisations, c'est un travail qui pense l'intérêt de l'humanité.

Je suis convaincu que lorsque ce forum s'achèvera, après ces trois jours, Valencia pourra faire également partie de ce nouveau paradigme, de cette nouvelle stratégie contre la pauvreté qui doit intégrer l'accès aux ressources naturelles et à la terre, la lutte contre la faim et la dénutrition, contre les inégalités, pour produire ces nouvelles visions de ce que nous voulons pour notre communauté, pour notre terre.

Effectivement, pour que cette stratégie soit possible, il est nécessaire de l'insérer dans une ambition, un projet politique basé sur la démocratie. Une démocratie qui ne peut pas être soumise aux caprices des puissances économiques mais qui doit avoir pour valeur fondamentale la liberté des citoyens.

Aujourd'hui, nous nous sentons particulièrement solidaires de tous les pays du monde qui font face à des difficultés d'accès à la démocratie et à la liberté. Les valeurs qui l'ont inspirée, les valeurs républicaines de liberté, d'égalité et de fraternité sont absolument essentielles. Nous croyons dans ces valeurs et nous nous sentons clairement concernés par ce qui se passe au Brésil et dans n'importe quel pays du monde parce que nous sommes animés du sentiment humaniste universaliste, par les valeurs républicaines qui signifient en définitive que cela vaut la peine de continuer à lutter chaque jour dans n'importe quel village, dans n'importe quel pays.

Tous mes encouragements, merci et en avant!

José MORA, Recteur de l'Université Polytechnique de Valence, Espagne

Très honorable Président de l'Université de Valence, Madame la Conseillère à l'Agriculture, l'Environnement, au Changement climatique et au Développement rural, Monsieur le président du Comité international d'organisation du Forum, Mesdames et Messieurs les représentants des autorités, Mesdames et Messieurs, C'est un honneur et un plaisir d'accueillir à l'Université Polytechnique de Valencia un événement d'une telle importance. Un événement durant lequel

seront analysées les principales questions auxquelles nous sommes confrontés concernant l'accès à la terre et aux ressources naturelles et qui sera, comme l'a indiqué le président, un grand débat de plusieurs jours où des participants venus de tous les continents sont présents ici avec nous. Nous sommes ensemble pour analyser plus amplement les expériences et les questions spécifiques qui se posent dans les différents régions.

Je voudrais vous remercier tous, les plus de 400 participants à ce forum, ainsi que le comité organisateur pour cet énorme travail réalisé durant ces dernières années pour préparer cet événement. Je voudrais également remercier tout particulièrement les institutions qui ont apporté leur soutien et dont la présence aujourd'hui illustre cette intense collaboration: la mairie de Valencia, la Généralité de Valencia dont l'autorité suprême, le Président de tous les valenciens, est aujourd'hui présent parmi nous en compagnie de la Conseillère à l'Agriculture et de son équipe technique témoignant ainsi de la signification et de l'importance qu'ils accordent à cet événement.

Cet événement constitue la suite du Forum Mondial sur la Réforme Agraire de 2004 qui s'est tenu ici à Valencia, et du forum de Porto Allègre tenu en 2006. 400 représentants d'organisations diverses, associations d'agriculteurs, institutions académiques, scientifiques, gouvernementales et représentants de la société civile sont présents. Je crois que cette représentation plurielle est nécessaire pour aborder et traiter les questions fondamentales qui nous sont posées sur la manière d'améliorer l'accès aux ressources naturelles pour la population et notamment pour la population la plus marginale, la plus pénalisée, ainsi que la question du conflit permanent qui existe entre une agriculture familiale de proximité et l'agriculture industrielle de grande échelle, tout cela en tenant compte des aspects sociaux, économiques et d'emploi. C'est une question depuis longtemps préoccupante qui a des impacts démographiques et économiques sur les sociétés rurales et les pays en voie de développement. Cela marginalise les populations les moins armées pour faire face à ces changements et avancer. En vérité, je crois que depuis 2006 la situation a empiré. La pauvreté et l'iniquité, l'inégalité entre les personnes se sont aggravées.

À l'Université Polytechnique de Valencia nos activités de recherche et d'enseignement portent sur le développement, le progrès social, l'économie durable, le bien-être social et elles consistent à collaborer pour trouver des solutions viables et réalisables pour améliorer la qualité de vie des gens. Ce débat que nous aurons dans les jours à venir réunira des experts de tous les domaines, et d'origines diverses: des associations d'agriculteurs, des représentants de la société civile, des scientifiques, des experts techniques. Il devra approfondir la recherche et la combinaison des actions et projets à court et à long terme tout comme des plans d'action immédiate. Notre école Technique Supérieure d'Ingénierie Agronome et du Milieu Naturel est une grande faculté, l'une des meilleures au plan mondial d'après les agences de notation indépendantes.

Nous avons des personnes qui sont de grands experts de ces sujets qui vont apporter leur contribution à ce forum sous forme d'idées et de solutions.

La participation de tous est nécessaire pour augmenter la sensibilisation de la société et combattre ce grave problème qu'est l'accès aux ressources naturelles. Grâce à des campagnes d'information comme le mouvement Slow Food ou le commerce équitable qui ont, à mon sens, obtenu un grand succès international, la prise de conscience de notre mode d'alimentation, du mode de production de notre alimentation, s'est fortement accrue. Ici à l'Université Polytechnique de Valencia, nous avons contribué dans ce sens en de nombreuses occasions avec un grande implication des jeunes. À cet égard, le travail de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, est essentiel pour lutter contre la désinformation et diffuser davantage d'informations sur ce problème.

Pour conclure, je vous souhaite de tenir un intense forum, d'avoir des journées fructueuses, d'aboutir à des propositions réalisables très positives et je vous remercie tous, en particulier vous qui venez de pays lointains, qui vous êtes déplacés pour partager avec nous vos opinions et connaissances. Je vous souhaite un séjour agréable à Valence, à l'Université Polytechnique, son Université. Nous sommes par ailleurs à votre disposition pour répondre à toutes vos questions au sujet de l'Université et notre École d'Ingénieurs Agronomes, nos centres de recherche. Je vous souhaite de tout cœur un séjour très agréable parmi nous.

Je déclare ce forum ouvert.

Merci pour votre attention.

Session plénière I

Bilan des évolutions contemporaines 10 ans après la CIRADR de Porto Alegre (2006): Éclairages par continent

Présentations

Cecilia LEIVA MONTENEGRO, Présidente directrice générale de Procasur, Chili
- Modératrice -

Chers ami-es, nous allons commencer cette première séance plénière qui a pour objectif de faire le bilan des évolutions contemporaines dix ans après la Conférence Internationale de Porto Alegre sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR) de 2006. Pour donner lieu à ce débat nous avons ici des amis de l'Université qui vont vous distribuer des papiers sur lesquels vous allez pouvoir faire part de votre souhait d'intervention pendant le débat. Merci d'y indiquer votre nom, celui de votre organisation et le thème de votre intervention pour me permettre de vous donner la parole pendant le débat.

Nous avons ici un panel sélectionné de représentants d'Asie, d'Afrique, d'Europe et d'Amérique latine qui vont vous présenter leurs points de vue sur la situation. Avant qu'ils ne l'exposent, je vais commencer par donner la parole à Michel Merlet, Directeur de l'association AGTER qui va faire une introduction à ce débat.

Michel MERLET, directeur de l'Association pour contribuer à l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre, de l'Eau et des Ressources naturelles, AGTER, France

Je vais d'abord en quelques mots vous expliquer le type d'événement auquel vous êtes en train de participer. Ce n'est pas une conférence académique, c'est un forum. L'idée c'est d'avoir trois jours de dialogue, de débats contradictoires entre nous. On va essayer d'avoir en plénière des exposés seulement introductifs qui vont servir à lancer les débats. Nous voulons privilégier la participation des personnes depuis la salle et que les participants ne se limitent pas à poser

des questions aux personnes qui sont intervenues depuis la tribune. C'est très important de comprendre cela. On a très peu de temps. Le but du jeu est d'avoir un dialogue et un échange entre nous, ce qui est difficile. Nous avons une traduction simultanée en trois langues mais il y a constamment des risques de malentendus, des risques d'incompréhension. On a donc besoin de beaucoup d'écoute, d'une volonté de partager et de construire ensemble un certain nombre de solutions.

Tous ceux qui voudront intervenir dans les ateliers ou les plénières vont pouvoir le faire, soit pour apporter un témoignage soit pour apporter des éléments d'analyse, soit pour avancer un certain nombre de propositions de politiques ou d'actions qu'il serait intéressant de promouvoir. L'objectif est de débattre entre nous et d'avoir les réactions des différents participants à ces différentes propositions. On va vous demander de faire des interventions très brèves. La mienne aussi sera très brève, de façon à pouvoir mettre en avant le dialogue. C'est donc un vrai forum et pas une conférence de chercheurs qui présenteraient le résultat de leur travail.

On travaille sur un thème qui est très spécifique, l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Ce thème est lié à beaucoup d'autres questions. Il y a douze ans, lorsque nous avons fait la convocation pour le Forum Mondial sur la Réforme Agraire (FMRA), le sujet n'intéressait plus personne au niveau mondial à part quelques organisations paysannes et les gens qui avaient vraiment besoin d'avoir accès à la terre. Pourtant, cela avait été relativement facile d'organiser le FMRA. Douze ans après, cela a été beaucoup plus difficile d'organiser le Forum Mondial sur l'Accès à la Terre. Tout le monde parle de ces questions d'accès à la terre mais il semble exister très peu de volonté de trouver des solutions pour résoudre les problèmes. C'est pour cela que nous avons décidé d'organiser ce forum, c'est pour cela que vous êtes là, que vous avez décidé de venir et d'appuyer sa convocation.

Durant cette séance de débats, nous allons présenter quelques éclairages pour montrer que le monde dans lequel nous vivons est extrêmement divers. Nous avons des différences énormes de démographie, de rapports population rurale / population urbaine dans les différents continents. Il y a des terres très peu peuplées et d'autres surpeuplées. Il existe des systèmes agraires extrêmement différents et les exploitations agricoles sont de tailles extrêmement différentes. Il est très important d'en avoir toujours conscience afin de ne pas aborder les sujets qui nous occupent de façon trop réductrice. En Asie, en Chine, au Vietnam, en l'Inde, nous avons des très petites unités de production, en général de l'ordre de un hectare ou moins par unité de production. En Amérique du Nord ou en Amérique du Sud, nous trouvons des unités de production qui peuvent être beaucoup plus grandes, parfois des milliers d'hectares. Ce sont des situations qui n'ont rien à voir les unes avec les autres.

On s'intéresse à ce qui a changé ces dix dernières années mais aussi à ce qui a changé dans les trente ou quarante dernières années. Un certain nombre de

choses fondamentales ont changé. Certaines ont déjà été évoquées ce matin. On a eu un développement technologique extrêmement rapide, avec l'utilisation des énergies fossiles. Puis nous avons eu la généralisation d'une société de marché avec le développement des transports et des échanges. Cela est extrêmement important. Je voudrais rappeler les analyses de Karl Polanyi qui avait montré que finalement, si on n'arrive pas à dépasser cette société de marché, on arriverait à des catastrophes comme celles que nous avons connues au XX^e siècle avec les guerres mondiales et le désastre qui a suivi la libéralisation des échanges de la fin du XIX^e et du début du XX^e. C'est un thème qui a déjà été abordé par Ramesh Sharma d'Ekta Parishad tout à l'heure, dans son introduction. C'est quelque chose qui est en toile de fond de la réflexion que nous allons faire et c'est extrêmement important de l'avoir en tête.

L'autre chose importante, c'est l'espèce de révolution financière que nous connaissons. Aujourd'hui, nous pouvons acheter énormément de terres ou investir de l'argent que l'on n'a pas, en obtenant de l'argent sur les marchés financiers ou en se faisant prêter de l'argent par les institutions internationales.

Depuis la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural, CIRADR, et le Forum Mondial sur la Réforme Agraire, FMRA, les débats ont beaucoup porté sur les questions du *land grabbing*, des phénomènes d'accaparement violent de terres. Mais ce ne sont pas les seuls problèmes importants qui nous intéressent. Durant ces trois jours de discussions, nous allons nous intéresser à l'évolution des structures agraires dans les pays développés, en Europe en particulier, dans les anciens pays socialistes et dans les pays d'Amérique du Nord. À titre d'exemple, aux USA, région dont nous ne parlerons pas durant cette plénière, des années 1980 jusqu'en 2007, la taille des exploitations a considérablement augmenté. En 1982, la moitié des surfaces cultivées était représentée par des exploitations de plus de 236 hectares. En 2007, la moitié des surfaces cultivées était située dans des exploitations de plus de 422 hectares. En gros, on est passé avec ce même indicateur de 230 à 420 hectares en l'espace de quelques trente années. Pourtant, il n'y avait pas eu d'accaparement au sens habituel du terme, mais une évolution des structures qui, en fait, cache une polarisation très forte: de très petites exploitations et de plus en plus de très grandes exploitations. On retrouve la même chose en Europe, dans les pays d'Europe de l'Est, et cela est aussi quelque chose qu'il faut prendre en compte parce que les paysans il en reste encore quelque-uns dans ces régions du monde mais ils sont en train de disparaître extrêmement rapidement.

L'effort que nous allons essayer de faire pendant ce forum, c'est d'aller au-delà des discours, au-delà des analyses faciles et de réfléchir sur un certain nombre de concepts, sur un certain nombre d'idées fausses qui empêchent de prendre les bonnes décisions et de voir où sont les véritables défis. Nous avons besoin de réfléchir sur la grande production, sur la petite production. Nous avons besoin de voir ce qui est réellement intéressant pour la société dans son ensemble et pas seulement pour les producteurs. Nous avons besoin de raisonner sur ce qu'est

un investissement. Un investissement est-il systématiquement quelque chose de positif ou n'est-ce pas finalement du vol, du vol de ressources naturelles, de ressources communes qui sont mises à la disposition des investisseurs par les politiques publiques? Il faut prendre en compte l'impact pour l'ensemble de la société. A priori, on est extrêmement critique sur les modèles "gagnants-gagnants". On a toujours l'impression que s'il y a de très grandes exploitations - nous en discuterons dans certains ateliers - c'est parce qu'elles sont probablement responsables de la destruction des très petites exploitations. C'est ce à quoi nous aimerions réfléchir et sur quoi échanger. Encore une fois c'est fondamental de pouvoir bénéficier de vos différents apports.

Il y a quelques mois, s'est déroulée la 21^{ème} Conférence des Parties de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la COP21, à Paris. Le climat a été reconnu comme une urgence mondiale pour la survie de l'humanité. Nous, les personnes qui ont convoqué le FMAT, considérons que les questions de l'évolution de l'accès à la terre et aux ressources naturelles dans le monde constituent également une menace globale pour l'ensemble de l'humanité. Si on continue à la vitesse actuelle de transformation des structures agraires, nous arriverons dans un monde où il n'y aura plus de paysans. On n'aura plus que des très grandes entreprises où travaillent des travailleurs agricoles, comme c'est déjà le cas dans certaines régions d'Argentine ou des États-Unis. Cela commence en France également. C'est un changement considérable parce que depuis des milliers d'années la nourriture de la planète est produite par les paysans et si les paysans sont éliminés de l'espace, de la terre, on risque fort d'éliminer aussi toutes les possibilités de pouvoir assurer la survie de l'humanité. Ce sont des questions dont nous aimerions débattre. Vous n'êtes pas forcément d'accord avec ce que je viens de dire, c'est un peu de la provocation. Nous sommes ici pour débattre et nous sommes extrêmement heureux que vous soyez si nombreux pour échanger et construire des propositions ensemble.

DAO The Anh, Directeur de recherche, Académie des Sciences du Vietnam, Vietnam

Je voudrais d'abord remercier le Comité International d'Organisation du FMAT de m'avoir invité à présenter la situation foncière dans les pays de l'Asie du Sud Est.

L'Asie du Sud Est c'est le Laos, le Vietnam, le Cambodge et la Birmanie. Nous avons des représentants du Vietnam et du Cambodge dans cette salle. Comme le représentant de la Chine qui était attendu n'a finalement pas pu venir, je vais dire aussi un mot sur ce pays où certaines évolutions se rapprochent de celles du Vietnam.

Ces pays, en particulier le Vietnam et la Chine, se caractérisent par un aménagement hydraulique très ancien et par l'importance de l'irrigation dans leur agriculture. Les terres sont en grande partie utilisées pour la riziculture et sont situées dans les grands deltas. Après 1975, il y a eu des phénomènes de réformes agraires qui ont surtout concerné ces plaines, les rizières. Au Vietnam et en Chine, nous avons commencé par une allocation foncière pour toutes les

familles paysannes qui s'est traduite par un retour à l'agriculture familiale. Presque toutes les familles en milieu rural ont de la terre. Il n'y a pas de paysans sans terre. La conséquence est que la taille des exploitations est très petite. Au Vietnam, 85 % des exploitations ont moins de 0,5 hectares. On trouve des exploitations de 5 hectares dans les montagnes, mais en quantité limitée.

C'est le droit d'usage qui a été privilégié dans les réformes foncières au Vietnam et au Laos. En général, on a opté pour une propriété foncière étatique pour les terres agricoles et on a alloué des droits d'usage de 20 ans pour les familles. En Chine, on a fait pareil.

Au Cambodge et en Birmanie, par contre, la situation est différente. Ces pays ont adopté un modèle concessionnaire. Ils ont donné les titres de certification foncière pour les exploitations familiales qui existaient de par l'histoire et attribué des grandes concessions à des entreprises. Cela a permis le développement à grande vitesse de concessions foncières pour les agro-industries. Voilà la situation.

Nous pensons que cette situation foncière, après la réforme agraire, a eu des effets très positifs sur la sécurité alimentaire. Le Vietnam est rapidement passé de pays importateur de riz durant les années 1990 au rang de deuxième exportateur mondial de riz aujourd'hui. Au Cambodge, très récemment le pays est également devenu exportateur de riz vers l'Europe et les États-Unis. Je crois que la réforme foncière a eu des effets très positifs. En Chine, c'est un peu particulier. Ils ont perdu rapidement des terres agricoles de par l'industrialisation. Il est très difficile d'assurer la consommation nationale. Ils ont commencé à importer le riz du Vietnam, etc.

Durant ces dernières années, après les résultats positifs de la réforme agraire dans ces pays, les choses ont changé. Nous sommes devenus des pays très productifs en produits agricoles, exportateurs, mais avec l'intégration, la question de la compétitivité est devenue très importante pour les petites exploitations. Les coopératives agricoles sont encore très faibles et les organisations professionnelles agricoles ne jouent pas encore un rôle important. C'est une faiblesse. Il manque des régulations au niveau de la production agricole. Les phénomènes de surplus, de surproduction, sont devenus très importants. Les paysans font face à d'autres problèmes. La qualité des produits est faible et donc le prix de vente est très bas. Avec une petite surface, l'activité agricole ne permet pas d'assurer un revenu suffisant. C'est là le grand défi actuellement pour les pays de l'Asie du Sud Est.

Dans ce contexte, au niveau des politiques agricoles, il y a 2 courants. Au Vietnam, entre les objectifs d'exportation et de sécurité alimentaire, le gouvernement a choisi de mettre la priorité sur l'assurance de la sécurité alimentaire. Donc il a renforcé la sécurité foncière pour les familles. Avec la nouvelle loi foncière de 2013, le droit d'usage pour les terres est passé de 20 à 50 ans. Le gouvernement pense qu'une sécurité foncière sur une plus longue durée incitera les paysans à produire plus. Au Cambodge, c'est différent. Le développement des

concessions aux grandes entreprises a été très rapide. Aujourd'hui, à peu près 20 % des meilleures terres sont aux mains de grandes entreprises. Les petites exploitations dominent plutôt dans les zones plus difficiles. Peut-être que les collègues cambodgiens peuvent apporter un témoignage sur ce phénomène.

Par ailleurs, se développent de plus en plus de concessions au Vietnam, au Cambodge, au Laos et en Birmanie sur les terres en pente, en montagne, pour les plantations. Dans un contexte où les investissements immobiliers ne sont pas rentables, où l'économie stagne, beaucoup d'investisseurs du domaine de l'industrie retournent vers l'investissement agricole. C'est là un phénomène qui commence et favorise les accaparements fonciers dans nos pays. En réponse à cette situation, au Vietnam l'État a donné aux petites exploitations familiales le pouvoir de négocier avec les entreprises le prix du foncier, un prix de marché.

Nous pensons que, dans nos pays, le choix de s'appuyer sur l'agriculture familiale est toujours d'actualité. Mais le défi est que les organisations de producteurs, rurales, professionnelles sont insuffisamment développées. Elles ont un rôle essentiel à jouer. Elles peuvent offrir des services pour l'organisation foncière, pour une meilleure efficacité et puis pour le marché. Nous travaillons actuellement avec des collègues, dont certains sont dans la salle, sur les appuis à donner aux nouvelles coopératives au Vietnam. C'est un grand défi pour assurer la compétitivité de l'agriculture familiale. En même temps, par la recherche publique, nous demandons plus d'investissements de l'État pour soutenir la recherche pour donner plus de technologies aux exploitations familiales.

Merci.

Ramesh Chandra SHARMA, Coordinateur des Campagnes d'EKTA PARISHAD, Inde.

Je vais essayer d'être bref et vous apporter des éléments de compréhension des pays de l'Asie du Sud.

Selon nous, une des plus importantes questions en Asie du Sud est l'insécurité foncière et l'insécurité autour des droits fonciers. Compte tenu du grand nombre de personnes sans terre et sans abri dans ces pays, la résolution de ces problèmes est un enjeu important. Chaque pays a une histoire intéressante de réforme agraire.

Je peux commencer le Népal qui a une très intéressante topographie. Presque deux tiers du territoire du Népal sont difficiles d'accès. Aussi, étant donné la grande surface de ces territoires, il est très difficile de commencer une nouvelle culture dans une nouvelle zone. Il est possible d'en mettre en place mais avec un certain degré de risque environnemental. C'est une concentration démographique toujours plus grande sur de petites surfaces de terre qui est en train de devenir le défi principal pour la réforme foncière au Népal. Ils ont une histoire intéressante. De 1963 à 2008, une série de réformes foncières a eu lieu. La plus récente date de 2008. Mais des changements politiques ont fait qu'elle

n'a pas été matérialisée complètement sur le terrain et c'est en train de devenir un problème important.

Le Pakistan a également une histoire de réformes foncières intéressante, d'une manière différente. En 1977, ils ont lancé un processus avec la loi sur la réforme foncière. Mais peu de temps après, un jugement de la Cour Fédérale de la Charia de 1998 a complètement changé la notion de réforme foncière. Pour la première fois, les droits fondamentaux sur la ressource terre ont été contestés par la Cour elle-même. La situation devient très contradictoire. Quand on regarde la situation plus récente, après 2000, selon un récent rapport 2 % de la population contrôlent 45 % de la terre au Pakistan. C'est est un véritable problème pour résoudre l'insécurité de la tenure foncière.

Le Sri Lanka a une histoire intéressante de réformes foncières depuis 1972 jusqu'à la Loi de Réforme Foncière de 2001. Mais, comme le dit la Banque Mondiale dans un récent rapport, 11 % de la population est sans terre et 38,5 % de la population ont accès à la terre ne leur assurant pas de retombées économiques. C'est pourquoi il faut être prudent avec la notion de "sécurité foncière" et aussi pourquoi c'est un sujet d'attention majeur dans ce pays. Le Bangladesh fait plus ou moins face à la même situation.

En Inde, dans un rapport publié en 2011, le gouvernement a reconnu officiellement pour la première fois que 29,9 % de la population sont officiellement sans terre et sans abri. C'est un défi considérable. C'est pour cela que je disais que la situation globale des régimes fonciers ou des droits fonciers est toujours un sujet d'attention majeur.

Je voudrais maintenant attirer votre attention sur l'accaparement des terres dans ces pays. Par accaparement des terres je veux parler d'accaparements par les pays du Nord dans les pays du Sud par le biais de multinationales, de grandes entreprises.

Récemment, il y a eu beaucoup de négociations menées par des entreprises chinoises, saoudiennes ou encore des États européens au Pakistan pour produire du riz de qualité qui sera exporté vers ces pays. C'est là un problème important. Au Pakistan, il y a une grande lutte à ce sujet.

Au Népal, le facteur le plus dominant sont les Institutions Financières Internationales (IFI). Comme je le disais, dans ce pays le niveau de pauvreté est très élevé et au nom de la richesse, de la charité, du développement, les IFI sont en réalité en train de faire changer la législation de ces pays, en particulier au Népal. C'est une question préoccupante.

L'exploitation minière dans la mer d'Arabie, qui affecte directement et indirectement l'Inde et le Sri Lanka, est une question préoccupante. Parce que dès qu'on commence l'exploitation minière en milieu marin, on détruit les mers, les ressources marines. Je prends l'exemple de ces deux pays car nous dépensons des sommes énormes pour ce genre de recherches en Inde. Et les attaques des multinationales en Asie du Sud sont très préoccupantes.

Alors que se passe-t-il? Le gouvernement utilise, utilise mal, abuse même du mot "réforme". Comme une épée, il a deux faces. La notion de "réforme" a complètement changé. Permettez-moi de m'expliquer à travers un ou deux exemples. Le premier est l'ambiguïté de réformes structurelles dans le domaine de l'urbanisation, qui est un enjeu nouveau dans ces pays. Il y a bien sûr nécessité de répondre aux besoins des villes. Au nom de l'aménagement urbain vous appliquez des réformes d'urbanisation, mais dans le même temps vous détruisez les villages... C'est le cas au Népal, au Bangladesh, en Inde, et depuis très peu au Bhoutan également.

Le second exemple est celui des réformes juridiques. Les accords de libre-échange sont une menace importante pour la liberté dans ces pays. Ces accords sont en train d'imposer une nouvelle réforme de la législation.

Par exemple, la clause de "bénéfice partagé" est une nouvelle idée dans la législation minière. Nous ne disons plus que nous ne voulons pas d'une entreprise minière dans nos territoires, au Népal, au Bhoutan ou en Inde, car nous pouvons demander notre part du bénéfice. Quel pourcentage de ce bénéfice? 20 %, peut-être 10 %... Mais quoiqu'il en soit, l'espace légal pour dire qu'on ne veut pas d'entreprises minières est désormais affaibli, à cause de ces nouveaux accords de commerce.

Très récemment, la législation environnementale au Népal et en Inde a été complètement modifiée pour permettre de nouveaux investissements. La manière dont le rapport Doing Business de la Banque mondiale est pris comme référence par ces pays pour modifier leurs législations environnementales et foncières est une question préoccupante.

Le troisième domaine est celui des réformes économiques. Le paradigme dominant aujourd'hui posé par les organisations transnationales soulève une grande question. Prenons l'exemple du Traité Trans-Atlantique qui permettra aux entreprises transnationales de poursuivre juridiquement des États. Un nombre important de cas ont lieu ici et ailleurs. Les mouvements ne sont pas autorisés à accéder à ces mécanismes juridiques parce que les cours de justice sont biaisés, le cadre juridique est complètement détruit. Les moyens dont disposent les mouvements sociaux pour se défendre se réduisent.

Ce que à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est la militarisation des mouvements sociaux et de la société elle-même. Le mot réforme ne désigne plus que des phases d'un processus de réforme orienté par le marché. Mais nous sommes les héritiers de l'histoire de mouvements sociaux très intéressants, des mouvements sociaux non violents, des mouvements populaires. On peut prendre l'exemple de l'*Asia Indigenous People Pact*, du *Food Sovereignty Network*, et de l'*Asia Land Coalition* qui sont des coalitions émergentes en Asie pour contester ce type de processus anti-réformes ou anti-pauvres.

Nous avons une histoire très riche de progrès des cadres légaux qui ont pu être obtenus, à un certain degré, dans ces pays. On peut prendre l'exemple du *Forest Rights Act* en Inde, rédigé en 2006 et mis en œuvre finalement en 2008. Un grand nombre d'indigènes en Inde bénéficient aujourd'hui de cette nouvelle législation. Elle est née

et a été amenée grâce à un mouvement. La même chose se passe au Népal où les mouvements prennent des références dans le contexte indien et s'organisent. Les actions citoyennes, en particulier celles du mouvement pour les droits des femmes à la terre, marquent un tournant particulièrement intéressant au Népal. Il joue un rôle déterminant pour la sécurisation des droits fonciers des femmes qui a eu un net impact sur les politiques et les lois récentes.

La question sensible du travail agricole est très bien suivie par les mouvements pour la terre du Pakistan. Ils demandent constamment au gouvernement pakistanais de faire un nouvel amendement. Par le passé, il y avait une législation contre le travail forcé, mais elle a été abrogée dans les années quatre-vingt-dix. Ils brandissent cette référence devant le gouvernement. Un autre mouvement intéressant soutient les personnes sans abri au Bangladesh.

Il y a donc de l'espoir. Je peux dire qu'un espoir pousse les peuples et les organisations vers l'avant. Personnellement, je pense que les Directives volontaires sur la gouvernance responsable de la tenure des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts (DV), constituent une grande référence et un appui pour nous tous. Comment les mouvements sociaux de ces pays utilisent cette référence? Prenons l'exemple des réformes foncières qui sont en cours d'élaboration au Népal, en Inde et au Pakistan qui en est dans une phase très préliminaire. Dans ces 3 pays, les mouvements sociaux fournissent constamment des propositions de textes à leurs gouvernements. En Inde nous sommes parvenus à faire accepter par le gouvernement, dans une certaine mesure, nos propositions de politique de réforme foncière. Mais la plus grande vigilance reste de mise depuis 2013.

Le droit à la terre pour se loger, la sécurité d'occupation et des droits est une question importante. Une nouvelle législation pour sécuriser le droit à la terre pour se loger est très bien promue par les mouvements au Bangladesh et en Inde. Les mouvements pour les droits fonciers des peuples indigènes sont maintenant très populaires en Inde ainsi que dans les pays voisins.

Pour finir, je voudrais simplement dire un mot au sujet de l'action globale pour la paix et la justice. La nouvelle idée que nous essayons de propager en Inde et dans les pays voisins est de mener une action globale. Nous organisons une grande manifestation qui réunira un million de personnes. Son slogan est "des millions de personnes peuvent marcher" ("*millions can walk*"). Nous sommes connus pour nos marches et nous sommes prêts à nous battre pour les populations de l'Asie mais aussi pour tous les sans terre et sans abri du monde entier.

Merci.

Sidy BA, Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux, CNCR, et Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest, ROPPA, Sénégal

Je remercie nos amis du FMAT pour cette invitation. Je vous demande d'être un peu indulgents à mon égard et de me permettre de saluer ma référence

dans le mouvement paysan, Monsieur Mamadou Cissokho, qui est présent dans cet auguste assemblé. Il est une référence au Sénégal et en Afrique, il est le Président d'Honneur du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest, le ROPPA, et en même temps le Président d'Honneur de ma plate-forme, le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux, CNCR. Vous me permettrez aussi de saluer une grande dame qui devait être là parmi nous mais qui n'y est pas, Madame Mariam Sow, ainsi qu'un autre grand homme du Sénégal, qui se bat au quotidien pour une réforme foncière inclusive, je veux nommer le Président de ma plate-forme Monsieur Samba Gueye. Chers invités des 5 continents, je vous salue tous et vous souhaite un excellent forum.

L'accès au foncier a connu de fortes évolutions ces dernières années dûes aux nouveaux enjeux et opportunités de cette ressource "rare" au plan mondial. On le sait, le foncier a toujours été une ressource importante au plan social, économique, culturel et environnemental. Aujourd'hui, il est surtout un instrument de souveraineté reconnu et considéré comme tel par l'ensemble des pays, sauf, devrais-je dire malheureusement, par les dirigeants des pays les plus pauvres de la planète.

Plusieurs pays et parfois même des entreprises multinationales se sont lancés à la recherche voire à la conquête de cette denrée loin de leurs bases pour des raisons liées à la satisfaction des besoins alimentaires et énergétiques de leurs citoyens, aux retombées économiques/financières ou parfois avec des visées purement spéculatives. Ce qui a eu pour conséquence de modifier profondément les pratiques foncières, surtout dans les pays du Sud où on note une relative disponibilité foncière.

Beaucoup de pays du Sud, en Afrique noire en particulier, ont entamé ces dernières années des processus de réforme foncière souvent sous la houlette ou sur encouragement des bailleurs de fonds et autres partenaires du développement. Du point de vue des dirigeants et de leurs souteneurs précités, les réformes entreprises devraient attirer les investissements et développer l'agriculture tout en sécurisant les droits des petits producteurs.

Mais, apparemment, l'exercice n'est pas très aisé. Dans certains pays, ces réformes ont abouti, avec un bilan à court terme très mitigé que je me garderais d'évoquer faute de données poussées sur le sujet. Par contre, dans d'autres pays comme le Sénégal que je connais le mieux, les réformes sur le foncier tardent à être mise en place. Les blocages se situent tantôt au niveau des États, qui manquent de volonté politique, tantôt au niveau de la société civile (organisations non gouvernementales, organisations de producteurs, etc.) qui, comprenant les enjeux et implications de telles réformes, se mobilisent pour préserver au mieux les intérêts des acteurs ruraux en posant des actes qui, de manière incidente, contribuent à ralentir le processus de réforme.

Face à cette situation, les régimes politiques d'obédience libérale qui se sont succédé depuis 2000 continuent de poser des actes aux conséquences souvent

négatives pour les populations locales qui se trouvent constamment dépossédées de leurs terres au profit d'une nouvelle aristocratie et d'une nouvelle race de cultivateurs, les "paysans du Dimanche", mais aussi de multinationales. Ainsi les plans Retour vers l'Agriculture, REVA, et Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance, GOANA, brandis respectivement comme alternative à l'émigration clandestine des jeunes à travers un retour vers l'agriculture, et comme solution aux crises alimentaires telle que celle de 2008, ont été quelque part vécus par les communautés comme des situations facilitant voire encourageant la spoliation des terres des petits producteurs agro-pasteurs des terroirs ruraux.

À cela s'ajoute le soutien manifeste à *l'agro-business* surtout étranger dont les gouvernants de beaucoup de pays du Sud ont fait montre ces dernières années au détriment de l'agriculture familiale: discours élogieux à l'endroit de ce modèle agricole décrit comme pouvant conduire à la sécurité alimentaire, à la création d'emplois et à la modernisation de l'agriculture ; facilitation des procédures d'installation avec la création d'institutions spécialisées comme l'Agence de Promotion des Investissements et des Grands Travaux, APIX, au Sénégal ; octroi de grandes surfaces de terres, anciennement utilisées par les populations, à des multinationales pour la production de denrées alimentaires ou de biocarburants avec leurs conséquences en termes de misère sociale et de désastres écologiques... Le cas emblématique de Fanaye au Sénégal est l'exemple qui est souvent mis en avant pour illustrer cette tendance. Mais il n'est malheureusement que l'arbre qui cache la forêt.

Les changements de propriété foncière se sont beaucoup accélérés durant ces dix ou quinze dernières années et souvent dans un sens contraire aux intérêts des classes les plus pauvres de la société.

Même si la responsabilité de ceux qui sont considérés comme victimes peut être évoquée - et à juste titre d'ailleurs parce qu'il faut reconnaître qu'il y a des terres qui sont vendues par les populations elles-mêmes qui crient ensuite à la spoliation - il faut relever deux choses qui remettent encore en selle la responsabilité entière de nos États dans ces processus:

- D'abord la plupart des transactions foncières engagées par les populations sont avalisées ou parfois encouragées et souvent validées par les représentants de l'État. Par exemple, au Sénégal ce sont les sous-préfets qui ont le pouvoir de contrôle et de validation des opérations foncières.

- Ensuite, une bonne partie des populations qui vendent leurs terres est consciente des enjeux et de l'importance du foncier. Mais avec un soutien défaillant de

¹ <http://www.ektaparishad.com/Home/TabId/55/ArtMID/709/ArticleID/84/Millions-Can-Walk.aspx>

l'État et ayant en main une ressource qu'ils ne peuvent pas rentabiliser faute de moyens étant accablés par la pauvreté et les besoins immédiats de la famille, ces individus agissent en "acteurs rationnels" et privilégient la solution de survie consistant à brader cette ressource inestimable.

Cela pour dire que la sécurisation de l'accès des acteurs ruraux aux ressources naturelles passe certes par la mise en œuvre de mesures législatives reconnaissant et confirmant leurs droits sur la ressource, mais aussi par des mesures volontaristes en termes de politique agricole globale de soutien à l'agriculture familiale dans le sens de leur transformation pour ne pas dire modernisation.

Pour revenir à l'exemple du Sénégal, aujourd'hui le gouvernement a relancé le processus et a fait d'importants progrès dans le sens de la concrétisation de la réforme foncière. Mais les options de réforme préconisées par la Commission Nationale de Réforme Foncière, CNRF, s'orientent vers une immatriculation des terres du Domaine national soit au nom de l'État soit au nom des collectivités locales.

La société civile sénégalaise réunie autour du Cadre de Recherche et d'Action sur le Foncier, CRAFS, pense que ces axes de réforme sont de nature à ouvrir la voie à un marché foncier qui risque d'être préjudiciable à l'agriculture paysanne et aux exploitations familiales. Elle a travaillé avec les communautés locales dans les différentes zones du pays autour de propositions alternatives qui rejettent formellement cette option de l'immatriculation généralisée des terres et proposent le maintien de l'esprit de la Loi sur le Domaine national dont il faut corriger les imperfections.

Mais la société civile propose surtout la mise en œuvre de mesures structurantes pour soutenir et développer structurellement l'agriculture familiale. Parce qu'au cœur des enjeux liés à l'accès et au contrôle des ressources naturelles, on retrouve un défi majeur qui est la souveraineté alimentaire des peuples.

Je vous remercie.

Mohamed ELLOUMI, Chercheur, Institut National de Recherche Agronomique, INRAT, Tunisie

Merci à Mme la Présidente et aux organisateurs de m'avoir donné ce plaisir de vous exposer rapidement quelques idées fortes sur la situation particulière de la Tunisie. Je n'ai pas la légitimité de parler de l'Afrique ni de l'Afrique du Nord. Il y a ici des collègues algériens, je ne vois pas de marocains mais on pourra en parler dans les ateliers.

Je parle de la situation tunisienne parce que c'est celle que je connais le mieux. C'est, je dirais, "un cas d'école". Parce que la Tunisie a une longue histoire avec l'accapement foncier. À la fin du XIX^e siècle, c'est un conflit autour de l'accapement foncier par des sociétés financières françaises qui a été à l'origine de l'instauration du protectorat français sur la Tunisie pour

protéger effectivement les intérêts français en Tunisie. Cela a donné lieu à toute la colonisation agricole en Tunisie avec son coût social: la dispersion des populations qui étaient sur les terres qui ont servi à la colonisation en utilisant le processus que nous voyons maintenant un peu partout lié au flou juridique qui entoure le statut de nombreuses terres.

À l'indépendance de la Tunisie, en 1956, nous avons hérité d'un patrimoine foncier domanial qui représente un peu plus de 10 % des terres agricoles tunisiennes parmi les meilleures terres agricoles. À côté de cela, nous avons hérité d'un dualisme agraire classique de l'accès aux ressources foncières. La gestion de ces deux caractéristiques va faire un peu la caractéristique des différentes politiques qui ont été menées jusqu'à aujourd'hui. Je prendrai surtout le cas des terres domaniales qui ont été effectivement l'empreinte, la caractéristique des politiques agricoles qui ont servi pour mettre en place les différentes politiques et notamment des politiques d'insertion dans la division internationale du travail par la mobilisation de ces terres pour produire des matières agricoles à bas prix. Tout cela s'est développé en parallèle du développement, de l'émergence d'une agriculture familiale relativement prospère qui a fait, à mon avis, la force de l'agriculture tunisienne jusqu'à la crise de 2008. Cette crise-là est due à tous les accords d'association et de libéralisation qu'ont signés les gouvernements tunisiens successifs, qui ont affaibli cette agriculture familiale, qui l'ont mise en concurrence avec des agricultures plus fortes, plus développées, sur le marché intérieur mais surtout sur son marché d'exportation au niveau de l'Union européenne.

Sur les terres domaniales, on est passé d'un processus d'accaparement externe à un processus d'accaparement intérieur par le pouvoir en place, par la famille du pouvoir en place. On a mobilisé ce patrimoine foncier pour en faire - c'est là un peu le même modèle qui a été fait au Maroc - des cadeaux pour services rendus autour du pouvoir en place. Je pense que c'est la conjonction de la crise de l'agriculture familiale et du ressentiment par rapport aux politiques en place qui a effectivement donné lieu à la révolution tunisienne, en décembre 2010 et janvier 2011. C'est à l'origine une révolution rurale, profondément rurale, partie de Sidi Bouzid, une bourgade rurale relativement intégrée à un espace urbain et paradoxalement une région où l'agriculture était prospère. Mais cette crise de l'agriculture familiale, l'arrêt de cette dynamique sociale, a conduit à une révolution d'une jeunesse qui demandait la dignité, l'emploi et la justice sociale, les trois slogans mis en avant par ces personnes-là.

Depuis la révolution, les choses ont été remises à plat, c'est-à-dire que nous avons à nouveau un débat au niveau de la société. Je pense qu'un des acquis de la révolution tunisienne, c'est effectivement d'avoir ouvert l'espace au débat public et à la liberté d'expression. Ce débat porte en partie sur ces terres, les terres domaniales, sur la place de l'agriculture dans le schéma de développement. Parallèlement, il y a des actions sur le terrain, c'est-à-dire que les populations en place n'ont jamais oublié que ces terres-là appartenaient à leurs ancêtres, même si parfois c'était de manière fictive, imagée, parce que les

tribus, les populations qui étaient en place ont en effet été dispersées voire même décimées par l'accaparement foncier. Nous avons de nouveau sur le terrain des récupérations de terres, notamment dans le Djeri tunisien, au niveau des oasis où des jeunes ont récupéré les palmeraies qui appartenaient à la collectivité, à la communauté mais étaient mises en valeur par des sociétés nationales. Les jeunes ont récupéré, ont envahi, occupé ces terres et les exploitent de manière commune sous la protection de l'ensemble de la communauté.

Là où ces jeunes n'étaient pas encadrés, ces mouvements ont plutôt été des réactions violentes par rapport à une occupation qui était sentie par les jeunes, par les populations locales comme une colonisation de l'intérieur.

En Tunisie, nous avons eu deux débats nationaux sur cette question foncière, sur les terres domaniales. Malheureusement, le débat a vraiment été clivant avec d'un côté les bureaux et les défenseurs de la grande exploitation qui veulent utiliser ces domaines de l'État pour attirer les investissements directs étrangers et, de l'autre côté, tous les défenseurs de la gauche qui défendent une réforme agraire sur ces terres agricoles domaniales pour renforcer cette agriculture familiale. Malheureusement, ce débat n'a pas été tranché. On est dans une espèce de *statut quo* qui n'est profitable à personne parce que ce patrimoine domaniale représente les 10 % des meilleures terres de la Tunisie qui sont actuellement dans un état de sous exploitation, de sous valorisation assez aggravé. Le débat a été déplacé à l'occasion du débat autour du code d'investissement, parce que le code d'investissement a pour vocation en Tunisie d'appeler et d'attirer les investisseurs étrangers. L'une des questions a été de savoir comment s'ouvrir bien que la loi interdise la vente des terres agricoles en Tunisie à des étrangers, comment faire entrer les capitaux à travers les investisseurs tunisiens et des associations avec des capitaux étrangers. Et là aussi, le débat est encore en cours à la chambre des députés pour savoir si effectivement on ne devrait pas ouvrir des brèches pour de nouveau favoriser l'investissement sur ces terres.

Pour finir, je dirais que le problème en Tunisie est qu'il y a un débat autour de cela mais que, malheureusement, on constate que le monde rural, les agriculteurs, ont très peu de porte-voix. Ils sont eux-mêmes très mal organisés. Les deux organisations syndicales agricoles ne représentent pas la masse des petits agriculteurs. 53 % des exploitations tunisiennes ont moins de cinq hectares. Donc elles sont très mal représentées dans le débat public, elles sont très mal encadrées par les partis politiques y compris les partis de gauche qui défendent une réforme agraire mais n'ont pas d'implantation au niveau rural.

Je vous ai montré que le débat à la base de la révolution tunisienne, qui était fondamental, a été complètement détourné vers un débat idéologique, vers un débat sur l'identité, sur la place de la religion dans la société, qui finalement n'a lui jamais été évoqué pendant tous les mois de la révolution tunisienne. On est dans un débat qui occulte les vrais débats économiques sur la réforme agraire, sur le devenir des terres domaniales, sur le devenir des terres collectives, sur la place de l'agriculture dans le secteur agricole sachant que ces questions sont

éminemment politiques et importantes pour le choix de société que nous pouvons faire et les modes de vie en commun que nous pouvons avoir entre les ruraux, les agriculteurs et les urbains. Il y a une espèce de rupture entre ces deux mondes-là. Historiquement, toutes les révoltes en Tunisie ont été liées à une rupture, à un manque de dialogue entre le monde agricole et le monde urbain.

Je vous remercie.

Philippe LAVIGNE DELVILLE, Directeur de Recherche, Institut de Recherche pour le Développement, IRD, France

Bonjour à tous et merci aux organisateurs de m'avoir invité. Je voudrais commencer par excuser le Professeur Kojo AMANOR du Ghana qui devait être là à cette table et qui n'a pas pu venir. Je vais essayer de compléter très brièvement l'intervention de Monsieur Sidy BA avec une perspective géographique plus large en mettant l'accent sur deux événements des dix dernières années.

Dans les années 1990, la question foncière a émergé en Afrique subsaharienne au croisement d'un accroissement des conflits fonciers d'une part et de la libéralisation économique liée aux ajustements structurels et des revendications démocratiques d'autre part. De nombreux pays ont engagé des débats sur les politiques foncières - et parfois des processus de réforme - autour de la mise en cause du monopole foncier de l'État, accusé d'avoir facilité les abus de pouvoir des élites politiques et des agents de l'État et, en corollaire, de la question de la reconnaissance juridique des droits fonciers des producteurs agricoles. Deux grandes options s'opposaient, au niveau international comme dans les débats nationaux: d'un côté des politiques de privatisation des terres, justifiées par les théories selon lesquelles des droits de propriété privée sont une condition de développement économique, et de l'autre, des politiques de sécurisation des droits fonciers des acteurs ruraux, pour lesquelles l'enjeu est avant tout de permettre aux acteurs ruraux d'exploiter paisiblement leurs terres et leurs ressources. Cette controverse recoupait en grande partie, mais pas totalement, celle sur les modèles de développement agricole, entre soutien à l'agriculture familiale et promotion de *l'agro-business*.

Au tournant des années 1990, les politiques de privatisation semblaient disqualifiées tant d'un point de vue scientifique que politique. Les études empiriques montraient le dynamisme et la capacité d'adaptation des régulations foncières coutumières. Les économistes de la Banque mondiale avaient montré que la privatisation des terres n'est ni une condition nécessaire, ni une condition suffisante de développement économique et que libéraliser le marché foncier, lorsqu'il existe "des imperfections significatives" dans les autres dimensions des processus productifs, a toutes chances d'accroître les inégalités sans gains de productivité. Y compris dans les institutions internationales - une partie d'entre elles dans certaines portions - , le "paradigme de remplacement" selon lequel il faut remplacer les droits coutumiers par une propriété privée semblait

disqualifié au profit d'un "paradigme d'adaptation" qui part de la reconnaissance des droits locaux pour les intégrer dans les politiques nationales.

Les débats de politique foncière dans les différents pays traduisaient ces tensions et ces controverses, et les confrontations d'intérêt sous-jacentes, dans des termes reflétant les enjeux politiques de construction de l'État, et les intérêts fonciers des élites, dans un contexte où le cadre légal est largement un legs colonial. Dans certains pays, en particulier en Afrique de l'Est et Australe, ils se couplent avec des sorties de guerre civile (Mozambique, Ouganda), ou de crise politique violente (les violences politiques des élections présidentielles de 2007 au Kenya, où l'instrumentalisation politique du foncier a joué un grand rôle).

La seconde moitié des années 2000 a vu, dans un certain nombre de pays, la concrétisation de réformes des politiques foncières engagées au cours des années 1990: Madagascar en 2005, le Bénin en 2007, le Kenya en 2009 (l'Ouganda l'ayant fait plus tôt, en 1995). Elles traduisent des compromis variables et souvent ambigus entre résistances des États et des administrations à la remise en cause de la domanialité, pressions à la privatisation et tentatives pour promouvoir la reconnaissance des droits fonciers ruraux en fonction des histoires nationales et des rapports de force. En caricaturant, là où le débat est lié aux crises politiques, les politiques intègrent des innovations fortes dont la concrétisation est problématique du fait de l'absence d'instruments. Et là où le débat est impulsé par les bailleurs de fonds, l'accent a été mis sur la recherche de solutions pratiques avec l'appui de l'aide internationale, avec des difficultés à les transcrire dans les politiques et à dépasser les opérations pilotes.

Globalement, la reconnaissance et la sécurisation des droits fonciers des acteurs ruraux ne sont que très partiellement intégrées, ou les principes novateurs sont détournés. Dans plusieurs pays, le débat a été ouvert puis refermé. Au Sénégal, on observe des tentatives répétées de l'État pour prendre le contrôle des terres coutumières et les offrir aux investisseurs, tentatives bloquées par la mobilisation de la société civile.

La fin des années 2000 correspond aussi à la prise de conscience de l'ampleur des accaparements fonciers à l'échelle mondiale, mise en lumière avec l'affaire Daewoo en 2008, dont la révélation a contribué à la chute du Président Marc Ravalomana. L'Afrique subsaharienne est une des régions où se concentrent ces accaparements pour différentes raisons: c'est le continent où des terres sont censées être "disponibles" en grande quantités, à condition d'oublier les agriculteurs, les éleveurs, et l'enjeu environnemental des forêts équatoriales... ; le monopole foncier de l'État permet – au niveau légal – à l'État d'octroyer des concessions sur d'immenses surfaces en négation des droits des populations qui les occupent et les exploitent ; le prix de la terre est particulièrement bas - le Soudan et l'Éthiopie les cèdent à 0,5 ou 1 dollars États-unien par hectare et par an ; du fait du démantèlement des soutiens à l'agriculture, le recours aux investisseurs semble parfois la seule solution à des élites nationales

profondément méprisantes des capacités de leurs agriculteurs. Certains États mettent en place des agences dédiées à l'accueil des investisseurs (Éthiopie, Mozambique) ; dans d'autres, les accords se font dans l'opacité, en négociation directe avec le pouvoir politique. Des centaines de milliers d'hectares ont été attribués, en particulier dans des pays d'Afrique de l'Est (Mozambique, Éthiopie, Tanzanie), mais aussi au Nigeria, au Sénégal, etc. Ces accaparements ont suscité des formes inédites de mobilisation couplant organisations paysannes ou communautaires, organisations de la société civile nationale, organisations internationales. Elles ont contribué à faire prendre conscience de l'ampleur de ces processus, ont réussi à s'opposer à certaines tentatives, ont renforcé la capacité de négociation des communautés locales, en tous cas dans les États relativement démocratiques.

Le degré de concrétisation de ces projets est très variable, souvent faible. Mais leurs impacts en termes de dépossession des paysanneries et des pasteurs n'en est pas moins réelle. Les efforts pour documenter les processus d'accaparement et leur ampleur ont aussi amené à mettre en évidence l'ampleur des achats de terre par les élites nationales, processus déjà ancien mais qui s'accélère. Bien que plus dispersé, portant sur des surfaces unitaires plus faibles mais sur un nombre de cas beaucoup plus important, ces accaparements sont probablement quantitativement aussi importants sinon plus que les grandes acquisitions internationales. Ils traduisent parfois des logiques d'investissement productif - hévéa en Côte d'Ivoire, palmier à huile au Cameroun - mais aussi des stratégies d'accumulation foncière et de spéculation.

Les années 2010 voient des pressions accrues à la formalisation des droits fonciers, de la part des institutions internationales (Doing Business). L'industrie du cadastre met en avant les mutations techniques pour légitimer les opérations massives. Dans les débats internationaux, les doutes des années 1990 semblent oubliés et le discours promouvant la formalisation des droits fonciers à grande échelle reprend de plus belle. Les millions de parcelles enregistrées au Rwanda et en Éthiopie sont valorisés sans guère de questions sur le fait que ces expériences à grande échelle sont mises en œuvre par des États autoritaires, sur leurs impacts agraires et sociaux, sur la possibilité concrète d'assurer une gestion effective dans la durée des droits enregistrés, sur le type de politique agricole sous-jacente. Alors que la formalisation des droits fonciers - en particulier en termes de propriété privée - contribue souvent à accélérer le marché foncier, elle est mise en avant comme un moyen de protection des droits locaux contre les accaparements fonciers, au sens où elle concrétiserait la fin du monopole foncier de l'État.

À l'échelle nationale, les États cherchent à préserver ou renforcer leur capacité d'affectation clientéliste des terres. Longtemps réticentes à une formalisation de droits de propriété privée en zone rurale, qui aurait profondément déstructuré les sociétés rurales et mis en cause leurs stratégies d'accaparement des terres relevant légalement de l'État, les élites semblent elles aussi se convertir

au principe de la privatisation des terres et cherchent à légaliser les terres qu'elles ont acquises. Les professionnels du foncier s'imposent comme acteurs incontournables des processus de légalisation des parcelles et augmentent le coût et la complexité des procédures, les rendant inaccessibles aux paysans. Intérêts économiques et intérêts corporatistes se conjuguent ainsi pour transformer à leur profit des politiques de sécurisation foncière censées être inclusives (Côte d'Ivoire). Les administrations foncières, les intérêts privés, tentent de détourner les processus de réforme foncière qui allaient dans le sens de la sécurisation des droits fonciers locaux, ou suscitent leur mise en cause. Les processus d'exclusion se renforcent.

Ils se renforcent d'autant plus que, à côté des accaparements fonciers sur les terres agricoles ou pastorales que les mobilisations internationales et locales ont contribué à partiellement disqualifier l'argument de l'environnement légitime de nouveaux fronts d'investissement pour les capitaux internationaux – et donc d'accaparements - cette fois sur les forêts à travers les mécanismes du marché du carbone. Ces mécanismes ne sont pas encore en place que des tractations sont en cours pour promouvoir les investissements en capitaux, cette fois sur les terres censées être "dégradées", qui seraient confiées à des entreprises "capables" d'investir pour les restaurer et qui auraient ensuite le droit de les attribuer contre rémunération... Autant dire que les risques d'exclusion des agriculteurs, des éleveurs, des peuples exploitant les forêts, n'ont jamais été aussi forts et que la vigilance et le combat pour la défense des droits sur la terre des sociétés rurales n'ont jamais été aussi essentiels.

Jan Douwe VAN DER PLOEG, Professeur, Université de Wageningen. Pays-Bas

Je vais parler de la situation européenne. Je vais tenter de répondre à la question: que se passe-t-il en Europe depuis dix ans, depuis Porto Alegre² en 2006?

Je vais parler de quatre tendances qui, ensemble, créent un panorama déconcertant. Un panorama qui contient également de nombreuses contradictions qui nous autorisent aussi bien à être optimistes que pessimistes.

La première tendance est une tendance positive. Il s'agit de la reconnaissance croissante en Europe, par la société civile, de l'importance et de l'intérêt de l'agriculture familiale. 2014 a été l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale. Le phénomène d'agriculture familiale a été discuté en Europe par les syndicats agricoles et par la société civile de manière plus globale. Elle a été reconnue comme une réalité multidimensionnelle qui porte la promesse d'être très attrayante pour les acteurs impliqués, un endroit qui vous autorise à être autonome, un lieu qui lie le passé, le présent et le futur, un lieu où vivre

² Jan Douwe Van Der Ploeg fait allusion à la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural tenue du 7 au 10 mars 2006 à Porto Alegre, Brésil, ndr

et travailler se combine, un très bon endroit où grandir lorsqu'on est enfant. L'agriculture familiale contribue grandement au maintien de la biodiversité et des paysages et encore à de nombreuses autres dimensions. Bien sûr, ces aspects positifs sont menacés par les politiques, les marchés, et de nombreuses autres tendances. Mais quoi qu'il en soit, le fait est que l'agriculture familiale est une part précieuse de nos sociétés. Cela est lié également à la problématique de l'accès à la terre.

En raison de la crise économique actuelle, non seulement sur le pourtour méditerranéen, mais également dans le Nord-Ouest de l'Europe, de nombreux jeunes se lancent dans l'agriculture. Ils font face à des difficultés assez grandes pour accéder à la terre. Cela est complémentaire de la situation en Europe de l'Est où l'accaparement des terres est un phénomène grave. Il y a aujourd'hui en Europe plus de dix millions d'exploitations agricoles familiales. La grande majorité de ces exploitations sont de petites exploitations. Par le passé, on disait "les petites fermes disparaissent, les grandes exploitations progressent". Avec de nouvelles méthodes, des données ont été analysées. Les petites exploitations disparaissent mais cela est également vrai pour les grandes exploitations. Au fil des années, certaines d'entre elles disparaissent.

Le point important de cette nouvelle compréhension du phénomène est que les politiques agricoles ne peuvent pas être sélectives et orientées uniquement vers les grandes exploitations. Elles doivent soutenir, inclure les petites et moyennes exploitations également. Cela est particulièrement et premièrement vrai pour l'Europe et la PAC qui est toujours davantage orientée vers les grandes exploitations au détriment des petites exploitations qui sont marginalisées.

Une autre conséquence en lien avec cela concerne la contribution des petites exploitations – ces données concernent mon pays, la Hollande – à la croissance globale. Le problème est clair. La grande exploitation est très imposante, à l'air d'être très moderne, la petite exploitation quant à elle est minuscule. Les gens, les politiciens, supposent que la grande exploitation est importante. Bien sûr il y a beaucoup, beaucoup de petites exploitations alors qu'il y a vraiment peu de grandes exploitations. Si on s'intéresse à leur contribution à la croissance globale et au développement de 1990 à 2006, alors on constate que les petites exploitations ont contribué quatre fois plus à la croissance globale que les grandes, assez grandes et super grandes exploitations toutes prises ensemble. Cela signifie que les petites exploitations sont indispensables à la souveraineté alimentaire. Sans les petites et moyennes exploitations, le secteur agricole serait un canard boiteux.

Le deuxième point important que je voulais signaler est que l'importance et l'intérêt des petites exploitations est de plus en plus reconnu.

Troisièmement, on reconnaît généralement l'intérêt de l'agriculture paysanne, la façon de cultiver, la façon dont les petits paysans organisent leurs activités sur des petites parcelles. Cela est de plus en plus reconnu. Les paysans vont

là où les grands exploitants ne peuvent pas aller: dans les collines, les zones humides ou ailleurs. L'agriculture paysanne est une agriculture durable qui ne détruit pas les ressources naturelles. L'agriculture paysanne aide à lutter contre la pauvreté, elle crée plus d'emplois que l'agriculture industrielle, elle est à même de créer plus de revenus. Elle est capable de produire en utilisant bien moins d'énergie fossile, elle est à même de contribuer à l'atténuation du réchauffement climatique.

Dernier point et non des moindres, l'agriculture paysanne est capable de se défendre elle-même y compris en période de difficultés économiques. Un des mécanismes importants a été la redécouverte de la multifonctionnalité. Sur cette image (projetée aux participants sur l'écran de la salle, ndr), on voit trois jeunes paysans dans le Nord de la Hollande qui travaillent également à la production d'énergie, au maintien des paysages et au développement de la biodiversité. Ils font de l'agriculture une activité multifonctionnelle en gagnant des revenus de par différentes activités. Un autre aspect important de ce type d'agriculture est la production d'aliments pour sa propre consommation et l'organisation d'un marché direct. Ce qui est un phénomène très important en Europe.

La quatrième tendance est que tout cela est menacé. Nous vivons actuellement une crise profonde de l'agriculture en Europe. Les prix sont très bas et beaucoup de familles de paysans disparaissent, il y a de la pauvreté, il y a un manque de perspectives. À Porto Alegre³, le rôle de l'État a été discuté. En regardant ce qu'il s'est passé ces dix dernières années, on ne peut que conclure que l'État en Europe s'est retiré du domaine de l'agriculture au lieu de renforcer les tendances positives. Cela a permis aux grandes entreprises, aux entreprises agroalimentaires et entreprises de commerce de détail de contrôler le marché. Ensemble, en réalité, l'empire alimentaire contrôle aujourd'hui le marché, le marché agricole et le marché de l'alimentation. Ce retrait de l'État a également permis l'émergence de nouvelles et très grandes exploitations industrielles. C'est la première fois qu'on voit des fermes de 18 000 vaches pour la production de lait en Europe. Mais ce type d'exploitations se développe. Cette ferme est aujourd'hui en train de s'agrandir pour accueillir 32 000 vaches. Cela représente un danger dans le sens où cela pourrait éjecter du marché les exploitations familiales.

En guise de conclusion, en effet l'agriculture familiale, les petites exploitations et l'agriculture paysanne sont une composante très précieuse de nos sociétés européennes et sont vues de manière très positive par le public en général. C'est une composante précieuse. Mais elle est menacée et nous devons nous battre plus que jamais pour défendre cette précieuse constellation.

Merci.

³ Idem note précédente.

Eduardo BAUMEISTER, Chercheur, Institut Centro-Américain d'Études Sociales et du Développement (*Instituto Centroamericano de Estudios Sociales y Desarrollo, INCEDES*) Argentine

Je vais parler de l'Amérique centrale, en essayant de voir quelles sont les tendances agraires et rurales les plus spécifiques et comment se combinent certaines continuités historiques avec des événements plus récents. D'abord, rappelons que l'Amérique centrale ce sont sept petits pays entre le Mexique et la Colombie. Dans ce petit espace géographique vivent environ 50 millions d'habitants avec une densité proche de 100 habitants par km², c'est-à-dire beaucoup plus élevée que la densité d'Amérique du Nord ou du Sud. Ensuite, dans cet espace géographique réduit, la question rurale et agraire est entièrement d'actualité. Il faut savoir qu'un travailleur sur trois travaille dans l'agriculture sur l'ensemble de ces sept pays et que près de la moitié de la population vit en zone rurale.

C'est aussi une zone où les indicateurs sociaux sont les plus dramatiques. Par exemple, l'Indice de malnutrition chronique infantile y est un des plus élevé du monde. Il est important de garder en tête que toute cette zone, du fait de sa situation géographique, ses conditions climatiques, et bien que ce soit une zone relativement petite en superficie, occupe des positions très hautes sur le marché de certains produits agricoles. Elle constitue le premier producteur mondial d'ananas, le quatrième ou troisième producteur mondial de sucre, de banane... Donc un ensemble qui pèse dans l'agriculture mondiale et qui s'intensifie depuis les vingt dernières années.

Ce contexte d'expansion de certains produits agricoles a certaines caractéristiques. Dans les années 90 ces produits d'exportation pouvaient coexister avec une production significative pour le marché intérieur. Jusqu'au début des années 90, la région produisait l'essentiel de ce qu'elle consommait. Cela a changé de façon drastique. La capacité de production de maïs, de haricot, des aliments de base s'est énormément réduite. On a assisté en parallèle à une expansion des produits destinés à l'exportation, au marché extérieur. En résumé, on a affaire à une appropriation massive de terres désormais dédiées à des produits agricoles comme la palme ou la canne à sucre ou à l'expansion des mines, du tourisme, des villes. Au cours des deux dernières décennies, la demande de terres pour ces activités a beaucoup augmenté. La caractéristique importante de ce processus d'appropriation du sol est qu'il s'agit d'activités qui demandent beaucoup de terres, beaucoup d'eau, et qui génèrent très peu d'emplois.

Cette tendance à la réduction de l'emploi agricole, que ce soit pour son propre compte ou sous forme salariée, se produit alors que dans cette région du monde la croissance démographique des années 50 à 80 a été très forte. C'est donc tout à fait problématique. D'un côté, le nombre de personnes en âge de travailler ne cesse d'augmenter. De l'autre, les phénomènes d'appropriation du sol par toutes ces activités agricoles et non agricoles que j'ai mentionnées, des ressources minières et de l'eau pour des fins hydroélectriques, ne génèrent que très peu d'emplois. On a mentionné aujourd'hui la mort récente de Berta Cacerés au Honduras. Elle faisait partie d'une communauté indigène qui était en lutte pour

la défense d'un fleuve menacé par des constructions hydroélectriques.

En conclusion, précisons que cela n'est qu'un côté des tendances actuelles. On doit voir aussi l'autre côté pour comprendre ce qu'il y a de spécifique dans cette région. Alors que les grandes exploitations se développent et se sont renforcées au cours des dernières années, la persistance de l'agriculture familiale est significative, non pas de façon générale mais dans certaines productions. Le cas le plus intéressant à étudier pour illustrer cette importance de la petite agriculture familiale est celui de la production caféière au Honduras qui est actuellement le cinquième exportateur de café mondial. C'était un pays qui avait une très faible activité caféière il y a 30 ans. Aujourd'hui, c'est le premier producteur des sept pays centroaméricains. Il y a bien sûr des aspects négatifs. Beaucoup de ces producteurs familiaux vivent dans des conditions injustes et de pauvreté. Mais il est important de souligner que pour certaines productions agricoles, la présence de l'agriculture familiale continue d'être significative, malgré le contexte global défavorable.

Il faut aussi observer quelles sont les stratégies des foyers ruraux dans ce contexte. Ce qu'on observe dans divers endroits est une combinaison de différentes stratégies agricoles et non agricoles, rurales et urbaines, nationales et internationales, liées au niveau élevé de migrations qui caractérise la région. Ces migrations constituent des manières de compenser et de générer des revenus, et parfois de pouvoir investir au niveau familial.

Il convient de voir comment peuvent s'articuler les différents enjeux autour de la terre, la terre dans son acception la plus large comprenant l'eau, le changement climatique... Et comment limiter l'expansion du type de cultures dont la présence a beaucoup augmenté dans le cadre de l'augmentation des prix du pétrole des années passées: les agro-carburants, la production d'éthanol... Elles ont joué un rôle clef dans les processus de concentration foncière dont j'ai parlé.

Il faut rappeler que nous parlons de la partie du monde où les niveaux de violence sont les plus élevés par habitant. Le taux d'homicide qui existe dans les aires rurales et dans ces pays en général est le plus élevé du monde. Il faut se souvenir que ces pays sont passés par des processus de guerres internes entre les années 60 et les années 90, et des processus politiques qui sont bien connus.

Pour conclure, je dirais que le grand problème que l'on a dans ces régions et qui s'étend ailleurs est le suivant: Comment peuvent s'additionner différentes initiatives qui ont à voir avec le thème de la terre, avec le thème du changement climatique, avec celui de l'eau, celui des forêts, de l'usage de la terre, de l'alimentation des populations locales? Comment toutes ces initiatives qui ont des stratégies différentes afin de changer, limiter les usages du sol, comment peuvent elles se rencontrer pour aller dans la direction d'une amélioration dans ces contextes difficile et d'extrêmes inégalités qu'on observe dans cette partie du monde et dans d'autres endroits?

Merci beaucoup.

Fernando EGUREN, Chercheur, Centre Péruvien d'Études Sociales, (Centro Peruano de Estudios Sociales, CEPES), Pérou

Je vais parler ici de l'Amérique du Sud, qui comprend une dizaine de pays. Une bonne partie de l'Histoire de l'Amérique latine a tourné autour des conflits pour les ressources naturelles. Le bois, la terre et les minerais furent au XVI^{ème} siècle le leitmotiv de la *Conquista*. Comme il n'y avait pas assez de monde, on importa des gens. Ce fut l'origine de l'esclavage. Cette appropriation des ressources n'a jamais été pacifique. Ceux qui en faisaient usage originellement ont toujours résisté. Dans ce sens, ce qui se passe aujourd'hui, la dispute pour les ressources naturelles, a une origine séculaire. La structure foncière qui existe aujourd'hui a donc une origine coloniale. Dans la plupart des pays, existe un secteur agricole plus ou moins grand, plus ou moins vigoureux, qui peut se caractériser par une structure bipolaire, avec un nombre relativement réduit de propriétaires qui possèdent la majeure partie des terres et qui accèdent à la plus grande part de l'eau. À l'autre extrême, une immense majorité de la population, agriculteurs familiaux et communautés ne possèdent qu'une petite partie des terres, les moins productives, et ont un accès réduit à l'eau.

L'orientation des investissements et des services publics a respecté et renforcé cette structure en servant la minorité et en marginalisant la majorité. Ensuite, des réformes agraires ont eu lieu tout au long du XX^e siècle, en commençant par le Mexique, puis avec l'expérience frustrée du Guatemala, la révolution bolivienne, la réforme agraire cubaine dans les années 50 et, à partir des années 60-70, diverses réformes agraires dans les pays sud-américains. Les plus radicales ont été celles du Chili et du Pérou qui, en leur temps, ont éliminé les latifundiums. On a aussi vu dans les années 80 la réforme agraire nicaraguayenne. Mais quand on regarde la région dans son ensemble et sur le long terme, les résultats de ces réformes ne sont vraiment pas impressionnants. Beaucoup de terres expropriées ont été restituées ou vendues par les bénéficiaires des réformes eux-mêmes. Là où il n'y a pas eu de réforme agraire celle-ci reste une éternelle promesse qui ne devient jamais réalité, par manque de volonté politique des gouvernants ou par manque de pression de ceux qui devraient en être les bénéficiaires. Ou aussi parce qu'on n'a pas seulement besoin de volonté politique et de pressions mais aussi d'alliances sociales et politiques plus larges que celles qui semblent exister actuellement pour pouvoir mettre en place des réformes agraires.

Au début des années 60, un rapport réalisé par l'Agence Canadienne de Développement Agricole, CIDA, qui est une Agence de l'Organisation des États Américains, OEA, a rendu compte de l'immense degré de concentration de la terre en Amérique Latine. Ce rapport a été utile pour pointer le besoin de réformes agraires dans la région. Aujourd'hui, après que ces réformes agraires aient eu lieu, une étude de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, réalisée dans 17 pays de la région Amérique latine donne des résultats similaires. Cela signifie que les choses n'ont pas changé et que les réformes agraires n'ont pas atteint leurs objectifs.

Le paradoxe est que si beaucoup de choses ont changé, beaucoup de choses sont restées identiques. Là où elles ont eu lieu, les réformes agraires ont libéré des centaines de milliers de paysans des chaînes de la servitude et leur ont permis d'accéder pleinement au statut de citoyen, ce qui a été extrêmement important. Elles ont permis de rompre les relations de travail précapitalistes, elles ont liquidé le pouvoir territorial formé par l'alliance entre le propriétaire terrien, le curé et le juge, elles ont permis, en mettant fin aux *haciendas*, de mettre directement en lien le petit producteur avec le marché sans l'intermédiation du propriétaire terrien. Une partie importante des rentes qui étaient prélevées par celui-ci furent dévolues de fait aux paysans. Mais en général, les réformes agraires ne furent pas irréversibles en ce qui concerne un de leurs principaux objectifs: en finir avec la polarisation de la structure foncière, dans laquelle peu ont beaucoup et beaucoup ont peu. L'étude de la FAO réalisée dans ces 17 pays en 2012 conclut que la magnitude de l'accaparement récent des terres en Amérique Latine et aux Caraïbes, en terme de nombre de pays et de superficie accaparée, est supérieur à ce qu'on supposait, bien que variable en fonction des pays.

Aujourd'hui, il est plus évident que jamais que la concentration des terres est aussi une concentration des capitaux. Les néo-latifundiums sont généralement intensifs en capital, ils appliquent des formes de gestion et des technologies chères et sophistiquées. Leurs processus productifs ressemblent toujours plus à des processus industriels. La régulation cybernétique de ces processus se généralise. Tout cela conduit à un besoin plus important en main d'œuvre qualifiée dont la demande a augmenté fortement et qui, souvent, doit venir de localités distantes. Ces nouveaux latifundiums opèrent généralement comme des enclaves, avec une très faible relation avec la population locale. Cependant, ils exercent une influence territoriale certaine sur les autorités locales et régionales, et aussi sur les marchés locaux de biens et services, dont le marché du travail de travailleurs non qualifiés. Ils établissent des relations contractuelles avec des petits producteurs pour s'assurer la provision d'intrants qu'ils extrairont et exporteront ensuite. Ces contrats sont généralement fortement asymétriques, les risques étant assumés presque intégralement par le petit producteur.

À la différence des propriétaires terriens traditionnels qui faisaient partie de la société locale avec laquelle ils établissaient des relations de réciprocité, bien qu'asymétriques, les néo-latifundiums ne construisent pas de tissu social dans les territoires dans lesquels ils s'inscrivent. Les propriétaires sont des actionnaires qui probablement ne connaissent pas physiquement l'espace dans lequel se trouve leur entreprise et encore moins le territoire alentour. De plus, les néo-latifundiums les plus importants sont généralement des corporations, avec des intérêts diversifiés dans d'autres secteurs de l'économie, pour lesquels l'activité agricole n'est rien d'autre qu'un bon *business* et qui maintiendront leur activité dans ce secteur tant qu'il restera un bon *business*. Le maintien des ressources naturelles dont dépend ce business ne fait généralement pas partie de la mission ni de la vision de ces entreprises. Si ces ressources se dégradent, le capital migre vers un autre secteur, plus prometteur.

Cela nous amène à une revue des traits importants des latifundiums, ceux d'hier comme ceux d'aujourd'hui. En majorité, ils sont mono-productifs avec

un degré fort de spécialisation. Le manque d'alternance et de variété des cultures conduit à l'appauvrissement des sols et à l'usage croissant d'intrants industriels. Dans certains pays, comme le Brésil et l'Argentine, l'investissement étranger joue un rôle important dans la formation de ces néo-latifundiums. Dans d'autres pays, le poids de l'investissement domestique est fondamental tout comme l'est l'appui de l'État. Mais dans presque tous les cas, la production est orientée vers l'exportation.

L'agriculture pratiquée par ces néo-latifundiums et l'agriculture familiale sont deux paradigmes différents et dans une large mesure opposés. Celle des néo-latifundiums se rapproche des processus industriels dont l'efficacité et la durabilité sont de plus en plus remis en question à cause des externalités négatives environnementales, sociales et économiques.

Au contraire, l'agriculture familiale est en train d'être revalorisée, notamment pour sa capacité à maintenir et développer la biodiversité, essentielle pour l'adaptation au changement climatique, et pour le sérieux soutien à la sécurité alimentaire qu'elle apporte - en Amérique Latine, 80% de l'alimentation provient de l'agriculture familiale - mais aussi pour toute une série de raisons culturelles et sociales, et parce qu'elle peut être plus efficace dans la lutte contre la pauvreté.

Cependant, cette agriculture familiale a besoin de soutiens pour pouvoir développer efficacement toutes ses potentialités. Ces raisons sont suffisantes pour réorienter les politiques des gouvernements qui, sauf rares exceptions, ont opté pour appuyer les néo-latifundiums. L'étude de la FAO constate que, dans la plupart des pays, il n'y a pas de ressentiment contre ce processus de concentration de la terre. Le mouvement paysan n'a pas réussi jusqu'à maintenant à exercer une pression suffisante pour obtenir cette réorientation, et il ne le réussira probablement pas s'il n'arrive pas à persuader une large frange des citoyens que le problème n'est pas seulement un problème sectoriel agricole et que le paradigme néo-latifundiste met en péril la durabilité des ressources, des sols, de l'eau, de la biodiversité, de l'alimentation, c'est à dire de la vie elle-même. Et cela nous concerne tous.

Merci.

Jacqueline GOMEZ, Présidente de l'Institut National de la Colonisation, représentante de l'Uruguay au sein de la Réunion Spécialisée sur l'Agriculture Familiale (REAF) du Marché Commun du Sud (MERCOSUR), Uruguay

Je voudrais parler de thèmes liés aux politiques publiques et aux rôles de l'État. J'appartiens à une institution publique et je suis référente d'un gouvernement. La construction d'un modèle de développement rural est toujours liée à une définition idéologique et politique: qu'est-ce qu'on veut? Quelle société voulons-nous construire? Quand on parle de production familiale et d'accès à la terre, on parle sans aucun doute de politiques de distribution de la richesse. Et cela rentre dans le cadre d'une définition politique et idéologique du modèle de société que l'on veut construire.

Il faudrait accroître le rôle des gouvernements et des États dans ce processus de construction. Jusqu'ici, il n'y a aucun doute sur le fait que ce sont les mouvements sociaux qui ont été les défenseurs des territoires et de la production familiale. Beaucoup de gouvernements que nous représentons aujourd'hui sont les produits de ces luttes sociales. Mais les gouvernements aujourd'hui ont les moyens pour promouvoir l'accès à la terre et générer des lois qui permettent et défendent l'accès à la terre et la production familiale.

Je voudrais parler maintenant du rôle de la propriété privée dans le modèle de société que nous voulons construire. Si nous voulons promouvoir l'accès à la terre pour la production familiale, nous ne devons pas reproduire le modèle de la propriété privée et le modèle capitaliste. Si les terres sont déjà privées, il faut qu'il y ait des limites à la propriété privée et avoir cet objectif de production familiale. Aujourd'hui, il a été fait référence à des expériences de réformes agraires, au Chili notamment. Si on lance un processus qui consiste à distribuer des titres de propriété, et bien en l'espace de deux ou trois générations ces terres passent au marché. Sans aucun doute.

Si on pense une politique des terres sur le long terme, on peut passer par la titrisation foncière à condition qu'elle soit régulée, c'est une nécessité avec les conflits sociaux qu'il y a. Mais l'État doit aussi maintenir des terres hors du régime de la propriété privée et du marché. Ces terres doivent être récupérées par l'État ou transférées à des producteurs familiaux dans une logique de protection de la production familiale sur les territoires. Parce que la réalité est que *l'agro-business* et le modèle capitaliste agricole veulent toutes les terres. L'important pour eux est d'accéder à cette ressource. On doit donc penser -

moi-même depuis les sphères de l'État par exemple - à construire des outils qui protègent les territoires et limitent la propriété privée dans les aires de production familiale. Le type de tenure des terres n'est pas anodin pour le maintien de l'agriculture familiale sur les territoires.

Jorge HERNANDEZ, Mensa Cívica et SlowFood Saragosse, Espagne

Je voudrais parler de la concentration du modèle de production sur un nombre réduit de semences, de «superaliments», qui permettent de faire de grandes économies d'échelle et favorisent la spéculation financière. Ce que certains appellent «superfoods» ou «superaliments» nient la biodiversité et la diversité des productions. De ce point de vue, nous voudrions que cette session condamne cette manière de parler de «superaliments», parce que tous les régimes alimentaires du monde sont basés sur une diversité productive qui permet l'enrichissement des cultures alimentaires humaines. Donc il faut condamner cette terminologie.

Sidy SECK, chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal

En retraçant l'évolution des politiques foncières, Monsieur DAO a établi dans son intervention des relations avec la production dans le cas du Vietnam et dans le cas du Cambodge. Il a dit qu'à partir de 1990, ces pays étaient exportateurs de riz, donc que les politiques publiques ont eu des aspects positifs. J'aimerais qu'il développe un peu les liens qu'il y a entre ces politiques publiques et l'accroissement de la production, les mécanismes.

DAO The Anh, Directeur de recherche, Académie des Sciences du Vietnam, Vietnam

Concernant le rôle des politiques publiques en Asie du Sud Est et au Vietnam, je pense qu'il faut insister sur le fait que la réforme agraire a donné le droit d'usage aux familles seulement. Ce n'est pas un droit de propriété privée. C'est-à-dire qu'après 50 ans, l'État peut redistribuer la terre en fonction de la demande. Je pense que c'est une piste, mais je ne suis sûr que ce soit une solution universelle. C'était pour répondre à la question de savoir comment concevoir la politique pour favoriser l'accès à la terre pour l'agriculture familiale.

Deuxièmement, je pense que pour soutenir l'agriculture familiale, l'accès au foncier est important. Mais dans le contexte du Vietnam, il faut aussi parler du rôle de l'investissement public, en particulier pour l'irrigation. Durant la révolution verte, l'irrigation a été très importante pour l'intensification. Le Vietnam a actuellement presque 75 % de ses surfaces agricoles annuelles irriguées, ce qui permet une stabilisation de la production et des rendements constamment croissants.

L'autre facteur important lié au rôle des politiques publiques est l'investissement dans la recherche publique pour améliorer les rendements et le progrès technique. Cela est l'héritage de la période de la révolution verte. Au début, le

gouvernement a attribué la terre dans un objectif de sécurité alimentaire. On ne pensait pas à l'exportation. Mais avec les trois facteurs que sont l'accès à la terre, la recherche publique et l'irrigation, l'agriculture familiale a démontré une force. Et alors nous sommes devenus exportateurs.

Mais actuellement, la petite agriculture familiale rencontre des défis sur la question de la gestion de la qualité, qualité sanitaire et autres. Il y a une demande de nouveaux mouvements de coopératives pour essayer de régler ces questions. La compétition entre les modèles de l'agriculture familiale - aussi productive mais qui rencontre des difficultés dans la gestion de la qualité - avec le modèle de l'agro-industrie où l'on peut investir plus facilement est une question importante au Vietnam actuellement.

Rukka SOMBOLINGGI, Coordinatrice de l'Alliance des Peuples Indigènes de l'Archipel (*Aliansi Masyarakat Adat Nusantara, AMAN*), Indonésie

Avant toute chose, je tenais à dire que j'apprécie les discussions que nous avons ici. Mais je voudrais parler de mon expérience avec les peuples indigènes. Dans le contexte où nos terres nous ont été enlevées, où nos terres ont été accaparées et nos leaders corrompus par le gouvernement et des entreprises privées, il n'y a plus que deux composantes des communautés qui continuent à lutter: les femmes et les jeunes. J'ai apprécié ce matin qu'on souligne que ce forum traite de problèmes communs à tous les humains, mais je pense qu'il aurait été bien que nous mettions dès le début les problématiques de genre et d'âge - les femmes et les jeunes - au centre de nos discussions. Parce que quand nous parlons des questions foncières, ce sont les femmes et les jeunes qui souffrent le plus. Lorsqu'il y a destruction de notre nature, de nos espaces de vie, ce sont les femmes qui en souffrent le plus. Elles en pâtissent en raison de leur rôle domestique, en tant qu'épouses et mères.

Elles souffrent aussi, parce que leurs maris sont corrompus. Je suis désolée de dire cela, mais lorsqu'ils sont de retour dans leurs communautés, ils ramènent avec eux le virus de l'immunodéficience humaine, VIH, qu'ils transmettent à leur épouse. Il y a de nombreux cas de cela en Indonésie. La plupart des femmes porteuses du VIH en Indonésie sont mères de famille. Où l'ont-elles attrapé? Par leur mari. La situation vécue par les femmes indigènes dans les régions minières a été récemment dénoncée par la Commission Nationale pour les Droits de l'Homme en Indonésie. La majorité des femmes, épouses et mères, sont porteuses du VIH. Je ne comprends vraiment pas pourquoi cette problématique affectant les femmes n'est pas sérieusement étudiée ici dès le départ. Je n'ai pas vu une femme parmi les panélistes ce matin. Nous avons encore deux jours de débats et j'espère que nous parlerons plus en détail de cette problématique. Cela était la première chose que je voulais dire.

Deuxièmement, nous parlons beaucoup des personnes vivant dans les zones rurales. Oui, en effet, la plupart des peuples indigènes que je représente vivent

dans des zones rurales. Mais je pense que nous devons aussi parler des citadins parce que nous, ruraux, nous devons produire leur nourriture, nous devons continuer à nous sacrifier pour les citadins. Ils mangent toute la nourriture que nous produisons et nous disent que nous sommes stupides, pauvres et sales. Nous devons aussi parler de la promotion de l'agriculture familiale urbaine. Parce que ce qui se passe dans les zones rurales est principalement dû aux besoins des populations urbaines. Les gens des pays développés ont besoin d'énergie, de nourriture. Dans les pays en voie de développement, nous ne sommes pas protégés par nos gouvernements. Nous souffrons, à cause des besoins des personnes vivant dans les pays développés, dans les villes.

Je pense que la relation d'interdépendance entre les zones rurales et les zones urbaines doit être abordée durant ce forum. Parce que je pense que c'est là où les petites élites contrôlent 60 % de la propriété et des richesses du monde aujourd'hui. C'est là qu'ils gagnent, en creusant le fossé entre les villes et les zones rurales qui sont dans cette relation d'interdépendance. C'est là qu'ils font des profits. Ils créent l'injustice, la souffrance pour les populations rurales mais aussi pour les citadins. Je trouve que cette relation manque. Une fois encore je sais que nous avons plusieurs jours devant nous, mais je voulais insister sur ces deux points: femmes et jeunes, relation rural-urbain.

Atelier 1:

Accaparements et concentration de la terre Quels bilans chiffres, quels acteurs?

Après une première séance plénière sur l'évolution de l'accès à la terre et aux ressources naturelles dans les différents continents, l'atelier a permis aux participants d'apporter de nombreux témoignages, de préciser les différentes formes que prennent les accaparements et la concentration des terres, de discuter de l'ampleur des processus en cours et de s'interroger sur l'adéquation des outils disponibles pour les quantifier. Il a débuté avec 4 interventions portant sur la dépossession de terres du peuple indigène Qom en Argentine, les contradictions et problèmes des politiques foncières à Madagascar, la situation de l'accès à la terre en Afrique du Sud et les évolutions de l'accès à la terre en Roumanie. La Land Matrix, base de données très souvent citée, a fait l'objet d'une 5^{ème} présentation soulignant son intérêt et ses limites⁴

Bilan

L'accès au foncier est en train de se transformer de façon très rapide et très profonde dans la plupart des régions du monde.

Le qualificatif de *land-grabbing* que l'on utilise très souvent fait référence à un type particulier de phénomène, particulièrement révoltant, mais qui est loin de refléter l'ensemble des modifications de l'accès à la terre qui sont en cours dans le monde et constituent également de graves problèmes. Les évaluations quantitatives souvent citées n'en dénombrent qu'une petite partie. Il faut impérativement préciser ce qui doit être pris en compte avant de prétendre procéder à une quantification des phénomènes d'accaparement et de concentration de la terre qui s'appliquent à la terre, mais aussi aux ressources forestières, aux ressources de la pêche (cf. ateliers respectifs⁵).

4 La Land Matrix ne prétend aucunement offrir une évaluation quantitative exhaustive des transactions foncières à grande échelle. Elle se limite à documenter et à vérifier les cas qui ont été signalés et qui répondent aux critères qu'elle a établis (plus de 200 ha, depuis l'année 2000, etc.). Elle sous-estime les transactions faites entre nationaux. L'utilisation qui en est faite par les journalistes et les chercheurs pour analyser la nature des phénomènes et des acteurs est donc souvent abusive.

5 L'accès à la terre pour les femmes a aussi été traité dans un atelier parallèle.

Sur la base des exemples présentés ou évoqués, on peut clairement distinguer:

1/ Des processus de dépossession des communautés autochtones, d'appropriation par des acteurs externes des territoires des peuples indigènes ou d'autres populations, pour développer des activités agricoles à grande échelle, des projets miniers, des grandes exploitations forestières, pour construire des infrastructures, routes, barrages, canaux, oléoducs, pour l'expansion urbaine, pour créer des réserves naturelles, etc.. Les exemples de territoires indigènes en Argentine, de développement des infrastructures et de *l'agrobusiness* au Sri Lanka, de la progression des "fronts pionniers" (agriculture et élevage) au Brésil, mais aussi ceux des concessions forestières en République Centrafricaine, de la création de "ranchs" en zone pastorale au Niger ou de plantations au Sénégal relèvent de cette première catégorie.

2/ Des processus de concentration des droits d'usage de la terre et des ressources naturelles, qui s'opèrent par l'achat/vente de parcelles de moindre dimension, leur location, et également lors des changements de génération. Ont été évoqués en particulier les cas de la Roumanie, de nombreux pays d'Europe de l'Ouest, dont la France, du Canada, et des Etats-Unis dans la plénière du matin.

Les acteurs impliqués sont très variés. Il y a bien sûr de grandes entreprises, internationales ou nationales, des fonds de pension, mais aussi les États, indirectement au travers de leurs politiques foncières, commerciales et d'investissement, ou directement par le biais d'expropriations ou d'attributions de concessions. Ce ne sont pas toujours de très grandes entreprises qui accumulent des terres.

Ces phénomènes plongent leurs racines dans l'histoire, parfois ancienne.

L'histoire coloniale a créé un terrain favorable à ces processus de dépossession et de concentration des terres (cf. le cas extrême de l'Afrique du Sud), qui s'est prolongé bien après les indépendances. Les terres non immatriculées au nom de propriétaires particuliers sont devenues des *terres nationales* (Amérique Latine), des *terres domaniales* (cf. Madagascar, Tanzanie, Sénégal, ...), même lorsqu'elles étaient occupées par des populations autochtones depuis très longtemps et régies par des règles coutumières. En ne reconnaissant pas des droits d'usage des populations qui habitent ces espaces, l'État justifie son pouvoir de les céder par le biais de baux de très longue durée ou de les vendre à ceux qu'il considère les plus à même de "développer" le pays. La solution proposée à l'insécurité foncière est la remise de titres fonciers aux habitants, à titre individuel, qu'ils pourront ensuite vendre ou mettre en gage. À Madagascar, la réforme foncière de 2005 qui remettait en cause le principe de domanialité et permettait de reconnaître les droits des habitants avec des certificats fonciers n'a pas réussi à atteindre un développement suffisamment rapide et l'État a continué à céder par des baux emphytéotiques à des investisseurs souvent étrangers de grandes quantités de terres pour des activités agricoles et minières. En règle générale, les niveaux intermédiaires d'organisation sociale et de gestion des terres et

des ressources ne sont pas reconnus, avec pour conséquence la privatisation systématique de l'usage des terres des communautés, des *terres communes*.

La collectivisation forcée des pays se revendiquant du socialisme a été un autre moteur de dépossession et de concentration accélérée des terres au cours de l'histoire du XX^e siècle. L'exemple de la Roumanie illustre le caractère irréversible à court terme de ce processus. Avec la dé-collectivisation, les terres ont été redistribuées formellement à un grand nombre de bénéficiaires qui, ne disposant pas de moyens pour les travailler, ont dû les louer, souvent très peu cher. De très grandes exploitations se sont reconstituées très rapidement sur les meilleures terres, les entrepreneurs et investisseurs louant des milliers de petites parcelles pour constituer leurs exploitations.

Les interventions de l'État pour corriger rapidement une distribution très inégale de la terre, les réformes agraires, restent plus que jamais d'actualité, même si elles n'ont pas toujours permis d'atteindre les résultats escomptés dans la durée. Lors de la plénière du matin, les résultats très positifs du Vietnam avaient été mis en évidence, tout comme l'impossibilité au Pérou et au Chili d'éviter une nouvelle concentration très rapide de la terre après des réformes agraires radicales. La situation de polarisation extrême de l'Afrique du Sud illustre par ailleurs l'échec prévisible de la mal nommée *réforme agraire par le marché* promue par la Banque Mondiale, qui escomptait une redistribution équitable des terres au travers d'achats-ventes volontaires entre propriétaires terriens et paysans sans terre. Au Brésil, malgré la présence de mouvements sociaux puissants dans les campagnes et de politiques fédérales comportant une composante de réforme agraire et un appui à la production familiale, la polarisation des structures agraires a continué à s'accroître. La progression des fronts pionniers depuis les années soixante-dix a fait croître de quelques 100 millions d'hectares la surface agricole de ce pays, bénéficiant essentiellement à de très grandes exploitations qui pratiquent différentes monocultures.

Le contexte de libéralisation généralisée des échanges à l'échelle planétaire, le développement des techniques agricoles et des transports fondé sur l'utilisation de l'énergie fossile et de ressources non renouvelables, la promotion de droits de propriété exclusifs, ont conduit à une modification profonde et dommageable des rapports des sociétés humaines avec la nature. Elle a aussi entraîné une déstructuration des sociétés et une diminution de leur capacité à réguler l'accès à la terre et aux ressources naturelles. La terre est de plus en plus souvent traitée comme une marchandise. Pour la première fois dans l'histoire humaine, on nie ses spécificités et celles des ressources naturelles. Les conséquences sont dramatiques pour l'humanité toute entière. Les communautés et les peuples perdent le contrôle de leurs territoires, leurs savoirs ancestraux et leurs capacités d'organisation. Ces évolutions s'accroissent depuis 10 ans et ont un caractère irréversible à moyen terme. Dans les régions du monde où l'accès à la terre est mieux réparti entre les habitants des campagnes, comme dans plusieurs pays d'Asie où se concentre une part importante de la population rurale

mondiale, l'adoption des cadastres et la généralisation des droits de propriété individuels conduisent aussi à un affaiblissement du contrôle des évolutions par les communautés et au développement des tensions dans les campagnes et dans les villes. En Europe et en Amérique du Nord, la concentration de l'usage des terres au profit d'entreprises ne visant que la rentabilité à court terme rompt le rapport des sociétés humaines à la nature: les campagnes se vident, les dégâts environnementaux croissent, les liens entre agriculteurs et les autres citoyens disparaissent.

Propositions

Nous ne disposons pas aujourd'hui d'outils permettant de prendre la mesure de l'ensemble des processus de dépossession et de concentration des terres dans le monde. L'accent a été mis sur les accaparements impliquant des violations directes des droits des populations, en priorisant souvent les accaparements par des étrangers, ce qui conduit à construire une réponse fondée avant tout sur le respect des droits de l'homme. C'est important, mais insuffisant. Il nous faut pouvoir aussi mesurer la concentration par petit pas, qui n'est pas moins rapide compte tenu de l'étendue géographique où elle s'opère. C'est un préalable pour appréhender l'ampleur des impacts qu'elle va générer sur la longue durée et anticiper les situations des générations futures, tant rurales qu'urbaines. Il faut créer pour cela des observatoires, construits avec la recherche et les organisations citoyennes, qui ne viseront pas à lister des cas spécifiques, mais à évaluer sur la base des données existantes et des appréciations des partenaires, l'évolution globale des structures de production dans les différents pays, afin de mettre en évidence les tendances sur le moyen terme, même lorsque les données statistiques sont incomplètes.

De nouvelles régulations au niveau national et international sont indispensables. Seule la mise en place d'une autonomie relative aux niveaux intermédiaires permettra aux communautés et aux peuples d'éviter l'instrumentalisation des politiques agricoles contre leurs intérêts, et leur permettra de reprendre le contrôle sur ce qui a été abandonné à la seule loi du marché.

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour que nous permettrons d'éditionner une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

ANDREW, Nancy, Chercheuse, France / Etats-Unis

BATAGOIU, Raluca, Spécialiste Développement Agricole, Roumanie

DÍAZ, Felix, Autorité du Peuple Indigène Qom, Qarashe Qopiwini, Argentine

RABEHERIFARA, Jean-Claude, Collectif TANY pour la défense des Terres Malgaches, Madagascar

TAYLOR, Michael, Directeur du Secrétariat de la Coalition Internationale pour la Terre (*International Land Coalition*, ILC), Bostwana

Interventions des participants:

ABARCHI, Harouna, Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN), Niger

ADEMBA, Frank, Mviwata Kilimandjaro, Tanzanie

ANICE DA MOTA PORTO, Cleia, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*, CONTAG), Brésil,

BA, Sidy, Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux

BAUMEISTER, Eduardo, Chercheur, Institut Centroaméricain d'Etudes Sociales (INCEDES), Nicaragua

BAYLAC, Michel, Président de l'Association Européenne des Institutions d'Aménagement Rural (AIEAR), France

BESSAOUD, Omar, chercheur, Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM), France

BOEHM, Terry, agriculteur, ancien président du Syndicat National des Agriculteurs du Canada (*National Farmers Union*, NFU), Canada

BUZZALINO, Mario, Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Mercosur (*Coordinadora de Organizaciones de productores Familiares del Mercosur*, COPROFAM), Uruguay

KARIYAWASAM MAJUWANA GAMAGE, Thilak, agriculteur, Sri Lanka Nature Group, Sri Lanka

KARIYAWASAM MAPALAGAM HEWARUPPAGE, Ravindra, chercheur, Centre pour l'Étude de l'Environnement et de la Nature (*Center for Environment and Nature Studies*), Sri Lanka

KEMANDA, Bienvenu Florentin, Ingénieur des Eaux et Forêts, Maison de l'Enfant et de la Femme Pygmées, République Centrafricaine

MACZ, Maria Josefa, Coordinatrice Nationale Déléguée du Comité de l'Unité Paysanne du Guatemala (*Comité de Unidad Campesina*, CUC), Guatemala

MOLINA, Javier, Agent principal Régimes fonciers, Division Climat, énergie et Tenure foncière (NRC), Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Colombie

MONREAL GAINZA, Borja, consultant en développement rural pour l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture (FAO), Espagne

OBREGÓN, Saúl, Fundación del Rio, Nicaragua

PALEBELE, Kolyang, Président du Conseil national de Concertation des Producteurs ruraux du Tchad (CNCPR), Vice-président de la Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC)

SUAREZ, Victor, Association Nationale des Entreprises de Commercialisation des Producteurs ruraux (*Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productores del Campo*, ANEC), Mexique

Modérateur:

Michel MERLET, Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre de l'Eau et des Ressources naturelles (AGTER), France

Rapporteur:

HURTADO, Laura, Sociologue, ActionAid, Directrice pays, Guatemala

Atelier 2: Territoires forestiers

Bilan

Au même titre que les autres ressources, les territoires forestiers sont accaparés. Des entreprises, souvent avec l'appui des États, dégradent ces territoires et dépossèdent les populations locales de leurs lieux de vie ou des ressources dont dépendent leurs conditions de vie.

Ces territoires sont mis en péril par des concessions d'exploitation des forêts et des ressources minières, des projets hydroélectriques ou d'infrastructures de transport, des concessions touristiques, de chasse, par l'expansion des surfaces agricoles ou encore l'exploitation illégale du bois. Il arrive également que les populations locales ou certaines formes d'agriculture à petite échelle sur abattis-brûlis, soumises à des contraintes accrues, contribuent à la dégradation de ces territoires.

Les projets de "conservation" et de séquestration du carbone s'avèrent également une menace pour les peuples des forêts. Le mécanisme REDD⁶, promu dans le cadre de l'action des États contre le changement climatique, a été en particulier discuté. Encore au stade de l'expérimentation, il consiste à délivrer des certificats de réduction d'émission de dioxyde de carbone que sont supposés permettre des projets de conservation, de gestion forestière ou encore de plantations⁷. Les certificats remis aux entreprises et ONG peuvent être revendus et servent à vanter l'implication de leurs détenteurs dans la lutte contre le changement climatique. Certains promoteurs du REDD+ espèrent qu'ils pourront un jour être vendus sur les marchés de quotas d'émissions de carbone à d'autres entreprises souhaitant maintenir ou accroître leurs droits à polluer. Ce qui fait du mécanisme REDD+ un système propre à légitimer le niveau global actuel des émissions de gaz à effet de serre bien plus qu'à le diminuer.

Beaucoup de projets REDD+ exacerbent les accaparements de terre et restreignent l'accès des populations locales aux forêts, remettant en cause leur sécurité alimentaire. À Madagascar, la création de 6 millions d'hectares d'aires

⁶ « Réduction des Émissions de gaz à effet de serre liées à la Déforestation et à la Dégradation des forêts ».

⁷ Les participants ont dénoncé la définition de la forêt retenue dans le cadre de projets pilotes REDD+ qui rendent une plantation d'huile de palme éligible à la certification.

protégées a conduit à l'exclusion des communautés locales et à la restriction des zones disponibles pour l'agriculture et la collecte de bois. Les contreparties financières accordées sont souvent minimales.

De manière très générale, les projets qui visent les territoires forestiers représentent une menace préoccupante pour la survie des peuples indigènes et autochtones dont les cultures sont intrinsèquement liées à leur environnement naturel. La marchandisation de la nature en est la cause. L'utilisation du terme "ressources naturelles" est à cet égard lourde de sens puisqu'il vide la nature de son caractère sacré et contribue à répandre l'idée qu'elle peut être vendue comme un objet.

Les peuples des forêts sont rarement impliqués et plus souvent exclus des décisions qui affectent la forêt. Les relocalisations de populations dépossédées ont parfois lieu sur des terres non fertiles⁸ avec des compensations dérisoires. Les membres des communautés qui luttent contre ces projets sont criminalisés, incarcérés et subissent intimidations et violences physiques. En Indonésie, 106 militants sont en prison pour avoir tenté de protéger leurs territoires. Au Nicaragua, 15 à 20 leaders sont poursuivis devant les tribunaux en raison de leurs activités. Berta Cáceres et Walter Manfredo Méndez Barrios ont été assassinés au début de l'année 2016 en raison de leur militantisme, respectivement au Honduras et au Guatemala, comme tant d'autres dans de nombreux pays.

Les grandes gagnantes des projets en territoires forestiers sont les entreprises privées, souvent multinationales, qui dégradent l'environnement (pollution des sols et eaux, assèchement des cours d'eau, déforestation massive) sans considération aucune pour les populations locales, avec le consentement des États et des organisations internationales.

Certaines avancées politiques ont été discutées par les participants, telles la ratification par de nombreux pays sud-américains de la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail ou, plus localement, la reconnaissance de la propriété autochtone des territoires au Nicaragua et au Honduras, ou encore l'organisation de la foresterie communautaire au Mexique et la gestion forestière communautaire au Sénégal. Mais, de manière générale, les lois nationales privilégient les intérêts économiques privés plutôt que ceux des populations locales et indigènes, et des avancées prétendues dans le domaine de la reconnaissance des droits des communautés peuvent s'avérer des pièges. Au Nicaragua, par exemple, la forme sous laquelle la propriété des domaines ancestraux des communautés indigènes et autochtones a été reconnue n'a pas empêché des abus de la part des autorités nationales ou régionales et des ventes de droits sur la terre par certains membres de communautés.

⁸ À Madagascar, les récoltes de populations déplacées suite à la création d'une mine ont été divisées par 10.

Propositions

L'**action citoyenne** doit viser à soutenir les communautés et renforcer leurs capacités à résister contre ce qui les menace et à obtenir une pleine reconnaissance de leurs droits sur les territoires forestiers:

- Le partage des connaissances et informations pertinentes entre les différents groupes et mouvements. Cette action suppose notamment la sensibilisation des populations locales sur les mécanismes employés par les multinationales pour accaparer les territoires. Les outils et méthodes de cartographie des territoires des communautés indigènes et autochtones doivent par exemple être partagés,
- La globalisation de la lutte. Elle suppose une plus grande coopération entre mouvements et l'adoption d'un agenda international. Ce dernier élément est impératif compte tenu du caractère multinational des entreprises,
- Alerter sur les "tables rondes pour une exploitation/production durable». Organisées par les multinationales pour faire passer pour vertueuses aux yeux du public et des consommateurs des pratiques néfastes, elles doivent être dénoncées.
- Le renforcement des liens entre indigènes/communautés locales et citoyens urbains/consommateurs. Les consommateurs peuvent être des alliés des communautés locales et indigènes face aux entreprises en décidant de ne pas acheter leurs produits. Qu'il s'agisse de produits à base d'huile de palme ou de bois vendu illégalement, par exemple, ils doivent être informés sur leurs conditions de production.

Les actions citoyennes doivent se structurer autour de revendications politiques communes lesquelles doivent aboutir à l'adoption par les États des **mesures politiques** suivantes:

- La mise en œuvre des déclarations internationales relatives aux peuples autochtones et indigènes (notamment la Convention 169),
- La reconnaissance et le respect effectif du droit coutumier des communautés vivant sur ou des territoires forestiers. À ce sujet, les participants se sont montrés très réservés à l'égard des mécanismes de marché qui s'instaurent dans la foulée des programmes de titrisation des droits fonciers. La formalisation des droits de propriété et d'usage, individuels ou collectifs, n'est pas une garantie d'amélioration des conditions de vies des peuples indigènes si elle est conçue comme le préalable de leur possible mise en vente sur les marchés fonciers.
- La création d'institutions publiques nationales dédiées pour que les peuples indigènes puissent obtenir facilement des documents matérialisant leurs droits fonciers (d'usage et propriété),
- La protection des territoires forestiers pour la survie des peuples

autochtones et indigènes, ce qui peut passer notamment par l'arrêt de la déforestation et l'empêchement des dégradations environnementales par les entreprises privées,

- L'arrêt de la répression/criminalisation des militants et leaders indigènes opposés aux projets gouvernementaux,
- L'implication des communautés locales dans les processus décisionnels, l'obligation de solliciter leur avis avant toute mise en œuvre de projets dits "de développement" et l'accord d'un poids prépondérant à leur voix lors de ces consultations,
- La reconnaissance des savoirs faire des communautés locales et indigènes pour protéger l'environnement et, à ce titre, l'octroi d'avantages et aides directes. À cet égard, plusieurs organisations participantes revendiquent l'attribution des financements REDD+ directement aux communautés au titre de leur contribution constante à la préservation de la forêt et la liberté d'utiliser ces fonds selon leur choix.

De nombreux exemples d'actions de mouvements citoyens/communautaires ayant obtenu des mesures concrètes ont été évoqués lors de l'atelier. Deux sont évoquées à titre d'exemple ici :

Au Sénégal, les forêts avaient pratiquement disparu. Grâce au plaidoyer des communautés qui comptaient d'anciens employés des exploitations forestières, le gouvernement a pris connaissance des dégradations environnementales commises par ces entreprises. De nouvelles mesures ont été adoptées telles que l'usage prioritaire des espaces forestiers pour les communautés organisées en Groupement d'intérêt économique (GIE), dans le cadre de programmes de reforestation, et le renforcement de leurs droits.

Les luttes de la Coordination des Organisations Indigènes du Bassin Amazonien (COICA) au Pérou ont permis de stopper l'avancée des frontières agricoles sur les territoires forestiers et la déforestation.

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives (les noms de deux intervenants sont manquants):

SOMBOLINGGI, Rukka, Coordinatrice de l'Alliance des Peuples Indigènes de l'Archipel, (*Aliansi Masyarakat Adat Nusantara, AMAN*), Indonésie

ROBINS, Taymond, Nation Mayangna, Nicaragua

VASQUEZ, Edwin, Coordination des Organisations Indigènes du Bassin Amazonien (*Coordinadora de las Organizaciones Indígenas de la Cuenca Amazónica*, COICA), Pérou

Interventions des participants: PEACOCK, Peter, Terres Communautaires Écosse (*Community Land Scotland*), Royaume Uni

Modérateur:

Michel LAFORGE, consultant, France

Rapporteur:

Mamy RAKOTONDRAINIBE, présidente du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches, TANY, France

Atelier 3: L'accaparement des ressources halieutiques

Bilan

On assiste actuellement au développement d'un ensemble de lois et de pratiques qui excluent les pêcheurs artisanaux et leurs communautés du contrôle des ressources halieutiques. Lorsque l'on évoque les phénomènes d'accaparements, un intérêt très faible et secondaire est généralement accordé à la question des ressources halieutiques. Pourtant, la pêche et l'aquaculture sont à la base de la survie économique de millions de personnes⁹. De même, l'activité halieutique est essentielle pour garantir la sécurité alimentaire mondiale. Dans un grand nombre de pays, elle fournit la plus importante source de protéines animales de qualité pour les populations et, de manière générale, elle tend à fournir une part toujours plus importante de l'alimentation humaine. Les témoignages apportés rappellent que l'accaparement des mers et des cours d'eau est une réalité, au même titre que l'accaparement des terres. Partout dans le monde, les pêcheurs, comme les agriculteurs, font face à d'importantes menaces sur leur activité. Depuis le milieu des années 1980, les États agissent en faveur de la privatisation des pêches en livrant les quotas de pêche à des gros industriels. On assiste à une concentration croissante des ressources halieutiques par une poignée de grandes entreprises au détriment des communautés de pêcheurs familiaux et artisanaux, pourtant les plus nombreux. Le cas du Chili est emblématique de ces processus dans la mesure où la réforme des pêches de 2013 a permis d'octroyer plus de 90% des quotas de pêche du pays à seulement sept familles du secteur de la pêche industrielle. Une telle concentration des droits de pêche exclut de fait les milliers de petits pêcheurs et signe purement et simplement la fin de l'existence des pêches familiales et artisanales.

Le développement de la pêche industrielle intensive, dont les puissants acteurs ne sont mus que par l'intérêt économique de maximisation des profits, a conduit à une surexploitation des ressources en poissons. Selon la FAO, l'état des ressources halieutiques est aujourd'hui préoccupant avec environ 25% des stocks

⁹ Ce secteur économique compterait environ 55 millions d'actifs.

qui sont gravement surexploités. Partout, la prédominance de la pêche industrielle intensive conduit à l'épuisement des populations de poissons, menaçant par là même la sécurité alimentaire des humains et les équilibres écologiques marins.

Des accords de pêche inégaux signés entre pays "industrialisés" et pays "en développement" favorisent cette évolution. Les impacts des accords de pêche signés par les états membres de la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP) d'Afrique de l'Ouest avec des pays tiers en donnent un exemple. Dans le cadre de ces accords, les pays de la CSRP fournissent aux bateaux étrangers des autorisations de pêcher en échange d'une compensation financière souvent très faible. Fortes de leur efficacité technologique et de leur accès déjà organisé aux marchés internationaux, les entreprises étrangères déstructurent l'activité de pêche locale qu'elles concurrencent, et avec elle ses fonctions économiques, sociales et culturelles. Alors que les pays africains concernés manquent de protéines animales de qualité, la majorité des poissons pêchés dans leurs eaux est maintenant destinée à l'exportation. Inversement, désormais 60% des poissons consommés au sein de l'UE proviennent des eaux hors UE.

Par ailleurs, la part de l'élevage industriel de poissons dans l'activité halieutique ne cesse d'augmenter. Cette aquaculture centrée sur l'élevage d'un nombre réduit d'espèces à grand renfort d'intrants (alimentation en partie à base de poissons pêchés en mer et non commercialisables, pesticides, antibiotiques, colorants...) génère des effluents très polluants et introduit parfois des espèces invasives dans l'environnement. Elle perturbe les écosystèmes locaux et conduit à la disparition des espèces endogènes traditionnellement pêchées par les petits pêcheurs. Les gouvernements tendent à allouer une partie des terres côtières à des investisseurs de l'aquaculture industrielle, ce qui réduit l'accès des petits pêcheurs aux zones côtières ainsi privatisées.

Un autre processus conduit à la destruction de l'environnement marin et côtier et à la fragilisation des moyens d'existence des communautés de pêche familiales et de la pêche artisanales. Il s'agit du développement du tourisme et des infrastructures côtières. Au Sri Lanka, de nombreux centres touristiques de luxe empêchent désormais les pêcheurs d'accéder à la bande côtière, et vont jusqu'à les poursuivre en justice pour intrusion illégale. Dans ce pays, un projet de construction d'une méga-ville portuaire par des investisseurs chinois à Colombo privera, s'il se réalise, des milliers de pêcheurs de l'accès à leurs zones de pêches.

Face à ces facteurs de destruction de la pêche familiale et de la pêche artisanale, des millions de petits pêcheurs sont appauvris et contraints d'abandonner leur activité pour venir grossir les rangs des exclus de la "croissance". À titre d'exemple, en Espagne, il y a 20 ans, 200 000 personnes vivaient de la pêche

¹⁰ Sont membres de la CSRP: Le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée, la Guinée Bissau, la Mauritanie, le Sénégal, le Sierra Leone

artisanale, aujourd'hui elles ne sont que 60 000. En Galice, 40 000 personnes vivaient de la pêche artisanale à la fin des années 1990 contre 8 000 aujourd'hui. La déstructuration des communautés de pêcheurs partout dans le monde entraîne avec elle la disparition de modes de vie et de cultures particuliers. Elle cause l'extinction irréversible d'une grande part de la diversité humaine.

Propositions

Il faut impérativement garantir le maintien d'une pêche familiale et d'une pêche artisanale durable au service des populations locales. Il s'agit d'œuvrer pour la démocratisation de l'accès aux ressources, en établissant des modes de gouvernance où les populations sont pleinement parties prenantes et même responsables de la gestion des ressources de leurs territoires.

Action citoyenne

- Élargir les alliances: tant que les pêcheurs seront les seuls à défendre la pêche, il n'y aura pas d'amélioration possible de leur situation. Il faut parvenir à inclure diverses catégories d'acteurs dans les débats sur la pêche, et en particulier les consommateurs.
- Donner davantage de visibilité à la question de l'accaparement des mers lorsque l'on aborde les phénomènes d'accaparement des ressources naturelles: il est crucial de faire prendre conscience au plus grand nombre que, parmi les ruraux, on compte aussi de nombreuses communautés de pêcheurs. Il faut notamment informer sur les méfaits de la pêche industrielle et engager des démarches de sensibilisation et d'incitation à une consommation responsable des produits de la pêche.
- Faire pression auprès des institutions gouvernementales pour obtenir: la révision des nombreux accords de pêche inégaux en vigueur dans le monde, garants de la prédominance des grosses entreprises de pêche sur la pêche artisanale, la mise en place de politiques favorables aux pêcheurs familiaux et artisanaux (voir suivant).

Mesures politiques nécessaires

- Sortir des accords de pêches bilatéraux inégaux,
- Garantir l'accès des pêcheurs familiaux et artisanaux aux zones côtières et aux ressources halieutiques, ainsi qu'aux autres moyens de production et notamment aux crédits à des taux préférentiels,
- Mettre en place un système d'aide à la diversification des activités des pêcheurs familiaux et artisanaux pour la pérennité de la pêche à petite échelle (transformation des produits de la pêche, association avec des activités agricoles...),
- Mettre en œuvre des systèmes de cogestion des ressources halieutiques, en s'assurant que les points de vue des petits pêcheurs soient véritablement pris en compte dans ces processus et que les populations côtières soient réellement parties prenantes de la fixation des règles de gouvernance,
- Limiter la taille des bateaux de pêche,
- Interdire la pêche par chalutage en eaux profondes.

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions Introductives

MBENGUE, Moussa, Secrétaire Général de l'Association pour le développement de la Pêche Artisanale en Afrique de l'Ouest (ADEPA), Sénégal

Interventions des participants:

COCHET, Hubert, Professeur, AgroParisTech, France

HERNANDEZ, Jorge, président et directeur exécutif de l'Association Mensa Civica, SlowFood Saragosse, Espagne

MATA, Francisco, Médecin, Institut Social de la Marine, Valencia, Espagne

Rapporteur:

SEGBENOU, René, Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN), et membre de l'Association Ouest Africaine pour le Développement de la Pêche Artisanale (ADEPA)

Modérateur:

GARCIA ALLUT, Antonio, Président Fondation Lonxanet pour la pêche durable, Espagne

Atelier 4: Évictions, exode, migrations, conséquences sur les villes

Constat

Le sort fait à l'agriculture familiale et le développement urbain sont étroitement liés.

Les facteurs de disparition de l'agriculture familiale

Ils sont multiples et interactifs:

- Diminution des surfaces cultivables et des espaces pastoraux du fait des bouleversements climatiques ;
- Accaparement des terres (de l'eau et des autres ressources naturelles) par les groupes agro-industriels ou miniers qui, outre leur impact foncier, provoquent des pollutions ;
- Détournement des terres de leur vocation vivrière locale et affectation à des productions alimentaires destinées à l'exportation, à des productions d'agro carburants ou d'aliments pour le bétail des pays dits "développés" ;
- Impossibilité pour les paysans d'accéder aux marchés locaux du fait de la perte de revenus et de l'éloignement des acheteurs ;
- Libéralisation des échanges en faveur de l'agro-industrie occidentale (accord agricole de 1994, A.P.E., ...) et de ses capacités à exporter dans les zones urbaines du nord et du sud, du fait de prix de revient nettement inférieurs.

L'exode

Au total, les populations rurales, largement paysannes, n'arrivent plus ni à tirer un revenu décent de leurs activités, ni à s'alimenter correctement. Chaque année, à l'échelle planétaire, 65 millions de personnes sortent de la paysannerie en état de très grande pauvreté!

Sur ces 65 millions, 20 millions seulement restent en zone rurale. Tous les ans, 45 millions d'anciens paysans viennent grossir les villes! Ils constituent là le premier flux responsable de la croissance démographique des métropoles (100 000 habitants de plus par an à Antananarivo)! Ils sont en état de très grande fragilité et non solvables, ils ne peuvent que nourrir les rangs des chômeurs et se concentrer dans les bidonvilles. Avant, pour certains, de tenter des migrations plus lointaines. Les États et les collectivités qui gèrent ces zones urbaines ont des difficultés considérables pour accueillir tout le monde, maîtriser les tensions et apporter

les services nécessaires aux populations. Mais, États et collectivités doivent en premier lieu faire en sorte que celles-ci puissent se nourrir. Les formes même de l'urbanisation constituent souvent des entraves supplémentaires.

Conclusion: Si on veut combattre l'hypertrophie urbaine, il faut s'attaquer aux sources même de la destruction de la paysannerie et de l'exode. Quand on pourra vivre dignement en secteur rural, aller en ville pourra résulter d'un vrai choix et non d'une obligation incontournable.

Propositions

L'atelier 4 a permis de dégager des propositions spécifiques concernant l'urbanisation ; nous les exposons ci-dessous. Elles reposent sur deux préalables:

- La capacité des collectivités locales à remettre en cause leurs politiques actuelles d'aménagement ;
- Celle des mouvements paysans et des mouvements sociaux urbains à s'allier, notamment pour porter l'exigence de souveraineté alimentaire.

Des politiques territoriales

Du niveau local au niveau planétaire (UN Habitat) il faut passer d'une démarche urbanistique qui n'organise que la croissance des villes à une démarche territoriale englobant les trois secteurs, urbain, périurbain et rural, et prenant en compte la fonction sociale de la terre dans toutes ses dimensions. Des projets d'aménagement territoriaux sont seuls capables de porter le refus de la consommation de terres agricoles et des espaces naturels, de poser correctement la nécessité d'un crédit non usurier aux paysans pauvres et de leur accès au marché. C'est dans ce cadre que, par exemple, certaines collectivités tentent des politiques de soutien à l'installation et à des productions vivrières garantissant à la fois le débouché aux producteurs et l'approvisionnement aux cuisines centrales assurant des services d'alimentation collective. On peut ainsi aller jusqu'à de véritables contrats de réciprocité entre métropoles urbaines et zones rurales. Il s'agit bien en fait de construire la souveraineté alimentaire à une échelle territoriale adaptée.

Préservation d'espaces vivriers en ville

Aujourd'hui, "*construire la ville sur la ville*" est devenu une formule passe-partout chez les urbanistes. C'est une formule qui énonce un vrai sujet: l'obligation, pour conserver le potentiel nourricier des territoires et pour ne pas rejeter les populations pauvres ou nouvelles à l'extérieur des centres urbains, de densifier l'habitat, les zones d'activités industrielles, etc. Il est possible de requalifier des zones pavillonnaires en les densifiant, de reconquérir certaines friches industrielles ou commerciales. Ces opérations coûtent cher, c'est l'argument utilisé par leurs détracteurs, mais le prix de revient réel de l'étalement urbain (investissement dans les réseaux, amortissement correspondant et frais de fonctionnement) est très peu étudié ; et encore faudrait-il envisager les

coûts environnementaux et sociaux de l'étalement, notamment son effet sur la spéculation foncière.

Les collectivités locales doivent mener des densifications intelligentes pour qu'elles soient acceptées: il ne s'agit pas de bâtir des tours partout, de supprimer les espaces dédiés aux déplacements doux, aux aires de jeux, à des jardins partagés ou à d'autres formes de fermes urbaines. La souveraineté alimentaire passe à la fois par la préservation d'une agriculture paysanne active et par des initiatives citoyennes non marchandes de production vivrière.

De nécessaires alliances

Combattre les situations locales d'accaparement des terres, défendre la paysannerie, construire la souveraineté alimentaire, densifier intelligemment, sont des nécessités mais, pour les collectivités locales et leurs élus, cela nécessite une lucidité et un courage politique qui ne sont pas spontanés.

L'atelier 4 s'est conclu sur le besoin majeur, pour peser sur le droit comme sur la conduite des actions publiques locales pour traiter les facteurs de disparition de l'agriculture familiale et ses effets (Cf Bilan plus haut), de développer des alliances structurées et puissantes entre le mouvement paysan et l'ensemble des mouvements sociaux qui regroupent à la fois urbains et consommateurs.

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

- CHARRIER, Maurice, président de l'Association Internationale de Développement Urbain (INTA), France
- DJAOMAMY, Association pour le Développement de l'Agriculture et du Paysannat du Sanbirano, Madagascar
- GBANFREIN, Paul, Responsable du projet Sécurisation des droits fonciers em zone urbaine, Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP), Côte d'Ivoire
- LALANDE, Christophe, chef du Département Logement de ONU-Habitat, France (par téléphone)
- MARIANI, Maurizio, projet Eating Cities, président du Consortium Risteco, Italie
- RAPARISON, Eric, coordinateur de la Plate-forme de Solidarité des Intervenants sur le Foncier (SIF), Madagascar,
- ROUILLÉ D'ORFEUIL, Henri, Académie d'Agriculture, France
- ZARATE, Lorena, Présidente de Habitat International Coalition (HIC), Mexique

Intervention de participants:

BECKH, Charlotte, Institut d'Études Avancées de la Durabilité (Institute for Advanced Sustainability Studie, IASS), Allemagne

BUISSON, Michel, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), France

COSTA MORAIS, María José, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*, CONTAG), Brésil

DA SILVA MATIAS, Willian Clementino, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*, CONTAG), Brésil

FRU NGANG Francis, Secrétaire Général de l'Institut Africain pour le développement Économique et Social (INADES Formation), Côte d'Ivoire

NASCIMENTO SILVA, Adriana Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*, CONTAG), Brésil

WARTENA, Sjoerd, Fondateur et ancien président de Terre de Liens, France

WOESSNER, Julien, Fondation Charles Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH), Suisse

Modérateurs:

LERAS, Gérard, ancien éleveur laitier, ancien Vice-président de la Région Rhône Alpes en charge du foncier, AGTER, France

SIMONNEAU, Claire, Urbaniste, chercheur postdoctoral, Université catholique de Louvain, Belgique

Rapporteur:

FAYE, Iba Mar, Sociologue, chef de mission "agriculture familiale et terre", GRET, Sénégal

Atelier 5: Les difficultés d'accès des femmes à la terre et aux ressources naturelles

En ouverture, les participants ont rendu hommage à Berta Caceres, militante écologique et de la défense des peuples indigènes, assassinée à La Esperanza (Honduras), le 3 mars 2016.

Bilan

Partout dans le monde, l'immense majorité des femmes fait face à des conditions d'accès et de contrôle de la terre et des ressources naturelles inégales à celles des hommes.

Les rapports sociaux ont banalisé le fait qu'elles soient intégralement en charge du travail domestique et de l'éducation des enfants, charges qui les empêchent de se consacrer autant que les hommes aux activités agricoles. Dans les champs, elles sont les travailleuses obligées de la famille et assument les tâches souvent les moins valorisées, considérées comme un pan de leurs obligations domestiques. Elles n'en retirent donc généralement aucun revenu.

Les règles coutumières de l'héritage perpétuent souvent l'inégalité. Dans certaines régions de Madagascar, par exemple, les femmes n'ont aucun droit sur l'héritage de leur père ou de leur mari. Dans les communautés indigènes et autochtones, l'héritage est souvent l'affaire des "anciens", le plus souvent des hommes. L'exclusion des femmes de l'héritage des terres est parfois aussi prônée au nom de conceptions religieuses.

Les institutions nationales reflètent ces structures patriarcales. De nombreux États renoncent à assurer l'égalité et l'inclusion sociale des femmes et continuent d'accorder une place secondaire aux problématiques de genre. Dans certains pays, il n'existe pas de données sur les femmes dans le domaine agricole, celles-ci ne portant que sur les familles et propriétés familiales. Les textes légaux concernant l'environnement et le développement ne considèrent pas toujours clairement le rôle des femmes. Généralement, elles ne bénéficient pas du statut d'agricultrices et ont moins accès aux crédits et équipements agricoles.

Très souvent, les femmes n'ont pas de droit reconnu sur la terre. En Inde, seulement 12% des femmes sont propriétaires de leurs terres. La propriété

ne leur est accessible qu'après la mort du mari. Lorsqu'elle est reconnue à leur communauté, la propriété collective est souvent la seule garantie d'un certain accès aux ressources. Elles sont donc les plus grandes victimes de la disparition de cette forme de propriété. Si un droit individuel à la terre et aux ressources naturelles leur est reconnu par la loi, elles ne sont généralement pas en mesure de supporter le coût des procédures administratives nécessaires à sa concrétisation (opérations cadastrales, titrisation...). De la même manière, elles n'ont que rarement les moyens de valoriser pleinement leurs terres.

Les mécanismes de marché qui s'appliquent aux droits fonciers, au travail, aux moyens de production et au crédit sont inefficaces pour assurer aux femmes un accès et un pouvoir de contrôle véritable sur les terres et les ressources naturelles. Elles sont minoritaires dans les organismes de représentation, au sein des organisations de la société civile et des processus décisionnels locaux, nationaux et internationaux. Ce que plusieurs panels du FMAT ont malheureusement reflété. Les postes de direction sont encore trop souvent entre les mains des hommes, ce qui compromet l'évolution de la condition des femmes.

Dans le contexte actuel d'accaparement et concentration des terres et ressources naturelles par de moins en moins d'individus et entreprises, et d'éviction de la majorité des ruraux, les femmes sont ainsi doublement pénalisées. Le chemin est encore loin vers la mise en œuvre pleine et effective de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'encontre des femmes (CEDAW), dont un des engagements spécifiques appelle à favoriser un accès et un contrôle des terres et autres moyens de production plus égalitaire pour les femmes. Engagement qui a été notamment réaffirmé dans les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Une action politique forte en faveur des femmes est donc indispensable pour qu'elles puissent accéder aux ressources naturelles et les contrôler. L'accès à la terre et son contrôle par les femmes sont primordiaux pour leur émancipation, le bien-être des familles et, partant, pour la lutte contre la malnutrition et la pauvreté. Leur rôle dans le domaine agricole est essentiel. Elles assurent jusqu'à 70 % du travail dans l'agriculture familiale paysanne. Se faisant, elles sont les premières contributrices à la réalisation de la souveraineté et de la sécurité alimentaire.

Propositions

Les **actions citoyennes** doivent viser au renforcement des organisations de femmes, à la présence des femmes dans les organisations paysannes ainsi qu'à l'éducation des sociétés dans leur ensemble.

Renforcer les mouvements de femmes et leur présence dans les organisations paysannes:

- Promouvoir la formation juridique élémentaire des femmes afin qu'elles aient connaissance des textes juridiques existants les concernant, tels que la CEDAW,

- Leur assurer une représentation équitable dans les organisations paysannes et dans les luttes contre les accaparements des terres, pour veiller à ne pas reproduire les structures patriarcales,
- Renforcer les organisations de femmes existantes et soutenir la création de nouvelles là où la défense de leurs intérêts n'est pas organisée. Former des espaces de fédération au niveau national et international afin de faire entendre la voix commune des femmes rurales. Il a été proposé de s'appuyer sur les exemples de mouvements et d'actions de femmes présentés durant l'atelier tels que le réseau MAKAAAM¹¹ en Inde ou les marches des Marguerites organisées par la CONTAG¹² au Brésil, lesquelles ont notamment permis que plus de 70% des terres de ce pays soient aujourd'hui en copropriété homme-femme.

Éduquer les sociétés:

- Sensibiliser sur toutes les formes de violences faites aux femmes,
- Mesurer le travail "invisible" des femmes et le faire valoir au niveau communautaire et gouvernemental,
- Mettre en évidence leur potentiel majeur de contribution à la lutte contre l'accaparement des terres, à l'essor de l'agroécologie et ainsi à la lutte contre la pauvreté, la mal et sous nutrition et le changement climatique.

Les revendications politiques portées par ces mouvements doivent viser l'adoption par les États des **mesures politiques** suivantes:

- La protection des femmes contre les violences communautaires et institutionnelles,
- La pleine participation des femmes aux institutions gouvernementales, nationales et locales et aux prises de décisions,
- La mise en œuvre et la protection des droits des femmes notamment stipulés dans la CEDAW et notamment leur accès sécurisé à la terre et aux ressources naturelles et autres moyens de production et leur droit à contrôler l'utilisation qu'elles en font, ou encore la reconnaissance du statut d'agricultrices,
- L'accès des femmes aux crédits, subventions et allègements fiscaux afin de rendre possible et durable l'activité agricole des femmes.
- L'obligation de faire figurer le nom des femmes sur les documents matérialisant les droits fonciers (propriété, usage),
- La reconnaissance du travail agricole réalisé par les femmes.

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des

¹¹ Réseau composé de 74 organisations de femmes agricultrices. Il a été constitué pour demander la mise en œuvre de leurs revendications: notamment la redistribution des terres aux femmes, l'enregistrement de leurs droits, l'égalité d'accès aux services, mais aussi la création de centres de ressources communautaires pour promouvoir la justice de genre, à savoir la possibilité pour les femmes de faire des choix libres basés sur des capacités et aspirations individuelles.

¹² La dernière marche des Marguerites en date s'est déroulée en août 2015 et a réuni 70.000 femmes.

Interventions

intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

BORQUEZ, Rita, PROCASUR, Chili

ECHEVARRIA LEON, Dayma, Centre d'Études de l'Économie Cubaine, Cuba

EL HADJI FAYE, Environnement et Développement du Tiers Monde, Protection naturelle des cultures (ENDA PRONAT), Sénégal

LUNAS COSTA, Alessandra, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*), Brésil

NITYA, Rao, École de Développement International, Université d'Est-Anglie, Royaume Uni

RAVONIARISOA, Lilia, Federasiona ny Vehivavy Tantsaha eto Madagasikara, Madagascar

Interventions des participants:

ANGULO GUTIERREZ, Elga Betty, Confédération paysanne (*Confederación Campesina*) Pérou

BEL MOKTHAR, Siham, Agronome, Cabinet du Ministre, Cellule des Affaires Parlementaires, Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Maroc

GAMBOA BELTETON, Klemen Guadalupe, Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture (FAO), Délégation Amérique latine, Guatemala,

HERNANDEZ, Veronica, Alliance des Organisations Forestières Communautaires (*Alianza de Organizaciones Forestales Comunitarias*), Guatemala

I MOBIN JINAH, Shah, directeur exécutif de l'Association pour le Développement Communautaire (*Community Development Association*, CDA, Bangladesh

MARTÍNEZ JIMENEZ, Florita, Réseau Indigène Bribri et Cabecar (*Red Indígena Bribri y Cabecar*, RIBCA), Costa Rica

NAÏT SID, Kamira, Présidente du Conseil Mondial Amazigh, Association Peuples des Montagnes du Monde, Algérie

Modérateur:

CASTILLO HUERTAS, Ana Patricia, Féministe agraire, Guatemala

Rapporteur:

GATUNDU, Catherine, ActionAid, Kenya

Session plénière II

État des lieux des luttes et résistances aux processus d'accaparement

Présentations

Kaul NURM, Directeur de la Fédération Estonienne des Agriculteurs (*Eestimaa Talupidajate Keskliit*, ETK), Délégué du Comité Économique et Social Européen (CESE), Estonie

Je vais commencer par vous parler des expériences européennes, en particulier des expériences qui se déroulent dans l'Union européenne, UE. J'ai été membre du Comité Économique et Social Européen, CESE, qui représente les organisations de la société civile dans l'UE. Il s'agit d'une des institutions européennes. Ce comité a un rôle consultatif auprès de la Commission, du Conseil et du Parlement européens. Généralement, on dit que l'accaparement et la concentration des terres a lieu sur les autres continents. Les gens savent peu que l'accaparement et la concentration des terres a également lieu en Europe et même dans l'UE. Cela n'est pas aussi vaste mais cela a tout de même lieu, de manière plus ou moins visible.

J'ai conduit au CESE une initiative, un rapport sur l'accaparement et la concentration des terres dans l'UE. Pourquoi avons-nous fait cela? Parce que quelqu'un devait lancer ce débat en Europe également. Pourquoi a-t-il fallu que ce soient les organisations de la société civile qui le fassent? Parce que nous avons constaté que la Commission européenne, le Parlement européen ou encore le Conseil ne veulent pas parler de cette problématique. Notre objectif était de lancer le débat et proposer des idées et solutions possibles.

Comme vous le savez, dans l'UE certains domaines relèvent de la compétence de l'UE, d'autres de celle des États membres. Les droits sur la terre et la politique foncière sont des domaines qui relèvent de la compétence des États membres. C'est la raison pour laquelle la Commission européenne nie la réalité même de l'accaparement des terres dans l'UE. Selon elle, toutes les transactions sur

la terre sont légales, la terre est prise contre de l'argent, ce n'est donc pas de l'accaparement. Oui, cela pourrait ne pas être un problème. Mais toutes les études indiquent que la propriété de la terre et les droits d'usage de la terre sont de plus en plus concentrés. Cette concentration de la terre est en train de remplacer l'agriculture familiale par une agriculture industrielle. Voilà le résultat final. Si on n'aime pas l'agriculture industrielle - et nous ne l'aimons pas - nous devons parler de la réalité de cette problématique dans l'UE. Le temps est compté.

Plusieurs messages sont portés par ce rapport. Premièrement, nous avons besoin que le marché foncier soit régulé. La possibilité de réguler le marché foncier est limitée par les traités de l'UE qui posent quatre droits fondamentaux, à savoir la liberté de circulation des capitaux, des marchandises, des biens et des personnes. Le message de ce rapport est que la terre n'est pas un bien comme les autres parce que c'est une ressource limitée que nous ne pouvons pas produire. Pour cette raison nous avons besoin que les traités soient interprétés et, en ce qui concerne l'alimentation, nous devons aller vers l'obtention de droits pour réguler le marché foncier.

Un autre message de ce rapport est que les politiciens doivent s'emparer de ce sujet. Et je suis honoré de vous dire que nous avons peut-être, grâce à ce rapport qui a été adopté par des organisations de la société civile en Europe, influencé le Parlement européen. En effet, le Parlement européen a réalisé des études complémentaires sur la concentration des terres en Europe et a décidé de faire son propre rapport politique sur cette problématique. Si le Parlement conclut que ce sujet est un problème qui doit être réglé, il pourra exercer une pression beaucoup plus forte sur la Commission européenne pour gérer cet enjeu. Je suis absolument convaincu que sans régulation et sans volonté politique de régulation du marché foncier, rien ne sera possible, tout du moins dans l'UE.

En Roumanie, la plus grande exploitation fait 65 000 ha et appartient à un seul propriétaire. En Estonie, un petit pays du Nord de l'Europe, les fermes font 10 000 ha avec des milliers de vaches. Comment les exploitations familiales peuvent-elles être compétitives face à ces grandes entreprises? Impossible! Nous avons besoin de régulation. Nous avons également besoin d'une Politique Agricole Commune, PAC, qui soutienne les exploitations familiales.

Voilà comment cela fonctionne en Europe. Nous avons besoin de papiers, d'envoyer des messages à la société, aux politiques et à tous les décideurs politiques.

Michel DAVID, Paysan, Confédération paysanne, France

Je suis paysan, membre de la Confédération paysanne à travers laquelle nous défendons l'agriculture paysanne, et avec Via Campesina. À travers notre modèle d'agriculture paysanne, pour ma part biologique par ailleurs, nous défendons une agriculture respectueuse de l'humain, c'est-à-dire qui vise à garder des paysans à la terre et à assurer la qualité de l'alimentation, de l'eau et de l'environnement.

Faire cela c'est déjà lutter contre l'accaparement des terres. Car quand on lutte pour la souveraineté alimentaire ici, on lutte contre les quatre millions de tonnes qui arrivent chaque année en France pour nourrir le bétail français et européen et pour faire de l'agriculture hors-sol.

Nos importations déplacent l'accaparement des terres dans le Sud et provoquent le réchauffement climatique, l'expulsion des paysans, des indigènes, etc. Donc la lutte pour l'agriculture paysanne ici, c'est aussi une lutte contre l'accaparement de terre. Quand nous luttons contre la ferme des 1 000 vaches - demain vingt fermes de 1 000 vaches et des fermes de 18 000 ou 20 000 vaches en Europe? - nous luttons contre l'accaparement des terres ici et ailleurs! À travers la lutte contre ce modèle, on lutte contre le fait de provoquer des réfugiés climatiques aussi. Quand nous luttons contre la PAC qui distribue dans mon département 300 000 euros à des agri-managers, nous luttons contre l'accaparement des terres. Parce que chaque jour, dans mon département, il y a une ferme de moins. Chaque jour!

Il y a en France des luttes plus symboliques contre l'accaparement de terres. En gros, on est confrontés à deux processus: on accapare les terres des autres pays et on artificialise les terres en France notamment par des grands projets inutiles comme l'aéroport de Notre Dame des Landes. Inutile cet aéroport, puisqu'il y en a déjà un qui existe et qui peut très bien faire l'affaire. C'est une lutte longue que nous allons gagner j'espère. Sur ces terres, actuellement il y a des paysans alternatifs qui cultivent en bio, pour eux et pour les réfugiés. C'est aussi un exemple.

Nous accompagnons les paysans en Palestine dans leur lutte pour continuer à pouvoir faire leur cueillette aux bords des zones colonisées. Ça aussi c'est une autre forme d'accaparement de terres qu'on n'a pas citée ici. Et puis nous luttons contre l'artificialisation des terres, comme avec les golfs ou les zones commerciales qui, elles, poussent à importer des choses très souvent inutiles qui en tous cas encouragent l'importation. Ça aussi c'est une lutte contre l'accaparement et contre la destruction des petits paysans et des petits artisans ici.

La conclusion, puisque Michel disait tout à l'heure qu'il n'y a pas beaucoup de perspectives joyeuses, est que j'espère que nous allons gagner Notre Dame des Landes. Il faut aussi que demain on fasse avancer les Directives volontaires pour qu'un certain nombre de Directives volontaires se transforment en contraintes, parce qu'il faut arrêter demain tout ce climat qu'on détruit, tous ces paysans et ces indigènes qu'on détruit. Donc il faudra non seulement du volontariat mais aussi un certain nombre d'exigences face aux multinationales. Et j'ai oublié de citer les semences, quand on lutte pour garder les semences, on lutte contre l'accaparement de terres qui détruit la forêt amazonienne et ses indigènes et paysans.

Elena LAZOS, Professeur, Université Nationale Autonome de Mexico, (*Universidad Nacional Autónoma de México, UNAM*), Mexico

Quand on évoque toutes les luttes et les résistances contre l'accaparement des terres mais aussi pour la diversité culturelle et pour la défense des territoires,

c'est-à-dire pour le respect de la vie et des modèles alternatifs, les premières images que nous avons en tête sont des images de répression, de violence, de cooptation des leaders de mouvements, de criminalisation dont on a parlé ici, et de tous les assassinats et les emprisonnements. Cela démontre la grande vulnérabilité sociale et politique des personnes touchées et qui résistent, en plus de leur vulnérabilité économique.

Dire cela est néanmoins injuste pour ceux qui sont ici, qui représentent des mouvements sociaux, des organisations, un réseau de leaders engagés. Certains sont ici, d'autres sont absents mais on connaît leurs luttes: Mouvement des Sans Terre, MST, du Brésil, Zapatistes au Chiapas, la Confédération des Nationalités Indigènes d'Équateur, CONAIE, le réseau de Résistance à l'Exploitation Minière Latino-Américaine, REMA, ou encore le Tribunal Latino-américain des Conflits Environnementaux.

Cependant, il y a un grand vide de reconnaissance des droits. Il faut songer à la puissance des acteurs qu'affrontent ces luttes pour la vie: les grandes entreprises multinationales, minières, de gaz, de pétrole, et toutes celles qui forment l'industrie agroalimentaire qui, non seulement font de l'agriculture contractuelle, mais s'approprient toutes les rentes de la terre et font un non-usage des terres. Elles usent ou non de la terre comme elles veulent. Les entreprises du papier aussi, comme nous l'a dit le camarade d'Uruguay. Les compagnies qui privatisent l'eau, comme Coca-cola. Au Mexique, 90% des compagnies d'eau appartiennent à Coca-cola. Mais aussi les entreprises de tourisme qui font un tourisme exclusif comme nous l'a dit Eduardo Baumeister pour l'Amérique Centrale et aussi Nancy Andrew pour l'Afrique du Sud. Au Mexique, ce sont les plages et les pêcheurs qui sont dépossédés de leurs ressources, non seulement de l'accès à la mer mais aussi aux rivières. Il y a aussi le green grabbing avec la constitution d'aires protégées qui spolient les communautés de leurs ressources comme nous l'a dit Kolyang Palebele du Tchad ou en République Centrafricaine. Ainsi, on voit la force de ces compagnies transnationales qui ont des stratégies variées.

Une de leurs stratégies consiste à faire des nouvelles alliances avec les institutions gouvernementales à différents niveaux, fédéral, national ou local. Cela leur garantit l'impunité et cela créer une grande perte de confiance qui fait que le recours des mouvements sociaux à leurs propres institutions publiques est difficile. C'est pourquoi les mouvements sociaux doivent faire appel à des tribunaux internationaux comme le Tribunal latino-américain et les autres tribunaux internationaux. Ils doivent faire appel à ces mécanismes plutôt que faire confiance à leurs propres États.

Les stratégies des mouvements sociaux reflètent aussi les ruptures entre les organisations face à l'intimidation ou la persuasion. Certaines considèrent que ce n'est pas la peine de lutter et qu'il suffit de dire "Combien?": "Combien coûte cela?", "Combien coûte ce bois?"; ou de poser la question en termes de nombre d'emplois: "Si ça crée un peu d'emplois, ça va"... Tout cela crée des ruptures entre organisations. À propos de cela, Omar Bessaoud a décrit la dissolution des coopératives agricoles dans le monde arabe. Il y a aussi des ruptures et

des divisions entre les communautés. Une étude dans le Nord du pays recense 155 panneaux publicitaires de l'entreprise minière dans des villages de 2 000 à 3 000 habitants. Ils promeuvent le fait que des compagnies minières achètent et "offrent" des équipes de foot, des écoles, des églises, ou fournissent des services comme la distribution d'eau et l'aménagement des chemins. Comme Franck Ademba nous le disait, "on échange des terres contre des hôpitaux". Ce sont des stratégies qu'ont les entreprises pour accéder aux terres. On voit aussi des alliances avec des groupes armés, des groupes de narcotrafique, avec les militaires, ou avec des groupes paramilitaires. Tout cela affaiblit les mouvements sociaux.

On a aussi des stratégies que font les multinationales avec des entreprises nationales, des prête-noms, avec les élites de la bourgeoisie nationale. Elles se déguisent derrière un pseudo "nationalisation" des ressources. Ainsi, les communautés affrontent les narcotrafiquants, la spoliation des terres par les grands producteurs et par les banques, la financiarisation de l'agriculture, le traitement des aliments comme des "commodités". Le fait que le maïs soit coté en bourse, par exemple, a des gros effets sur la pauvreté et les inégalités et donc sur les processus migratoires. Cela affaiblit aussi les mouvements sociaux. De même que les subventions pour les grands producteurs qui laissent à la marge les petits producteurs, ou encore l'Organisation Mondiale du Commerce, OMC, et les traités de libre-commerce.

Il y a une privatisation des campagnes, non seulement des terres mais aussi des services. Il existe aujourd'hui des "écoles" Nestlé, des "écoles" Monsanto, des "écoles" des compagnies minières... Cela affaiblit aussi les mouvements sociaux à travers la propagande auprès des enfants ou des agriculteurs qui vont à ces écoles.

On observe des changements dans les cadres législatifs aussi, avec la loi sur semences, ou la loi sur l'eau, qui vont vers la privatisation. Cela pose aussi des barrières contre les mouvements sociaux.

Dans ce cadre, nous devons penser aussi à des questions de communication, d'information, de formation de capacités qui pourraient être importantes pour les mouvements sociaux, comme les radios communautaires qui aujourd'hui sont marginalisées.

Il y a aussi privatisation de la recherche avec des entreprises qui entrent dans les universités publiques.

Il faut mentionner la dégradation environnementale: intrants chimiques, pollution des eaux, des sols, et surtout la spoliation des ressources génétiques, le contrôle des semences, avec 60% des semences qui sont actuellement aux mains de privés comme Monsanto et ses filiales.

Tout cela affaiblit les mouvements sociaux. Il y a aussi une chute des idéologies religieuses mobilisatrices comme l'était la théologie de la libération en Amérique latine par exemple.

Willian Clementino DA SILVA MATIAS, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles, (Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG), Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Mercosur (Coordinadora de Organizações de produtores Familiares del Mercosur, COPROFAM), Brésil

La question de l'accaparement des terres est très forte actuellement. La terre est un bien fini, et nous devons en prendre soin. Nous devons considérer la terre comme un bien de la nature qui a un rôle fondamental pour toute la société.

Au Brésil, nous avons une menace très grande de la part de *l'agro-business* qui prend la terre aux paysans et agriculteurs familiaux et à toutes les personnes qui ont leur vie à la campagne. Il y a une tentative très forte pour prendre les terres de l'Amazonie pour faire des grandes plantations de soja et autres monocultures en général. Donc, nous devons lutter tous les jours pour garantir les droits des paysans. Malheureusement, nous avons perdu beaucoup de camarades dans ces luttes car nous nous affrontons le capital qui essaye de nous prendre nos terres. Nous devrions sortir d'ici avec une proposition forte pour continuer les luttes pour l'accès à la terre et aussi une proposition pour remettre à l'agenda le thème de la réforme agraire.

La question de la réforme agraire n'est pas qu'une question des pays "sous-développés", nous devons revenir sur cette proposition de réforme agraire. Notre défi est de globaliser la lutte pour la réforme agraire et de défier le capital qui est mondialement articulé alors que nous, nous sommes mondialement fragilisés. Nous devons défendre les semences pour garantir la sécurité et souveraineté alimentaire des peuples. Seuls les paysans sont en mesure d'alimenter le monde et d'en finir avec la faim, en finir avec la violence contre les organisations sociales.

Ramesh Chandra SHARMA, Coordinateur des Campagnes d'EKTA PARISHAD, Inde

Notre ami de Tanzanie demandait que soient partagés des exemples de succès obtenus par les communautés locales, alors je vais vous parler du mouvement que nous avons lancé en Inde.

Ekta Parishad est connu pour avoir organisé de nombreuses marches pour l'alimentation. En 2007, nous avons marché avec 25 000 personnes sur une autoroute du pays pour contester le gouvernement central. Cela a débouché sur le *Forest Rights Act* qui a été adopté en Inde parce qu'il y avait à ce moment-là des négociations avec le gouvernement central. De même, en 2012, nous avons organisé une marche de 100 000 personnes où nous avons marché sur la même route pour aller à Delhi. Mais entretemps, il y a eu une négociation qui a débouché sur le *Housing Land Rights Act*, et nous avons eu la politique de réforme foncière. Comment ces mouvements se constituent? Pour répondre, je vais apporter deux ou trois éléments de stratégie.

Le premier, c'est que nous croyons à ce que nous appelons le "pouvoir des pauvres". Les pauvres ont des capacités et des pouvoirs très différents pour se défendre. C'est notre responsabilité en tant que mouvement social de comprendre le potentiel de leur pouvoir. Gandhi disait, "*some laws are not meant to be obeyed*", certaines lois ne sont pas censés être respectées. Nous discutons ici constamment des lois négatives, des politiques négatives et des cadres négatifs. Il nous a donné un discours très intéressant durant le mouvement "*the freedom to struggle*", la liberté de lutter, en disant que certaines lois n'ont pas à être respectées. Si la loi ne protège pas tes droits, tu as le droit de désobéir aux lois. Nous avons des exemples de ce genre d'actions. Le mouvement d'occupation des terres en Inde est un exemple très clair de la manière dont un grand nombre de sans abri et sans terre viennent et occupent la terre, en prennent possession et finalement gagnent.

Nous avons des séries d'expériences de succès qui illustrent comment ces mouvements de peuples indigènes défient des grandes entreprises minières, telles que Vedanta's Sterlite Group, et les poursuivent devant la Cour Suprême en Inde et gagnent. Nous avons gagné parce que c'était une lutte pour la vérité. Toutes les actions en justice et les actions directes que nous appelons les actions directes non violentes, marchent très bien.

Un autre élément important pour nous est que la lutte est aussi un travail constructif de dialogue. Cela fonctionne ensemble. N'ayez pas recours uniquement à la lutte. Vous devez mener des travaux constructifs ensemble, en même temps. Il faut créer des espaces de dialogue. Ces trois très importantes composantes font pour nous partie intégrante d'un mouvement.

Nous avons des stratégies très différentes pour lutter. L'une d'elles, ce sont les marches pour l'alimentation. Je continue à dire que le jour des manifestations est révolu aujourd'hui. Si vous organisez une manifestation, le gouvernement est heureux de vous fournir les services de sécurité, l'eau, les ambulances... Ils disent ensuite "Vous êtes contents? Maintenant rentrez chez vous". C'est pourquoi nous avons inventé les marches pour l'alimentation qui sont un outil très efficace. Imaginez-vous 25 000 personnes marchant ensemble pendant un mois sur une route nationale. Ce n'est pas facile pour le gouvernement de gérer ces personnes.

Vous devez créer une pression constante. Cette pression constante peut être exercée de différentes manières. En même temps, il est aussi important de mener des travaux constructifs parce que, quand vous vous engagez personnellement dans un travail constructif, c'est également un espace pour vous, pour contribuer physiquement, moralement et financièrement à votre propre mouvement. Un mouvement n'est pas porté ou dirigé par des instances externes mais bien plus généré par les gens.

C'est la troisième composante, l'espace de dialogue. En tant que citoyens d'une des plus grandes démocraties, nous croyons à l'espace de dialogue. Parce

que aller dans les rues est extrêmement important. Certaines personnes sont circonspectes et demandent "Qu'est-ce que vous faites là?". La corruption est peut-être une menace réelle pour ces personnes qui ont des modèles très différents. Mais vous pouvez corrompre un ou deux pour cent d'un groupe, pas un million de personnes en train de marcher dans les rues. C'est pourquoi, il vaut mieux poursuivre le processus de dialogue et s'engager dans le dialogue. Propager l'idée d'une "politique des gens" est également très important. Quand je parle de politique des gens, je veux dire qu'il faut inventer une culture différente de la politique. Je vais donner un exemple. Dans l'État d'Orissa, à l'Est de l'Inde, quand nous avons organisé une marche pour l'alimentation juste avant les élections, un des leaders locaux a dit un slogan très intéressant: "*No Land, No Vote*", pas de terre pas de vote, si vous voulez notre voix, vous devez nous promettre une réforme foncière dans notre village. Et dans ce village, il y a eu le plus grand nombre de titres fonciers émis en vue de redistribuer les droits foncier de tout l'État d'Orissa. Nous avons ainsi plusieurs exemples de réussites où les gens sont à la table des négociations et parviennent à changer la configuration politique du pays.

Pour nous, le mouvement social est un outil très puissant d'éducation sociale. Je veux dire que le mouvement n'est pas juste une action contre l'État. Vous devez comprendre l'immense potentiel du mouvement social comme un outil d'éducation sociale. Nous continuons à dire qu'il faut que la société civile soit unie. Mais qu'en est-il des citoyens? Voulons-nous seulement favoriser la société civile organisée? Ou voulons-nous réellement parler aux gens ordinaires, les civils? Changez la vision habituelle des mouvements sociaux et allez vers les gens ordinaires! Je me rappelle les 25 000 personnes dans la rue, les associations d'avocats, de professeurs, les mouvements étudiants et les associations de médecins qui étaient dans les rues. Ils sont venus pour aider ces personnes, pour les encourager à aller à Delhi.

L'enjeu est de construire la deuxième génération de militants. Je suis très content qu'il y ait eu une question sur les jeunes générations. Nous luttons beaucoup et nous avons une très bonne compréhension de notre lutte. Mais avons-nous réellement envie d'apprendre aux jeunes générations? Sommes-nous réellement intéressés à construire la seconde génération de militants? C'est important! Toutes ces grandes actions feraient bien de mieux intégrer les jeunes générations pour créer de plus en plus d'énergie. Pour nous, les marches pour l'alimentation sont des moments de formations mobiles. Nous ne donnons pas des cours dans des classes. Les formations sont toujours sur le terrain, sur le lieu de la lutte.

Pour finir, je voudrais poser quelques questions philosophiques. C'est très intéressant de voir tout le mouvement de libération en Inde. Une des questions que Gandhi a posée avant de mourir portait sur l'idée de colonisation. C'était une question très intéressante: ne sommes-nous pas en train de nous coloniser nous-mêmes en adoptant un nouveau modèle de développement, en acceptant le développement sans adopter de perspectives différentes?

Si vous lisez les recherches très intéressantes du *WorldWatch Institute*, l'indice de consommation des ressources est un outil très intéressant pour comprendre l'écart de pauvreté et pour configurer votre mouvement non pas seulement à l'échelle locale, mais internationale aussi. Comme je le disais dans ma présentation précédente, les grandes entreprises et les pays "exportent" leurs dégradations environnementales en les causant dans les pays du Sud. Un cas d'étude très intéressant montre comment nous défions les compagnies qui produisent les agrocarburants et biocarburants en Inde. Nous avons obtenu d'immenses victoires dans certaines régions en Inde. Si vous voulez vraiment voir cela par vous-mêmes vous êtes les bienvenus.

Aujourd'hui, l'urbanisation est une grande question. Les notions d'économie globale, de travail et d'emploi sont des défis nouveaux pour nous. Nous ne pensons pas que l'auto-travail soit plus digne que l'emploi. Dans la terminologie du travail et de l'emploi, nous ne considérons pas le travail indépendant, non salarié, comme une voie qui fournit des conditions de vie nécessairement plus dignes.

Pour terminer, je voudrais dire que si vous n'êtes pas prêt à vous décoloniser vous-mêmes, de l'intérieur, il est très difficile de parvenir à vous décoloniser de ce qui vient de l'extérieur.

Ardo Samba SOW, Collectif des 37 villages de la région Ndiaël, Sénégal.

Je vais parler des cas de l'Afrique de l'Ouest et plus particulièrement, au Sénégal, des cas que je maîtrise le plus et notamment le cas du collectif de Ndiaël d'où je suis originaire. C'est un collectif d'éleveurs-pasteurs qui est né quand le président Abdoulaye Wade a signé un décret, cinq jours avant les élections présidentielles, pour déclasser une forêt et en attribuer 20 000 hectares à une entreprise italienne. Nous, éleveurs, avons décidé de faire face, de ne pas se positionner en victimes, de faire face à cette entreprise, de faire face à l'État du Sénégal, de faire face à toutes ces personnes qui sont mobilisées derrière ces capitaux et qui sont venus pour faire des agrocarburants au moment où notre pays est en train d'investir des milliards pour importer de quoi nourrir le pays.

Parce que nous trouvions que ce n'était pas juste, nous avons commencé à sensibiliser, à mobiliser. Mais on s'est rendu compte que pour s'opposer véritablement au projet, il fallait aller au-delà de cette sensibilisation et être en mesure de défendre notre position, de défendre notre refus. On a appelé notre mouvement CODEN, qui veut dire en peul "habitons" et en français Collectif pour la DÉfense du Ndiaël. Ce choix était stratégique notamment sur le plan médiatique. Cela permettait une dénomination et une meilleure lisibilité des revendications en vue d'obtenir des soutiens, en mettant en avant un motif porteur de mobilisation.

Plusieurs actions ont été initiées. Des lettres de protestation ont été envoyées un peu partout dans le pays. On a interpellé le président nouvellement élu qui avait d'abord rejeté le projet puis l'a finalement approuvé. On l'a interpellé, on a fait

des rencontres. On a rencontré aussi la société civile sénégalaise, notamment avec le Cadre de Réflexion et d'Action sur le Foncier au Sénégal, CRAFS. Grâce à cette synergie, on a arrêté le défrichage dans la zone et les forces de l'ordre sont parties. Car on avait dit à l'État du Sénégal "vous pouvez mettre des militaires ici mais on ne va pas arrêter". Puis l'assiette foncière a été revue à la baisse par l'État du Sénégal. Sur 20 000 hectares nous avons pu récupérer 10 000 hectares. Mais on ne va pas s'arrêter, on va récupérer les autres 10 000.

Nous pouvons citer plusieurs cas d'accaparements. Le cas d'Ourour où c'était aussi des italiens pour faire des agrocarburants. Sidy Ba a parlé tout à l'heure de Mineral Deposit Limited qui est une entreprise australienne qui exploite le zircon le long de la côte sénégalaise. Le cas de Wassadou, dans la zone de Tambacounda, où c'est un espagnol qui voulait avoir 80 000 hectares pour faire du tourisme. Donc il y a beaucoup de cas. Et grâce à cette synergie d'actions avec les mouvements sociaux et la société civile, nous avons réussi quand même à attirer l'attention des autorités, à arrêter certains cas et à faire un suivi au cas par cas aussi.

Cette société civile aujourd'hui ne fait pas que soutenir les populations sur les luttes mais elle effectue de la veille aussi, notamment sur la réforme foncière. C'est un peu pour anticiper. Sur la réforme foncière nous travaillons aujourd'hui avec la Commission Nationale de la Réforme Foncière, CNRF. Il y a des concertations qui ont lieu entre la société civile et la CNRF. Le CRAFS a fait des propositions et, il y a moins d'un mois, un document de propositions des populations, agriculteurs et éleveurs a été remis au Président National de la Réforme Foncière qui est rattaché directement au Président de la République du Sénégal. Cette concertation et ce dialogue continuent jusqu'à présent. Nous continuerons à défendre l'intérêt du monde rural, l'intérêt du producteur.

Cette situation est peut être identique aux autres pays de l'Afrique, notamment au Mali où on a la Convergence Malienne contre l'Accaparement des Terres, CMAT. Dans ces deux pays, Sénégal et Mali, nous avons une société civile forte. Mais dans d'autres pays ce n'est pas le cas. On continue à arrêter des personnes, à les emprisonner. Et c'est pour ça qu'on a mis en place la Convergence africaine contre l'accaparement des terres, de l'eau et des semences. Cette convergence a mis en place une stratégie de lutte avec la Caravane Ouest-africaine. On a fait appel à la Communauté Économique des États d'Afrique de l'Ouest, CEDEAO des peuples, dont la Mauritanie fait partie. Nous avons mobilisé plus de 400 000 personnes avec cette caravane qui est partie le 3 décembre d'Ouagadougou en passant par Bobo Dioulasso, Bamako, jusqu'à Dakar où un Livret vert a été remis au président Macky Sall.

L'objectif principal de la caravane est d'engager un dialogue, un dialogue politique, un dialogue social autour des enjeux et des droits sur le foncier. Ce livret contient notre analyse de la réalité ouest-africaine par rapport à la terre, à l'eau, et aux semences paysannes, ainsi que notre analyse des problèmes structurels qui existent et qui sont à l'origine d'abus et de violations des droits

des communautés mettant en péril l'avenir d'une Afrique prospère et pacifique, l'avenir d'une Afrique qui a beaucoup souffert depuis la traite négrière.

On le voit chaque jour au vingt heure à la télé. On nous montre, si ce n'est les dégâts causés par les terroristes, les pirogues de jeunes africains qui périssent dans la méditerranée. Chaque jour, on les appelle les "clandestins". Mais les premiers clandestins ce sont ceux qui sont venus en Afrique faire la traite négrière! Ceux qui ont sillonné l'Afrique jusqu'au Cap de Bonne Espérance. Ils ont pillé les ressources africaines. Ce sont les premiers clandestins. Ils sont venus sans être invités, et sans visa! Ces clandestins ce sont ceux qui ont colonisés cette Afrique riche, qui a ses ressources minières, naturelles, qui a un océan et des côtes poissonneuses. On nous parle souvent des bienfaits du chocolat de la Belgique, de Suisse. Mais il n'y a pas d'arbre de cacao dans ces pays! Tout est importé depuis la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Brésil, ou bien le Mexique bien sûr. Et à quel prix??

Les clandestins qui veulent traverser la Méditerranée, je ne les considère pas comme des clandestins. Ils sont venus retrouver ce qui a été pris chez eux. Et je lance un appel à ces États de l'Union européenne qui par leurs politiques encouragent les accaparements de terres. Si on dit que dans dix ans on veut rouler ici avec des agrocarburants alors que nous savons que les terres sont épuisés en Europe, où est-ce qu'ils vont aller les produire? Chez moi? Mais moi aussi j'ai besoin de mes terres! C'est pourquoi je dis: la lutte continue! La lutte continue pour construire un mouvement fort, un mouvement au sein de l'Afrique de l'Ouest, au sein de l'Afrique même, mais aussi un mouvement avec les pays de l'Asie et de l'Amérique latine. Pour ensemble rétablir l'équilibre qui permettra à chaque pays et à chaque communauté d'agriculteurs, de pasteurs, d'éleveurs, de pêcheurs, de peuples indigènes de profiter convenablement des ressources que la nature lui offre et de manière durable. Ma terre! Ma terre! Ma terre!

Sipho KHUMALO, travailleur rural, Réseau de plaidoyer des résidents d'exploitations agricoles (*The Farm Dwellers Advocacy Network*), Afrique du Sud

Je représente des personnes pauvres et sans terre. Je voudrais partager avec les gens ici quelques idées. En Afrique du Sud, nous sommes très pauvres parce que les gens qui possèdent la terre nous ont expulsés et que nous n'avions pas de droits pour utiliser la terre ou accéder aux terres. L'année précédente et cette année nous l'avons dit au gouvernement et à la Cour de Justice. Mais le problème est que le Ministre et le Directeur général du Département de la réforme foncière rurale jouent à cache-cache avec nous qui leur demandons de nous donner les terres. Le Ministre du Développement Rural et le Directeur général nous ont fourni l'aide de leurs propres avocats. Mais les informations qu'ils ont finalement données à la Cour n'étaient pas les mêmes que celle que nous voulions lui donner nous. Je voudrais demander à toutes les personnes ici qui parlent d'accaparement des terres de nous aider: qu'est-ce que nous pouvons faire?

Espérance BINYUKI NYOTA, Coordinatrice, Union pour l'Émancipation de la Femme Autochtone (UEFA), République Démocratique du Congo

Je coordonne une organisation de femmes autochtones Pygmées en République Démocratique du Congo et je voulais partager avec l'assemblée l'expérience de notre pays. Chez nous, nous avons un conflit juridique qui, jusqu'à aujourd'hui, ne donne pas la chance aux peuples, aux communautés locales et autochtones de se retrouver dans les textes légaux. Notre pays a accédé à l'indépendance en 1960. Avec les lois de cette époque qui régissaient la gestion foncière nous avons eu un problème. Parce que les communautés n'étaient pas prises en compte et cela jusqu'à aujourd'hui. Maintenant, en ce qui concerne le nonaccès des peuples autochtones à la terre, nous constatons qu'aujourd'hui il y a des communautés qui ont acquis des titres avec des numéros correspondant à des forêts qui devraient être des réserves. Mais les communautés ne le savaient pas. Cela remonte à l'époque coloniale. Aujourd'hui, nous constatons que l'État commence à ressusciter cette action-là consistant à attribuer à des communautés des forêts qui sont dans des réserves. Pourtant, il y a beaucoup de forêts qui ont déjà été expropriées. Aujourd'hui, nous sommes en train de voir que l'accaparement des forêts des autochtones est encore d'actualité. Nous devons donc militer beaucoup, faire beaucoup d'actions pour que cela ne puisse pas arriver. L'accompagnement des communautés locales et autochtones est d'une grande importance au niveau de notre pays. Mais ce n'est pas facile de mener des actions et nous voulons demander que, comme l'a dit notre frère, au niveau de l'Afrique des grands lacs

notamment où il y a le Rwanda, Burundi et Congo, on puisse lutter pour protéger ces forêts qui aujourd'hui risquent encore d'être expropriées.

Veronica HERNANDEZ, Alliance des Organisations Forestières Communautaires du Guatemala et Alliance MésoAméricaine des Peuples des Forêts (*Alianza Mesoamericana de Pueblos y Bosques, AMPB*), Guatemala

Je voudrais commencer avec une phrase célèbre qu'a prononcée Benito Juarez: "Un peuple qui a faim est un peuple sans paix". Pourquoi la faim existe? Notamment quand on n'a pas accès à la terre!

Je voudrais dire dans ce forum que la réforme agraire est très urgente dans tous les pays, parce qu'on voit partout les mêmes problèmes, les mêmes besoins qui se vivent. Au Guatemala, à travers Utz Che', nous travaillons avec ceux qui vivent sur les côtes pacifiques, qui s'occupent des mangroves et les protègent car celles-ci donnent de la vie à tous ceux qui vivent près de la mer et vivent de la pêche. Je peux citer un cas récent où la *Coordinadora Guatemalteca para la Defensa de los Manglares y la Vida*, Coordination Guatemaltèque pour la défense des Mangroves et de la Vie, COMANGLAR, a réussi à récupérer les eaux du fleuve Coyolate qui étaient captées par des raffineries de canne à sucre sur le littoral pacifique.

Donc voilà, c'est très urgent la réforme agraire dans notre pays comme dans d'autres pays.

Elhadj Mamadou BA – Paysan, Président de l'Association Mauritanienne pour l'Auto Développement (AMAD), Mauritanie

Je vais parler de mon pays qui est la Mauritanie. La Mauritanie est un pays désertique, à 80 %. Depuis longtemps nous luttons contre le changement climatique et la désertification. Toutes les populations convergent vers le fleuve Sénégal au niveau de la frontière avec le Sénégal, là où se trouvent les éleveurs et les agriculteurs. Actuellement, l'État est en train d'accaparer plus de 200 000 ha au niveau de cette vallée du fleuve Sénégal. Imaginez, 40 % de la population vit avec moins d'un euro par jour. C'est-à-dire que plus de 26 % de la population sont dans un état d'insécurité alimentaire. Le pays importe plus de 40 % de nos denrées alimentaires. Actuellement, on déplace le problème entre agriculteurs et pasteurs. Nous n'avons même pas 100 000 ha de terres irriguées en Mauritanie mais on donne 100 000 hectares aux saoudiens, soudanais, espagnols, canadiens pour qu'ils viennent exploiter ces terres. En Mauritanie, le problème ce n'est pas les textes juridiques, parce que ces textes interdisent au gouvernement mauritanien de donner ces terres. Donc si l'État appliquait ces textes, il n'y aurait pas de problème d'accaparement des terres en Mauritanie. L'État a signé les Directives volontaires pour une Gouvernance Responsable de la Tenure des Régimes Fonciers applicables aux Terres, Pêches et Forêts élaborées avec la FAO en 2012. Mais ces Directives volontaires sont restées dans le droit, elles ne sont pas vulgarisées, elles ne sont pas utilisées par la population mauritanienne.

1^{er} avril 2016

**Accès à la terre et aux ressources
naturelles: conséquences économiques,
sociales, environnementales et culturelles**

Session plénière III

Agriculture familiale paysanne ou grandes entreprises à salariés?

Conséquences économiques, sociales, environnementales et culturelles

Présentations

Sidy SECK, chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal-modérateur de la session

Le FMAT offre l'opportunité aux participants d'apporter des témoignages, de partager des analyses et d'en débattre. Cette plénière sera suivie d'ateliers qui permettront d'aller un peu plus en profondeur sur ce qui sera dit. Hier, lors de l'atelier 1, Mr Taylor disait à propos de la Land Matrix: "notre idée est de participer pour changer les processus". Je dirais, pour cette session, que notre compréhension des choses est un préalable fondamental pour pouvoir agir de façon efficace sur le cours des choses.

La problématique qui nous réunit, que nous discutons - Agricultures familiales paysannes ou entrepreneuriales? Quelles conséquences? - n'est pas une problématique simple tant les processus historiques et politiques, les acteurs en jeu, les opportunités et les risques, sont différents d'un continent à l'autre, d'un pays à l'autre voire, pour certains aspects de cette problématique, à l'intérieur d'un même pays. Dans les pays du Sud, en Afrique de l'Ouest notamment, l'articulation de la problématique agriculture familiale - entreprises a pris de l'ampleur, en particulier à la suite des programmes d'ajustement structurels qui ont vu un désengagement de l'État et donc un recul de son appui en faveur de l'agriculture familiale. Ces pays ont vu également un recul des investissements structurants, en particulier en milieu rural aux dépens des agricultures familiales. De là l'idée de faire appel à l'investissement privé, à l'*agro-business* comme diraient certains. Parmi les justifications avancées en faveur de ce dernier, on peut être dans l'ordre du mythe ou celui des réalités.

Premier ordre de mythes et de réalités: nos États dans le Sud croient, ou acceptent de croire, que *l'agro-business*, l'entreprise agricole, va favoriser le développement de la production agricole et l'autosuffisance alimentaire. La question qui se pose est que l'investisseur, quel qu'il soit pour ce que j'en sais, vise à faire du profit. Dans le cas spécifique de l'agriculture, cela veut dire qu'il va choisir les spéculations qui sont à même de lui permettre de réaliser ce profit. Et il n'est pas dit que ces choix-là vont correspondre aux choix agricoles, aux choix vivriers des pays dans lesquels ils interviennent. Le taro dans les zones forestières en Afrique, le mil et le sorgho, ne sont certainement pas ce qui va être privilégié. Donc, il est possible qu'ils participent à l'accroissement de la production agricole, mais pour ce qui est de l'autosuffisance alimentaire, on peut se poser des questions et en discuter.

Deuxième ordre de mythes ou de réalités: la question de l'emploi. On dit souvent que l'investissement du secteur privé, l'arrivée de *l'agro-business*, va favoriser le développement de l'emploi et des opportunités. Cela est sans doute vrai. Mais les faits peuvent montrer, ou montrent dans certains pays que ce sont des emplois relativement précaires, saisonniers, des salaires assez faibles, l'absence de protection sociale de ces employés, etc.

Autre ordre de mythes ou réalités: *l'agro-business* et ses exploitations modernes aux itinéraires techniques assez intensifs vont permettre une diffusion des techniques et des technologies autour des exploitations familiales qui les entourent. C'est l'idée de l'essaimage des techniques et des technologies. Mais on observe de plus en plus que ce qu'on dit au sujet des exploitations minières, la théorie des enclaves notamment, peut se vérifier pour ce qui est des *agro-business* dans la mesure où, dans certains cas, nous avons une sorte de "bunkerisation": des barbelés qui interdisent l'accès, qui coupent les pistes du bétail ou les pistes pour aller couper du bois.

La contribution au développement local, par le biais de la responsabilité sociale des entreprises: mythe ou réalité? On se rend compte que même s'il y a des avancées à ce niveau-là, nous avons une asymétrie extrêmement importante entre les populations locales, voire entre les États et ces entreprises, dans la définition des centres où faire cet investissement. Dans certains cas que je connais, ces "investissements" se limitent à construire une mosquée ou une église, à payer des billets d'avion pour la Mecque, ou à construire des dispensaires. Tout cela c'est une bonne chose, mais c'est dans le court terme. Les choses récurrentes sont vite oubliées. Donc nous avons une diversité d'expériences qui peut permettre d'illustrer et d'approfondir ce type de questions.

Pour terminer sur ce type de questionnements, nous pouvons également interroger le libellé de cette session de travail:

“Agriculture familiale / paysanne” : Y a t-il une différence entre l’agriculture familiale et l’agriculture paysanne?

“(…) ou entreprises à salariés” : Est-ce à dire que l’agriculture familiale ne doit pas ou n’a pas le droit d’utiliser des salariés? Ne serait-ce pas alors la réduire à une agriculture archaïque qu’il ne faudrait pas moderniser? Et est-ce qu’on ne dédouanerait pas par-là les États, les politiques publiques, de s’investir et apporter un soutien à cette agriculture?

Le “ou” exclusif revient-il à dire qu’il n’y a aucune possibilité que les 2 coexistent? Ou est-ce qu’on ne pourrait pas témoigner d’expériences où les deux ont existé? Est-ce qu’on ne pourrait pas définir les conditions auxquelles les deux pourraient exister? Je pense que l’Organisation de Coopération et de Développement Économiques, OCDE, ou la Coopération française ont donné des pistes. Par exemple, le “Guide opérationnel d’analyse *ex-ante* des projets d’investissement à emprise foncière” qui essaie de voir ou d’organiser des conditions acceptables, négociables pour cette coexistence-là.

Ce sont-là un certain nombre de questions. Mais il y a une articulation qu’il importe à mon avis de faire entre les droits fonciers, leur sécurisation, et l’agriculture familiale. Aujourd’hui et hier nous avons discuté de ces questions-là. La question qui me vient c’est de savoir s’il y a une sécurisation des exploitations familiales possible sans un soutien à leur développement. Il est vrai qu’aujourd’hui que ces exploitations contribuent, au niveau mondial, à hauteur de 65 à 80 %, selon les statistiques, de la production alimentaire mondiale. Mais en 2050, quelle sera sa capacité, si rien n’est fait, à nourrir les neuf milliards de personnes dès lors qu’on estime qu’il faudrait un accroissement de la production de l’ordre de 30 à 80 %?

Le fait est que tout ce qu’on peut dire des bienfaits de l’agriculture familiale, le respect de l’environnement, le maintien des populations dans les terroirs, la vie dans les terroirs, est illustré et à mon avis assez intéressant. Mais le fait est qu’aujourd’hui les petits producteurs représentent les deux tiers des 850 millions de pauvres dans le monde. Nous avons, comme le souhaitent les organisateurs, à apporter notre pierre à une construction commune de notre compréhension de ce qu’est l’agriculture familiale, paysanne, et de l’agriculture entrepreneuriale ou *agro-business* et de leurs conséquences économiques, sociales et environnementales.

À cet égard, l’endroit où nous tenons cette session ne doit pas faire illusion. Il n’y a pas ici d’un côté ceux qui savent et de l’autre ceux qui apprennent- ce qui se fait dans les universités - et il n’y pas non plus d’un côté ceux qui posent des questions et de l’autre ceux qui répondent. Chacun d’entre nous, chacun d’entre vous, doit contribuer à répondre par ses témoignages, par ses analyses pour que nous comprenions cette agriculture et les problèmes dans leurs diversités et leur conséquences sociales. Aussi, je vous invite à considérer ce que je viens de dire moi-même et les communications que nous allons entendre comme une pierre que leurs auteurs apportent chacun et

chacune à cette construction de notre compréhension commune à laquelle vous aurez à apporter vos pierres.

Parviz KOOHAFKAN, Président de la fondation Patrimoine Agricole Mondial (World Agricultural Heritage Foundation), Iran

Je vais essentiellement parler de ceux qui produiront notre alimentation dans un monde en crise et en particulier en mettant l'accent sur l'agriculture familiale.

Aujourd'hui, la population mondiale est de plus de sept milliards d'êtres humains dont la moitié vit en ville. Presque un milliard n'a pas assez de nourriture à manger selon l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, et 1,6 milliards mangent trop. Ce matin, dans un reportage de la British Broadcasting Corporation, BBC, il était dit que l'obésité a triplé ces trente dernières années dans la plupart des pays. Le gaspillage représente plus de 30 % de la production. L'accès de l'*agro-business* à la terre est en lien avec tout cela.

J'ai préparé un rapport pour la FAO sur l'état de la terre et de l'eau dans le monde (*State of Land and Water*, 2011). En voici quelques données. Ces 50 dernières années, il y a eu une augmentation de 12 % de la production agricole utilisant des aires telles que les forêts et les zones humides. Parallèlement, en ce qui concerne l'eau, 70 % en moyenne de l'eau douce sont allés à la production agricole. En particulier, nous avons d'importants problèmes sur les systèmes aquifères dans les zones arides: en Inde, en Chine, au Moyen-Orient. La plupart des aquifères qui aujourd'hui nous nourrissent - 40 % de la production agricole est possible grâce aux pompages des eaux naturelles - sont en train de s'assécher. Dans les 20 prochaines années, beaucoup de ces réserves disparaîtront.

Les conséquences des 50 dernières années de révolution verte, d'agriculture intensive, sont l'érosion, la salinisation, la dégradation des terres, l'enlisement par le sable, le changement climatique et bien sûr les migrations. Dans ce rapport nous avons identifié un certain nombre de systèmes à risques, tels que les systèmes aquifères, mais aussi les zones humides, les bassins versants. La plupart de ces systèmes à risque sont en Asie où, curieusement, il apparaît que l'agriculture se porte bien contrairement à d'autres endroits du monde. En Afrique également, de nombreux systèmes sont à risque.

Mon domaine de prédilection est le patrimoine agricole et son héritage. Un patrimoine agricole c'est par exemple un système rizicole en terrasses en Chine, les systèmes mixtes "riz-poisson". Beaucoup d'entre eux disparaissent parce qu'ils sont abandonnés ou parce qu'ils sont transformés en de nouveaux systèmes.

La diversité alimentaire est aussi cruciale mais également en voie d'être perdue. Il y a 10 000 ans, quelques 10 000 espèces de plantes étaient consommées. Aujourd'hui, 90 % de cette diversité a été perdue. Aujourd'hui, 3 espèces seulement, le riz, le maïs et le blé, représentent 50 % des calories consommées. Cela à cause de la généralisation des monocultures. Le changement de culture

alimentaire, de ce que nous mangeons, affecte la biodiversité et donc les personnes (santé, nutrition). Comme je le disais, de plus en plus de personnes sont obèses ou souffrent d'autres pathologies. Selon la FAO, pour satisfaire les besoins de la population mondiale en 2050, nous devons augmenter la production alimentaire de 60 % globalement et de 100 % dans les pays en développement. Bien sûr, nous avons besoin d'un système durable combinant les ressources naturelles et la sécurité alimentaire.

Répondre aux besoins alimentaires des très grandes villes, en particulier en Asie, est un défi très très important parce que trop de villes dépassent aujourd'hui les huit millions d'habitants. Avec les changements de régimes alimentaires, nous mangeons aujourd'hui plus de viande, un produit qui nécessite dix fois plus d'eau que la production de céréales ou de fruits: 15 000 litres par kilo de viande produit contre 1 000 à 1 500 litres par kilo de fruit et de céréales produit.

L'Année Internationale de l'Agriculture Familiale, AIAF, a révélé en 2014, qu'en dépit de toute l'industrialisation du système alimentaire, la nourriture reste majoritairement produite par les petits exploitants familiaux et l'agriculture paysanne. Ils sont une opportunité majeure mais également un défi parce que beaucoup d'entre eux migrent. Ils produisent plus de 70 % de la production alimentaire globale. Ils forment le plus grand nombre de gardiens de l'environnement et des services que celui-ci assure, notamment la biodiversité. Leurs systèmes agricoles accueillent la plus riche biodiversité et la plus grande résilience. Une plus grande et plus durable production, à leur niveau, aurait un impact sur la réduction de la pauvreté, la croissance économique et la préservation de l'environnement.

Sur cette base, on voit ce que pourrait être un système alimentaire durable. La production doit être locale sur des petites parcelles, mise en œuvre par opérateurs familiaux, appuyée sur la communauté, diversifiée biologiquement et culturellement, viable économiquement et socialement juste et participative. Les hommes en harmonie avec la nature. Ce sont les principes d'un système de production agricole durable tels qu'ils ont été approuvés une fois encore par la FAO durant la conférence sur la nutrition.

Face à ce contexte, nous avons, moi-même et quelques collègues tels que Miguel Altieri, créé en 2002 un programme appelé Conservation et gestion adaptative des patrimoines agricoles d'importance mondiale (*Conservation and Adaptive Management of Globally Important Agricultural Heritage Systems*), GIAHS. Il vise l'agriculture familiale, les petits exploitants et l'agriculture traditionnelle. Voici la définition de ces patrimoines retenue en 2002 par la FAO: "Il y a des paysages et des systèmes d'utilisation des terres remarquables, riches en biodiversité biologique, qui sont le fruit de la coévolution d'une communauté, de ses besoins et aspirations pour un développement durable, avec son environnement".

Ce sont par exemple les systèmes mixtes "riz-poisson", les systèmes d'oasis,

les systèmes avec alpagas, les systèmes Satoyama au Japon, les jardins de citronniers en Italie... Nombre de ces systèmes existent toujours aujourd'hui. Nous avons répertoriés que plus de 200 de ces systèmes sont importants pour l'ensemble de la planète. Ce qui veut dire qu'ils ont une fonction importante en termes de biodiversité.

Nous essayons de promouvoir la compréhension, la sensibilisation, la reconnaissance nationale et internationale de ces systèmes. Aujourd'hui, la FAO a un programme dédié à cela. Il a été approuvé par sa direction l'année dernière. Il permet de piloter des modèles innovants pour engager les communautés, les gouvernements locaux et nationaux, dans une gestion adaptative de la biodiversité agricole abritée dans ces systèmes traditionnels et de rendre leur culture et leurs identités aux communautés locales. Ceci à trois niveaux: l'échelon mondial, avec l'identification, la sélection et la reconnaissance des GIAHS ; L'échelon national, par le renforcement des capacités en termes de politiques, de régulation et de mécanismes d'encouragement pour protéger ces systèmes remarquables et pour qu'ils soient utilisés comme des systèmes de référence en termes de durabilité ; Et enfin l'échelon local, par le renforcement des capacités des communautés locales et une assistance technique pour une gestion durable des ressources naturelles, la promotion des connaissances traditionnelles et le renforcement de leur viabilité. En d'autres termes, cette démarche vise à intensifier sans simplifier.

Lier le local au global cela passe par le commerce et en particulier par le commerce équitable. Il s'agit aussi d'amener les plus hauts responsables politiques à reconnaître les communautés agricoles et les peuples indigènes. Au Pérou, nous avons fait un bon travail dans ce domaine, notamment avec les parcs de conservation de la biodiversité de la pomme de terre. Il s'agit aussi de renforcer les capacités des femmes pour les ramener au premier plan de la production alimentaire et des organisations sociales. Nous utilisons aussi des outils politiques de reconnaissance des systèmes agricoles traditionnels d'importance nationale, comme par exemple en Chine. La Chine a reconnu cela comme un très grand programme. Ce pays a d'importants systèmes agricoles traditionnels nationaux qui sont réellement appuyés par des mesures politiques. Bien sûr les GIAHS nous offrent l'opportunité de revitaliser les économies et de rendre leur identité culturelle aux gens. Nous travaillons particulièrement sur la diversité des écosystèmes, la diversité socio-économique, la diversité culturelle, culinaire et thérapeutique.

La biodiversité est la politique d'assurance vie pour la vie elle-même. Aussi, nous devons impérativement ramener la biodiversité. Merci.

Laura LORENZO, Coordinatrice du Bureau des Relations Internationales du Forum Rural Mondial (*Foro Rural Mundial*, FRM), Espagne

Bonjour à tous,

Je voudrais saluer l'organisation du FMAT. C'est un processus qui, de notre point de vue, est nécessaire et que le Forum Rural Mondial soutient. Je voudrais saluer également la composition de ce panel d'experts orateurs de grande qualité dont certains ont appuyé l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale depuis le début. Merci en particulier à Parviz Koohafkan d'avoir si parfaitement défini l'agriculture familiale avant mon intervention.

Je voudrais souligner que, certes, 88% des agriculteurs du monde sont des agriculteurs familiaux qui produisent environ 70%-80% des aliments, mais l'agriculture industrielle occupe 80% des terres!

Qu'est-ce que l'agriculture familiale? Selon moi, c'est beaucoup plus qu'une forme de production. C'est beaucoup plus qu'un modèle d'économie agricole. C'est la base de la production durable des aliments. C'est le point de départ du chemin vers la sécurité et la souveraineté alimentaire. C'est la base du territoire, du développement rural, et c'est une source importante de formes de vie culturelles et sociales intrinsèques au milieu rural. Pour moi, l'agriculture familiale est une forme de vie et une manière de gérer et de vivre avec le territoire.

Les agriculteurs familiaux sont ceux qui connaissent le mieux leurs cultures et ceux qui savent tirer le meilleur de leur territoire. Ils ont un immense potentiel en termes de sécurité et de souveraineté alimentaire, de lutte contre la pauvreté, en termes de création d'emplois, de réduction des inégalités. Je crois que les chiffres parlent d'eux-mêmes, non? Ce dont a besoin l'agriculture familiale, ce que demandent les organisations qui la défendent - qui ont demandé à l'Organisation des Nations Unies, ONU, de déclarer 2014 "Année Internationale de l'Agriculture Familiale", AIAF - ce sont des soutiens.

Les soutiens ont diminué ces dernières années et nous avons besoin de créer une vraie impulsion pour mettre l'agriculture familiale à l'agenda international et créer des politiques qui l'appuient. C'est ce qui a motivé l'AIAF qui a été proposée par 360 organisations de 50 pays. L'ONU a finalement déclaré 2014 "AIAF". Je vais exposer aujourd'hui les conclusions de cette année et le chemin à suivre. Plus de 800 activités - de plaidoyer surtout - ont été réalisées durant l'AIAF. Nous avons identifié six résultats:

1. L'agriculture familiale a été reconnue comme productrice fondamentale d'aliments et son rôle dans la lutte contre la pauvreté a été reconnu. Cela n'est pas banal. Ce n'était pas gagné. Au début, beaucoup de gens nous disaient que l'agriculture familiale est une chose du passé, qu'elle ne permettra jamais de nourrir tout le monde. L'AIAF a servi à montrer que si, c'est possible ;

2. Certains gouvernements ce sont engagés durant l'AIAF en faveur de l'agriculture familiale. Ils ont mis en place des politiques et des programmes de soutien en sa faveur. C'est le cas aussi d'organismes internationaux comme l'organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, et le Fonds International de Développement Agricole, FIDA ;

3. Il y a eu une implication massive d'acteurs de tous types, à travers des plates-formes de dialogue politique notamment ;

4. L'AIAF a influé sur les suites des Objectifs du Millénaire pour le Développement,

OMD: les Objectifs de Développement Durable, ODD ;

5. L'AIAF a permis un renforcement des organisations de producteurs, leur a apporté des facilités pour dialoguer avec les gouvernements ;

6. Elle a eu des incidences sur les politiques publiques: une douzaine de changements législatifs importants en faveur de l'agriculture familiale sont à mettre à son crédit dans différents pays.

Nous avons fait un grand effort et nous devons le continuer. L'AIAF est un processus, il ne se réduit pas à une année. Dans cette logique, nous continuons d'appuyer les plates-formes de dialogue politique national. Il serait important d'arriver à créer un consensus sur les mesures à appuyer pour promouvoir l'agriculture familiale. Nous pensons que c'est un processus qui doit surgir de la base, à la différence d'autres directives de caractère volontaires. Nous, nous avons enlevé le mot "volontaires" car on pense que de telles directives ne doivent pas être volontaires justement. Un consensus entre organisations doit grandir, depuis la base. Il faut que les organisations dépassent leurs frictions quotidiennes pour penser au futur des agriculteurs, des éleveurs, des pêcheurs, des indigènes... Ensuite, nous devons aussi arriver à une meilleure mise en lien entre les centres de recherche et les organisations paysannes, pour une recherche participative. Pour que les agriculteurs ne soient pas vus comme de simples récepteurs de connaissances alors qu'eux-mêmes possèdent les connaissances du terrain.

Je voudrais finir avec quelques leçons que nous avons apprises du travail de plaidoyer que nous avons mené. D'abord, il est fondamental pour nous qu'existent des mécanismes de dialogue permanent entre les agents du milieu rural – les organisations de producteurs - et les gouvernements. Les gouvernements doivent faciliter ces espaces, c'est fondamental. Ensuite, nous revendiquons le rôle central de l'État face à d'autres pouvoirs. L'État doit croire en l'agriculture familiale et investir réellement dans celle-ci. Troisièmement, une bonne législation est nécessaire. Dans beaucoup de cas on a des lois, mais pas le budget nécessaire pour les mettre en œuvre. Aussi, il est fondamental de pouvoir compter sur de fortes organisations agraires qui permettent d'entrer en dialogue avec les gouvernements d'égal à égal.

Deux conclusions:

Premièrement, l'avenir passe par des politiques qui mettent l'accent sur deux thèmes centraux: Les jeunes et les femmes. Mais il ne s'agit pas de voir les femmes et les jeunes comme simples sujets de droits mais comme des acteurs qui doivent participer aux politiques.

Enfin, nous devons construire des ponts entre organisations de différentes natures et dépasser les querelles, dépasser le court terme en pensant à notre futur, à comment nous allons alimenter l'humanité.

Hubert COCHET, Professeur, AgroParisTech, France

Merci beaucoup, bonjour à tous et à toutes,

Je voudrais, dans la suite de l'intervention qui vient d'être faite, être un petit peu provoquant en disant la chose suivante: cette année internationale de l'agriculture familiale, AIAF, elle nous a permis à tous, et à beaucoup de gouvernements et d'institutions internationales de se convaincre des vertus de cette petite agriculture familiale capable de produire, de gérer des environnements complexes, capable de produire à moindre coût des produits de qualité. Nous sommes tous convaincus dans cette salle, et bien au-delà, de l'efficacité de cette agriculture familiale. Mais alors pourquoi, si tout le monde en est si convaincu, nos gouvernements, nos institutions internationales continuent-ils tous de promouvoir le contraire? À savoir les grandes exploitations agricoles spécialisées dans une seule production qui font appel très massivement à l'énergie fossile, aux intrants d'origine industrielle, aux semences fabriquées fort loin de l'endroit où elles sont utilisées et à la main d'œuvre salariée. Comment se fait-il, si tous les gouvernements ont été convaincus par l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale, qu'ils continuent presque tous à promouvoir un modèle d'agriculture dite industrielle?

Une première réponse à cette question - c'est la plus facile - consisterait à dire que c'est la faute des multinationales qui, évidemment, trouvent leur intérêt à vendre des semences, des pesticides, des machines, de l'énergie, etc. Bien sûr que c'est de leur faute. Mais on ne peut pas se contenter de dénoncer cela si on veut changer les choses, si on veut aller un peu au-delà dans l'analyse. C'est ce que je voudrais vous proposer en quelques minutes.

C'est une espèce de dualisme qui est en train de s'installer au niveau mondial qui consiste à promouvoir finalement les deux à la fois. Les décideurs disent "nous allons mettre en place des politiques spécifiques pour l'agriculture familiale". Ceci est un acquis de l'AIAF et il faut s'en réjouir. Mais ils disent aussi: "On va continuer, en même temps, à promouvoir l'*agro-business* parce que finalement seules ces grandes entreprises seront capables de nourrir à bas prix neuf milliards d'êtres humains et les villes à l'horizon 2050. Donc, nous devons mettre en place un dualisme institutionnalisé".

Les précurseurs dans ce domaine sont les brésiliens qui ont inventé deux ministères de l'agriculture, l'un pour les petits producteurs, l'autre pour l'*agro-business*. Le Maroc met maintenant en place un plan "Maroc vert" avec un volet pour les petits et un volet pour les grands. Et l'on voit dans un très grand nombre de pays se mettre en place une structure gouvernementale à deux têtes, une tête pour les petits, une tête pour les gros.

On nous dit aussi très souvent que finalement ce développement conjoint de l'agriculture d'entreprise et de l'agriculture familiale pourrait même se faire ensemble sous différentes modalités de contractualisation qui aboutiraient à un

processus gagnant-gagnant, *win-win*, que l'on connaît tous bien. Ce dualisme repose aussi sur une espèce de partage des tâches: on réserve à l'agriculture familiale la production locale, biologique, de qualité et le reste aux grandes entreprises.

Dans les critiques qui ont été formulées, depuis 2008 notamment, contre ce large processus de *land grabbing*, d'accaparement de terres, les principaux arguments qui ont été avancés étaient des arguments sociaux et environnementaux. Mais très peu de voix se sont élevées pour questionner l'efficacité économique de ces grandes entreprises. Les gouvernements, c'est ce que je disais en introduction, restent finalement convaincus que les plus efficaces du point de vue économique ce sont les grandes entreprises.

Je suis professeur d'agro-économie dans une Université à Paris et, en tant qu'agro-économiste et enseignant d'économie, je voudrais vous livrer la réflexion suivante: je pense qu'il faut que les communautés paysannes, les organisations paysannes, les gouvernements, les enseignants, les chercheurs se réapproprient une économie de l'agriculture qui soit beaucoup plus proche du terrain. Parce que l'économie, aujourd'hui, a été confisquée par un volet de l'économie qui est l'économie financière. Celle-ci est très forte pour calculer la rentabilité des capitaux mais beaucoup moins efficace pour mesurer l'économie concrète de l'agriculture telle que la pratique un milliard d'êtres humains dans le monde.

En quelques minutes, essayons de faire de l'économie autrement. Je vous propose pour ça de commencer par en finir avec la dictature du rendement. Le rendement c'est le critère que tout le monde met en avant aujourd'hui lorsqu'on essaie de mesurer l'agriculture d'entreprise et l'agriculture paysanne. Quand on essaie de les comparer, on compare le rendement. Dans tous les documents que l'on voit circuler dans les organisations internationales, des universités, on parle de "l'écart de rendement". Par exemple, entre une petite agriculture familiale qui produirait au maximum deux tonnes de maïs à l'hectare et une agriculture d'entreprise capable d'en produire huit ou dix tonnes par hectare. On parle donc d'écart de rendement, de *yield gap*. Devant ce genre de résultat, on conclut qu'il n'y a que les grandes entreprises qui soient capables d'assurer une augmentation de la production.

Mais décortiquons un peu ce rendement. Si pour produire 1 000 euros de production il faut dépenser 800 euros d'énergie fossile, d'insecticides, de pesticides, de machines, etc., évidemment il restera seulement 200 euros de richesse produite par hectare. À côté de cela, la petite exploitation familiale produira peut-être un rendement plus faible, quoique ce ne soit pas toujours le cas, mais à des coûts tellement plus faibles que la richesse créée par unité de surface, si l'on fait l'effort de faire ce calcul, est dans neuf cas sur dix plus élevée dans les petites exploitations familiales que dans les grandes exploitations. Donc, ne laissons pas l'économie à la

finance. Refaisons une économie concrète des systèmes de production, des processus productifs, pour argumenter d'une façon rigoureuse et convaincante sur ces questions économiques.

En termes de valeur ajoutée, de richesse créée par unité de surface, partout dans le monde sauf quelques exceptions l'agriculture paysanne familiale produit plus de richesses par unité de surface que l'agriculture d'entreprise. Alors pourquoi ces entreprises sont-elles rentables? Et bien d'abord parce qu'elles ont accès à des ressources quasi gratuites. Évidemment, quand vous avez accès à des ressources gratuites, c'est facile d'être rentable. Accès leur est donné à la terre dans tous les pays où elles viennent. On voit des entreprises qui ont accès à de très grandes surfaces de terre à un coût de un euro par hectare et par an. C'est un ordre de grandeur qui est proposé par les gouvernements notamment en Afrique subsaharienne. Quand on ne leur donne pas cinq ans voire dix ans de grâce avant de commencer à payer... Sur les meilleures terres d'Ukraine ou de Russie, les entrepreneurs payent un loyer de 20 euros par hectare. C'est dix ou quinze fois moins qu'en Europe ou aux États-Unis. C'est un accès au foncier presque gratuit.

L'accès à la force de travail est très peu cher également. À partir du moment où ces entreprises fonctionnent sur la base d'une force de travail salariée, le travail devient un coût. La rentabilité passant par l'écrasement des coûts, elle passe donc par l'écrasement du travail. Ce qui est exactement inverse à ce qui se passe dans une exploitation agricole familiale. Ainsi, écraser les coûts pour produire à bas prix pour nourrir les villes c'est d'abord écraser le travail au profit de la rémunération du capital.

Cette rentabilité des grandes entreprises, cette "efficacité" nous dit-on, c'est donc une efficacité financière. Cette efficacité financière est telle qu'elle attire des capitaux dans ce secteur et que ces capitaux sont rémunérés à des taux extrêmement élevés parfois. Mais pour ce qui est de leur rentabilité économique, de leur efficacité économique, pour nourrir le monde, créer de l'emploi, on peut démontrer facilement si on mène l'analyse économique autrement qu'il n'en est rien.

Il faut donc déconstruire ce mythe de l'efficacité économique de ces grandes entreprises. Sinon le dualisme va s'imposer et toutes les ressources, terres, eau, soutiens publics, accès au marché, qui seront consacrées à l'entreprise feront défaut à l'agriculture paysanne. Et nous aurons alors des cohortes de centaines de millions d'actifs expulsés de ce secteur qui viendront alimenter les flux migratoires et les guerres dans notre monde.

Pour illustrer mon propos, je vous propose une petite vidéo de trois minutes pour lancer le débat sur cette question.

Je vous remercie.

Voix off du film d'animation "Pourquoi réserver l'accès à la terre et aux ressources naturelles aux petites exploitations agricoles?" projeté aux participants (visionnable sur le site landaccessforum.org)

Depuis plusieurs années, des investisseurs privés prennent le contrôle d'importantes surfaces de terres pour créer de grandes exploitations agricoles, principalement dans les pays du sud. Ces projets sont soutenus par les gouvernements qui leur réservent souvent les terres les plus fertiles et les mieux situées, proche des infrastructures par exemple. Cela a des conséquences sociales car certains citoyens sont déplacés sans être indemnisés, et environnementales, notamment car ces grandes exploitations utilisent beaucoup de produits chimiques.

Alors pourquoi les gouvernements facilitent-ils ces projets?

Selon eux, les grandes exploitations produisent plus que les petites exploitations et sont plus rentables. Pour vérifier cela, comparons ces deux types d'exploitations:

Une grande exploitation emploie des ouvriers salariés, utilise des machines agricoles et produit de grosses quantités pour le marché. Elle ne produit généralement qu'une seule sorte de culture. Une petite exploitation, en revanche, est souvent gérée par une famille qui utilise souvent des outils manuels ou parfois des machines. Elle produit plusieurs cultures dans le but de se nourrir mais aussi de vendre sur les marchés. Son revenu est souvent faible car elle possède de petites surfaces de terre.

Mais laquelle de ces exploitations est la plus efficace?

Pour produire l'équivalent de 1 000 euros de production par hectare, une grande exploitation doit se procurer des semences, des engrais chimiques et des pesticides car la monoculture favorise l'émergence de parasites. Elle doit également acheter du carburant pour les machines. Sur les 1 000 euros, il ne reste donc plus que 300 euros environ. Prenons maintenant l'exemple d'une petite exploitation. Elle a un rendement souvent plus faible par hectare, par exemple l'équivalent de 800 euros de production, mais elle récupère des semences grâce à ses cultures, utilise du fumier en guise d'engrais et limite les pesticides car la diversité des cultures se prête moins au développement des maladies. Elle achète également peu de carburant. Sur les 800 euros, il reste donc 600 euros.

Ainsi, les petites exploitations agricoles produisent plus de valeur par hectare. Au nombre de 500 millions dans le monde, elles représentent plus de trois quart de la production agricole.

Alors pourquoi les grandes exploitations paraissent-elles plus rentables?

Parce que les investisseurs ont accès à de très grandes surfaces presque gratuitement, qu'ils payent généralement peu leurs ouvriers et ne payent pas ou

très peu d'impôts ou de taxes.

L'accès à la terre et à l'eau, mais aussi aux crédits et aux soutiens publics doit donc être réservée en priorité aux petites exploitations partout dans le monde.

Elga Betty ANGULO GUTIERREZ, Paysanne, Confédération paysanne du Pérou (*Confederación Campesina del Perú*, CCP), membre de la Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Marché Commun Sud-Américain (*Coordinadora de Organizaciones de productores Familiares del Mercosur*, COPROFAM), Pérou

Je suis paysanne, responsable des questions liées au travail et au genre à la Confédération paysanne du Pérou, CCP. Merci au Forum de nous donner un espace pour partager nos vues. Je vais vous présenter des expériences de lutte de notre organisation. Sur l'accès à la terre, je vais commencer avec des paroles quelque peu religieuses. Ils disent que Dieu a créé la terre pour que tout être vivant y habite. Mais Dieu n'a pas réparti la terre entre les gens, il l'a donné comme un bien commun. La terre a toujours été disputée et aujourd'hui plus que jamais.

Sur la terre, on trouve de nombreuses ressources naturelles qui servent à l'alimentation de l'humanité. Mais aujourd'hui, ces ressources sont exploitées sauvagement par les entreprises multinationales. L'accès à la terre est aujourd'hui très réduit. Même si au Pérou, grâce aux luttes, il y a eu une réforme agraire pour "donner la terre à celui qui la travaille", les politiques des divers gouvernements ont toujours été dans le sens de l'accaparement de terres par les moyens législatifs, à travers des lois, ou même par la force avec des évictions.

Aujourd'hui, au Pérou, on est arrivé à une re-concentration des terres dans les mains des grandes entreprises transnationales, notamment à travers des concessions aux diverses entreprises extractives de gaz, bois, pétrole... Avec cet usage déraisonné des ressources, un nouveau problème est apparu dans le monde, le réchauffement climatique. Ce n'est pas seulement à cause de mauvais usage des terres mais aussi à cause d'autres facteurs, comme la production de l'éthanol, l'usage d'insecticides, de pesticides... La CCP, avec ses luttes, a eu un rôle très important dans la mise en œuvre de la réforme agraire, un modèle copié ailleurs par la suite, comme en Bolivie.

Le rôle des femmes dans les organisations est fondamental. Dans notre organisation, on a la parité. Au Pérou, plus de 50,5 % de la population sont des femmes, surtout dans le secteur paysan. Le rôle des femmes est donc très important dans le développement de l'économie familiale, et il n'est pourtant pas rémunéré.

Nous avons besoin de réponses politiques aux problèmes d'accès à la terre. Les gouvernements ne promeuvent pas de politiques publiques en faveur de la défense de la terre. L'agriculture familiale paysanne correspond à des formes de vie particulières et elle est fondamentale. Au Pérou, 80 % de la population s'alimente à partir de la petite production paysanne. Et, pour cette production, il n'existe pas de politiques publiques. Par exemple, ceux qui réalisent le plus

de bénéfiques de toute cette production paysanne sont les intermédiaires. Nous exigeons des politiques publiques différenciées avec un accès direct producteur-consommateur. Récemment, nous avons eu la loi sur la petite agriculture familiale, mais elle n'est toujours pas réglementée. Elle est donc sans aucun résultat pour l'instant. Il n'y a pas de volonté politique.

Un autre problème est celui de l'eau, l'or bleu, qui aujourd'hui aussi est disputé avec les concessions accordées aux multinationales. Au Pérou, ce sont des entreprises minières surtout qui laissent les paysans sans eau pour irriguer leurs productions ou abreuver leurs bêtes. Et en plus ils polluent l'eau.

Nous devons faire front contre toutes ces activités des multinationales. Nos luttes sont fortes, nous avons déjà réussi à faire cesser l'activité de certaines multinationales. Il y a eu des morts pour cela, dans les zones minières surtout. Comme conclusion, nous exigeons l'élaboration de propositions dans le domaine de la production à travers un échange d'expériences de productions écologiques entre les pays. Des expériences qui donnent de la valeur ajoutée à tous les produits et qui soient validées pour être ensuite l'objet de nouvelles politiques publiques de soutien. Nous proposons de créer et promouvoir des rencontres de producteurs paysans, des coordinations avec des syndicats, des organisations urbaines. Il est nécessaire de développer des relations avec les organisations urbaines dans le but de réaliser, par exemple, des ventes directes du producteur au consommateur, de favoriser les échanges directs de produits agricoles.

Nous les paysans, nous travaillons pour la préservation des méthodes de production traditionnelles, et toute la vision du monde que cela signifie, et notamment pour l'usage de nos propres semences. Par exemple, au Pérou nous avons une immense diversité de variétés de pommes de terre, de maïs. Nous voulons continuer à semer nos propres semences, celles que nous sélectionnons. Nous ne devons pas permettre aux multinationales d'imposer leurs semences transgéniques.

Nous exigeons la reconnaissance de nos droits à la terre et au territoire, nous exigeons des politiques publiques différenciées pour la petite agriculture. L'eau n'est pas non plus n'importe quelle ressource. Nous devons revendiquer son accès comme un droit humain.

Il me reste juste à vous dire que c'est seulement par la lutte que nous obtenons nos droits!

Merci.

Jan Douwe VAN DER PLOEG, Professeur, Université de Wageningen, Pays-Bas

Ce qui a été dit par Sidy Seck en introduction est vrai. Les situations et les problèmes diffèrent d'un continent à l'autre. Toutefois, il est également vrai qu'il y a de plus en plus de choses en commun. Ce que je veux souligner est qu'une nouvelle et vaste contradiction émerge. Ce ne sont plus des contradictions uniquement

au sein de la région latino-américaine, entre grosses entreprises agricoles et exploitations paysannes. Il n'est plus non plus question des seules contradictions entre grosses entreprises agricoles et petites exploitations paysannes en Europe. C'est maintenant une très conséquente contradiction à l'échelle internationale qui est observée entre grosses entreprises agricoles qui produisent de manière industrielle et l'agriculture paysanne où qu'elle soit localisée.

Prenons l'exemple d'une très grosse entreprise agricole en Ukraine qui a 18,6 millions de poules pondeuses. Elle produit actuellement plus de six milliards d'œufs par an et a récemment obtenu une licence d'exportation vers l'Union Européenne, UE. Elle est capable d'inonder ce marché avec des œufs bon marché, ce qui va impacter profondément une partie des éleveurs européens. Parallèlement, il est très remarquable - cela fait écho un peu à l'argument de Hubert Cochet - que cette entreprise ait eu en 2014 une perte nette de presque 30 millions de dollars états-uniens. Et qu'en 2015, elle a eu une perte nette de 158 millions dollars. Cela démontre - c'est une problématique globale - que l'efficacité économique n'est pas objective avec ce type d'entreprises. Ce qu'ils recherchent, c'est le pouvoir économique, des parts de marché et la possibilité de contrôler les marchés pour leur bénéfice. C'est la clé.

Prenons l'exemple d'une autre très grosse entreprise, l'entreprise Van Oers. C'est un réseau mondial. Elle s'est installée aux Pays-Bas, au Portugal, au Maroc, au Sénégal et en Éthiopie. Au Maroc, elle a trois entreprises dont une cultive 1 200 hectares pour la production horticole, irriguée. C'est exceptionnel, nulle part ailleurs dans le pays on trouve une entreprise de production agricole aussi grande. Elle est située près du port de Tanger et les produits sont livrés en vingt-quatre heures au port de Rotterdam de façon à ce qu'ils contrôlent de plus en plus le marché européen. Elle a toutes ces entreprises dans différents pays en Afrique et en Europe. Elle devient un partenaire privilégié des grandes entreprises de distribution. Cela semble faire écho avec ce que disait Sidy Seck lorsqu'il parlait des mythes et réalités. Avec l'un de ces mythes en l'occurrence, celui selon lequel ce genre d'exploitations générerait des emplois.

La filiale de Van Oers au Maroc a récemment été rachetée par l'entreprise française Agrial implantée aussi au Maroc. Le problème est que cette entreprise a des puits à 200 mètres de profondeur. C'est assez différent de l'agriculture paysanne au Maroc qui a l'habitude de faire des puits peu profonds reliés par des tunnels horizontaux pour capter l'eau entre 40 et 48 mètres de profondeur pas plus. Cette entreprise capte les eaux et assèche les aquifères des paysans. Elle exclut de la compétition les paysans marocains et en même temps, en inondant le marché européen, concurrence également les producteurs européens. Vous voyez comment ils créent de nouvelles grandes contradictions. Il n'y a pas de cohabitation heureuse entre ces grosses entreprises et les exploitations paysannes.

Maintenant, prenons un autre exemple en Amérique latine, à Piura au Pérou, assez près de la communauté paysanne de Catacaos autour d'un canal d'irrigation. D'un côté, l'agriculture paysanne est en manque cruel d'eau. Les

paysans font des trous dans la terre dans lesquels ils mettent des semences de maïs qu'ils recouvrent d'un sceau pour économiser l'eau. C'est un long combat. De l'autre côté, vous avez une retenue d'eau où elle est en abondance. C'est l'or bleu auquel Elga Betty Angulo Gutierrez faisait référence. Elle est accumulée comme propriété privée par les nouvelles grosses entreprises capitalistes. Elle est gardée par des gardes armés. Cette eau est utilisée pour produire toutes sortes de produits à haute valeur ajoutée tels que les asperges, poivrons, oignons, raisin, bananes biologiques. Tout ceci est exporté vers les États-Unis et l'Europe. Les asperges, par exemple, sont acheminées frigorifiées par bateau ou par avion vers la Pologne où elles sont coupées en morceaux, éparpillées sur des pizzas et exportées vers l'Europe de l'Ouest. Ce sont des circuits mondiaux. Ces entreprises connectent des régions pauvres et des régions riches. Elles font des profits gigantesques. Elles inondent le marché européen avec ces asperges très peu chères. Vous pouvez vous demander si cela amène le développement au Pérou, si cela crée des emplois. La mise en exploitation d'un hectare par cette entreprise, cela a été calculé, a impliqué la perte de 15 à 20 hectares d'agriculture paysanne. Donc elles créent de l'emploi dans un endroit donné mais, ailleurs, elles détruisent bien plus d'emplois. Cela s'applique au Maroc et dans ce cas au Pérou.

Pour résumer, si on regarde la problématique dans son ensemble, on arrive à une conclusion qui n'est pas une conclusion idéologique, qui est basée sur de nombreuses études, une conclusion empirique, qui correspond bien sûr à ce que beaucoup d'entre nous avons dit: ces grosses entreprises agricoles menacent l'agriculture paysanne.

En premier lieu, elles sont une fragilité. Pour elles, il est très facile de quitter l'agriculture et la production alimentaire dès lors que cela les arrange. C'est une différence considérable avec la logique de continuité de l'agriculture paysanne. Pour reprendre l'exemple péruvien, le canal de cette entreprise n'est pas fait en béton mais en plastique. Il peut facilement être déménagé par l'entreprise dans un autre endroit si c'est préférable pour elle. Actuellement, elle s'oriente vers la Chine.

Ces entreprises représentent ensuite une manière industrielle de cultiver qui requiert beaucoup d'énergie, d'eau douce, de pesticides, herbicides et autres produits chimiques. C'est une manière de produire qui va complètement à rebours des actions à mener pour faire face aux nouvelles pénuries que le monde doit affronter aujourd'hui. Elles sont moins productives. Cela a déjà été dit et je ne peux que le répéter. Que ce soit par unité de terre, par animal, par arbre fruitier, quelle que soit l'unité, leur production est plus faible. En particulier si vous prenez en compte le facteur temps. Par exemple, peut être que la production de lait d'une vache est plus élevée sur une année, mais en prenant en compte que le temps productif d'une vache laitière est seulement de deux ans et qu'ensuite l'animal est abattu, la production laitière devient plus faible comparativement à une vache laitière dans une exploitation paysanne. Enfin, c'est un type d'agriculture destructeur qui émerge, dont les effets destructeurs touchent autant l'Europe que

le Maroc ou le Pérou. Ils frappent de manière plus globale aussi bien le Nord que le Sud. Ce type d'agriculture est destructif également parce qu'il détruit l'emploi, les communautés locales, les ressources naturelles.

Voilà ce que je voulais dire. Merci.

Sidy SECK, chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal - Modérateur

Nous avons reçu 31 demandes d'interventions. J'ai procédé à leur classement autant que faire se peut. Je les ai d'abord regroupées par continent. Ensuite certaines consistaient en des questions spécifiques adressées à tel ou tel orateur. J'ai remis chacune de ces questions à l'orateur concerné. Enfin, il y a avait des questions qui n'étaient pas adressées à un orateur en particulier mais à nous tous. Je vais commencer par vous communiquer ces questions.

Avant cela, je voudrais rappeler deux attentes que j'ai dites dans mon propos introductif et qui me paraissent importantes: la construction de notre compréhension commune de la problématique, dans ses différences et ses spécificités, et la participation de tout un chacun dans le cadre de ces problématiques, à partir de ses propres expériences et analyses. Chacun doit apporter sa pierre.

Une des questions posées est: Quel est le rôle des consommateurs dans tout ça? Que doivent-ils faire? Comment faire pour avoir plus de capacité d'action de leur part et à leur égard?

Autre question qui m'a été remise: Au-delà des mesures prises par les différentes institutions, est-ce qu'il n'y a pas un grand travail d'éducation ou de rééducation à faire de la part de toute la société, notamment des consommateurs, des agriculteurs? Pour les sensibiliser, pour changer en profondeur le modèle de société capitaliste qui a pour référence le bien-être en termes de richesse?

Il reste 29 questions. En termes de temps, cela représente deux minutes et 15 secondes pour chaque intervenant et dix minutes pour la salle.

Ce qui me désole dans ce travail ingrat qui m'est donné, c'est que je ne peux pas couper le micro de l'intervenant. Mais, mis à part deux ou trois personnes que j'ai vues au fonds de la salle (rires, ndr), nous sommes tous adultes pour jouer ce jeu-là et je m'en remets à votre bon sens.

Monique MUNTING, Chercheur et réalisatrice de documentaires, AGTER, SCAM, Amnesty International, COTA, Belgique

Il me semble que, dans les interventions de ce matin, un critère, un argument, a été très très peu mentionné voire même pas mentionné du tout, c'est la question du climat. Or, nous venons d'avoir une grande messe sur cette question il n'y a pas très très longtemps (21^{ème} Conférence des Parties de la Convention Cadre des

Nations Unies sur les Changements Climatiques, COP21, qui a débouché sur l'Accord de Paris, ndr). Mais la plupart des présentations auraient pu l'incorporer comme un argument supplémentaire. Par exemple, quand on nous a dit que les gouvernements continuent à appuyer parallèlement la petite agriculture paysanne et agro-industrielle. Pourquoi continuent-ils? Notamment parce qu'ils ne tiennent pas compte de la question climatique. Même dans l'intervention où on nous a expliqué comment un certain modèle de production est nocif à la fois pour le Maroc, pour les Pays-Bas et le Pérou. On pourrait dire qu'il est nocif pour l'ensemble de la planète parce que hautement émetteur de gaz à effet de serre. Je pense que dans tous les domaines c'est un argument. Selon moi, il fait partie beaucoup plus globalement de l'argument environnemental qui inclut la biodiversité, les sols, l'eau, et aussi le climat. Mais il me semble que politiquement aussi c'est un critère qui doit devenir véritablement central dans le travail auprès de nos gouvernements

Mario MESSORE, Organisation commune des peuples Qom, Pilagá, Wichí et Nivaclé (QOPIWINI), Argentine

Je travaille en collaboration avec Qopiwini. Je vais parler en tant qu'ex-fonctionnaire d'un gouvernement antérieur au gouvernement actuel en Argentine. Je percevais très directement, quand j'étais fonctionnaire, le sens des lois. Il est dur de voir la réalité, mais le fait est qu'il y a une problématique mondiale très grave. Il faut changer complètement de paradigme. Et il est très difficile d'argumenter cela. On parle toujours, tant d'un côté que de l'autre, de l'économie. A-t-on de bons rendements ou non? Etc. Je crois qu'on a besoin d'un changement culturel plus général encore, de solidarité. Je ne sais pas si on va pouvoir argumenter cela depuis un point de vue logique. Il faut continuer la lutte. À un moment, on va devoir voir la vie depuis un autre point de vue, depuis ailleurs, et cela c'est un changement de paradigme.

Hector ROBLES, Coordinateur exécutif du site internet "Subventions dans le secteur rural au Mexique" (*Subsidios al Campo*), Mexique

J'aimerais revenir sur quatre points:

- Premièrement, dans le but de bien nous comprendre il faudrait que nous nous donnions une définition de ce que nous entendons par "agriculture familiale",
- Deuxièmement, il est important de se mettre d'accord sur le fait qu'il n'est pas suffisant que les États aient signé la déclaration sur l'agriculture familiale. En effet, dans le même temps, les politiques qu'ils appliquent et les budgets proposés vont à l'encontre de cette petite agriculture. Dans la majorité de nos pays, 80 % des budgets agricoles sont favorables à la grande agriculture,
- Troisièmement, étant aujourd'hui dans une enceinte universitaire nous devons en profiter pour appeler et convoquer les universités afin qu'elles puissent venir

observer l'agriculture familiale et paysanne. Car, globalement, les recherches effectuées vont dans le sens de l'agriculture industrielle,

- Enfin, le quatrième point est que nous ne pouvons penser l'agriculture à petite échelle sans nous préoccuper de l'organisation. Il n'y a pas de futur dans l'individualisme et notre démarche doit forcément passer par un processus d'organisation.

Bienvenu KEMANDA, Ingénieur des Eaux et Forêts, Maison de l'Enfant et de la Femme Pygmées, République Centrafricaine

Je prends la parole pour présenter un peu la situation de la République Centrafricaine face à cette thématique que nous avons discuté ce matin. L'agriculture familiale centrafricaine, au moment où je vous parle, est presque inexistante du fait de la crise qu'a connue le pays. Il est important de souligner ici l'importance de l'agriculture familiale pour les paysans. Le gouvernement est présentement incapable de soutenir ou d'appuyer les paysans pour qu'ils produisent de la nourriture afin de satisfaire les gens. Il faut dire carrément que l'insécurité alimentaire est grandissante dans le pays.

Ma deuxième remarque est que, dans mon pays, il y a des gens qui produisent du bois et pourtant il est très difficile pour un centrafricain de trouver du bois pour ses constructions ou pour tout autre utilisation. Tout est exporté. Comment pouvons-nous agir ensemble pour éradiquer cette pratique? Malheureusement les intérêts du gouvernement passent avant les intérêts de son peuple. Voilà juste un plaidoyer que je lance pour qu'on puisse un peu réfléchir sur comment équilibrer la situation entre les gouvernements et les gouvernés. Je vous remercie.

Mariamé OUATTARA TOURÉ, *New Field Foundation*, Burkina Faso

Ma question s'adresse à Laura LORENZO qui a fait une brillante présentation sur l'évaluation de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale. Sauf manque d'attention de ma part, j'ai relevé qu'aucune mention spéciale n'a été faite sur la prise en compte de la dimension du genre dans ce processus. Quand on regarde tout ce qui est décrit comme caractéristique de l'agriculture familiale, il est important de souligner que les femmes et les hommes y jouent un rôle capital. Et les inégalités de genre qui peuvent s'exercer entre les deux peuvent influencer négativement la valeur ajoutée que cette agriculture familiale peut apporter. À l'inverse, si on arrive à réaliser l'égalité entre les deux, c'est sûr que cette plus-value va être davantage boostée.

Alors voici ma question: pourquoi cette prise en compte du genre n'est pas du tout mise en exergue? Et quelles sont les stratégies ou les dispositions qui sont prises pour corriger la question du genre qui n'est plus une question de mode ou de pratiques volontaristes mais un impératif de développement? Pour moi c'est capital. Merci.

Rija ANDRIANTIANA, Président du Comité national pour la défense des droits fonciers, Madagascar

J'ai remarqué que vous avez consacré essentiellement vos exposés à démontrer la pertinence de l'agriculture familiale. Ne serait-il pas temps de débattre beaucoup plus des stratégies et solutions pour assurer l'assise de l'agriculture familiale dans le monde?

Sidy SECK, chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal - Modérateur

Merci. Il a été rappelé, dans une des interventions, que la question de l'agriculture familiale a été à la base d'une mobilisation qui a donné lieu à l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale. Je rappelle également que l'idée de construire collectivement notre compréhension commune des choses vise à préparer l'action. Moi, je serai intéressé de connaître votre réponse à cette question: comment asseoir les bases de l'agriculture familiale à Madagascar? Au Pérou? Au Sri Lanka? L'ensemble de ces réponses-là permettrait de construire une convergence, d'avoir une compréhension.

Michel DAVID, Paysan, Confédération paysanne, France

Les interventions ont été toutes remarquables. Je les ai beaucoup appréciées. Dans la perspective des luttes, je voudrais dire que nous avons empêché, il y a dix ans, dans le département de la Marne en France, de faire une usine de six millions de poulets. Elle s'est finalement installée dans un pays du Nord et son propriétaire a été condamné pour maltraitance animale parce que quand il y avait une maladie, comme cela coûtait plus cher de tuer les poulets, il les laissait mourir.

Ma contribution est au sujet de la Politique Agricole Commune, PAC, et s'adresse particulièrement à notre camarade du Pérou et aussi à Hubert Cochet. Je voulais dire que la PAC renforce l'agriculture industrielle que j'appelle prédatrice. Prédatrice parce que, pour nous, elle est prédatrice de l'autre agriculture. Les deux ne peuvent pas cohabiter. Par exemple, avec l'usine des 1000 vaches Monsieur "Millevaches" prétendait faire baisser le prix de la tonne de lait de 400 euros à 300 euros avec des vaches hors-sol, nourries au soja qui détruit les indigènes et leurs forêts. Il prétendait donc liquider les petits paysans laitiers. La PAC encourage l'agriculture industrielle. Dans mon département, il y a une exploitation, des gens subventionnés par la PAC à hauteur de 300 000 euros. Ils exploitent 1 000 ha de céréales et 100 ha de vignes avec deux ou trois "unités de travail humain" comme on dit dans l'agriculture, qui éliminent les petits paysans. Une ferme par jour disparaît dans notre département.

Pour terminer, je voulais dire que le gouvernement socialiste français, poussé par la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles, FNSEA, a supprimé dans l'application française de la PAC les aides aux exploitations de

moins de dix vaches. Il a fixé ce "plancher" pour l'accès aux aides quand nous, Confédération paysanne, demandions tout au contraire des plafonnements. La FNSEA demandait même que les aides ne soient pas versées aux exploitations de moins de 30 vaches. J'ai terminé, merci.

Emmanuel HYEST – Président de la Fédération Nationale des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (FNSAFER), France

Je suis agriculteur en Normandie, en France, et président de la FNSAFER, une structure qui s'occupe du foncier agricole sur tout le territoire national. Mon intervention sur l'agriculture familiale est pour dire que ce n'est pas un modèle qui se caractérise par la taille de l'exploitation, alors qu'on a beaucoup entendu cela ce matin. Pour moi et pour la FNSAFER, le modèle se caractérise plutôt par le fait que l'agriculteur et sa famille ont le pouvoir de décision sur la gestion, les capitaux et l'organisation du travail de cette exploitation agricole.

Je pense qu'il faut aider les exploitations familiales à se développer, partout dans le monde. Quand je dis "se développer" ça ne veut pas dire forcément s'agrandir. Mais ça veut dire accéder aux techniques et autres. Ces exploitations agricoles ont besoin de revenu pour se maintenir dans l'agriculture et pouvoir aider les membres de la famille de façon digne et surtout leur donner envie à eux aussi de devenir agriculteurs. Je pense que ça c'est un point clé si on veut que l'agriculture familiale perdure. Il faut que les enfants d'agriculteurs aient envie d'y revenir. Les nouvelles techniques doivent être accessibles à tous. Pourquoi? Parce que, contrairement à ce que j'ai vu dans la présentation de Monsieur Cochet tout à l'heure, j'ai du mal à accepter en tant qu'agriculteur qu'il y aurait d'un côté l'*agro-business* qui aurait droit aux techniques et, de l'autre côté, il y aurait la binette pour les paysans. Ce n'est franchement pas le modèle dans lequel, selon moi, les agriculteurs ont envie de se retrouver. Les techniques sont aussi nécessaires aux gens qui habitent à la campagne et pas seulement aux gens qui habitent en ville.

Pour accompagner les agriculteurs familiaux partout dans le monde pour se développer, il faut qu'on leur donne les mêmes moyens, c'est-à-dire le financement, la technique et la formation. Je pense que, par rapport à cette agriculture familiale, le risque principal c'est la financiarisation de l'agriculture. Il faut donc sécuriser l'agriculteur, mettre en place des outils de régulation, comme nous en avons en France dans le cadre des SAFER, pour permettre aux agriculteurs familiaux de démontrer leur efficacité économique sur le long terme.

Luc BONAMOUR, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement, France

Je suis consultant bénévole notamment auprès de Solidarité Internationale pour le Développement et l'investissement (SIDI) qui, pour faire simple, est une

organisation non gouvernementale de capital risque qui octroie des financements sous forme de prêts et de prises de participation. Ma question est double. D'une part, comme je ne suis pas un spécialiste du foncier, je suis étonné qu'on n'ait pas une documentation sur toutes les expériences réussies en matière d'accès à la terre, au niveau mondial. Il serait essentiel de savoir ce que différentes communautés arrivent à faire. Ce serait déjà une aide considérable pour pouvoir avancer dans cette lutte qui est absolument essentielle. La deuxième chose est qu'il faut, je pense, fédérer des énergies, des initiatives au niveau local, régional, national, continental et mondial. Il faudrait parvenir à faire ce qu'a dit hier Michel, à savoir organiser, pour l'accès à la terre, quelque chose d'équivalent à la 21^{ème} Conférence des Parties de la Convention Cadre sur les Changements Climatiques (COP21). Ce qui est dans la même logique que ce que Monsieur Cochet nous a dit ce matin. Merci.

Maria HEUBUCH, éleveuse laitière, membre du Parlement européen, Allemagne

Je suis productrice laitière dans le sud de l'Allemagne et membre du Parlement européen. Pour moi, ce fut une journée intéressante. Parce qu'au début de cette session, le modérateur a évoqué la manière dont l'agriculture familiale peut être vue comme un modèle ancien. Après les présentations faites par les panélistes, nous avons vu que ce n'était pas du tout un ancien modèle mais plutôt, au contraire, une agriculture moderne parce qu'elle est durable et résiliente. Durable si on considère l'environnement, les problèmes sociaux, mais aussi et surtout selon moi, qui suit parlementaire, parce qu'elle est économiquement durable.

Nous avons eu de très bons échanges sur l'agriculture familiale. Nous avons besoin de cela. Parce qu'au Parlement, c'est toujours la même chose, si on parle des exploitations familiales, beaucoup de personnes répondent: *"OK, mais les grandes exploitations peuvent faire la même chose!"*. Nous avons vu ce matin qu'elles ne peuvent pas faire la même chose. C'est nécessaire, pour nous, d'être capables d'argumenter dans ce sens. Tout comme il est nécessaire d'avoir une approche holistique. Parce qu'en politique nous discutons de chaque problème séparément. Nous discutons de toutes ces choses et essayons de trouver des solutions pour chaque problème. Mais ce n'est pas ce que nous devrions faire. Nous devons créer une solution pour ces problèmes dans le cadre d'une approche holistique. Nous devons montrer et appuyer ce qui connecte les problèmes. Aujourd'hui, nous faisons face au problème créé par le fait que nous avons soutenu par le passé un peu l'agriculture familiale mais aussi beaucoup l'agriculture industrielle. Or, cela ne marche pas de soutenir en même temps ces deux modèles. Nous devons avoir un vote décisionnel sur ce que nous voulons dans le futur: de quel type d'agriculture le futur doit être fait? Alors, nous pourrions dire: *"OK, c'est cela la vision pour le futur, et maintenant nous avons besoin de nous diriger vers cela, avec des directives/lignes directrices claires"*.

Kamira NAÏT SID, Présidente du Congrès Mondial Amazigh, Association des Peuples des Montagnes du Monde (APMM), Algérie

Nous avons parlé de beaucoup de choses mais nous n'avons pas parlé de la montagne et des montagnards. Je voulais donc prendre la parole pour porter la voix des montagnards. Nous les montagnards, nous vivons de la terre et de la forêt. Aujourd'hui nous commençons à les perdre. Terres et forêts sont menacées par les changements climatiques, menacées par le tourisme de masse, menacées par les barrages qui se construisent dans les plaines mais dont l'eau vient de nos montagnes, il ne reste plus d'eau dans nos montagnes pour irriguer nos champs. Elles sont menacées par les grandes exploitations, les montagnards travaillent durement la montagne mais malheureusement la marchandise arrive moins chère, les gens préfèrent acheter moins cher ce qui vient d'ailleurs et donc beaucoup de montagnards abandonnent la montagne. Au fil des années, beaucoup de montagnards n'ont plus de travail ; c'est l'exode.

Moi, je suis une autochtone Amazigh de l'Afrique du Nord, de Kabylie. Aujourd'hui, la majorité des villages sont vides. Quand un autochtone quitte la montagne, ce n'est pas seulement la terre qu'on quitte c'est notre identité, notre langue, notre culture. Et si ça continue comme cela - beaucoup de montagnes se vident à travers le monde - on va perdre des identités, des cultures et des civilisations humaines. C'est sur cela que je voudrais attirer votre attention, sur ce lien que nous avons avec cette terre. Nous aimons cette terre parce que c'est nous, notre survie dépend d'elle, notre identité dépend d'elle. Aujourd'hui je vous interpelle sur les montagnes. Que pouvons-nous faire pour les montagnards? Que pouvons-nous faire pour les peuples autochtones? D'abord pour leur survie, mais aussi pour la survie de leurs cultures, de leur identité et tout simplement la survie des civilisations humaines. Merci.

Sidy BA, Conseil National de Concertation et de Coordination des Ruraux (CNCR) et Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), Sénégal

Je vais contribuer un peu au sujet des exploitations familiales. On a eu l'occasion, du 20 au 22 novembre 2012, d'organiser un grand forum à Dakar avec le ROPPA et le CNCR qui était consacré à la question suivante: Comment les exploitations familiales nourrissent-elles le monde, nourrissent l'Afrique? Là, nous avons eu à produire un bon document qui malheureusement n'est pas disponible ici aujourd'hui. Il est démontré qu'une grande partie des outils agro-industriels, l'agro-industrie installée dans nos pays, fonctionne sur la base de ce que leur fournissent les petites exploitations que nous sommes. Si je prends l'exemple de la filière arachide, celui de la fédération dont je suis membre, là les unités industrielles qui sont basées à Dakar, à Kaolack et à Ziguincho sont ravitaillées en matières premières à partir de ce que nous faisons. Donc c'est nous, les exploitations familiales, qui les faisons fonctionner, qui les faisons tourner malgré les prix inéquitables qu'ils nous proposent.

Nous avons eu à conduire une étude, un suivi, avec une grande fédération, le CNCR, portant sur 3 000 exploitations familiales, pour voir comment elles fonctionnent. Il est ressorti de cette étude que l'agriculture familiale est l'une des principales employeuses de main d'œuvre. Une main d'œuvre agricole qui est sur place et qui travaille au moins six mois sur douze en zones sous pluie et dix mois ou onze mois sur douze en zones irriguées. Donc les problèmes d'emplois nous pouvons les résoudre et nous devons les résoudre à travers les exploitations familiales.

Peut-être que là où le bas blesse, c'est avec les Plans d'Ajustement Structurel, PAS, et le programme de redressement financier qui ont désarticulé un peu l'élan que nous avons. Parce qu'à ce moment-là, on nous a dit: *"Ne subventionnez plus, n'accompagnez plus ces petits exploitants"*, *"Ils vous retardent et grèvent le budget de l'État"*.

En conclusion, je dis qu'il est du devoir de nos États de penser à ces exploitations familiales qui peuvent les tirer d'affaire. Ils ne doivent pas se dérober en promouvant l'*agro-business*, en pensant que les *agro-business* peuvent régler leurs problèmes. Au contraire, c'est ce que j'ai vu au Sénégal, ils ne règlent rien. Ils produisent pour exporter ici en Europe. Au contraire, ils créent des problèmes à ceux qui vivent en Afrique où ils viennent parce qu'il y a une main d'œuvre bon marché, des terres bon marché et de l'eau gratuite. Et en vendant à des prix moindres, ils peuvent même avoir une incidence sur la vie des exploitations familiales comme le disait Michel David.

Elhadj BA, Paysan, Président de l'Association Mauritanienne pour l'Auto Développement (AMAD), Mauritanie

Je voulais évoquer la contradiction en Mauritanie. Nous sommes un pays désertique et aussi qui a des potentialités énormes, le fleuve Sénégal, et nous vivons des exploitations familiales. Or actuellement 80 % de nos légumes et fruits sont importés alors que nous avons des exploitations qui sont là, qui fonctionnent. Nous avons 70 % de notre lait qui est importé alors que nous avons plus de 16 millions de petits ruminants, plus de trois millions de vaches. L'année 2014, Année Internationale de l'Agriculture Familiale, a coïncidé avec l'année où notre président était président de l'Union Africaine. Ce qu'il a fait, c'est juste dire qu'il allait donner 200 000 ha à des firmes multinationales pour produire et qu'il allait introduire le blé en Mauritanie. C'est la contradiction. Au lieu de soutenir les exploitations familiales.

Imaginez, il n'y a aucune chambre froide pour permettre à ces petites exploitations agricoles de conserver ces légumes. Imaginez quelqu'un, une femme, qui produit des légumes qu'elle met sur le marché. Si elle ne les vend pas, elle perd sa production. C'est pour cela que les jeunes ont abandonné les terres pour aller vivre dans les bidonvilles de Nouakchott, où ils trouvent le chômage, le banditisme. Si on n'a pas de mode de conservation, si on n'a pas de moyens pour commercialiser nos produits, ces exploitations familiales vont disparaître. C'était juste un témoignage de nos conditions de vie en Mauritanie.

Ricardo FRANÇA, Bureau des Affaires Internationales et de la Promotion du Commerce, Ministère du Développement Agraire (*Ministério do Desenvolvimento Agrário*, MDA), Brésil

Notre proposition d'avoir deux ministères de l'agriculture n'était pas issue d'une réflexion sur le besoin d'avoir deux politiques publiques différentes. Cette proposition a été faite suite à l'observation qu'un certain groupe d'agriculteurs ne bénéficiait d'aucune politique publique. C'était une sorte de mouvement de résistance. Dans un sens, c'était positif, car cela a été un exemple pour d'autres pays en Amérique Latine. On a des gens ici qui viennent d'Argentine, d'Uruguay qui peuvent en témoigner. Cela a permis de créer des institutions travaillant avec l'agriculture familiale.

Ce qui nous dérange quand on va dans certains endroits du monde, c'est que les gens disent: *"il semblerait que les Brésiliens ont trouvé une solution pour la bonne cohabitation de ces deux modèles"*. En réalité, la vraie question est: N'y a-t-il pas quelque chose d'anormal dans l'offre mondiale qui nous oblige d'être un exportateur de matière première? N'est-ce pas cela qui est à la base des problèmes tels que l'accaparement de terres?

Lorsque l'on va dans un pays comme le Mozambique, qui veut apprendre de nos leçons et faire pareil, à savoir exporter du soja, il semble qu'il y a quelque chose d'anormal. On a essayé au Brésil d'organiser l'exportation des productions familiales, même de produit bio, mais les lois européennes sur les certifications rendent cela impossible. Si c'est pour protéger l'agriculture familiale européenne, alors on est d'accord avec cela. Nous pensons que l'agriculture familiale doit être défendue partout sur la planète. Mais il est si facile d'exporter du soja et si difficile d'exporter de la nourriture saine et de qualité... C'est cela qui nous semble bizarre. Il n'y a donc pas de coexistence entre les deux modèles, au contraire, il y a des tensions permanentes.

Enfin, une dernière information: nous avons un nouveau programme pour réduire l'utilisation de pesticides au Brésil. Parmi les huit ministères concernés, le seul qui était contre ce projet était le Ministère de l'Agriculture habitué à travailler avec les grands propriétaires terriens et agriculteurs. Cela montre l'étendue de notre combat.

Nitya RAO, École de Développement International, Université d'Est-Anglie (*School of International Development, University of East Anglia*), Royaume Uni

Je voudrais remercier les panélistes, ce qui a été dit était très intéressant. Je voudrais juste revenir sur ce que la dame du Burkina Faso a dit sur la problématique du genre. Je pense que la chose intéressante au sujet du dualisme, c'est que cela suppose d'analyser ce qu'est l'agriculture familiale, comme vous l'avez souligné Monsieur le modérateur. En Asie, nous avons fait une analyse pour l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale. Nous avons réalisé qu'en Inde la femme est généralement le chef de famille et qu'en Chine ce sont les personnes âgées qui sont chefs de famille parce que les jeunes ont tous migré. Donc quand on parle d'agriculture familiale,

je pense qu'il faut s'intéresser spécifiquement à ce qu'est la famille, à qui sont les personnes dont nous parlons.

Cela nous amène à la question du travail, à la division du travail et aux implications du changement dans les structures agraires sur la division du travail. Par exemple les implications de l'agriculture contractuelle, ou de la diversification liée aux migrations, sur la division par genre du travail dans les villages et les relations de travail elles-mêmes. Ce que nous avons trouvé lors de nos recherches sur l'Asie est que, dans l'agriculture contractuelle, les femmes travaillent comme travailleurs salariés mais aux salaires les plus bas. La diversification liée aux migrations, en Asie du Sud, concerne elle essentiellement des hommes.

Nous avons constaté une immense précarité du travail. Des salaires sont disponibles, mais ils sont non garantis, conduisant en particulier les femmes dans des projets très risqués et parfois à un déclin en termes de bien-être et de dépendance aux hommes. J'ai particulièrement aimé le point au sujet des conflits, parce que je pense qu'on trouve des cas de conflits à différents niveaux, y compris au niveau du ménage où le nombre de conflits s'accroît. Nous avons des preuves maintenant, selon un rapport de la Banque mondiale, qu'en Afrique Sub-Saharienne presque 35 à 40 % des ménages sont dirigés par des femmes ou formés par des membres de couples séparés. Donc il y a une réelle problématique du conflit comme résultat des changements dans les structures agraires qui va jusqu'au niveau des ménages.

Je pense que le dernier point, en termes de bien-être des familles, est la nutrition. Vous avez mentionné le déclin de la biodiversité, la fragilité et le conflit. Ceci a des implications sur les résultats nutritionnels. En Inde, nous avons une importante croissance économique, mais en réalité nos niveaux nutritionnels ont diminué. Cela est considéré par le premier ministre comme une honte.

Victor SUAREZ, Association Nationale des Entreprises de Commercialisation des Producteurs ruraux (*Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productores del Campo, ANEC*), Mexique

Je suis Victor Suarez de l'ANEC, une organisation paysanne du Mexique. Je pense que le thème du débat de cette session ne doit pas être la question "Agriculture paysanne ou agriculture industrielle à grande échelle?". Ce débat est déjà dépassé! Le problème est de savoir pourquoi nous n'avons pas été en mesure, en tant que mouvements paysans et sociaux, d'atteindre les politiques agroalimentaires de nos pays et d'obtenir que les organisations internationales mettent au centre réellement l'agriculture paysanne et familiale! On observe un double discours de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, des organismes internationaux et de nos gouvernements. C'est très pratique, tout le monde parle de l'agriculture familiale. On a vu hier le directeur de la FAO dire que la solution au problème de la faim c'est: "l'agriculture paysanne, l'agroécologie et la biotechnologie moderne". Ce qui veut dire la révolution verte, *l'agro-business!* C'est un double discours!

Il nous faut lutter contre ce double discours parce qu'on observe un recul dans les luttes paysannes au niveau mondial, comme on l'a vu hier. Notamment au sein de pays qui ont bien avancé comme le Brésil. Il y a un recul parce que l'industrie agroalimentaire avance plus vite que l'agriculture familiale. Nous au Mexique, on veut partager avec vous le fait qu'on a freiné Monsanto avec les organisations paysannes et les mouvements sociaux. Nous avons permis que soit prise une résolution par un juge qui a interdit au gouvernement Mexicain d'accorder un permis de commercialiser du maïs transgénique. Oui, nous pouvons stopper les monopoles! Oui nous pouvons atteindre *l'agro-business!*

Nous avons entrepris une initiative pour que les 80% de subventions publiques qui arrivent actuellement aux mains de l'industrie agroalimentaire soient orientées vers l'agriculture à petite échelle. Nous avons réussi à impulser un modèle alternatif à la révolution verte qui ne soit pas seulement la récupération idyllique de l'agriculture du passé mais qui récupère les valeurs de l'agriculture traditionnelle en y intégrant des savoirs scientifiques avancés.

La question importante c'est: Comment impulser les mouvements sociaux au niveau national et international? Et cela passe par une autocritique des mouvements paysans qui n'ont pas été en mesure de freiner le recul de ces dernières années. Le sujet n'est pas tant de débattre sur agriculture paysanne ou industrielle, mais plutôt comment faire en sorte que l'agriculture paysanne soit réellement au centre des politiques nationales et multinationales.

Michel BUISSON, Agronome, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), France

Trois commentaires, deux brefs et un long: Il ne faudrait pas parler de l'agriculture familiale sans prendre en compte les dynamiques contradictoires qui existent au sein même de l'agriculture familiale. Je n'ai pas le temps de développer, mais en plus de la division par genre, il y a des divisions par taille, par dynamique et beaucoup d'exploitations familiales deviennent productivistes voire des entreprises. Donc il faut prendre en compte ces dynamiques. Si tout le monde parle d'agriculture familiale c'est parce que c'est un consensus mou qui convient y compris aux entrepreneurs.

Deuxième point: je suis pour qu'on fusionne l'approche de Jan Douwe Van Der Ploeg avec celle d'Hubert Cochet dans le sens où l'une parle des systèmes de production traditionnels et l'autre, effectivement, rajoute toute la dynamique capitaliste à travers tout un tas d'exemples fort intéressants. On ne comprend pas l'évolution de l'agriculture actuellement si on ne raisonne pas en tenant compte de la diversité de l'agriculture familiale elle-même. Cela nécessite l'approche système et l'approche industrialiste telle que l'a développée Jan Douwe Van Der Ploeg.

Ma réflexion un peu plus longue: j'adhère en tant qu'agroéconomiste à la proposition d'Hubert Cochet de remplacer le rendement par la valeur ajoutée

comme critère de comparaison. Mais n'oublions pas que le rendement a quand même une utilité. C'est ce qu'on mange. On ne mange pas la valeur ajoutée. Donc attention. Il faut aller plus loin dans la valeur ajoutée, comprendre pourquoi le rendement a autant d'importance pour les entreprises et les forces dominantes. Accroître le rendement par hectare et par travailleur permet d'accroître les achats de l'agriculture dans le secteur amont et permet de vendre des produits à l'aval. C'est ce qui est la base de l'accumulation capitaliste en amont et en aval. Alors oui considérons la valeur ajoutée, mais il faut comprendre pourquoi le rendement a une telle importance pour les forces économiques dominantes.

Elisa BOTELLA, Maître de Conférence, Département d'Économie et Histoire Économique, Université de Salamanque (*Departamento de Economía e Historia Económica, Universidad de Salamanca*), Espagne

Quand nous faisons la comparaison entre l'agriculture familiale et les grandes entreprises de monoculture d'exportation, je pense qu'il est important de signaler trois dimensions. Pour les petits producteurs, il y a l'enjeu des opportunités de revenu et d'emplois, comme nous l'avons signalé. Il y a aussi celle de la production et de la productivité. Mais je crois que la dimension la plus importante pour les pays en voie de développement est celle de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de la souveraineté alimentaire. Ce qui suppose d'essayer de faire le lien entre ces concepts comme le fait l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, depuis 2012. En ce sens, il y a une troisième dimension.

Il est important de défendre les études de cas, de repérer des cas qui puissent nous aider à comprendre à quel point la contribution des petits producteurs est importante. Des expériences de pays comme Cuba pendant "*el período especial*", la "période spéciale" où, après la crise alimentaire de 1993, les petits producteurs ont dû retourner aux champs, ont récupéré leur tradition paysanne avec les chercheurs et les académiciens, et se sont remis à défendre un modèle agroécologique qui a la capacité d'alimenter la population avec les cultures de fruits et légumes, de céréales, l'agriculture urbaine et autres. Qu'est-ce qui se passe en Amérique centrale après l'ouragan Mitch? Pareil. Ce sont les petits producteurs qui doivent alimenter la population. Quand il se produit un choc externe, ce sont les petits producteurs qui seuls ont cette capacité grâce à leur moindre dépendance aux intrants externes, fertilisants, machines, etc. Qu'est ce qui se passe dans les pays qui possèdent un modèle largement agro-exportateur comme le Costa Rica après la crise alimentaire mondiale de 2007-2008? Là encore, on a dû promouvoir des programmes de production des céréales de base, récupérer l'agriculture des céréales de base qui en plus avait une productivité plus élevée que nombre des productions non traditionnelles d'exportation.

Voilà ma réflexion, merci.

Kariyawasam Mapalagam Hewaruppage RAVINDRA GUNAWARDANA, Centre pour l'Étude de l'Environnement et de la Nature (*Center for Environment and Nature Studies*), Sri Lanka

Je voulais dire que chaque jour trois agriculteurs meurent au Sri Lanka à cause de la maladie chronique du rein d'origine inconnue, CKDu. Ces deux dernières années, presque 2 000 agriculteurs en sont morts. Dix ans auparavant, il y avait eu une autre crise semblable à celle-ci. En réalité, les organisations internationales ont fait un rapport sur cela qui mentionne clairement les causes de ces CKDu. Ce sont les pesticides et les fertilisants. Je voudrais vous demander à vous, organisations et individus présents ici, de prêter attention à ce genre de maladies avant que les paysans ne perdent tous leurs reins. Merci.

Jacqueline GÓMEZ, Présidente de l'Institut National de la Colonisation (*Instituto Nacional de Colonización*), Réunion Spécialisée sur l'Agriculture Familiale du Marché Commun du Sud (*Reunión Especializada de Agricultura Familiar, REAF, del Mercado Común del Sur, MERCOSUR*), Uruguay

Je suis Jacqueline Gómez de la Réunion Spécialisée sur l'Agriculture Familiale du Marché Commun du Sud et de l'Institut de Colonisation de l'Uruguay. Je voudrais vous donner une vision de l'agriculture familiale et de son importance dans la région. Vous pouvez trouver des documents à l'extérieur de la salle qui expliquent qu'il y a plus de 7 000 000 d'unités de production dans la région du Mercosur qui inclut l'Argentine, le Brésil, l'Uruguay, le Paraguay, le Venezuela, la Bolivie, le Chili et l'Équateur. Il y a plus de 28 millions de personnes liées à l'agriculture familiale. Cette agriculture familiale dans le Mercosur produit entre 20 et 40 % de la production agricole en valeur. Au-delà de cela, l'importance de l'agriculture familiale est liée aux processus dont parlait notre collègue espagnol: la souveraineté alimentaire, la sécurité alimentaire, la construction de réseaux sociaux, la construction de territoires.

Là où il y a de l'agriculture familiale il y a des écoles, l'accès à la santé, il y a une société et la construction d'une citoyenneté. Disons que ceci est l'approche de la production familiale que nous avons au Mercosur. Ceci nous a mené à créer un espace de dialogue sur les politiques publiques où nous nous asseyons ensemble, organisations sociales et gouvernements, pour discuter des politiques qui concernent l'agriculture familiale. Dans cet espace, nous avons commencé par nous demander comment définir la production familiale. Nous l'avons défini pour les pays du Mercosur. Chacun de nous est reparti dans son pays avec cette définition et on a mis en place un registre de producteurs de l'agriculture familiale qui nous a permis d'appliquer de façon transparente les politiques publiques à l'agriculture familiale. Et de dire à l'ensemble de la société que les subventions qui existent ont été attribuées aux secteurs qui le nécessitaient. Tout le monde ne peut pas se prétendre producteur de l'agriculture familiale. Ce registre

national nous permet de dire qui en est un et qui n'en est pas et permet à la société dans son ensemble d'attribuer les subventions aux secteurs vulnérables.

Ceci nous a mené à créer une plaquette explicative et à travailler à l'attribution de ces subventions, c'est-à-dire à la production de politiques différenciées, et bien différenciées. Une politique pour la production familiale n'est pas la même chose qu'une politique pour l'*agro-business*. Travailler avec l'*agro-business* est une injustice sociale.

Ce qui est important, c'est le renforcement des organisations. L'axe fondamental de ce processus de construction est lié aux organisations. Ce qui est important, c'est le renforcement du dialogue entre les organisations sociales, qui en réalité sont celles qui construisent les politiques, et les gouvernements qui doivent simplement les appliquer.

Saïd KAMEL Président de l'Association des Peuples des Montagnes du Monde (APMM), Maroc

Ma collègue Kamira Nait Sid d'Algérie a posé le problème de la désertification des villages montagnards. De notre côté, en tant que militants de l'APMM Maroc, nous étions conscients de ce problème. Nous tentons d'agir pour éviter cela et nous avons réussi à créer une association pour apporter une agriculture alternative. Parce qu'avec le problème du changement climatique, les productions céréalières sont nulles. Donc nous avons distribué à la population des arbres tels que l'amandier, le cerisier, le pommier. Ensuite, nous avons formé les associations dans le développement et la gestion des projets. Ensuite, il fallait chercher les moyens pour financer le projet de ces associations. Nous commençons à constituer des coopératives, parce que les produits sont là mais il y a un problème pour les commercialiser. Aujourd'hui, nous avons un projet de dix coopératives dans différents domaines: apiculture, horticulture, plantes médicinales, etc. Parce que la commercialisation de ces produits pose problème, parce que les habitudes de consommation, surtout des citadins, n'encouragent pas ce type de commerce, je voudrais poser la question suivante: y aurait-il moyen d'organiser un commerce régional ou international pour valoriser ces produits de terroir?

Sidy SECK, chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal

- Modérateur

Je me permets de mettre votre question en relation avec une fiche qui m'a été remise qui soulève la question de l'impact des Accords de Partenariat Économiques entre les pays d'Afrique Caraïbes et Pacifique et l'Union Européenne, APE ACP – UE, sur les exploitations familiales en Afrique de l'Ouest. On peut l'étendre à la problématique sur ces produits.

Francis FRU NGANG, Secrétaire Général de l'Institut Africain pour le Développement Économique et Social (INADES – Formation), Côte d'Ivoire

Beaucoup des panélistes sont des universitaires et je pense que c'est une bonne chose. Parce que quand on écoute les contributions de ces universitaires, nous allons dans le bon sens. Je pense que le dualisme n'est pas le chemin à prendre. Nous devons commencer par rejeter les positions dualistes. J'ai beaucoup apprécié l'analyse économique. Je suis moi-même un économiste qui cherche à démontrer les retombées économiques de l'agriculture familiale en comparaison de l'agriculture industrielle.

La première chose que je veux demander est la suivante: avons-nous besoin de faire ce genre de comparaisons? Parce que je pense qu'on essaie de comparer deux choses qui ne sont pas similaires. Premièrement, l'agriculture familiale est pour nourrir les gens alors que l'agriculture industrielle cherche à faire du profit. Depuis la perspective des objectifs, on ne peut donc pas les comparer. Deuxièmement, le type de valeur créée varie de l'agriculture familiale à l'agriculture industrielle. Le marché ne peut pas payer pour la valeur créée par l'agriculture familiale. Oui on regarde les entrées et les sorties, mais que faisons-nous des fonctions sociales de l'agriculture familiale, de la perspective environnementale, du changement climatique, auxquels l'agriculture familiale contribue? Quelle valeur mettons-nous à cela? Que faisons-nous de ses aspects culturels? L'agriculture familiale est une manière de vivre des gens. À mon avis, nous n'aurons jamais une conclusion exacte. Donc disons simplement maintenant que nous voulons des systèmes alimentaires basés sur l'agriculture familiale, c'est tout.

Enfin, je voulais parler des défis que nous pourrions poser aux gouvernements et coopérations nationales. Défions-les en tant que consommateurs. Nous avons un pouvoir lorsque nous choisissons, achetons sur le marché. Comment utilisons-nous ce vote? Votons-nous pour l'agriculture familiale ou continuons-nous à acheter aux multinationales? Est-ce que les actionnaires de ces multinationales mangent bio ou bien ce qu'elles produisent?

Sidy SECK, chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal - Modérateur

C'est vrai, il ressort la nécessité de définir l'agriculture familiale. Madame Heubuch a posé la question. Ici, le "ou" exclusif (dans le titre de la session: "Agriculture familiale paysanne ou grandes entreprises à salariés", ndr) pose problème. En tout cas, il me pose problème. Dire "L'agriculture familiale c'est pour nourrir les gens, l'*agro-business* ou agriculture entrepreneuriale c'est pour faire du bénéfice", je ne le discute pas. Mais on ne peut pas nier aujourd'hui que les producteurs ruraux, que l'agriculteur familial veut se nourrir et veut également payer l'éducation de ses enfants, veut également voyager, prendre des vacances, s'équiper... Donc on est au-delà de se nourrir. Ceci nous amène justement à reconsidérer les choses par rapport à ces clivages ou ces schémas classiques et les poser ou les

analyser en termes de différenciation des situations mais également en termes de dynamiques d'évolution comme disait quelqu'un.

Hier, dans un des ateliers, on a posé la question de la concentration. Elle est significativement forte pour les grandes entreprises, c'est vrai. Mais nous voyons que dans différents pays on a une extension, un agrandissement des exploitations familiales. Vous êtes économiste, moi géographe et sociologue. Je crois que les débats doivent être ouverts. Je crois que ça commence par une caractérisation, une analyse de la situation de ces agriculteurs familiaux. Les économistes y reviendront. Il y a des choses importantes à développer ici.

Elvis Santiago MORALES, Paysan, Comité paysan de l'Altiplano (Comité Campesino Del Altiplano, CCDA), Guatemala

Bonjour du fin fond du Guatemala. Le point de vue que je veux donner est que grâce à l'agriculture familiale paysanne, qui est rendue visible ici, on sait qu'il y a des pratiques ancestrales, cosmogoniques qui ont apporté beaucoup. Nous, petits agriculteurs, nous ne sommes pas de la cinquième ou sixième catégorie. Nous sommes de la première catégorie aussi. Nous sommes des êtres humains. Nous avons besoin de consommer, de produire, mais aussi d'approvisionner le marché local communautaire. Ce que nous faisons. Et nous le faisons bien. Ça nous donne de l'identité de pratiquer l'agriculture familiale, ça nous redonne notre identité. Ça nous donne l'opportunité de nous montrer et de pouvoir ajouter de la valeur à ce que nous produisons, nous petits producteurs.

Les différences sont énormes. Au Guatemala, nous produisons sur de petites quantités de terres, mais on le fait de manière efficiente et nous considérons que nous contribuons beaucoup. Ce qui nous préoccupe, c'est qu'on continue de rendre l'agriculture familiale paysanne visible. Il fut un temps où on voyait beaucoup le commerce équitable. Tout le monde voit en quoi s'est converti le commerce équitable maintenant! Il faut que nous continuions à construire et à donner des idées pour bien différencier à qui nous faisons référence quand nous parlons d'agriculture familiale paysanne. Pour bien faire apparaître que nous, les producteurs, nous sommes ceux qui alimentons la planète.

Laurent LEVARD, Agronome, Parti de Gauche, France

Sur cette question, "Agriculture familiale ou *agri-business*?" : je crois que nous sommes ici entre gens de bonne volonté qui nous posons la question de l'intérêt général des sociétés et des pays, et de l'humanité d'une manière générale. Mais il ne faut pas oublier que le monde dans lequel nous sommes n'est pas celui-ci. C'est-à-dire qu'il y a aussi des intérêts économiques et donc il y a nécessité de combattre, de mener des batailles sociales et politiques par rapport à ces enjeux. La bataille idéologique et culturelle par rapport à ce choix entre agriculture familiale et *agri-business*, mais aussi entre agriculture écologique et agriculture industrielle. Cette bataille doit être menée.

Je partage le fait que nous avons besoin de pouvoir comparer les différents modèles agricoles par rapport à des critères qui ont un sens du point de vue de l'intérêt général, du point de vue de l'ensemble de la société. Effectivement, il y a la question de la valeur ajoutée par hectare. Mais il y a aussi la question de la production d'aliments par hectare. Il y a le critère de l'emploi. Le critère de quel usage est fait des ressources non renouvelables. Le critère du changement climatique, de l'impact sur le changement climatique mentionné tout à l'heure... Beaucoup de travaux ont été faits là-dessus. Mais on a besoin d'un travail plus systématique de valorisation de ces travaux, et de compléter ces travaux par des études de terrain, par un programme de recherche qui s'intéresse à ces différents critères et qui ait de véritables moyens pour diffuser les résultats de ce type d'évaluation au niveau de chaque pays et au niveau international. Peut-être que je m'avance par rapport aux propositions qu'on pourra faire demain, mais je crois que c'est ce type de propositions que nous pouvons faire.

Par rapport à ça, j'ajouterais une dernière chose concernant ce que disait Hubert Cochet tout à l'heure. Je crois que face à l'argument selon lequel l'*agri-business* c'est pour nourrir les neuf milliards d'individus à venir, nous ne pouvons plus être absents du débat sur la quantité de production d'aliments par hectare. Ce qui est parfois difficile dans la comparaison entre les différents modèles agricoles est que, pour que ces comparaisons aient un sens, elles doivent se faire dans des conditions de production identiques: même production, même type de sol, même type d'accès au crédit, même type d'accès au capital... Or, bien souvent, c'est très compliqué de comparer agriculture familiale et *agri-business* parce qu'elles n'ont pas les mêmes conditions de production. Je crois que nous serions tout à fait capables de montrer que, dans des conditions de production similaires, l'agriculture familiale est supérieure à l'*agri-business* aussi en termes de production d'aliments par hectare.

Borja MONREAL- Consultant en développement rural, Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Espagne

Tant que l'on n'aura pas détrôné la dictature du Produit Intérieur Brut, PIB, comme mesure unique de développement des pays, nous n'arriverons pas à changer les politiques qui sont toutes destinées à faire en sorte que ce PIB croisse en permanence. Ou bien on change la manière dont on mesure les choses, ou bien c'est impossible que les politiques fassent la promotion de changements substantiels qui valorisent toutes ces questions dont nous sommes en train de parler, les valeurs culturelles, les valeurs de durabilité... Soit nous proposons un autre indicateur qui inclut toutes ces mesures, soit les politiques que nos gouvernements promeuvent iront toujours dans le sens d'augmenter le PIB qui est devenu un objectif en soi, bien loin de celui de la valorisation de toutes les autres questions.

Je propose aux orateurs d'étudier la proposition d'un autre indicateur de progrès véritable qui inclut d'autres mesures économiques, sociales et culturelles qui

pourraient changer la philosophie et la manière dont les gens et les gouvernements font et pensent les politiques.

Mohammed ELLOUMI, Chercheur, Institut National de Recherche Agronomique, INRAT, Tunisie

Nous avons organisé deux séminaires, un premier en 2014 à l'occasion de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale appelé "Agriculture familiale en Méditerranée, mythe ou réalité?", et un deuxième, l'année dernière, sur le dualisme agraire, "Coopération ou concurrence?". Le premier a conclu que l'agriculture familiale est vraiment un mythe dans nos pays à nous. Parce qu'effectivement nous avons de plus en plus de politiques en défaveur de l'agriculture familiale, de plus en plus contraignantes et de plus en plus favorables à l'*agri-business* ou agriculture industrielle, qui est en concurrence forte et déloyale par rapport à cette agriculture-là. Pas uniquement en concurrence pour l'accès au foncier, mais surtout pour l'accès aux ressources naturelles, en particulier l'eau qui est une denrée rare dans nos pays, et pour l'accès aux ressources financières, à l'information, aux innovations de la recherche, etc. On est vraiment dans une situation où l'agriculture familiale est en grande difficulté.

S'ajoute à cela aussi dans nos pays l'absence totale d'organisations qui portent la voix de ces agriculteurs. Ça signifie qu'il faut que l'État change. Mais l'État c'est une construction sociale. L'État ne changera pas si nous, nous ne le changeons pas. Les élus sont élus pour des programmes par des *lobbies*, et ils sont là pour défendre des objectifs. Effectivement, tant qu'il n'y aura pas d'organisations paysannes, comme je le vois dans d'autres pays où elles sont fortes, les rapports de force ne changeront pas. Pour dépasser cela je crois qu'il y a deux ou trois éléments importants:

1. Avoir un argumentaire qui dépasse l'évaluation quantitative et purement économique et porte sur une évaluation plus globale.
2. Remettre l'agriculture dans un modèle de développement plus large que le secteur agricole: le modèle qui a fonctionné dans les pays du Nord ne peut plus fonctionner dans nos pays à nous. La sortie du secteur agricole pour offrir de la main d'œuvre à l'industrie ne fonctionne plus. Il nous faut un autre modèle.
3. Le modèle sur lequel est construite notre agriculture se heurte au problème du changement climatique, au problème de l'épuisement des ressources. Ceci nous donne l'occasion d'avoir une alliance avec les consommateurs dans un intérêt mieux compris entre consommateurs et producteurs. Parce que, pour l'instant, les politiques jouent à l'affrontement entre les consommateurs et les producteurs. Il nous faut aussi une alliance entre les producteurs. On voit à travers les écrans de télévision des agriculteurs français qui souffrent, qui disparaissent, et l'agriculture familiale qui souffre dans tous les pays. Je pense que cela nous amène à avoir des alliances entre les différents agriculteurs. Parce qu'effectivement c'est à travers ces alliances, le renforcement des rapports de force, qu'on peut changer les choses. Ce n'est pas simplement en faisant des beaux discours qu'on fait une bonne défense des agriculteurs.

Merci.

Margarita HUAYHUA, Anthropologue Socioculturel, Université Rutgers (*Rutgers University*, Etats-Unis), Communauté Quechua de Pampamarca, Pérou

Je viens du Pérou, de Cuzco. Je parle Quechua. Au sujet des modèles familiaux et d'alternatives, je voudrais préciser que les communautés de la zone andine d'Amérique du Sud, dont la majeure partie parle Quechua, ont un modèle alternatif assez durable qui a été détruit petit à petit par les gouvernements de type néolibéral. Je voudrais poser la question suivante: quelle est la relation entre les modèles de l'État, les modèles des politiques publiques qu'ils établissent, et les profits, les bénéfiques qu'ils obtiennent lorsqu'ils accordent des concessions? Quel est le rôle des élites gouvernantes, qu'elles soient conservatrices ou libérales dans le sens latino-Américain qui est différent du sens Européen ou Nord-Américain?

Je ne comprends pas pourquoi ici il y a une sorte de dilution de la composante forte que sont les traditions "ancestrales", qui sont en fait très modernes à mon sens, une dilution de ce qu'est pratiquer une agriculture durable et totalement souveraine. La manière dont ce processus souverain a été détruit à travers les années a un lien assez fort avec la colonisation et avec les nouveaux modèles colonisateurs d'aujourd'hui.

Elga Betty ANGULO GUTIERREZ, Paysanne, Confédération paysanne du Pérou (*Confederación Campesina del Perú*, CCP), membre de la Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Marché Commun Sud-Américain (*Coordinadora de Organizaciones de productores Familiares del Mercosur*, COPROFAM), Pérou

J'ai écouté attentivement toutes les opinions de tous les intervenants qui ont été très bonnes. La seule chose qu'il me reste à souligner est le fait que prendre soin de l'eau, du climat et des ressources naturelles est de la responsabilité de tous et de toutes. Au Pérou, par exemple, nous avons nos montagnes et nos forêts. Notre tâche à tous et notamment aux organisations que nous représentons au Pérou est donc la reforestation, qui est très importante pour contrer le changement climatique, aussi bien sur la côte que dans les montagnes et la forêt. Sur le terrain, c'est difficile, mais en tant qu'organisations, c'est ce que nous sommes en train de faire. Il est sûr que nous n'avons pas de soutien du gouvernement.

Un autre sujet également très important pour le monde paysan, pour améliorer l'agriculture familiale et la souveraineté alimentaire, est la conservation de nos semences. En ce sens, les femmes jouent un rôle très important parce que nous sommes celles qui trient les semences pour continuer à semer et ne pas perdre nos traditions et nos semences qui sont si importantes et variées au Pérou. Tout cela est lié à l'éducation à l'environnement.

Parviz KOOHAFKAN, Président de la fondation Patrimoine Agricole Mondial (*World Agricultural Heritage Foundation*), Iran

Je voudrais essentiellement dire que nous avons besoin d'un cadre de comparaison, comme vient de le dire un de nos collègues. Cinq éléments sont importants selon

moi: 1. la santé et la nutrition, 2. le travail et la génération d'emplois, 3. la culture, 4. l'environnement, 5. l'économie. Si on met tout cela ensemble dans une perspective holistique, un regard global de l'agriculture, la comparaison fera certainement que l'agriculture familiale, l'agriculture traditionnelle, disons l'agriculture *campesina*, apporte tout cela ensemble. Alors que l'agriculture industrielle ne répond qu'à un ou deux critères. Il faut absolument penser à cela.

Laura LORENZO, Coordinatrice du Bureau des Relations Internationales du Forum Rural Mondial (*Foro Rural Mundial*, FRM), Espagne

Je voudrais remercier les paysans que nous venons d'écouter qui sont les vrais protagonistes de l'agriculture familiale. Je crois que ces derniers n'ont aucun doute pour savoir qui sont réellement les petits agriculteurs familiaux. Il est important de définir l'agriculture familiale au niveau national surtout. Pour légiférer. C'est fondamental. Et pour cela nous allons continuer à apporter un soutien et notamment un soutien aux organisations qui les représentent.

Je veux également dire une chose sur les femmes. Deux conclusions sont ressorties: les femmes et les jeunes sont le futur de l'agriculture familiale et il faut que nous misions sur eux. L'année passée, durant l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale, a eu lieu une conférence internationale pour tenter de rendre audible en premier lieu la voix des femmes et essayer de mettre les organisations et personnes en réseau pour continuer à collaborer. Ceci est fondamental.

Jan Douwe VAN DER PLOEG, Professeur, Université de Wageningen, Pays-Bas

Il a été demandé "quelles sont les stratégies pour défendre les paysans?". Je voudrais dire qu'il y a un ensemble très riche de stratégies, à trois niveaux:

Au niveau des fermes elles-mêmes, il faut développer la multifonctionnalité pour défendre les familles. Il faut développer des mécanismes de marché nouveaux, les circuits-courts, l'agro-écologie, la pluriactivité, la coopération entre les familles. Mais aussi la mémoire historique, la mémoire collective qui est un instrument important,

À un niveau plus élevé, il y a la stratégie d'être présent dans les forums internationaux, comme le Comité de Sécurité Alimentaire, CSA, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, ou le Parlement européen,

Au troisième niveau, plus visible, il y a les blocages, les grèves, les manifestations. C'est important aussi, il ne faut pas en rire.

Les stratégies sont là.

Il y a deux grands défis que nous devons résoudre: 1. Comment lier plus fortement les actions les plus visibles avec ce qui se passe au premier niveau, au niveau des fermes? 2. Comment lier ces mouvements avec les groupes urbains? Les liens évidents sont l'alimentation, la vie, la défense de la vie. Mais là encore il y a beaucoup à faire.

Hubert COCHET, Professeur, AgroParisTech, France

Deux points pour essayer de faire le tour des questions qui m'ont été posées ou qui ont été suggérées par les interventions de la salle:

D'abord sur la définition de l'agriculture familiale: on ne va pas de nouveau rentrer dans ce débat qui a occupé toute l'année 2014, mais tout de même, je voudrais préciser les choses. Il n'y a pas, effectivement, d'un côté des gens qui travailleraient avec une houe et de l'autre des gens qui auraient accès aux technologies. Si c'est ça le message qui a été compris dans mon exposé, je le regrette, parce que ce n'est pas celui que je voulais faire passer. Vous aurez remarqué que dans la petite vidéo qui a été projetée il y a bien un tracteur des deux côtés. Mais ils n'étaient pas de la même taille.

Le niveau de capital en tant que tel, de même que la surface cultivée, n'est pas un critère de classement des agricultures familiales ou entrepreneuriales. Cela aussi a été une conclusion importante de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale. Dans chaque pays, les trajectoires historiques définissent ce qu'est une petite exploitation agricole familiale. En France, elle aura 50 hectares. Dans le delta du fleuve Rouge, elle aura 0,3 hectare. Chaque trajectoire historique de chaque pays définit ce que peut être une exploitation agricole entrepreneuriale. Je crois que ni la surface, ni le niveau de capital ne sont des critères pertinents de définition. En revanche, qui travaille? C'est là, me semble-t-il, qu'il y a une véritable ligne de fracture. Dès lors que la plus grande partie du travail, si ce n'est la totalité, est réalisée par des ouvriers salariés, on bascule dans un fonctionnement qui est radicalement différent, où le travail devient un coût. Et dès lors que le travail devient un coût dans la comptabilité, alors la rentabilité s'obtient par l'écrasement de ce coût et l'écrasement du travail au profit du capital. La véritable ligne de fracture me semble-t-il est là. Même si évidemment, entre ces deux pôles que je suis en train de décrire, il y a une multitude de situations intermédiaires dans chaque pays.

Je reviens sur cette intervention de Monsieur Hyest de la FNSAFER: un milliard d'individus travaillent à la houe, avec des outils manuels sur notre planète. Ce sont encore eux qui contribuent à produire la plus grande quantité de nourriture sur la planète. Ne l'oublions pas. Ce n'est pas une vue de l'esprit. C'est le fruit de trajectoires d'accès au capital extraordinairement différentes entre chaque type d'agriculture de chaque pays, et entre chaque pays. Je ne voudrais pas qu'on ressorte de cette séance en ayant l'idée que d'un côté des gens travaillent sans techniques et que d'autres ont accès à la technologie. Je crois qu'il faut distinguer clairement ces deux mots: techniques et technologies. Quelqu'un qui travaille avec des outils manuels dans une parcelle de cultures associées met en œuvre des techniques tout aussi sophistiquées, tout aussi complexes, et je dirais même largement plus complexes, que celui qui avec trois produits chimiques et un tracteur puissant met en place une monoculture destinée au marché intérieur ou à l'exportation.

Le deuxième point, sur lequel je vais terminer, sera plus court. C'est le lien qu'il nous faut faire entre modalités d'accès aux ressources et modalités d'usage

des ressources. Je pense que c'est un des thèmes centraux que nous voulions porter dans ce forum. Pourquoi? Parce que dans les réunions nationales ou internationales qui ont lieu sur ces questions, en général, les choses sont peu mises en relation. D'un côté on a des experts et des organisations paysannes qui travaillent sur les modalités d'accès au foncier, sur les modalités de sécurisation du foncier, avec des juristes, des anthropologues, etc. De l'autre, on a des gens qui travaillent sur des modèles agricoles, sur la révolution agro-écologique. Mais ces deux mondes s'ignorent en grande partie et un des objectifs de notre forum ici c'est d'arriver à faire le lien entre modalités d'accès, de répartition des ressources, et modalités d'usage de ces ressources.

Merci.

Elga Betty ANGULO GUTIERREZ, Paysanne, Confédération paysanne du Pérou (*Confederación Campesina del Perú, CCP*), membre de la **Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Marché Commun Sud-Américain** (*Coordinadora de Organizaciones de productores Familiares del Mercosur, COPROFAM*), Pérou

Il faut tenir compte du fait que nous avons besoin d'avoir un agenda commun entre toutes les organisations basé sur le thème de la souveraineté alimentaire et de la sécurité alimentaire. Mais en tenant compte également du fait que ces problèmes sont politiques et qu'on a besoin de solutions politiques. Il faut aussi changer notre orientation dans nos organisations, pas tant dans les discours idéologiques que dans le travail concret.

Enfin, excusez-moi, mais je pense que nous avons eu moins de temps, nous les femmes, pour nous exprimer ici. Les hommes ont eu plus de temps pour s'exprimer et on ne leur a pas coupé la parole. Nous, on nous a réduit le temps! Ceci est ma protestation en tant que femme.

Sidy SECK, chercheur, Université Gaston Berger de Saint-Louis, Sénégal - Modérateur

Pour ne pas vous retenir davantage, je dirais que j'ai commencé entre autres avec deux mots: mythes et réalités. Je vais essayer de terminer avec deux autres mots: inquiétude et espoir.

De mon point de vue, il ressort de ce que nous avons entendu des sujets qu'on peut ranger dans le registre de l'inquiétude. Les chiffres que nous avons entendus par rapport à la population, aux besoins alimentaires, à l'accroissement de la population, à la dégradation des ressources quelles qu'elles soient, je pense que ce sont des objets d'inquiétude. Le besoin de soutien qui est indispensable pour que l'agriculture familiale dont on reconnaît les avantages et les faiblesses puisse se maintenir et contribuer à relever les défis, ces besoins sont importants. Mais en même temps, dans les pays du Sud en particulier, il y a un effacement de l'État

ou un défaussement de l'État sur d'autres acteurs. Ces objets d'inquiétude font courir un risque assez important d'ordre sanitaire au niveau de la santé humaine, d'ordre environnemental sur les ressources et le changement climatique. On peut multiplier ce registre d'inquiétudes.

Sur le registre de l'espoir on peut ranger la conviction ou le sentiment partagé du rôle et de l'importance de l'agriculture familiale, de la nécessité de la défendre, quand bien même - comme l'a dit quelqu'un - bien que tout le monde reconnaisse son importance, ceux qui décident, y compris dans les institutions internationales, ne jouent pas totalement le jeu. Espoir aussi devant l'accord sur la nécessité indispensable d'orienter ou de définir des politiques publiques assez fortes en faveur de ce secteur. Devant l'accord aussi sur la nécessité de regarder de manière plus lucide les enjeux et les contradictions entre les agricultures familiales du Sud et les agricultures familiale du Nord. Il ne faut pas qu'on se voile la face, on l'a dit, il y a des enjeux et des contradictions, quand bien même nous partageons, vous partagez, beaucoup de positionnements dans ce type de forums. Mais pour moi cette prise de conscience est un élément important. Dernier élément, l'accord sur la nécessité de se regrouper, de fédérer les initiatives, de se mobiliser pour agir sur les problèmes politiques, sur les politiques publiques. Parce que la question, elle est économique, elle est sociale mais elle est également politique dès lors que les acteurs politiques qui définissent les choses agissent ou prennent des actions qui se traduisent autant sur le plan social que sur le plan économique et sur le plan environnemental.

Entre ces deux bornes de l'inquiétude et de l'espoir il y a, de mon point de vue, un besoin prégnant, important, d'améliorer et de renforcer les connaissances: 1. en systématisant les connaissances que nous avons des systèmes, des économies dans les deux cas de figure qui ont été analysés, 2. en faisant tomber le mythe de l'importance économique de l'*agro-business* à travers ce qui a été dit pour que les gens le comprennent, 3. en documentant les expériences, les histoires de vie, ou les success stories mais également les contraintes, 4. en menant des recherches complémentaires qui accroissent notre connaissance et notre compréhension des armes qui peuvent être des armes importantes pour atténuer les inquiétudes et transformer nos espoirs en réalité.

Atelier 6: Production, création d'emploi et installation des jeunes, partage de la richesse

Bilan

Les processus d'accaparement et de concentration des terres font peser sur l'agriculture familiale paysanne et les sociétés dans leur ensemble de lourdes menaces. La destruction de l'agriculture paysanne est à imputer aux politiques internationales et nationales soutenant activement le développement d'une agriculture capitaliste à salariés¹³.

Les États encouragent largement le modèle agricole industriel en soutenant financièrement les grandes exploitations, au moyen de subventions et d'exonérations fiscales. Les mécanismes de contrôle des marchés fonciers qui préserveraient les terres au bénéfice de l'agriculture familiale font défaut. Les mieux dotés ont toute latitude pour prendre le contrôle d'immenses étendues fertiles, à travers des contrats de location ou de vente, souvent de manière complètement opaque¹⁴.

La concurrence inégale des exploitations capitalistes à salariés, mieux dotées en terres et moyens de production et les difficultés d'accès aux marchés mettent en péril les exploitations familiales en place. Les ruraux n'ont progressivement plus d'autre choix que l'exode ou, pour une minorité, la salarisation dans les grandes exploitations¹⁵. Le renouvellement générationnel est compromis.

L'obligation de posséder toujours plus de capitaux pour accéder aux terres interdit à beaucoup de personnes de s'installer comme agriculteur. L'accès des jeunes et des femmes au foncier est plus affecté encore car, dans de nombreuses sociétés, les us et coutumes réservent l'héritage aux seuls hommes

¹³ Les participants sud-africains ont rappelé que ces processus ne sont pas nouveaux et que dans ce pays, comme dans beaucoup d'autres, ils ont débuté à la période coloniale.

¹⁴ Au Nicaragua, par exemple, les entreprises concessionnaires de la construction et de l'exploitation du grand canal trans-océanique ont eu carte blanche du gouvernement pour opérer pendant 100 ans et développer différents types d'activités.

¹⁵ À titre d'exemple, de nombreuses exploitantes agricoles sud-africaines sont contraintes, afin de rembourser leurs emprunts, de prendre le chemin de l'exil pour travailler dans les grandes exploitations agricoles des pays voisins où elles ne sont payées que 4 euros pour 13 heures de travail.

voire au seul aîné. Par ailleurs, l'agriculture paysanne et les usages familiaux et communautaires des ressources naturelles en général sont de plus en plus dévalorisés aux yeux des jeunes, qui préfèrent souvent envisager leur avenir hors de l'espace rural. Sous l'effet de ces facteurs, d'innombrables exploitations agricoles familiales disparaissent. En France où, à la différence de la plupart des pays, les transferts de droits fonciers (usage et propriété) font pourtant l'objet de réglementations, plus de 10.000 exploitations agricoles disparaissent par an en moyenne. En Afrique, en Asie où se trouve la plus grande part des paysans du monde, en Amérique latine et en Europe de l'Est ce sont des dizaines de millions d'agriculteurs qui sont contraints de cesser leur activité chaque année (atelier 4)

La destruction des exploitations agricoles paysannes pose des problèmes majeurs pour les personnes directement affectées. Elle est aussi très grave pour la société dans son ensemble. Ces exploitations produisent 70 à 80 % des aliments consommés globalement, cela bien souvent dans des conditions respectueuses de l'environnement (atelier 7) et de la santé humaine. Ce modèle agricole est à même d'assurer la sécurité alimentaire tout en répondant à la demande de produits alimentaires diversifiés et de qualité. Leur disparition compromet la sécurité et la souveraineté alimentaire. Elle aggrave aussi la crise économique et sociale globale.

Dans l'exploitation familiale paysanne, la richesse générée rémunère principalement les travailleurs. À l'inverse, les exploitations agricoles capitalistes à salariés en reversent la plus grande part à leurs actionnaires. À titre d'exemple, dans les grandes exploitations agricoles sud-africaines, 80 % de la richesse créée sert à rémunérer le capital, contre 9 % pour les travailleurs. Elles réduisent ainsi considérablement le partage des bénéfices de la production.

Selon les pays et le type d'agriculture qui est développée, les systèmes agricoles familiaux peuvent fournir plus de 20 fois plus d'emplois par hectare que les exploitations agricoles capitalistes. En Andalousie (Espagne), où la concentration des terres est particulièrement élevée - 2 % des propriétaires détiennent 50 % des terres arables - le chômage est de 40 % à 60 % chez les jeunes. Cette région témoigne comme beaucoup d'autres de la dévitalisation des territoires qu'entraîne la concentration des terres par des exploitations agricoles capitalistes à salariés. Comment pourraient-ils rester dynamiques sans le maintien des petites exploitations agricoles? Leur disparition provoque des flux migratoires massifs et la paupérisation des villes (atelier 4). Ne pouvant nier les impacts dommageables du modèle agricole capitaliste, les États ont parfois adopté des politiques pour les corriger. Mais force est de constater leur inefficacité, certaines se révélant même dangereuses pour les petits exploitants familiaux. Les mesures pour rétablir des opportunités d'accès à la terre laissent souvent les jeunes les moins dotés en capital initial et sans accès au crédit dans l'impossibilité de s'installer. Des programmes d'accès au crédit (pour les

femmes notamment) obligent leurs bénéficiaires à des contreparties (achat de semences OGM, de pesticides...) qui réduisent leur autonomie de décision, les empêchent de mettre en œuvre une agriculture agro-écologique et augmentent leur vulnérabilité face aux aléas climatiques. Parfois, des aides allouées sur une base individuelle permettent la survie des exploitants familiaux mais pas le développement de leurs moyens de production pour cultiver et produire durablement. La précarisation générale des ruraux concerne aussi largement les ouvriers agricoles dont les conditions de travail sont très souvent extrêmement difficiles.

La disparition des agricultures paysannes et des autres utilisations familiales/communautaires des ressources naturelles est une menace pour l'humanité. La généralisation du modèle de l'exploitation agricole capitaliste à salariés réduit le nombre d'actifs agricoles et le partage des bénéfices. L'exploitation familiale paysanne présente les meilleurs atouts pour produire une alimentation de qualité en quantité suffisante et générer des emplois et activités garantissant une vie digne et heureuse aux majorités rurales. Il est urgent d'adopter et de mettre véritablement en œuvre des politiques publiques qui privilégient les usages familiaux des ressources naturelles et notamment l'agriculture paysanne. Ces politiques doivent conduire à la revalorisation de ces activités et modes de vie, et assurer leur transmission aux jeunes, de génération en génération.

Propositions

Mesures politiques

Faciliter l'accès au foncier

- Renforcer les programmes existants et/ou les initiatives pour soutenir l'installation des jeunes agriculteurs et des femmes aussi bien dans les pays du Nord, que dans les pays du Sud (comme au Portugal, il peut s'agir de créer des banques foncières ; dans ce pays, les jeunes bénéficient également d'un accès privilégié aux subventions et sont exonérés de taxes les 3 premières années suivant leur installation).
- Réguler le foncier pour éviter l'accaparement/la concentration des terres et encourager le renouvellement générationnel, en particulier l'accès à la terre des jeunes (la vocation initiale des Société d'Aménagement du Foncier et de l'Établissement Rural, SAFER, en France a été évoquée) et des femmes.

Rendre viable l'installation agricole

- Garantir des prix rémunérateurs par le biais de politiques de régulation des échanges (voir atelier 8).

- Améliorer l'accès aux marchés locaux et régionaux.
- Consacrer prioritairement les subventions au soutien des paysans et autres utilisateurs familiaux et communautaires des ressources naturelles mettant en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement.
- Développer et généraliser les pratiques agroécologiques par les échanges de paysans à paysans et autres formations.
- Pour contribuer à juguler l'exode rural, les politiques doivent faciliter l'accès des populations rurales (et en particulier paysannes) à la santé, à l'éducation, aux infrastructures ou encore à la sécurité sociale.

Renforcer les relations villes – campagnes (consommateurs – producteurs)

- Impliquer les femmes et les jeunes dans les processus décisionnels relatifs à l'accès aux terres et ressources naturelles, à la production alimentaire et à l'accès des citoyens urbains à cette alimentation,
- Concevoir et mettre en œuvre, de manière démocratique, des politiques alimentaires et agricoles intégrées, pour relocaliser l'approvisionnement alimentaire des villes et favoriser l'installation d'agriculteurs en zone périurbaine,
- Développer les liens entre zones rurales et urbaines, et l'ancrage des habitudes alimentaires aux territoires et aux savoirs/savoir-faire locaux à travers des innovations permettant la relocalisation des circuits de transformation et de consommation.

Actions citoyennes

La redynamisation des relations villes – campagne et les politiques privilégiant l'agriculture paysanne et les autres usages familiaux/communautaires des ressources naturelles ne s'obtiendront que par des actions citoyennes concrètes et des mouvements forts. Les participants ont évoqué différentes formes d'actions pour obtenir les changements politiques, telles que des grèves conduites en Afrique du Sud, des marches récemment menées en Inde, Afrique de l'Ouest et Brésil, ou encore l'occupation de terres comme en Andalousie. Des expériences de réorganisation concrète, par les citoyens eux-mêmes, de l'approvisionnement alimentaire de collectivités (écoles, administrations...) ont démontré que le changement s'engage aussi directement en actes. La généralisation de systèmes agricoles et alimentaires durables fondés sur les usages familiaux et communautaires des ressources naturelles appelle cependant des alliances beaucoup plus fortes encore entre toutes ces initiatives.

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

BORQUEZ, Rita, PROCASUR, Chili

COCHET, Hubert, Professeur, AgroParisTech, France

DAO, The Anh, Académie des Sciences du Vietnam, Vietnam

DARROUY, Guillaume, Jeunes Agriculteurs, France

FORTUIN, Bettie, *Women on Farms Project*, Afrique du Sud

GONZALEZ, Pablo, Syndicat Andalou des Travailleurs (*Sindicato Andaluz de Trabajadores/as*, SAT), Espagne

JAHEL, Camille, Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre de l'Eau et des Ressources naturelles (AGTER), France

OBREGON, Saul, Fundación del Rio, Nicaragua

ROBLES, Hector, Observatoire des Subventions Rurales (*Subsidios al Campo*), Mexique

VIDAL Y GONZALEZ, Mireia, Coordination des Organisations d'Agriculteurs et d'Éleveurs – Communauté Autonome de Valencia (COAG-CV), Espagne

Interventions de participants:

ANDREWS, Nancy, Chercheur, France États-Unis

CISSE, El Hadji Thierno, Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), Sénégal

FAYE, Iba Mar, Chef de mission Agriculture familiale et foncier, GRET, Sénégal

GBANFREIN, Paul, Responsable du projet Sécurisation des droits fonciers en zone urbaine, Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP), Côte d'Ivoire

LERAS, Gérard, ancien éleveur laitier, ancien Vice-président de la Région Rhône Alpes en charge du foncier, AGTER, France

MARTÍNEZ JIMENEZ Florita, Réseau Indigène Bribri et Cabecar (*Red Indígena Bribri y Cabecar*, RIBCA) et Alliance Mésoaméricaine des Peuples et Forêts (*Alianza Mesoamericana de Pueblos y Bosques*, AMPB), Costa Rica

NEVES, Vitor Carlos, Centrale des Coopératives et Entreprises Solidaires (*Central de Cooperativas e Empreendimentos Solidários*, UNISOL), Brésil

PALEBELE, Kolyang, Président du Conseil National de Concertation des

Producteurs Ruraux du Tchad (CNCPRRT), et Vice-président de la Plate-forme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC), Tchad
RUSSO, Nuno, Coordinateur de la Banque Foncière Nationale, Ministère de l'Agriculture, de la Forêt et du Développement Rural, Portugal

Modérateur:

EL OUAAMARI, Samir, Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre de l'Eau et des Ressources naturelles (AGTER), France

Rapporteur:

SARMENTO, Francisco, Centre d'Études Sociales (*Centro de Estudos Sociais*, CES), Portugal

Atelier 7: Environnement, agro-écologie, sols, eau, changement climatique

Bilan

Le modèle agricole dominant, basé sur un usage abusif et destructeur des ressources naturelles, nous conduit dans une impasse sanitaire, sociale, écologique, climatique, économique et culturelle.

Au Nord comme au Sud, un arsenal réglementaire limite les droits des paysans à échanger et reproduire leurs semences. La privatisation des semences, premier maillon de la chaîne alimentaire, et leur contrôle croissant par des compagnies multinationales cherchant à accroître leur monopole en imposant des semences hybrides et OGM constitue une menace pour la souveraineté et la sécurité alimentaire mondiale.

La crise de l'eau est mondiale malgré son abondance. Sa mauvaise gouvernance, c'est-à-dire son accaparement par quelques exploitations aux dépens des autres, propage largement le stress hydrique des cultures. L'agriculture intensive d'irrigation gaspille et contamine la ressource eau et menace la durabilité des écosystèmes aquatiques.

Le premier défi auquel doit répondre la production agricole mondiale est celui de nourrir l'humanité en quantité mais aussi en qualité suffisante. La croyance selon laquelle l'agro-écologie ne serait pas assez productive pour répondre aux besoins alimentaires de la planète est erronée. Les possibilités productives de l'agro-écologie sont avérées notamment par des études du potentiel de l'agriculture biologique. Le mode de production agro-écologique permet des rendements en poids équivalents à ceux de l'agriculture non écologique, à court comme à moyen terme. Sur le long terme, elle est même plus efficace du fait de son moindre usage d'énergies fossiles et de ressources non renouvelables. La qualité nutritive des aliments issus de l'agro-écologie est nettement supérieure à celle des aliments issus de l'agriculture conventionnelle.

Face à la crise écologique actuelle, l'agriculture du XXI^e siècle se doit également de produire de façon durable. Elle doit limiter ses émissions de gaz à effets de serre et les autres atteintes à l'environnement tout en s'adaptant aux changements climatiques. Il s'agit de promouvoir une agriculture agro-

écologiquement intensive, c'est-à-dire utilisant intensivement les ressources renouvelables que sont l'énergie solaire, le CO2 atmosphérique, le sol (et ce qu'il contient, organismes vivants et matières organiques - humus). La fertilisation des sols à travers l'agroforesterie, la plantation de légumineuses fixatrices d'azote (et source de protéines pour les humains et les animaux), l'incorporation des déchets verts et déjections animales, la diversification et la rotation des cultures pour réduire ravageurs et pathogènes sont autant de techniques agro-écologiques qui permettent d'intensifier la production, sans pour autant la simplifier, et de préserver l'environnement et les ressources d'un milieu naturel donné.

L'agro-écologie s'appuie sur la diversité du milieu naturel pour renforcer ses performances et sa résilience, tout au contraire de l'agriculture capitaliste à grande échelle qui repose, elle, sur la simplification de l'environnement et des interventions (monoculture, monoélevage...) pour satisfaire à son impératif interne de rentabilité financière à court terme. La production agricole et forestière capitaliste à grande échelle, en voie de généralisation, uniformise les espaces ruraux. Elle menace la diversité biologique et culturelle et en particulier les pratiques expérimentées depuis des millénaires par les paysans et communautés à l'épreuve des conditions géo-écologiques et climatiques de chaque terroir.

L'agro-écologie requiert un investissement en travail plus important et complexe qui relève de l'artisanat. C'est donc dans des unités de production de moindre dimension, plus nombreuses et diverses, que réside le potentiel de développement de l'agroécologie. Elle peut, pour cette raison, répondre au défi du chômage de masse qui affecte nos sociétés et dynamiser l'économie, en s'appuyant notamment sur la valorisation des produits par les circuits courts (AMAP, marchés locaux...). Mais face aux évolutions actuelles du développement rural qui lui sont contraires, des politiques agricoles, alimentaires, commerciales et de recherche-formation sont nécessaires pour préserver, développer et généraliser l'agroécologie.

Propositions

Certaines propositions dégagées par les participants relèvent à la fois d'actions citoyennes et de mesures de politique publique (pour la mise en œuvre de pratiques et d'échanges concrets entre producteurs et avec le grand public par exemple). D'autres relèvent spécifiquement de mesures législatives/réglementaires et d'interventions publiques. Mais leur adoption et mise en œuvre nécessite d'importants mouvements citoyens de revendication qu'il s'agit donc, avant tout, d'amplifier. Toutes ces propositions sont regroupées autour de trois objectifs.

Favoriser la circulation des savoirs agro-écologiques - investir dans la formation

- Développement des échanges de paysans à paysans. Ils doivent être au cœur de la démarche de développement de l'agro-écologie. [*actions citoyennes et mesures de politique publique*]
- Financer le développement de la formation professionnelle en agro-écologie. Mettre en place un système d'aides pour favoriser l'accès à ces formations, en ciblant plus particulièrement les femmes, qui fournissent l'essentiel du travail dans les petites exploitations familiales paysannes. [*actions citoyennes et mesures de politique publique*]
- Repenser les relations entre paysans et techniciens agricoles. Les techniciens agricoles doivent apprendre à intégrer le point de vue des paysans dans les projets de développement de l'agro-écologie, et apprendre de ces derniers en matière d'agro-écologie. [*actions citoyennes et mesures de politique publique*]
- Favoriser la mise en place de modules de formation en agro-écologie dans l'enseignement agricole, y compris dans les écoles d'ingénieurs agronomes [*actions citoyennes et mesures de politique publique*]

Garantir une juste rémunération des agriculteurs et une meilleure qualité de vie en milieu rural

- Le travail des agriculteurs agro-écologiques doit leur être rémunéré à la hauteur des bienfaits d'intérêt général qu'il génère. Pour que l'agro-écologie reste attractive pour les nouvelles générations, il est essentiel que ses agriculteurs reçoivent un juste revenu leur permettant de vivre dignement. Il peut être obtenu à travers des prix rémunérateurs (prix producteurs en général: voir atelier 8 ; voire primes spécifiques conditionnées à la pratique de l'agroécologie), des garanties de débouchés commerciaux et la lutte contre la concurrence déloyale des produits agricoles conventionnels à impacts négatifs sur l'environnement et la santé (voir objectif suivant). [*mesures de politique publique*]
- Investir dans des services publics de qualité en milieu rural pour lutter contre la pauvreté et l'exode rural. [*mesures de politique publique*]

Soutenir et encourager la consommation de produits biologiques, locaux et de saison

- Favoriser les circuits courts de commercialisation à travers divers soutien, tels que l'instauration d'aides à la création de marchés paysans, des AMAP¹⁶, ou de magasins de produits agricoles en vente directe [*mesures de politique publique*]
- Incorporer le coût des externalités de la production agricole industrielle

¹⁶ Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne, une forme d'organisation développée en France et dans de nombreux autres pays sous d'autres dénominations, qui associent petits producteurs et consommateurs finaux.

dans les prix finaux (coûts des dommages à l'environnement et à la santé non assumés par les producteurs et intermédiaires industriels). Inclure le coût environnemental dans le prix des aliments permettrait aux aliments biologiques, par exemple, de ne plus souffrir de la concurrence déloyale des aliments industriels. Un débat public éclairé par la connaissance scientifique doit déterminer si l'internalisation des dommages est acceptable ou si des mesures réglementaires doivent être prises pour bannir certaines pratiques. *[mesures de politique publique]*

- Sensibiliser le grand public sur les questions agricoles et alimentaires en mettant en valeur leurs liens avec des thématiques transversales comme la santé, le bien-être, la création d'emplois, le lien social ou encore la résilience climatique. *[actions citoyennes et mesures de politique publique]*
- Interdire les OGM et lutter contre la privatisation des semences, bien commun de l'humanité. Protéger les droits des paysans à produire, reproduire et échanger leurs propres semences. *[mesures législatives et de politique publique]* ; Multiplier et favoriser les initiatives d'échange de semences paysannes. *[actions citoyennes et mesures de politique publique]*
- Mettre en place une gestion publique et communautaire de l'eau et des écosystèmes aquatiques, éléments clefs pour garantir la souveraineté alimentaire. *[mesures de politique publique]*
- Retirer immédiatement du marché les intrants chimiques les plus polluants et destructeurs de biodiversité, tels les néonicotinoïdes, pesticides "tueurs d'abeilles". *[mesures de politique publique]*
- Reconnaître et développer les Systèmes Participatifs de Garantie (SPG) dans l'agriculture biologique. Les SPG sont des systèmes de certifications dans lesquels des groupes de producteurs, parfois en association avec des consommateurs, procèdent eux-mêmes à leur certification en vérifiant l'application des normes du cahier des charges de l'agriculture biologique à travers des visites croisées d'exploitations. Les SPG permettent notamment de réduire les coûts de contrôle et de certification, de renforcer les alliances entre producteurs, d'impliquer et sensibiliser les consommateurs, de dynamiser les espaces ruraux et de renforcer la confiance en l'agriculture biologique. *[actions citoyennes et mesures de politique publique]*

Enfin, pour de nombreux peuples, l'agriculture répond à l'objectif de production d'aliments mais elle est aussi indissociable de leur relation spirituelle à la terre. Cette dimension spirituelle doit être pleinement considérée lors de tout débat sur le choix de modèles agricoles.

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

DUFUMIER, Marc, Professeur Émérite, Agroparistech, France

ARROJO, Pedro, Université de Saragosse, Fundación Nueva Cultura del Agua, Membre du parlement (PODEMOS), Espagne

UGAS, Roberto, Fédération Internationale des Mouvements d'Agriculture Biologique (*International Federation of Organic Agriculture Movements, IFOAM*), Pérou

MORENO, José Luis, Société Espagnole de l'Agriculture Écologique (*Sociedad Española de Agricultura Ecológica, SEAE*), Espagne

KOOHAFKAN, Parviz, Président de la Fondation Héritage Agricole Mondial (*World Agricultural Heritage Foundation*), Iran

Interventions de participants:

BA, Sidy, Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), Sénégal

BA, Elhadj Mamadou, Association Mauritanienne pour l'Auto Développement (AMAD), Mauritanie

CLEMENTE ABAD, Juan, Coordination des Organisations d'Agriculteurs et d'Éleveurs – Communauté Autonome de Valencia (COAG-CV), Espagne

CRUZ, Artemio, Université Autonome Chapingo, Mexique

DEL POZO FERNÁNDEZ, Rodrigo, Solidarité et Autogestion Internationaliste (*Partido Solidaridad y Autogestión Internacionalista, SAIn*), Espagne

FAYE, El Hadji, Environnement et Développement du Tiers Monde, Protection naturelle des cultures (ENDA PRONAT), Sénégal

I MOBIN JINNAH, Shah, Association pour le Développement Communautaire (*Community Development Association, CDA*), Bangladesh

KARIYAWASAM MAJUWANA GAMAGE, Thilak, Sri Lanka Nature Group, Sri Lanka

KEMANDA, Bienvenu, Maison de l'Enfant et de la Femme Pygmées, République Centrafricaine

MONREAL GAINZA, Borja, Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Espagne

MORA, Francisco, Université Polytechnique de Valencia, Espagne

NDIAYE, Ndeye Tabara, *New Field Foundation*, Sénégal

NÉSPOLO, Nelsa Inés, Centrale des Coopératives et Entreprises Solidaires (*Central de Cooperativas e Empreendimentos Solidários*, UNISOL), Brésil

NEVES, Vitor Carlos Centrale des Coopératives et Entreprises Solidaires (*Central de Cooperativas e Empreendimentos Solidários*, UNISOL), Brésil

RAVINDRA GUNAWARDANA, Kariyawasam Mapalagam Hewaruppage, Centre pour l'Étude de l'Environnement et de la Nature (*Center for Environment and Nature Studies*), Sri Lanka

SEGBENOU, René, Coalition pour la Protection du Patrimoine Génétique Africain (COPAGEN et JINUKUN), Bénin

SOMBOLINGGI, Rukka, Alliance des Peuples Indigènes de l'Archipel (*Aliansi Masyarakat Adat Nusantara*, AMAN), Indonésie

SORENSEN, Neil, Portail Foncier (LandPortal), France

SOUSA DE ALMEIDA, Simone, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*, CONTAG), Brésil

THOMSON, Frances, Université du Sussex, Royaume Uni

TOURÉ OUATTARA, Mariamé, *New Field Foundation*, Burkina Faso

VETTRAINO, Jean, Secours Catholique Caritas France

Modérateur:

LOYAT, Jacques, Agronome, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), France

Rapporteur:

CABALLERO, Edurne, Centre d'Études Rurales et Agricoles Internationales (*Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacional*, CERAI), Espagne

Atelier 8: Commerce international, autonomie, souveraineté alimentaire aux différentes échelles géographiques et systèmes alimentaires

Bilan

Le marché international des produits agricoles – celui où s'échangent les produits entre pays – ne concerne que 15 % de la production et de la consommation mondiale de produits agricoles.

Les prix des produits de base pratiqués sur ce marché sont très bas car les exploitations qui l'approvisionnent sont hautement mécanisées et capables de produire à très bas coûts.

Sous l'effet de la libéralisation des échanges, ce marché concurrence l'ensemble des producteurs d'aliments y compris ceux dont les produits sont consommés localement. Les agriculteurs qui fournissent l'essentiel de l'alimentation mondiale sont contraints d'abaisser leurs prix et réduire leur revenu au plus bas.

La libéralisation des échanges de produits agricoles est génératrice d'une pauvreté de masse. 500 millions d'exploitations agricoles familiales, soit 3 milliards d'individus, au premier rang desquelles les exploitations des pays dits "en voie de développement" d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie sont mises en concurrence avec une minorité d'entreprises et progressivement ruinées et contraintes à l'exode rural.

La libéralisation des échanges de produits agricoles est contradictoire avec l'objectif de résoudre la faim dans le monde qui frappe majoritairement des ruraux dont les revenus sont insuffisants pour produire ou acheter leur alimentation. Elle est contradictoire avec la nécessité de maintenir et créer davantage d'emplois, ce que seule l'agriculture familiale peut permettre à l'heure actuelle dans les pays dits "en voie de développement". Elle maintient et enfonce le monde dans la crise économique. Selon certaines estimations, l'enfermement des ruraux dans la pauvreté par la libéralisation prive le marché des biens et services d'une demande de 3 000 à 4 000 milliards de dollars par an.

Détruisant les agricultures familiales et le potentiel d'approvisionnement alimentaire diversifié local, la libéralisation des échanges provoque le changement des systèmes alimentaires jusqu'à rendre certains pays dépendants d'un approvisionnement extérieur pour leur alimentation.

En favorisant le développement d'une agriculture hautement mécanisée qui pratique la monoculture de variétés standards et recourt massivement aux intrants, et en nuisant à l'agriculture familiale, la libéralisation des échanges induit le gaspillage des ressources naturelles et la destruction de la biodiversité cultivée, et empêche le développement d'une agriculture agroécologique. Les accords de libre-échange ont aussi un effet négatif sur la santé, liée dans beaucoup de communautés à l'utilisation de variétés locales.

Les accords commerciaux de libre échange restreignent les choix de politique agricole et alimentaire, puisqu'ils imposent de déréguler les prix des produits importés. Ils empêchent les pays de maintenir les prix pratiqués sur leur marché intérieur à un niveau qui évite la ruine des producteurs agricoles.

Même en Europe et aux États-Unis, les citoyens sont contraints de s'organiser pour résister à la destruction du tissu local de productions (associations ou politiques municipales d'approvisionnement direct auprès de producteurs locaux). L'Europe compense les baisses de revenu que subissent ses agriculteurs sous l'effet de la concurrence internationale en leur versant des subventions. Mais la répartition de ces dernières favorise les grandes exploitations.

Le traité transatlantique en cours de négociation entre l'Amérique du Nord et l'Europe vise à approfondir la libéralisation des échanges de produits agricoles entre ces régions. Il est une menace pour les agricultures familiales, comme le sont les autres accords commerciaux en cours de négociation entre d'autres régions, notamment les Accord de Partenariats Économiques Union Européenne - Afrique Caraïbes Pacifique (ACP-UE) dont les effets concernent un nombre de personnes bien plus élevé encore.

Les initiatives *Climate Smart Agriculture* et Nouvelle Alliance pour la Sécurité Alimentaire en Afrique participent au développement des grandes entreprises agricoles et agroindustrielles aux dépens de l'agriculture familiale.

La libéralisation génère une grande violence du fait des conflits d'accès à la terre qu'induit l'accaparement des ressources naturelles par les exploitations capitalistes à salariés qui profitent du régime d'échange libéralisé.

L'adoption d'accords relatifs à la "propriété intellectuelle", qui signifient l'appropriation de la biodiversité cultivée par les grandes entreprises semencières, va souvent de pair avec la libéralisation des échanges. Ils contreviennent à la liberté des paysans de sélectionner et réutiliser leurs propres semences. Certains accords les exposent même à des sanctions sur la base d'une simple "présomption" de violation de propriété intellectuelle.

Qui est à l'origine de cette orientation politique générale autodestructrice? Ce

sont en particulier les grandes entreprises transnationales du secteur agro-alimentaire qui influencent les choix politiques bien plus que ne parviennent à le faire les citoyens qui sont, eux, largement écartés des processus de décision.

Conclusion

Par le passé, des politiques agricoles en faveur de l'agriculture familiale ont été mises en œuvre dans tous les pays dits aujourd'hui développés, et dans la plupart des pays dits émergents. C'est dans une large mesure grâce à elles qu'ils ont pu accéder à ce rang. L'absence ou la faiblesse de telles politiques dans nombre de pays du monde depuis des décennies, et leur remise en cause dans ceux qui en avaient adopté, a des effets économiques, sociaux, écologiques et politiques dramatiques.

Pour garantir aux agriculteurs familiaux une digne rémunération de leur travail, il faut assurer leur protection face à la concurrence inégale que provoque la libéralisation des échanges. L'agriculture ne doit plus être soumise au régime des échanges libéralisés et les politiques publiques doivent réguler les prix agricoles afin d'assurer la pérennité des agricultures familiales paysannes.

Propositions

Les pays doivent regagner le droit de protéger leurs agricultures familiales et leurs systèmes alimentaires, sans provoquer de dumping nuisible à l'agriculture familiale des autres pays. **Il faut mettre un terme au régime d'échange qu'imposent l'Accord Agricole et les accords de libres échanges et leur substituer d'autres règles internationales, également contraignantes, afin d'assurer effectivement la souveraineté alimentaire.**

Mesures politiques nécessaires

- Réguler les prix des produits agricoles au moyen de politiques commerciales s'appliquant aux importations et aux exportations (quotas, prélèvements) et si besoin de politiques de gestion de la production (quotas laitiers, etc.) ;
- Garantir l'accès des paysans aux terres et ressources naturelles, ainsi qu'aux autres moyens de production et notamment aux crédits à des taux préférentiels ;
- Garantir l'approvisionnement des populations en produits alimentaires sains et locaux par toutes mesures favorisant la relocalisation des échanges. Quelques ex.: créer des "caisses de péréquation" financées par les droits de douane pour acheter des aliments sur le marché local et les redistribuer à prix préférentiel pour les urbains les plus pauvres ; favoriser ou partiellement

imposer la signature d'accords d'approvisionnement des restaurants collectifs (hôpitaux, écoles, administrations) auprès des producteurs locaux ; favoriser les associations de maintien de l'agriculture familiale liant directement consommateurs et producteurs ; favoriser les "achats verts" par la mise en place d'un étiquetage permettant de renseigner précisément les consommateurs sur l'origine et la qualité des produits.

Action citoyenne

Pour opérer ce virage politique général, il faut un mouvement de revendication mondial d'ampleur inédite:

- Il faut former une vaste coalition autour d'une proposition de politiques agricoles et commerciales coordonnées au niveau international en faveur de l'agriculture familiale paysanne, et une force de conviction omniprésente pour contrebalancer les lobbys de l'industrie agroalimentaire auprès des décideurs politiques et des institutions internationales (notamment les Nations Unies et la Commission européenne). Cela peut passer par la création d'une vaste plate-forme de toutes les parties prenantes de l'agriculture familiale paysanne et par la constitution de bureaux d'experts dédiés à promouvoir des politiques alternatives.
- Ce mouvement devrait d'abord empêcher la conclusion des accords de libéralisation des échanges touchant aux échanges de services et produits agricoles en cours de négociation (APE, CETA, TTIP...). Une déclaration dénonçant ces traités devrait être rédigée et proposée à la signature du plus grand nombre d'organisations et citoyens ;

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

BOEHM, Terry, agriculteur, ancien président du Syndicat National des Agriculteurs du Canada (*National Farmers Union, NFU*), Canada

BUISSON, Michel, Agronome, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), France

DAVID, Michel, paysan, Confédération paysanne

HERNANDEZ, José, Slowfood Saragosse, Espagne

MAZOYER, Marcel, Professeur Émérite, Agroparistech, France

WARTENA, Sjoerd, Fondateur et ancien président de Terre de Liens, France

Interventions de participants:

BAYLAC, Michel, Président de l'Association Européenne des Institutions d'Aménagement Rural (AEIAR), France

BOTELLA RODRÍGUEZ, Elisa, Maître de Conférence en Economie de l'Amérique latine, Département d'Économie et Histoire Économique, Université de Salamanque, Espagne

DIEZ, Vera, agronome, Centre d'Études Rurales et Agricoles Internationales (*Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacional, CERAI*), Espagne

HYEST, Emmanuel, Président de la Fédération Nationale des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (FNSAFER), France

J. ESCRICHE BUENO, Pedro, président du Centre d'Études Rurales et Agricoles Internationales (*Centro de Estudios Rurales y de Agricultura Internacional, CERAI*), Espagne

LUNAS COSTA, Alessandra, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG*), Brésil

MARIANI, Maurizio, projet Eating Cities, président du Consortium Risteco, Italie

MUNTING, Monique, Chercheur et réalisatrice de documentaires, AGTER, SCAM, Amnesty International, COTA, Belgique

PLUVINAGE, Jean, chercheur, Fondation Terre de Liens, France

SUAREZ, Victor, Association Nationale des Entreprises de Commercialisation des Producteurs ruraux (*Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productores del Campo, ANEC*), Mexique

Modérateur:

Laurent Levard, Parti de Gauche, France

Rapportrice:

Raluca Batagoiu, experte en développement agricole, Roumanie

Atelier 9: Gestion des ressources naturelles par les peuples Peuples indigènes Biens communs

Bilan

Les recherches et les témoignages directs des participants amènent à constater combien la situation des peuples autochtones/indigènes¹⁷ et des communautés rurales en général (paysannes, forestières, pastorales, de pêcheurs) est dramatique sur l'ensemble de la planète. 2,5 milliards de personnes, membres de peuples dits indigènes/autochtones et ruraux en général, vivent sur des terres qu'elles partagent et utilisent en commun. Pourtant, un cinquième seulement de ces terres est enregistré au titre de territoires communautaires par les gouvernements nationaux. Dans la très grande majorité des cas, les ruraux ne disposent pas de protection effective par l'État de leurs droits communautaires sur les terres qu'ils occupent pourtant depuis des siècles. Il leur est donc très difficile de préserver ces dernières et leurs ressources naturelles des processus d'accaparement. Le manque de sécurisation de la tenure foncière collective laisse le champ libre pour que l'État, considérant souvent qu'elles lui appartiennent, concède ces espaces à des entreprises étrangères ou nationales.

L'ensemble des témoignages rapportés par les représentants de communautés présents dans cet atelier atteste de la mise en péril de peuples entiers aux quatre coins de la planète: Afars d'Éthiopie, Mapuches du Chili, Peuls du Niger, Peuples des forêts ("Pygmées") de République Démocratique du Congo, pêcheurs artisanaux du Sénégal, communautés forestières du Guatemala, du Honduras, du Panama, du Mexique et du Cambodge, Amazighs du Maroc, Qoms d'Argentine, Mayas Quechis du Guatemala, communautés paysannes malgaches, etc. Au Niger, le gouvernement ne reconnaît pas l'importance économique du

¹⁷ Les participants ont précisé que les terminologies « peuples originaires », « peuples indigènes » ou « peuples autochtones » peuvent avoir des significations politiques différentes selon les pays, et qu'il convient donc d'être vigilant sur les termes employés. Le terme « indigène » est par exemple très peu utilisé en Afrique, contrairement à ce qu'il en est en Amérique Latine.

pastoralisme et livre les terres de pâturages à des personnes issues de l' "élite" nationale ou locale (entrepreneurs, politiques...) ou à des entreprises étrangères aux détriments des nombreuses populations pastorales (majoritairement Peuls) pour lesquelles les dispositions prévues par le cadre national en faveur de leurs droits d'accès aux terres sont rarement appliquées. En Éthiopie, les éleveurs semi-nomades Afars sont victimes de l'accaparement de leurs meilleures terres de pâturages au profit de grandes entreprises agro-exportatrices à qui l'État éthiopien offre un accès quasi gratuit. Comme souvent, l'accaparement des terres s'accompagne de l'accaparement des autres ressources naturelles. Dans le cas de la région Afar, la construction de barrages sur le fleuve Awash pour l'irrigation des plantations de canne à sucre et la floriculture de ces entreprises prive les Afars et leur bétail d'accès à l'eau. Sans eau ni pâturages, le bétail est décimé et la population Afar, appauvrie, est au bord de la famine. Au Cambodge, l'État attribue à des compagnies privées des concessions pour une durée de 99 ans sur les terres de nombreuses communautés locales dont il ne reconnaît pas les droits ; dans la plupart des cas, ces entreprises développent des cultures destinées à l'exportation (manioc et canne à sucre essentiellement) destructrices de l'environnement local: pollution des eaux et des sols, déforestation pour l'agrandissement des parcelles...

Une grave répression s'abat sur les populations autochtones/indigènes et rurales qui essayent de s'opposer à l'accaparement de leurs ressources. De nombreux cas documentés de harcèlements, d'emprisonnements et d'assassinats ont été rapportés par les participants.

L'accaparement des terres met à mal la diversité des formes de vie humaine. L'existence de nombreux peuples est indissociable de leur lien à leur environnement naturel, celui-ci constituant le substrat de leur vie et de leur culture, étant la principale source de leur alimentation, leur "pharmacie", et le support des mythologies au fondement de leur rapport original au monde. Partout, l'accaparement et la destruction des terres éradiquent des cultures basées sur une conception de l'Homme comme partie intégrante de la nature, exprimée par un membre de communauté de la façon suivante: "Nous ne sommes pas les propriétaires de la nature mais nous sommes la nature elle-même". De nombreuses analyses démontrent que les peuples autochtones/indigènes et communautés rurales sont à même de garantir une gestion durable des ressources naturelles du fait de l'importance qu'elles revêtent pour eux en tant que communs, tout à la fois sur les plans économique, écologique, social, symbolique, spirituel et culturel. Leur apport pour préserver les ressources naturelles, biens communs de l'humanité, doit être pleinement reconnu. Cela signifie d'abord qu'ils puissent être pleinement décideurs des usages de leurs territoires, dans le respect des droits humains fondamentaux.

Propositions

Pour que ne disparaissent pas les peuples indigènes et ruraux, il est indispensable qu'ils obtiennent une place prépondérante dans les processus de décision politique qui les touchent, eux et leurs territoires. Leur droit d'exister et de décider eux-mêmes de leur présent et de leur avenir, dans l'intérêt du bien de l'humanité, doit être reconnu et respecté aux différentes échelles (locale, nationale et internationale).

Pour obtenir la pleine reconnaissance politique et juridique de leur existence en tant que communautés et leurs pouvoirs collectifs territoriaux, les participants ont appelé à construire des alliances fortes entre les peuples à travers la mise en place de réseaux nationaux et mondiaux.

Pour renforcer les capacités des peuples à déployer leurs modes d'organisation et de décision communautaires et à se faire respecter, ces alliances doivent:

- favoriser les échanges entre communautés,
- renforcer les démarches visant à dénoncer les cas d'accaparements ainsi que la répression et criminalisation dont font l'objet les peuples qui luttent pour la défense de leur vie et de la nature, et à revendiquer leur respect et protection,
- favoriser l'accès des peuples à des outils, des techniques et des formations appropriés, en adéquation avec leurs besoins pour revendiquer et faire valoir le respect de leurs modes de fonctionnement collectifs en faveur du bien de l'humanité. Elles doivent notamment leur permettre de s'emparer des outils cartographiques pour appuyer les revendications de protection des terres, et des outils d'analyse pour renforcer la démonstration de leurs vertus économiques, écologiques, sociales et culturelles,
- œuvrer pour une prise de conscience universelle de la dimension de "biens communs de l'humanité" de la terre, des semences, des forêts et de l'eau, pour en fixer les règles communes d'usage et d'accès et valoriser les modalités communautaires locales qui les préservent,
- créer une caisse mondiale de soutien à leurs luttes pour la terre et le territoire.

Ces alliances doivent concourir à faire progresser le droit et les cadres politiques:

- obtenir la ratification par les gouvernements de la Convention 169 de l'Organisation International du Travail relative aux droits des Peuples Indigènes et Tribaux et la mise en place d'instruments juridiques véritablement contraignants pour les gouvernements et les entreprises pour garantir son application effective,
- obtenir la mise en chantier d'une instance internationale indépendante qui

agisse comme garante des droits des générations futures,

- obtenir que soit donné en droit et dans les faits une valeur prépondérante à la volonté des communautés concernant leur présent et leur avenir (notamment concernant les projets d'utilisation des ressources naturelles de leur territoire), ce qui passe en particulier par la représentation démocratique des peuples indigènes/autochtones et des communautés rurales dans les instances de décision supra-communautaires (locales et nationales),
- faire reconnaître la pluralité des formes possibles de sécurisation de la tenure de la terre au-delà de la propriété individuelle exclusive.

Une alliance forte en faveur des intérêts des peuples indigènes et autochtones et des communautés rurales en général doit se faire entendre notamment lors de deux forums internationaux à venir: la 22^{ème} Conférence des Parties de la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques (7-18 novembre 2016, Marrakech, Maroc) et celle des Parties de la Convention sur la Biodiversité (4-17 décembre 2016, Cancun, Mexique).

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

ABARCHI, Harouna, Responsable du département Pastoralisme de l'Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN), Niger

DIAZ, Felix, Qarashe (Chef) de la communauté Potae Napocna Navogoh, peuple Qom, et représentant de QOPIWINI, organisation commune des peuples Qom, Pilagá, Wichí et Nivaclé, Argentine

GONGORA, Luis, Alliance nationale des Organisations Forestières du Guatemala, Biosfera Maya et Association des Communautés Forestières du Petén (*Asociación de Comunidades Forestales de Petén*, ACOFOP), Guatemala

MAMALO, Abdoul Karim, Ancien Secrétaire Permanent du Code Rural du Niger

MBENGUE, Moussa, Secrétaire Général de l'Association pour le Développement de la Pêche Artisanale en Afrique de l'Ouest (ADEPA), Sénégal

OEUR, Il, Directeur executif, Centre d'Analyse des Questions de Développement (*Analyzing Development Issues Centre*, ADIC), Cambodge

SAMPHORS, Doung, Directrice exécutive déléguée, *Star Kampuchea*, Cambodge

YAYO ABA'AMI, Sanava, éleveur, Ramidus Afardacarsitoh Egla, Ethiopie

Interventions de participants:

BINYUKI NYOTA, Espérance, Coordinatrice de l'Union pour l'émancipation de la Femme Autochtone (UEFA), République Démocratique du Congo

CABALLERO, José Serapio, Cooperative Flores Nuevas, Fédération des Producteurs Agroforestiers du Honduras (*Federación de Productores Agroforestales de Honduras*, FEPROAH), Honduras

CABALLERO, Santos, Président du Conseil Coordinateur des Organisations Paysannes du Honduras (*Consejo Coordinador de Organizaciones Campesinas de Honduras*, COCOCH), Honduras

DOGIRAMA, Edilberto, Président du Congrès Général Embera Wounaan, Panama

ESQUINAS, José Alcazar, ex-agent FAO, Espagne

FRU NGANG, Francis, Secrétaire Général de Institut Africain pour le développement Économique et Social, INADES Formation, Côte d'Ivoire

MACZ, Maria Josefa, Coordinatrice Nationale Déléguée du Comité de l'Unité Paysanne du Guatemala (*Comité de Unidad Campesina*, CUC), Guatemala

MERLET, Michel, Directeur de l'Association pour l'Amélioration de la Gouvernance de la Terre de l'Eau et des Ressources naturelles (AGTER), France

NAÏT SID, Kamira, Présidente du Conseil Mondial Amazigh (CMA), Association Peuples des Montagnes du Monde (APMM), Algérie

PRAK, Neth, porte-parole de l'Association du Peuple Indigène Bunong (*Bunong Indigenous People Association*, BIPA), Cambodge

SANCHEZ, Gustavo, Président du Réseau Mexicain des Organisations Paysannes et Forestières (*Red Mexicana de Organizaciones Campesinas Forestales*, Red MOCAF), Mexique

SANCHEZ, Ruben, avocat, Observatoire Citoyen (*Observatorio ciudadano*), Chili

TAYLOR, Michael, Directeur de l'Alliance International pour la Terre (*International Land Coalition*, ILC), Bostwana

TZI, Ernesto, Association pro bien-être en action (*Asociación Pro-Bienestar en Acción*, APROBA-SANK), Guatemala

YAYO BARULI, Alo, éleveur, Ramidus Afardacarsitoh Egla, Ethiopie

Modératrice:

RAKOTONDRAINIBE Mamy, Présidente du Collectif TANY pour la défense des terres malgaches, France

Rapporteur:

LAZOS Elena, Professeur, Université Nationale Autonome de Mexico (UNAM), Mexique

Session plénière IV

Portée économique, sociale, culturelle et écologique de l'accès à la terre et aux ressources naturelles

Présentations

Alessandra LUNAS COSTA, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG), Brésil -
Modératrice

Je voudrais passer un accord avec vous tous. Compte tenu du temps qu'il nous reste après la restitution très dense des ateliers de cette après-midi – ce qui est une bonne chose et montre l'importante quantité d'analyses et de propositions qui ont été discutées et débattues – nous devons absolument être vigilants sur nos temps de paroles. Nous devons nous y engager tant du côté des orateurs qui s'expriment depuis la tribune, que du côté de la salle. Ainsi pour aborder ce thème de la portée économique, sociale, culturelle et écologique de l'accès à la terre et aux ressources naturelles, je demande aux panélistes, à qui dix minutes étaient initialement accordées, d'intervenir en cinq minutes. Merci pour votre compréhension. Je donne donc la parole à Mme Doung Samphors.

Doung SAMPHORS, Directrice de Star Kampuchea, Cambodge

Je tiens à remercier le comité organisateur de m'offrir cette opportunité de parler durant cet important forum.

Je viens du Cambodge, je suis directrice adjointe de l'organisation non gouvernementale locale *Star Kampuchea* qui travaille à protéger les gens qui font face à des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles. Nous travaillons sur les forêts, la terre et les ressources halieutiques. Avant de parler de la thématique d'aujourd'hui, à savoir les impacts économiques, sociaux et culturels, je voudrais vous parler un peu du conflit autour de la terre au

Cambodge. Comme vous le savez peut être, durant le dictature des Khmers Rouges de 1975 à 1979, la terre était la propriété de l'État. Les gens n'avaient pas le droit d'accéder à la terre. Ils y travaillaient comme esclaves. Beaucoup n'ont pas survécu à cet enfer.

Après la dictature, le Cambodge a été dirigé par la République Populaire du Cambodge (*People's Republic of Kampuchea*). Le pays est aujourd'hui gouverné par le Parti du Peuple Cambodgien (*Cambodian People's Party, CPP*). Durant cette période, la terre a été donnée aux gens organisés en groupes appelés les Groupes de Solidarité. Les gens travaillaient ensemble les champs de riz et de légumes par exemple. En 1989, la gouvernement a commencé à donner aux familles des terres reconnues par les autorités locales au travers d'un petit bout de papier valant titre foncier. En 2001, une législation foncière a été adoptée. Le gouvernement a procédé à des enregistrements fonciers de manière sporadique du fait de ressources limitées. La majorité des gens ont continué à vivre et utiliser leurs terres cultivables ou leurs terrains résidentiels sans titre foncier. En 2011, le gouvernement a donné deux millions d'hectares à des entreprises privées sous forme de concessions économiques foncières (*Economic Land Concessions*). Ces concessions sont d'une durée de 99 ans. Les gens vivant autour des zones données aux entreprises se battent pour récupérer leurs terres chevauchées par les périmètres des concessions. Ces entreprises ont pris leurs terres. Les gens ont perdu leur accès aux ressources naturelles et également leurs terres agricoles.

Pourtant, du fait de la croissance économique et démographique, la terre est devenue le besoin prioritaire des gens. Mais en même temps, les gens puissants veulent également de grandes parcelles de terre pour les vendre, cultiver ou pour faire d'autres affaires. Les gens puissants, les entreprises jouissant de concessions foncières économiques, ont aussi pris le contrôle des terres communautaires. Cette situation crée des violences, des conflits. Ce qui a des impacts économiques, les gens perdant les revenus quotidiens qu'ils gagnaient grâce aux ressources naturelles et aux terres qu'ils cultivaient.

Pour porter les cas devant la Cour, les gens doivent payer les avocats, payer leur voyage pour se rendre au tribunal qui est loin de leur lieu de vie. Donc ils perdent tout, leurs revenus et leur argent. Par ailleurs, ils n'ont pas accès aux micro-crédits. En effet, ils en sont exclus s'ils ne possèdent pas de titre foncier, souvent demandé comme garantie par les prêteurs, ou, pour ceux qui en ont un, s'ils sont dans une procédure judiciaire qui les expose au risque de le perdre.

Quant aux impacts économiques, sociaux et culturels, cette situation a engendré des violences et des manifestations dans les villes et les zones où cela se passe. Les routes sont parfois bloquées, des feux déclenchés, etc. D'autre part, l'engagement de procédures judiciaires se heurte à la corruption. Vous devez le savoir, au Cambodge, le système judiciaire est réellement injuste. Si vous êtes riches, vous gagnerez le procès. Si vous n'avez pas d'argent, vous le

perdre. Les personnes puissantes donnent de l'argent aux juges pour gagner les procès. À la fin, les paysans perdent leur argent et leurs terres. Dans un cas d'injustice sociale tel que celui-ci, les pauvres et les groupes minoritaires ne gagnent pas les procès et perdent leurs terres. En réalité ils perdent toutes leurs terres agricoles et parfois même leurs terrains résidentiels puisqu'il arrive qu'ils vendent ces derniers pour payer leurs frais de transport pour se rendre au tribunal.

Autre impact social et culturel: les gens perdent les terres sur lesquelles sont ancrées leurs activités culturelles, les lieux auxquels ils appartiennent et qu'ils respectent. Cela a également un impact sur les femmes et enfants puisque si le mari, le père, perd le procès et est incarcéré, ils perdent le respect social. Il arrive que les enfants soient exclus de leur école pour cette raison et perdent ainsi leur accès à l'éducation. Quant aux impacts économiques, lorsque la forêt est détruite, la chasse illégale augmente et les habitants trouvent moins d'animaux. Parce que beaucoup de forêts ont été détruites, il n'y a plus beaucoup d'animaux. En raison des dégradations environnementales, du changement climatique, des inondations et sécheresses qui se produisent dans quelques zones, l'activité agricole est affectée étant donné que le système d'irrigation est pauvre. Cela a des impacts sur la nourriture, la production agricole et les agriculteurs en raison des pertes de revenus.

Un autre impact concerne les ressources halieutiques. Beaucoup détruisent les forêts de plaines inondées autour du lac Tonlé Sap. En particulier, vous savez sûrement qu'au Cambodge beaucoup de minorités du Vietnam - je suis désolée de dire cela ici devant notre ami du Vietnam - détruisent nos ressources halieutiques en pratiquant la pêche illégale, en utilisant des outils de pêches illégaux, pour pêcher tous les poissons y compris les petits, ce qui compromet la reproduction. Donc nous perdons également nos ressources halieutiques.

Face à tout ceci, quel est notre intervention en tant qu'organisation de la société civile? Nous faisons du plaidoyer pour demander encore et encore au gouvernement de réduire et stopper les concessions foncières économiques. Le résultat? Le gouvernement a fait passer la durée des concessions de 99 ans à 50 ans et certaines entreprises jouissant de concessions ont vu leur contrat annulé. Le processus d' "Enregistrement Foncier Systématique" a été engagé dans quelques zones.

Je voudrais suggérer aux partenaires de développement, et vous qui êtes ici, de nous soutenir dans la protection des militants de la terre. Parce que, je ne l'ai pas dit, certains militants de la terre sont incarcérés. Une autre demande concerne l'action contre l'accaparement des terres et la sécurisation des droits à la terre: il faut accélérer l'enregistrement foncier. Comme je l'ai mentionné durant un atelier, nous aimerions que l'enregistrement foncier soit effectué dans les plus brefs délais. Nous aimerions avoir une mobilisation pour réduire la durée des concessions foncières économiques non pas à 50 ans mais à moins, voire mieux,

les stopper. Nous nous mobilisons pour des concessions foncières sociales. Nous voulons que le gouvernement les donne aux pauvres et les personnes sans terres. La terre c'est la vie, et sans terre ils ne peuvent pas vivre. Par ailleurs, nous aimerions travailler avec les autorités ou ministères compétents pour développer l'écotourisme afin que les communautés aient des revenus. Notre dernière revendication est l'amélioration de l'accès à l'information, notamment sur les droits fonciers et sur ce qu'est une bonne gouvernance pour un gouvernement.

Francesc LA-ROCA CERVIGÓN, Professeur, Université de Valencia, Fondation Nouvelle Culture de l'Eau (*Fundació Nova Cultura de l'Aigua*), Espagne

Je représente la *Fundació Nova Cultura de l'Aigua*. Je vais vous parler de la situation actuelle du débat sur la politique de l'eau de l'État espagnol. L'Espagne est un pays très divers en termes de climats et de pluviométrie. Il y a des lieux où il y a plus de 2 000 millimètres de précipitations par an et d'autres moins de 200 millimètres. Ce qui bien sûr détermine des modèles agricoles très différents. On a aussi des structures de tenure de la terre très différentes. Je vais vous parler de l'eau dans la péninsule ibérique, à partir de l'échec du modèle qui s'est créé au long du XX^e siècle autour des intérêts des compagnies hydroélectriques et d'irrigation et des ingénieurs des Ponts et Chaussées qui forment la Confédération Syndicale Hydrographique et qui sont les protagonistes principaux de la gestion et de la planification de l'eau. La proposition qui a émergé dès la fin du XX^e siècle a été de mettre en place "l'interconnexion des bassins", partant du constat que l'eau est mal distribuée sur le territoire et qu'il faut corriger cette mauvaise distribution. On a mis alors en place une série de travaux hydrauliques, de stockage et de distribution de l'eau. Cette politique nous a placé au premier rang européen et au quatrième rang mondial des pays ayant le plus grand nombre de barrages par million d'habitants.

La superficie irriguée, bien qu'ayant dépassé toutes les limites, continue de croître. L'héritage de cette politique est aussi la détérioration environnementale. Dans plusieurs régions, la quantité d'eaux de surface de bonne qualité s'est réduite. Et de manière générale, l'état des eaux polluées s'est aggravé. À cela s'associe une sur-assignation. Le volume des droits à l'eau reconnus dans certains bassins dépasse le stock disponible. À cela s'ajoute une répartition injuste des coûts. Les urbains financent avec leurs impôts le secteur agricole qui en fait le plus grand usage. Il y a aussi un déficit démocratique dans cette gestion. Cela est géré, comme je le disais au début, par cette communauté du secteur hydraulique qui exclut tout autre type de visions et d'intérêts. Et comme conséquence, on a une hausse des conflits pour l'eau entre les différents types d'usagers urbains et agricoles, spécialement à cause de la pollution d'origine agricole qui doit être traitée pour l'usage urbain et qui finit par être irrécupérable

à cause des coûts excessifs. Des conflits ont aussi lieu entre bassins versant donateurs et receveurs au sujet des quantités d'eaux redistribuées. D'autres conflits sont liés au nombre de déplacés et d'expropriés à cause des travaux hydrauliques, qui est aussi important.

Que peut-on dire pour le siècle présent? Basiquement, ces problèmes associés au modèle du XX^e siècle perdurent. Mais en plus, il faut maintenant les résoudre dans un contexte global plus difficile frappé par le changement climatique. Ce qui suppose des sécheresses plus fréquentes et permanentes.

Quelles propositions de changement? D'un côté il y a les mouvements sociaux qui se sont créés en réponse aux conflits dont je viens de parler. D'autre part, il y a un changement de la politique européenne de l'eau qui change de perspective pour viser des objectifs de gestion durable. Mais on se trouve face à la résistance active de la vieille politique qui défend le *statut quo* de la répartition actuelle de l'eau. On constate uniquement de la part de l'administration une adaptation rhétorique à la Directive européenne cadrant la gestion de l'eau. Ce qui est plus préoccupant encore est qu'on va vers des politiques de privatisation et marchandisation des droits à l'eau. C'est-à-dire que l'on va assister au passage du régime actuel de concessions à un régime de titres négociables sur un futur marché de l'eau.

Armando BARTRA, Institut Maya, Mexique

Je vais vous lire un passage des conclusions auxquelles sont arrivés une centaine de représentants d'organisations, de la sociétés civiles, de chercheurs, lors d'une réunion tenue il y a un peu plus de deux ans à La Paz, en Bolivie, lors du Forum Mondial des Alternatives sur le thème de l'accès à la terre et du rôle de l'agriculture familiale:

"L'Amérique latine, les Caraïbes et le monde font face à un énorme défi, à une crise qui inclut entre autres deux dimensions fondamentales: la dramatique détérioration environnementale et la profonde débâcle alimentaire. Nous sommes à un carrefour pour notre civilisation, un carrefour à deux chemins.

D'un côté l'accaparement, la concentration des terres des paysans, des indigènes originaires et des afro-descendants, une concentration comparable à celle qui a eu lieu durant la colonisation et qui impose aujourd'hui les nouveaux latifundiums, l'activité minière toxique, les grands barrages qui détruisent des bassins, une agriculture extractiviste, de rente et spéculative. Une voie qui approfondit la crise.

L'autre chemin est celui du renforcement du monde paysan et indigène et de l'agriculture que pratiquent ses hommes et ses femmes, l'agriculture communautaire et l'agriculture familiale et coopérative. C'est la voie qui stoppe la crise environnementale et alimentaire par des méthodes durables, diversifiées, et respectueuses de la nature.

L'alternative est civilisationnelle et suppose des définitions globales et stratégiques. C'est l'alternative entre l'*agro-business* et l'agriculture que nous inspirent les communautés indigènes originaires, afro-descendantes et paysannes.

Le choix que nous faisons coïncide avec beaucoup de voix, notamment en ce moment celle du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur l'agriculture et l'alimentation. La voie que l'on propose est stratégique mais son adoption demande aussi des actions immédiates, des lois, des politiques, des programmes et des initiatives spécifiques qui mènent à la souveraineté alimentaire, à la défense de la nature et à la restauration de la convivialité sociale. Cela passe par le respect de la diversité socioculturelle des peuples et la reconnaissance de leurs droits territoriaux mais aussi par l'intensification des processus démocratiques nationaux.

La petite et moyenne agriculture, l'agriculture familiale, ne pourra pas se renforcer et alimenter une population mondiale croissante si on continue de prendre la terre et l'eau aux communautés paysannes, indigènes et afro-descendantes. Un pillage qui s'est intensifié ces dernières années et qui dans les récentes années devient une course vertigineuse pour se répartir le monde. Il est nécessaire et urgent de stopper et inverser ce processus en restituant les terres et les territoires qui ont été volés en incluant plus particulièrement dans cet acte de justice les femmes dont les droits généraux et agraires ont été historiquement ignorés par le patriarcat ancestral encore en vigueur.

La restitution est indispensable depuis la perspective de la faim: on ne peut espérer un apport décisif des paysans à la souveraineté alimentaire si ceux-ci n'ont pas suffisamment de terres. La restitution doit aussi se faire surtout parce que c'est un droit historique et ancestral des peuples. Défendre et renforcer la bonne agriculture que pratiquent les femmes et les hommes des campagnes passe par le changement des types actuels de tenure de la terre et par reconnaître les systèmes politiques des peuples indigènes originaires.

Mais on ne peut pas en rester là, car dans un contexte économique défavorable et sans ressources pour les cultiver et en vivre dignement, les paysans abandonnent les parcelles. Il faut donc que les gouvernements s'impliquent dans des politiques agricoles pensées non pas par l'*agro-business* comme jusqu'à maintenant, mais en adéquation avec les besoins, usages, pratiques agricoles des paysans. Les paysans nous alimentent mais ils préservent en même temps la vie de la planète. Et dans ce domaine aussi ils ont droit au soutien, à la compréhension de la coresponsabilité de la population urbaine, et à la reconnaissance et à la rétribution de leurs apports par l'État.

La mère-nature, la Pachamama, n'a pas de prix. Mais lui rendre la santé qu'on lui a prise suppose des coûts pour la société et on doit le reconnaître. Sans la participation de tous dans les décisions, c'est-à-dire sans démocratie, le chemin se ferme. Le monde rural, le monde rural américain notamment, a besoin de

démocratie urgemment. Et sur ce point encore les indigènes et paysans afro-descendants nous enseignent qu'il n'y a pas une seule manière de pratiquer la démocratie. Eux pratiquent une démocratie par le bas, une démocratie participative et consensuelle, communautaire, qui est la seule qui légitime les gouvernements locaux, provinciaux et nationaux.

Nous sommes à un carrefour civilisationnel que ni les peuples ni les gouvernements latino-américains ne peuvent contourner. Le modèle raciste, colonial et patriarcal qui en plus d'exploiter la nature, exploite les travailleurs, soumet les colonisés, opprime les femmes et exclut les jeunes en leur volant leur futur, doit être abandonné.

Nous, les participants au débat sur les alternatives globales de La Paz pensons que la voie la plus prometteuse est celle que nous enseigne les indigènes, les paysans, les afro-descendants. Écoutons leurs voix."

Comme ici, dans cet événement, nous les écoutons.

Marc DUFUMIER, Professeur Émérite, Agroparistech, France

Est-ce que vous me permettez une opinion un peu personnelle à l'issue de ces deux journées ensemble? L'objectif, je crois on le partage: nourrir correctement et durablement l'humanité toute entière. Correctement, c'est-à-dire sans pesticides sur les fruits et légumes, sans hormones dans le lait, sans antibiotiques dans la viande, sans ces perturbateurs endocriniens et autres. Durablement, cela veut dire sans effets majeurs en matière d'effet de serre. Une agriculture qui va devoir s'adapter au réchauffement climatique, donc des systèmes de production plus résilients. Durablement signifie aussi de ne pas mettre en péril la fertilité des sols et même la fertilité des environnements pour les générations futures. Cela signifie assurer des revenus décents pour les agriculteurs. Cela a été dit dans les groupes de travail. Il ne s'agit pas seulement de produire pour manger. Les agriculteurs méritent des revenus décents, des revenus suffisamment décents pour que les paysans ne soient pas contraints à un exode rural prématuré, à rejoindre des bidonvilles alors qu'il ne s'y trouve pas d'emplois, et pour certains à devoir se lancer dans l'émigration clandestine dans les conditions que vous savez. Je crois que c'est ça les objectifs.

Alors la question est posée: quelle forme d'agriculture serait la plus à même de satisfaire tous ces objectifs à la fois? Mon opinion c'est que ce serait une agriculture familiale que je qualifierais volontiers de taille moyenne. En tous cas, sûrement pas la toute petite agriculture minifundièrre de gens qui ne vivraient qu'avec la binette et la houe, non! Je pense que la paysannerie mérite mieux. Pour dégager des revenus suffisants, il faut que cette paysannerie ait des moyens, des revenus suffisants pour bien manger, nourrir la famille, satisfaire ses besoins, épargner, investir, progresser, dans des systèmes de production durables.

L'agriculture qui ne parvient pas à reproduire la fertilité de ses sols contribue à l'éroder. C'est une agriculture qui n'est pas conforme à l'intérêt général. J'aimerais ne plus la voir dans le monde. Ce ne peut pas être non plus l'agriculture capitaliste à salariés, celle de gens qui n'investissent pas leur travail, qui sont absentéistes, qui n'investissent que du capital, où même le gérant est salarié. Ils investissent du capital en se demandant s'ils gagneront autant que dans l'immobilier, les commerces ou les casinos de Miami Beach. Cette agriculture-là, on le sait, maximise un taux de rentabilité interne. En règle générale cela veut dire comprimer les coûts de la main d'œuvre, ne pas payer les salaires à leur prix juste ou, plus encore, remplacer les salariés par des machines, mettre les gens au chômage, amortir le matériel, sur une seule culture, la monoculture. Ce n'est pas conforme à l'intérêt général, celle-là il faudra bien la briser.

Ce qu'il faut c'est l'agriculture familiale de taille moyenne. Celle de gens qui travaillent pour leur propre compte, qui ont la capacité d'investir du capital mais qui, lorsqu'ils font leur investissement de capital, s'interrogent sur quoi investir ce capital pour mieux vivre de leur travail. Pour moi c'est ça l'agriculture familiale. Celle qui peut parfois faire le plein emploi de la force de travail familial, c'est-à-dire qui échelonne les temps de travaux, évite les pointes de travail et évite les temps morts. Ce qui veut dire diversifier les cultures, diversifier les activités. C'est l'agriculture qui va associer agriculture et l'élevage. On va découvrir que cette agriculture-là, en règle générale, c'est celle qui s'inspire de l'agroécologie, qui fait l'usage le plus intensif des ressources naturelles renouvelables qui ne coûtent rien, qui fait l'usage le plus économe des énergies fossiles et qui, au maximum, évite les agro-toxiques.

Car attention, ne l'oublions pas, l'agriculture familiale peut être une agriculture industrielle. Dans la compétition entre agriculteurs, on sait qu'il y a des gens qui se mettent à spécialiser leurs productions exagérément. Il nous faut promouvoir une agriculture familiale inspirée de l'agroécologie qui associe agriculture et élevage, qui diversifie ses activités, qui parvient non pas à tuer les insectes prédateurs, à tuer les champignons pathogènes, mais à faire en sorte qu'on puisse produire sans les produits en "-cides" que vous connaissez bien et qui nous intoxiquent. Une agriculture qui parviendra à vivre avec les insectes prédateurs, qui arrivera à vivre avec les champignons pathogènes. Celle qui parviendra à neutraliser leurs effets ravageurs. Ce sera une agriculture d'une extrême biodiversité. Une agriculture artisanale. Le contraire d'une agriculture industrielle. Elle sera savante, géniale. Elle utilisera les champignons mycorrhiziens pour débusquer des éléments minéraux coincés dans des feuillets d'argile. Elle utilisera des abeilles pour féconder les pommiers, les poiriers, les arbres fruitiers. Bref, une agriculture savante, artisanale, intensive en emplois.

Est-ce grave de promouvoir une agriculture intensive en emplois dans les pays où il y a du chômage et où les gens rejoignent prématurément les bidonvilles? Bien sûr que non! La question de l'emploi, celle pour les paysans de pouvoir vivre

dignement sur leur terre et dans leur pays, et de nourrir par eux-mêmes leur propre peuple est un des enjeux en question. Le problème est que si c'est plus exigeant en travail, cela doit être correctement rémunéré. Mais il ne faudrait pas que, parce qu'ils font de bons produits, seules les couches aisées de la société puissent payer le prix qui permet aux agriculteurs d'être correctement rémunérés. Je ne suis pas d'accord avec la vision selon laquelle l'agriculture biologique serait pour les gens aisés et les perturbateurs endocriniens seraient pour les couches modestes! C'est toute l'agriculture mondiale qui va devoir opérer une vraie révolution, qui va devoir opérer le partage équitable des ressources. Le partage équitable des ressources c'est effectivement une réforme agraire dans l'immense majorité des pays.

Pour terminer, je voulais dire que la solution ne peut pas être une agriculture duale. Si on veut que les produits de qualité soient vendus à un prix raisonnable, il ne nous est pas interdit de rémunérer les agriculteurs pour leurs services environnementaux. Je ne parle pas de compensations. Mais à la veille de la 22^{ème} Conférence des Parties de l'Accord Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, COP22, je vous suggérerais que nous mettions l'agriculture inspirée de l'agroécologie à l'agenda des solutions. Et que si un fonds vert est dégagé à la COP22, il serve très largement à rémunérer précisément ces agricultures de taille familiale qui seraient capables de rendre des services d'intérêt général et du coup leur permette de vendre leurs bons produits à un prix accessible aux couches modestes.

José ESQUINAS, Agriculteur, ancien employé de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Espagne

J'ai travaillé trente ans à la FAO, mais je suis agriculteur avant tout. Être fils et petit-fils d'agriculteur a été pour moi la meilleure Université. J'ajoute à ce que préambule que je considère les Nations Unies comme les Nations Unies des gouvernements et que ce que nous formons ici, maintenant, dans ce forum, ce sont les Nations Unies des peuples. Ce qui est beaucoup plus important! J'espère vraiment qu'un jour elles se transformeront en un véritable parlement mondial qui ait une place dans la gouvernance mondiale. Ce parlement mondial n'existe pas aujourd'hui et vous, heureusement, vous pouvez le suppléer!

Je vais faire une proposition et la justifier. Cette proposition a déjà été faite au Sommet de la Terre de Rio de 1992: la création d'un Parlement aux Nations Unies qui serait la figure institutionnelle du défenseur des générations futures.

Ilya un proverbe africain qui dit: "Les ressources naturelles ne nous appartiennent pas, c'est un prêt de nos enfant". Qu'est ce qu'on fait de nos ressources avec ce système inégal et non durable où l'on produit le double des aliments dont l'humanité a besoin pour manger et où, dans le même temps 40 000 personnes meurent de faim chaque jour? Dans ce système plus de 1 300 millions de tonnes d'aliments, un tiers de la production mondiale, est jeté à la poubelle ou se perd

en chemin! Voilà la situation.

Face à cela il ne s'agit pas de produire plus d'aliments, de les produire en Europe ou aux États-Unis pour les envoyer en Afrique. Il s'agit d'augmenter la production locale et d'adapter la production locale aux besoins réels. C'est la base même de l'agriculture familiale et du petit paysan qui est le grand savant, qui est arrivé jusqu'à aujourd'hui et qui à une connaissance, avec ses savoirs traditionnels, souvent très supérieure ou en tout cas absolument complémentaire à celle que peuvent avoir les scientifiques. Que se passe-t-il entre cette agriculture mercantile et les ressources naturelles comme la terre, l'eau, l'air, la biodiversité, l'énergie? L'agriculture n'est ni plus ni moins que la transformation de ces ressources naturelles en aliments. Si nous perdons ces ressources naturelles c'est la fin de l'alimentation du monde, c'est simple!

Les terres: entre cinq et sept millions d'hectares deviennent non cultivables chaque année ; dix millions d'hectares sont déforestée chaque année; 1 400 millions d'hectares de terres cultivables sont utilisés pour produire des aliments qui finissent à la poubelle.

L'eau: il y a la pollution drastique dont certains ont parlé. Je peux vous dire que quand j'étais petit j'allais à n'importe quelle rivière et je buvais l'eau directement. Maintenant, il faut l'acheter en bouteille à la boutique! Un quart de l'eau douce utilisée par l'être humain sert à produire des aliments qui vont être jetés ensuite!

L'air: jamais je n'aurais pu imaginer que l'air allait pouvoir être approprié aussi! La tragédie des biens communs ce n'est pas seulement la pollution, c'est que quand elles voient un bien rare, les grandes industries se l'approprient et nous le revendent après. L'air, dont on pensait qu'il serait impossible à approprier, est approprié à travers les fameux crédits carbone! Dix pour cent des causes du changement climatique sont des gaz à effets de serre qui sont utilisés pour produire ces 1 300 millions de tonnes d'aliments qui sont jetés.

On pourrait dire la même chose de l'énergie et de la diversité biologique agricole qui a été mon thème de prédilection durant de nombreuses années à la FAO.

Je vais m'arrêter un instant sur les termes de *perte*, *sous-utilisation* et *appropriation*. Sur le thème de *perte*, je peux dire que selon des données des Nations Unies, l'être humain a utilisé, tout au long de son histoire agricole et alimentaire environ 8 000 à 10 000 espèces. Aujourd'hui, nous cultivons commercialement 150 espèces seulement, parmi lesquelles seules quatre fournissent 70 % de l'alimentation calorique humaine: le blé, le riz, le maïs et la pomme de terre. Nous avons perdu au XX^e siècle 90 % de la diversité biologique cultivée que nous avions! Cela nous mène à une rareté qui pousse à l'appropriation à travers les fameux droits de propriété intellectuelle. Ils servent surtout à l'enrichissement de l'oligopole semencier mondial que forment les six grandes compagnies qui gèrent toutes les semences avec l'aide de lois qui exigent une uniformité et une stabilité qui ne va pas permettre d'affronter les changements climatiques.

Quelle est la cause de tout ça? Qu'est ce qu'il y a derrière? Il y a notre système économique et politique dans lequel les générations futures propriétaires de ces ressources naturelles ne votent pas. La capacité de pourvoir aux besoins de tous est limitée, pour la génération actuelle et toutes celles qui viennent après. Mais la demande à laquelle répond l'offre actuelle est celle d'une seule génération! C'est très clair, le marché est très utile pour beaucoup de choses mais pas pour donner un prix équivalent à la valeur dans le cas des ressources naturelles qui appartiennent aussi aux générations futures. Il ne sert à rien! Il faut réformer tout ça. Notre système de démocratie actuel ne peut pas prendre en compte les intérêts des générations futures puisqu'elles ne votent pas.

Une solution est d' "internaliser" les "externalités", c'est-à-dire d'intégrer les coûts de la conservation dans le prix que va payer le consommateur. En d'autres mots, si j'achète des oranges je ne dois pas seulement payer pour les coûts de production mais aussi pour le coût de la conservation des ressources naturelles: terre, eau, air, diversité biologique, pour que mes petits enfants continuent d'en manger.

Je veux apporter ici une autre proposition dont j'aimerais bien qu'elle ressorte comme importante. Il est sûr que les générations futures ne votent pas, que leurs intérêts ne sont pas pris en compte. La solution est donc d'établir une personne juridique institutionnalisée qui prenne part aux parlements nationaux ainsi qu'aux Nations Unies. En d'autres mots, cette entité, ce défenseur des générations futures, quand une nouvelle loi va être adoptée, une nouvelle norme, il devra poser la question suivante: comment cela va-t-il affecter les générations futures? Ainsi on mettra au jour les impacts. Les législateurs décideront s'ils actent ou pas la norme discutée, mais ils ne pourront pas ignorer l'impact que ça aura sur les générations futures, qui est suicidaire pour nos enfants à qui nous sommes en train de voler réellement le futur.

Cándido MEZUA, Secrétaire en charge des Affaires Internationales, Alliance MésocéanoAméricaine des Peuples et Forêts (*Alianza Mesoamericana de Pueblos y Bosques*, AMPB), Panama

Je vais dire que nous ne partageons pas vraiment ce que vous venez de dire. Parce que pour nous, peuples indigènes, nos ressources sont les nôtres. Le territoire est à nous, nous les peuples indigènes. L'eau fait partie de notre vie, la forêt fait partie de notre vie, les animaux font partie de nos ressources et de nos frères. Nous ne les voyons pas comme séparés. C'est notre identité. Notre manière de vivre avec la forêt, les forêts d'Amérique latine, les forêts tropicales humides, a fait ses preuves. Nos propres politiques indigènes, globales, ont démontré que nos modes de vie permettent de maintenir l'équilibre de la planète puisqu'ils ont permis de le maintenir depuis des millénaires! Vous vous imaginez si les peuples indigènes avaient une autre façon de voir la vie? Une autre façon de coexister? S'ils avaient une autre façon de voir la production? La

planète n'existerait déjà plus en ce moment!

Peut-être que vous vous rappelez que récemment, au Chiapas, le Pape François a dit: "Pardon, pardon mes frères". C'est une façon de se réconcilier. Il ne le fait pas seulement envers les chrétiens mais envers tous les peuples. C'est une façon de reconnaître les atrocités qui ont été commises, l'accaparement des terres, le vol des ressources... Aujourd'hui encore nous sommes victimes de formes d'accaparements, de formes d'appropriation de nos ressources. Les peuples indigènes, nous luttons pour survivre et maintenir notre propre mode de vie.

Qu'est-ce que cela implique? Un changement de politiques! Le Pape François appelle les États à changer leurs politiques envers les peuples indigènes qui ont montré comment maintenir l'équilibre de la planète. Cela, nous l'apprenons dans la forêt qui est notre Université, avec nos grands-parents. Peut-être n'avons-nous pas la rhétorique d'avoir lu de grands livres, mais nous possédons les savoirs de nos ancêtres. C'est là. J'ai entendu nos frères d'Afrique dire qu'on ne prend pas en compte la pêche si on parle seulement de "territoire". Mais, si nous le voyons depuis le point de vue indigène où nous ne séparons pas la vie, de l'eau et du territoire, nous ne séparons pas la forêt des communautés, des personnes, et de l'eau. Ça fait partie de notre vie dans son ensemble! Mais ici on veut séparer l'eau, les ressources... Non! Il y a des éléments importants qu'ont apportés les Universités. Mais il y a aussi un savoir indigène, traditionnel, culturel, qui a donné des manifestations qui ont été appuyées par le savoir scientifique.

J'aimerais faire un appel ici au respect des identités, à la reconnaissance des modes de vies des peuples indigènes, des communautés autochtones, des communautés forestières. Un mode de vie dans lequel chacun a un rôle. Nous parlons pour nos générations futures. Une autorité qui ne parle pas en représentation de ses générations futures, qui voit seulement avec avarice ce qu'elle a aujourd'hui, ne va pas exister demain. Nous devons parler pour nos générations à venir. Aujourd'hui nous avons cette responsabilité. Si nous ne le faisons pas nous qui le fera alors? Si nous ne le faisons pas nous, aujourd'hui, maintenant, alors quand? Quand allons-nous assumer cette responsabilité?

Il est bon que nous soyons aujourd'hui tous unis. Beaucoup de choses se sont passées, mais nous ne devons pas vivre dans le passé. Il faut affronter les choses. Quand nous disons "Allons à Marrakech" (à la 22^{ème} Conférence des Parties de l'Accord Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, COP22, ndr) comme une proposition solide, nous soulevons la question des droits territoriaux qui doivent être garantis pour tous les peuples indigènes, pour toutes les communautés forestières, pour toutes personnes qui ont le courage de dire: "Nous sommes arrivés jusque-là. Il faut maintenir la vie et le climat de la planète, il faut maintenir la vie de nos générations".

La reconnaissance des consultations que nous faisons, nous les peuples

indigènes, et l'application du consentement préalable libre et éclairé, ce ne doit pas être seulement des programmes pour les peuples indigènes mais pour toutes les sociétés. La criminalisation des leaders indigènes doit s'arrêter! Nous qui protégeons les forêts. Mais il ne se fait rien, il n'y a pas de politiques pour cela, au contraire! Le "développement propre" est en train de menacer et de criminaliser les peuples indigènes. Le "développement vert" criminalise aussi les peuples indigènes. Les compagnies hydroélectriques, que font-elles? Du "développement propre"... Et elles accaparent des terres! Et le fameux canal du Nicaragua? Il accapare des terres. Projets hydroélectriques, monocultures... Ce sont des formes d'accaparement.

Pour conclure je voudrais juste dire que nous, les peuples indigènes, nous faisons partie de cette planète et nous apportons, et nous continuerons d'apporter. C'est pour cela que nous sommes ici en train de partager avec vous, avec ceux qui ne sont pas indigènes mais qui possèdent ce sentiment, ce cœur d'encourager la vie de la terre-mère.

Elhadji FAYE, Cadre d'Action et de Réflexion sur le Foncier au Sénégal (CRAFS), Environnement et Développement du Tiers Monde, Protection naturelle des cultures (ENDA PRONAT), Sénégal

Je dois dire que c'est toujours difficile d'être avec les anciens parce qu'ils prennent la parole et nous disent après "vous devez dénoncer cela". C'est une discrimination faite contre la jeunesse. Ceci étant dit, je vais revenir sur quelques aspects qui ont été traités ici. Parce que moi je suis resté sur la thématique qui était de voir la portée culturelle, sociale, économique de l'accès à la terre. Je n'insisterai pas sur les aspects économiques, parce que justement ce sont ces aspects-là qui nous ont conduits à l'impasse où nous sommes actuellement.

Il y a bien impasse si l'on regarde, en Afrique, les conséquences de la révolution verte en termes de dégradation de l'environnement, de faiblesse des sols et de pauvreté sociale et économique. Je pense que nous sommes vraiment dans une impasse et qu'il est temps, largement temps, de changer ce mode de production et cette façon de voir les choses, en tous cas sur le plan de l'accès à la terre.

Je vais beaucoup parler de l'enjeu de la portée culturelle parce que je suis africain. En Afrique, la culture a un sens particulier, surtout par rapport à la question de l'accès à la terre. La terre c'est avant tout une ressource naturelle qui est liée à des forces surnaturelles, si je peux dire les choses comme cela. Parce que dans certaines zones, dans certaines traditions africaines, vous verrez même que l'accès à la terre et son utilisation sont liés à un certain nombre de sacrifices, de contrats, ou en tout cas de relations avec des génies protecteurs, etc. Je ne veux pas insister davantage sur ce qui a été dit tout à l'heure. Ce lien avec le sacré fait que nous utilisons les terres de manière vraiment consciencieuse. Dans la tradition en tous cas, la vie avait une relation vraiment particulière avec la terre.

Je citerai quelques exemples en matière d'utilisation et de préservation des terres. On a, dans certains villages, ce qu'on appelle les bois sacrés. Ceux qui connaissent la Casamance, le savent très bien. Ils font qu'on n'utilise pas les terres n'importe comment. Cela pour dire que la terre n'est pas qu'un produit économique. "Ma vie, ma terre!" comme disait hier mon compatriote. C'est le culturel, le symbolique, le social. L'accès à cette ressource doit effectivement répondre à des principes qui tiennent compte de ces différentes dimensions-là. La terre est un bien commun de l'humanité. Comme le dit si bien Saint-Exupéry et qui s'adapte si bien au contexte africain: "On n'hérite pas des terres de nos parents, on les emprunte à nos enfants". C'est pourquoi, dans la plupart des traditions africaines, il y a un rejet formel de l'appropriation à titre privé de la terre. On n'est pas dans l'exclusion mais plutôt dans la gestion collective communautaire. À mon avis, ceci devrait inspirer davantage nos dirigeants plutôt que des modèles importés, insensés voire incohérents qui privilégient les plus forts, écrasent les plus faibles, accroissent la compétitivité au niveau local pour l'accès aux ressources naturelles, marginalisent les plus vulnérables, notamment les femmes et les jeunes.

Les déséquilibres et inégalités dans la répartition des ressources naturelles ont été à l'origine de beaucoup de tensions sociales. En Afrique nous en savons quelque chose. Une bonne partie des conflits dans le monde, et en Afrique notamment, ont un sous-bassement lié de près ou de loin à la question de l'accès à la terre, à la répartition des ressources. L'accès à la terre est au cœur de la réduction de la pauvreté et des inégalités sociales. L'accroissement démographique très fort que nous avons connu en Afrique, avec les taux importants de jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, doit également guider nos choix dans la gestion et l'utilisation des ressources.

On voit dans beaucoup de villes africaines le phénomène de l'exode rural, l'immigration clandestine avec son lot de désolation. Tous ces jeunes africains qui meurent en mer. Comment pouvons-nous utiliser au mieux la terre et les ressources naturelles pour répondre à ces enjeux, dans un contexte de changement climatique et d'épuisement des ressources naturelles? Ce sont ces questions-là qui devraient à mon avis être au cœur des politiques et programmes sur le foncier. Il faut que nous arrivions à lier ces enjeux et la portée économique de l'accès à la terre avec celle de la préservation de la paix sociale, de la biodiversité, des cultures locales en valorisant les savoirs traditionnels, comme le disait tout à l'heure M. Dufumier lorsqu'il parlait de l'agroécologie. Les terres devraient, à mon sens, être utilisées pour des pratiques respectueuses de l'environnement, la souveraineté alimentaire.

En Afrique nous sommes dans un contexte de réforme tous azimuts. On est en train de réformer le foncier, le foncier pastoral, il y a les codes de la pêche, etc. Je pense que tous les enjeux que je viens d'évoquer devraient être au cœur justement de ces réformes. Mais parce qu'on a tendance à les oublier, on

s'achemine vers des modèles importés qui ne répondent pas à nos besoins, à nos réalités. Ils risquent de nous dérouter, de nous poser les mêmes conséquences qu'il y a eu dans d'autres pays. C'est pourquoi, du haut de cette tribune, j'en appelle à tous les dirigeants africains pour qu'ils prennent en compte tous ces enjeux, notamment liés à l'emploi des jeunes, au phénomène de changement climatique, à la sacralité même de la terre pour véritablement faire des réformes, des lois qui répondent à ces enjeux, qui favorisent le développement socio-écoculturel et la paix.

La société civile sénégalaise, en tous cas les organisations réunies autour du Cadre d'Action et de Réflexion sur le Foncier, CRAFS, que je préside et représente ici, ont travaillé avec les communautés locales, les pêcheurs, les chercheurs, les femmes et les jeunes, toutes les couches de la société, pour arriver à des propositions de réforme qui tiennent compte de ces dimensions. C'est un appel que je voudrais lancer à tout le monde: travaillez avec les communautés locales, les indigènes ou autres et intégrez leurs pensées, leurs réalités, leurs pratiques dans toute action de réforme. Ça c'est à l'endroit des dirigeants. Je voudrais développer davantage mais puisque le temps ne me le permet pas, je vous remercie.

Débat

Alessandra LUNAS COSTA, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG), Brésil -
Modératrice

Deux interventions de participants m'ont été remises sur papier:

L'une du **Syndicat Andalou des Travailleurs (Sindicato Andaluz de Trabajadores/as, SAT)** qui nous rappelle l'importance de débattre des conséquences des persécutions des luttes pour la terre.

L'autre de **Kariyawasam Mapalagam Hewaruppage RAVINDRA GUNAWARDANA, Centre pour l'Étude de l'Environnement et de la Nature (Center for Environment and Nature Studies), Sri Lanka**, pour qui nous devons centrer notre attention sur les politiques et peut-être, à la fin de ce forum, avoir un papier à envoyer aux grandes entreprises de nos pays.

Pour le moment nous n'avons plus le temps débattre, sinon ceux qui doivent prendre le bus se retrouveront sans moyen de transport.

Je crois que tout ce que nous avons entendu ici, malgré le temps restreint, a donné une session très riche avec de nombreuses contributions, et nous avons été en mesure d'avoir rapidement une vision de tous les continents.

Je crois que nous voyons tous bien l'immense responsabilité qui est la nôtre non seulement de débattre de ces sujets ici, peut-être de faire un document final, mais aussi de lancer un appel à toutes et tous à rejoindre la lutte, pour s'engager dans une lutte commune mondiale en défense de tous ce que ce qui a été exprimé, c'est notre responsabilité dans la lutte pour les ressources naturelles.

Merci à tous. À demain pour continuer nos travaux.

2 avril 2016

**Accès à la terre et aux ressources
naturelles et avenir de l'humanité.
Quelles propositions et actions?**

Session plénière V

Accès à la terre et aux ressources naturelles, avenir de l'humanité: quelles propositions et quelles actions?

Présentations

Maria HEUBUCH, éleveuse laitière, membre du Parlement européen, Allemagne - Modératrice

Je suis productrice laitière en Allemagne et également membre du Parlement européen. Je vais assurer la fonction de modératrice de cette session. Nous allons discuter des propositions pour agir afin de créer plus d'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Ces deux premières journées, nous avons beaucoup parlé des problèmes auxquels nous faisons face dans les différentes régions représentées ici. Je pense qu'il ne sera pas facile de trouver une solution pour tous. Nous avons besoin de solutions différentes, différentes pour chaque région, pour chaque problème. Toutefois, durant ces deux premières journées nous avons été d'accord pour dire que nous avons besoin d'un système d'agriculture familiale pour créer de nouvelles solutions.

Nous avons besoin d'un système d'agriculture familiale pour garder notre monde dans un bon équilibre, la terre et toutes les sociétés en bonne santé. Parce que lorsque nous perdons l'agriculture familiale, nous ne perdons pas seulement la santé des sols, la production, nous perdons également nos sociétés, le vivre en commun. Je crois que c'était durant la première journée de débat qu'un des panélistes a dit: "C'est plus que la production, c'est un mode de vie". C'est vrai. Si vous êtes un agriculteur et que vous n'aimez pas cette façon de vivre, vous êtes un mauvais agriculteur. Je pense que vous avez à vivre avec vos animaux, vos champs et votre sol et aussi avec la société autour de votre ferme. Je pense que nous avons besoin de l'agriculture familiale pour la sécurité alimentaire

et la souveraineté alimentaire mais aussi pour lutter contre le changement climatique, les problèmes environnementaux, pour œuvrer pour une vie heureuse, pour la dignité des femmes, pour que les ruraux puissent rester dans les zones rurales y exercer leurs activités et y gagner un revenu suffisant pour vivre décemment.

Nous ne devrions pas oublier que les agriculteurs ont entre leurs mains les besoins essentiels des êtres humains parce que nous avons tous besoin de manger chaque jour. Donc, nous avons besoin d'une bonne agriculture familiale pour que toutes les générations futures aient la chance de manger sainement en quantités suffisantes. Aussi, comme vous le voyez, nous avons un grand débat aujourd'hui à réaliser pour dégager des solutions, des stratégies en vue de trouver des bonnes solutions.

Brendan BURNS, Président de la Section Agriculture, Développement Rural et Environnement du Comité Économique et Social Européen (CESE), Écosse, Royaume-Uni

Je vais sûrement surprendre beaucoup d'entre vous parce que je ne vais pas parler spécifiquement de ce qui se passe en Écosse mais plutôt de ce que pourraient être les aboutissements et résultats d'un forum tel que celui-ci.

Je suis un forestier. Je travaille en Écosse, je gère davantage des entreprises que des forêts mais ces entreprises sont toutes basées sur l'agriculture et les communautés rurales. De plus, je travaille à Bruxelles, où j'ai été nommé par le gouvernement britannique pour représenter les entreprises. J'ai une vision très inhabituelle parce que je suis dans les organisations de politique et également à l'extérieur. Je voudrais vous transmettre un ou deux messages.

Les problèmes n'intéressent pas les politiciens. En réalité, les politiciens ne veulent pas connaître vos problèmes, ils veulent des solutions. Si vous n'allez pas les voir avec des solutions qui soient ingénieuses, sur la base desquelles ils puissent agir, vous aurez les mêmes résultats que ceux que vous avez obtenus dans vos pays respectifs.

En Écosse, la situation est très étrange. Ce que vous avez décrit aujourd'hui, hier, avant hier et à d'autres occasions auparavant, est en fait ce qui s'est passé dans mon pays il y a 260 ans. Nous étions aussi les victimes de l'Empire britannique. Ils ont coupé l'Écosse en deux. La moitié Sud représentait l'Empire et la moitié Nord ce que vous pourriez appeler les peuples autochtones. Si vous voulez réellement savoir ce qui va se passer dans vos pays dans les 50 prochaines années, venez en Écosse et jetez un œil sur les vastes espaces vides dégagés là où les gens vivaient auparavant et où il n'y a maintenant plus rien. Ce que vous pourrez également voir est ce qui a été fait depuis 1960 pour inciter les gens à revenir à la campagne. Je pourrais parler de l'Écosse comme vous l'avez fait de vos pays respectifs ces deux derniers jours, mais ce n'est pas le message que je voudrais faire passer.

Je veux dire les choses suivantes: 1. Vous devez commencer à comprendre vos consommateurs, les gens qui consomment ce que vous produisez, et 2. Vous devez comprendre les responsables politiques et ce qu'ils peuvent et ne peuvent pas faire. Vous avez besoin de comprendre les politiques. Cela ne sert à rien d'aller vers eux et vous plaindre parce que ça ne changera rien. Nombre d'entre vous ont dit avoir constaté cela dans vos propres pays. Vous êtes allés voir vos politiciens, vous vous êtes plaints... mais, comme cela a été dit hier, le débat continue depuis 1992 et on ne peut pas dire que cela soit allé très loin!

Cela n'est pas juste un problème pour les peuples indigènes. C'est un problème qui se passe en Europe aujourd'hui: en Bulgarie, en Roumanie... Cela se passe toujours aussi en Écosse, dans une certaine mesure. Chez nous, après 260 années, nous avons réussi à convaincre nos gouvernants que quelque chose devait changer. Hier, une discussion s'est déroulée sur la propriété foncière. Nous sommes arrivés à la conclusion que la propriété foncière n'était pas la question. La véritable question est celle de l'utilisation des terres. Si vous parlez en termes de propriété foncière, vous allez devoir argumenter autour de la question de l'achat des terres, celle de la possession ou celle des moyens possibles pour faire que les gens qui ont les terres alors qu'ils ne devraient pas les cèdent. Et vous allez vous exposer à toute une série de problèmes qui ne feront qu'amener de la confusion. En Écosse, nous avons décidé que ce n'était pas un bon moyen pour progresser. Dans mon pays, ce que vous pouvez faire est forcer les gens qui possèdent la terre à l'utiliser correctement. Et s'ils ne le font pas correctement, alors vous pouvez agir. Vous pouvez prendre toutes actions avec le soutien des décideurs politiques si vous leur avez expliqué l'affaire. Vous pouvez les taxer. Vous pouvez littéralement utiliser les taxations que vous leur imposez pour leur racheter leurs terres. Ce qu'il faut, ce sont des solutions.

Je voulais également vous raconter une ou deux histoires. Vos consommateurs vivent en ville. Vous, les ruraux, vous êtes un univers complètement étranger. Ils ne vous comprennent pas. Il n'y a pas très longtemps une enquête a été conduite à Londres auprès d'enfants à qui on a demandé "d'où vient ce lait?". La réponse: "le supermarché". Un enfant à l'école n'a aucune idée d'où proviennent les aliments. Je vis dans un pays qui est supposée être un pays européen avancé. Cela m'a stupéfait quand, un dimanche, me promenant seul à la campagne, j'ai vu des citadins venus regarder les vaches et moutons parce qu'ils ne comprennent pas le monde dans lequel nous vivons. Mon message est donc le suivant: comprenez vos consommateurs, comprenez vos responsables politiques, comprenez ce que vous pouvez et ne pouvez pas faire. Et rappelez-vous que vous allez avoir à éduquer ceux qui prennent ces décisions. Merci.

Willian Clementino DA SILVA MATIAS, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles, (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG*), Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Mercosur (*Coordinadora de Organizaciones de productores Familiares del Mercosur, COPROFAM*), Brésil

Bonjour à tous. Je représente la CONTAG et la COPROFAM. Je suis un agriculteur familial qui a pu bénéficier de la réforme agraire. Je vis dans la province d'Amazonie au Brésil. Je voudrais dire une phrase d'Eduardo Galeano: "L'utopie est à l'horizon. Je fais deux pas et elle s'éloigne de deux pas. L'horizon s'éloigne donc. Alors, à quoi sert l'utopie? À cela: avancer."

La proposition que nous faisons: faire que la réforme agraire et l'accès à la terre soit la règle de base pour le développement agricole et le renforcement des paysans indigènes, faire de la réforme agraire la base pour changer cette réalité que vivent les paysans.

Il faut porter le regard au-delà des terres, il faut viser la sécurité et la souveraineté alimentaire. Je crois que c'est le thème qu'on doit mettre au centre pour les gens qui vivent en ville. Il faut insister sur notre rôle dans la production d'aliments sains pour tous, pour que les gens aient une meilleure compréhension de notre rôle. C'est un défi.

Un autre défi pour nous est que nous devons mettre en place une coopération internationale entre les mouvements sociaux pour nous renforcer dans notre organisation, dans notre articulation pour une lutte globale. La lutte pour l'agriculture familiale ne peut pas se faire tout seul dans son pays, il faut globaliser la lutte.

Ensuite, pour pouvoir changer il faut que nos revendications arrivent sur la table des gouvernants. Car avec notre seule volonté ce n'est pas possible de changer.

Je vais vous exposer un autre défi autour de la terre: il nous faut montrer à tout le monde la violence de ce qui se passe dans les campagnes aujourd'hui, pour que tout le monde voit la violence dont souffre les paysans. C'est trop. Hier, dans mon pays, dans ma province, un paysan est encore mort, sans que le monde le sache.

Ensuite, il faut que nous discutons autour du modèle de production que l'on veut pour l'agriculture familiale indigène et paysanne. La base doit être l'agroécologie pour produire des aliments sains.

Enfin, les questions du genre et de génération. Les paysans sont ceux qui sont le plus à même aujourd'hui de promouvoir la sécurité et la souveraineté alimentaire des peuples.

Il faut aussi que nous préparions une grande campagne pour les dix ans de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale.

Donc mon message est continuons la lutte! Globalisons la lutte! Et globalisons l'espoir!

Javier MOLINA CRUZ, Agent principal Régimes fonciers, Division Climat, énergie et Tenure foncière (NRC), Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Colombie

La bonne nouvelle est que la FAO travaille actuellement avec beaucoup d'entre vous dans 47 pays pour l'application des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, DV. Cela est très important car les DV sont un instrument avec lequel nous pouvons promouvoir un accès à la terre équitable, juste, qui respecte les droits des communautés indigènes, des femmes, des paysans, et qui promeuve un usage durable. Depuis 2012, la FAO se focalise sur différents axes d'action: premièrement faire que le plus grand nombre se familiarise avec les DV, avec les concepts, les principes des DV. Deuxièmement, faire savoir comment elles-peuvent être utilisées pour renforcer les cadres législatifs qui ont à voir avec les politiques foncières et avec les administrations foncières, cela est clef. Si nous ne travaillons pas à transformer les systèmes de cadastres et les registres, nous aurons de sérieux problèmes pour déterminer qui et dans quelles conditions a accès à la terre. Parce que les administrations foncières sont celles qui régulent l'accès et les conditions dans lesquelles une personne, une communauté, un peuple a accès aux ressources. Troisièmement, travailler directement avec les pays pour appuyer l'application des DV. Par exemple, nous travaillons actuellement avec le gouvernement du Sierra Leone pour formuler une nouvelle loi agricole. Dans ce processus, nous montrons au gouvernement l'importance d'incorporer tous les principes des DV à travers lesquels on reconnaît les droits coutumiers des communautés, les droits des femmes à l'accès à la terre, et également le droit de faire usage légalement de cet outil de production. Il se passe la même chose avec les ressources telles que l'eau ou les forêts. Dans le cas du Guatemala nous avons aussi travaillé avec le gouvernement pour qu'il incorpore les DV dans la politique agricole qu'il a révisée, de telle sorte que, pour la première fois, l'État guatémaltèque reconnaît les droits des peuples indigènes en accord avec la reconnaissance des droits coutumiers. Il y a d'autres cas qu'on détaillera davantage au court de l'atelier numéro 10.

Enfin, le message clef que je veux vous transmettre est le suivant: quand vous retournerez dans vos pays et institutions respectives, lisez le guide de suivi et évaluation des DV et demandez-vous comment, dans votre pays, vous pouvez vous articuler à la dynamique des DV pour vous assurer que votre gouvernement donne suite à ce thème et invite la FAO pour que soient révisées les politiques agricoles et les cadres législatifs à la lumière des DV. Vous avez un rôle clef dans ce processus. Sans vous, ce processus sera beaucoup plus difficile. C'est mon message de conclusion.

Marcel MAZOYER, Professeur Émérite, AgroParisTech, France

Nous sommes là pour nous demander quelles sont les alternatives possibles à ce qui existe, à ce qui se passe, aux politiques en place et à leurs succès ou inconvénients. Je voudrais rappeler que les politiques auxquelles sont soumis les agriculteurs aux quatre coins du monde depuis une trentaine d'années sont des politiques qui ont aboli pratiquement les politiques agricoles qui étaient favorables au développement des exploitations familiales et paysannes et qui avaient été mises en place au lendemain de la guerre. Ces politiques avaient permis d'aboutir à des grands succès en matière agricole mais aussi sociale au cours des années 1945, 1950, 1960 et 1970.

Ces politiques avaient commencé en 1945 par la réforme agraire instaurée dans les pays où les inégalités foncières étaient énormes. On avait fait la réforme agraire en Allemagne de l'Ouest et en Italie. On avait fait la réforme agraire au Japon. Quelques années plus tard en Corée, à Taïwan, et puis dans bien d'autres régions du monde. Les politiques agricoles des pays "occidentaux", comme on le disait à l'époque, étaient des politiques très favorables au développement de l'agriculture familiale. Suite aux réformes agraires, on avait des politiques de structures qui facilitaient l'accès à la terre pour la majorité des agriculteurs familiaux, sinon la totalité. On avait des politiques de formation et de recherche favorables au développement des agricultures familiales, et surtout des politiques de prix correspondant au niveau de productivité dans les différents pays.

Trente ans après, dans les pays qui avaient le mieux appliqué ou le plus appliqué ces politiques, il n'y avait pratiquement plus de chômeurs et la faim avait disparu. En 1945, les trois quarts des pays qui ont appliqué ces politiques par la suite étaient encore dans des situations de rationnement alimentaire. Avec ces politiques, la pauvreté y avait disparu, la faim avait disparu, pratiquement tout le monde avait une éducation, accès aux soins, etc.

Dans les années 1970, avec les politiques issues de l'accord "Bretton Woods", a lieu une rupture. On abolit le taux de change fixe des monnaies par rapport au dollar, on favorise la circulation des capitaux, etc. Ce qui fait qu'il va y avoir des délocalisations industrielles, et j'en passe. On imagine même de négocier les questions agricoles dans le cadre de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce, *General Agreement on Tariffs and Trade*, GATT, ce qui n'était pas le cas auparavant. Les questions agricoles étaient la prérogative de chaque pays. Dans chaque pays on pouvait faire des politiques foncières, des politiques de prix, qui étaient favorables aux agricultures familiales.

Bien sûr la libéralisation des politiques agricoles, c'est-à-dire l'abandon des politiques favorables aux agriculteurs familiaux et paysans des quatre coins du monde, ne va pas se faire toute seule. Ces politiques n'avaient pas été appliquées partout, mais là où elles l'avaient été, ça marchait assez bien. On avait peut-être fait des erreurs sur le plan de la recherche et des orientations du développement

sur le plan agro-écologique. C'est clair qu'on avait mis l'accent sur l'agro-mécanique et l'agro-chimique. Il n'est bien sûr pas question aujourd'hui, évidemment, de refaire les mêmes erreurs. Il faut même les corriger.

Dans les années 1980, avec les Plans d'Ajustement Structurels et le cycle de négociation des accords du GATT dit de l'Uruguay Round qui a abouti aux accords de Marrakech et à la création de l'Organisation Mondiale du Commerce, OMC, petit à petit pratiquement tous les gouvernements du monde, à quelques rares exceptions près, ont complètement aboli les politiques favorables aux agricultures familiales. On a mis en place une politique agricole libérale globalisée qui a favorisé le retour en force de l'agriculture capitaliste à salariés. Bien entendu, celle-ci ne s'est pas développée n'importe où, n'importe comment. Mais de manière générale, les investisseurs, qui pouvaient se payer des ingénieurs s'ils n'étaient pas compétents, ce sont mis à acheter des terres par milliers, centaines de milliers, voire millions d'hectares dans les pays à très bas prix de la terre et à très bas salaires. Utilisant les techniques les plus "efficaces" mises en place dans les années antérieures, ils ont créé une agriculture qui produit *grosso modo* les matières premières agricoles à moitié prix de ce que peuvent faire les agriculteurs nord-américains ou européens et au quart ou au sixième du prix de ce que peuvent faire les paysans travaillant à la main ou en traction animale aux quatre coins du monde.

Cette politique-là, c'est une machine à fabriquer de la pauvreté paysanne. Il y a trois milliards de gens dans le monde qui n'ont pas les moyens de produire ou d'acheter ce qu'ils consomment. 80 % sont des ruraux, les 20 % restants sont des urbains, des périurbains, des gens qui habitent des bidonvilles, qui sont presque tous d'ex-paysans chassés de leurs terres par la pauvreté. Autrement dit, la renaissance d'une agriculture capitaliste est exactement l'inverse de ce que voulaient les gouvernements occidentaux au lendemain de la seconde guerre mondiale et qui venaient de vivre un bon demi-siècle de guerres mondiales, de totalitarisme et de crises. Il faut arrêter la politique globale de libéralisation des politiques agricoles, qui ne favorisent que le retour en force de l'agriculture capitaliste à salariés, délocalisée dans les pays à bas prix de la terre et à bas prix de la main d'œuvre, et qui est en train de ruiner 1,4 milliards d'actifs agricoles.

Il faut donc rétablir des politiques agricoles favorables aux agricultures familiales. Il faut commencer par arrêter les acquisitions de terre à grande échelle au détriment de populations locales. Lorsqu'on crée des entreprises capitalistes ultra performantes basées sur les bas prix de la terre et les bas salaires et qui ruinent les trois quarts des paysans du monde, on fabrique une crise économique globale, mondiale, qui n'est finalement que dans l'intérêt d'un très petit nombre d'actionnaires des grandes sociétés internationales du *land grabbing*. La politique de libéralisation des politiques agricoles, c'est devenu pratiquement l'ennemi de la totalité de l'humanité.

Alors il faut que tous les paysans du Sud, qui le savent bien, se battent. Mais il

faut aussi que les agriculteurs du Nord, qui le savent quand même un peu moins bien, s'allient à eux clairement et qu'ils ne s'allient pas aux néo-capitalistes agraires qui sont en train de ruiner l'économie mondiale. On est à un taux de croissance qui est en train de friser zéro à l'échelle globale. On fabrique une crise du système économique, on vient du dire, mais aussi une crise politique. On ne sait même plus maintenir une sécurité à l'échelle mondiale! C'est l'avenir de l'humanité qui est là. Ce que ne savent pas nos gouvernements, ce que ne savent pas les économistes qui les conseillent, c'est que la clé du problème est en fait agricole et alimentaire.

Rukka SOMBOLINGGI, Coordinatrice de l'Alliance des Peuples Indigènes de l'Archipel (*Aliansi Masyarakat Adat Nusantara, AMAN*), Indonésie

Je suis une autochtone d'Indonésie. J'appartiens au peuple Torajas. Je travaille comme secrétaire générale adjointe d'AMAN, une organisation de peuples indigènes d'Indonésie. Nos membres sont les communautés indigènes, avec 3 000 membres aujourd'hui. Le siège social est à Jakarta. Il y a vingt et un comités régionaux et cent dix comités locaux. Nous avons trois organisations jumelles: la jeunesse indigène, les femmes indigènes et les avocats, parce que nous avons toujours des problèmes de défense juridique.

Je voudrais vous demander à tous d'arrêter de nous appeler "alternatives". Le monde est entre les mains des démons. Nous les appelons "la voie principale" et nous "les alternatives". Nous devons cesser de nous appeler "les alternatives" parce que ce faisant nous admettons cela, nous continuons à nous placer en position de faiblesse. Notre mission ici est de récupérer notre Terre Mère, reprendre nos vies en main. En tant que citoyens du monde, indigènes, agriculteurs, consommateurs, travailleurs, scientifiques, nous avons suffisamment de preuves, de preuves scientifiques. Nous avons suffisamment entendu de problèmes, réuni de preuves scientifiques que ce chemin est le mauvais, qu'ils ont créé un monde inégal, des inégalités, des écarts, toutes ces mauvaises choses. Le changement climatique est le résultat de l'échec de ce chemin. Donc nous devons cesser de nous appeler "alternatives". Sommes-nous d'accord sur cela? Pouvons-nous commencer à nous appeler les "solutions"? Pouvons-nous faire cela dès maintenant?

Nos gouvernements n'ont pas que des régulations volontaires. Ils ont des obligations, des obligations de respecter les droits de l'homme élémentaires, nos droits fondamentaux. Nous avons suffisamment de bons outils, de bonnes lois. Le problème est que nous continuons à dire qu'il s'agit de lois contradictoires. Pourquoi ne poussons-nous pas pour nos bonnes lois? C'est la chose que nous devons faire dans le futur.

Je suis d'accord que nous devons atteindre les consommateurs. Ils ne nous connaissent pas. Nous devons construire des alliances avec eux. Parce que nous sommes tous des victimes. Et nous devons leur dire d'arrêter de boire nos larmes.

La seule manière de déranger, de perturber notre ennemi, est de le toucher au portefeuille. Et qui peut faire cela pour nous? Ceux qui achètent leurs produits. Voilà pourquoi nous devons impérativement atteindre les consommateurs, pour les victimes dans les autres régions du monde.

Nous avons ici beaucoup de scientifiques, nous les avons entendu suffisamment, nous avons des politiciens, des membres du Parlement européen. Vous devez parler plus fort et obtenir le ralliement de plus de personnes encore. Nous devons aller dehors, parler plus fort et convaincre les gens. Comment pouvons-nous faire cela? Nous devons réclamer que le récit de ce qui nous arrive soit fait, nous devons avoir des systèmes de communication sophistiqués, nous devons convaincre, nous devons utiliser les médias dominants pour faire passer notre message. Nous devons construire, lancer nos propres médias puisque nous savons que ces médias fabriquent l'opinion, c'est le rôle de la majorité des médias dominants. C'est pourquoi nous devons avoir nos propres médias. Nous devons rédiger les récits, les histoires selon notre point de vue. Nous n'avons pas besoin d'en lancer de nouveaux puisque nous avons déjà des plateformes mondiales telles que *l'International Land Coalition, Land Rights Now!*, pour demander des droits sur la terre. Avec les peuples indigènes et certaines universités et organisations, nous avons le *Land Mark Map*, une plateforme de cartographie mondiale sur laquelle nous nous plaçons sur la carte mondiale. Cette dernière est importante parce que nous devons être visibles. C'est un outil que vous pouvez utiliser pour dire "Vous devez me voir". Soyez visibles où que vous soyez parce que les gouvernements ne veulent pas que nous soyons visibles. Nous devons nous rendre nous-mêmes visibles. Ce sont là deux plateformes que vous pouvez utiliser.

Mais je voulais dire que la chose fondamentale ici est que nous ne devons pas copier la manière de faire des oppresseurs. Nous ne trouverons jamais la justice si nous laissons derrière nous les femmes, les jeunes, les personnes avec des besoins spéciaux, LGBT (lesbiennes, gays, bi- et transsexuels, ndr), les pauvres, ceux vivants dans des bidonvilles. Nous devons travailler avec eux, nous devons les inclure dans notre travail. Car si nous ne faisons pas cela, nous allons à nouveau créer le même monde que celui créé par les démons et dans lequel nous vivons actuellement: les femmes exploitées, les enfants exploités. Voulez-vous faire la même chose? Ils nous ont laissé derrière. Ferons-nous la même chose à d'autres? Nous devons travailler nos propos, nos discours, et ne pas copier ce qu'ils font. Nous devons créer un monde meilleur, un futur meilleur, ensemble, parce que c'est la seule manière de réussir. Merci.

Maria Josefa MACZ, Coordinatrice Nationale Déléguée du Comité de l'Unité Paysanne du Guatemala (*Comité de Unidad Campesina, CUC*), Guatemala

Bonjour, je suis Maria Josefa Macz. Je suis Maya Quetchi du Guatemala, du Comité de l'Unité Paysanne. Je crois que nous sommes là pour chercher des solutions et des propositions pour résoudre la problématique agraire et, comme le dit le nom du forum, l'accès à la terre bien sûr. Mais aussi pour résoudre les problèmes d'usage et de partage des bénéfiques. Quand on parle des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, DV, il y a une interrogation: pourquoi sont-elles volontaires? Beaucoup de gouvernements, comme celui du Guatemala aujourd'hui, n'ont pas la volonté politique de chercher des solutions aux problématiques agraires qui existent dans le pays! Les solutions que nous, peuples indigènes originaires, amenons ne sont pas prises en compte.

Ma question est la suivante: On voit que la proposition des DV est bonne "en théorie", mais comment fait-on pour les appliquer dans la pratique quand on est face à des dizaines d'expulsions violentes sur nos territoires indigènes? Quand ils saccagent nos ressources, quand ils expulsent des familles, des communautés indigènes, sans chercher de solutions? De quoi parle-t-on? Quel peut être ce futur dont nous parlons quand sont violés les droits à l'alimentation, à l'eau, au logement, quand on déloge des gens sans que ne soit recherché à qui appartiennent réellement les terres? Pourquoi, dans la vallée du Polochic, ont-ils délogé plus de huit cent familles Mayas Quechis avec les forces de la sécurité publique? Il n'y a pas eu la moindre proposition de solution. Dans le plan de gouvernement du Guatemala on ne voit pas ce thème si important qui est en train de nous tuer toujours plus. Ils n'ont aucune proposition pour trouver des solutions aux problèmes agraires. Nous, nous avons des propositions pour la Loi de Développement Rural Intégral qui sont portées au Congrès depuis plus de 12 ans. Nous n'avons pas eu de réponse en retour.

Michel BUISSON, Agronome, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), France

Je voudrais réagir suite à l'intervention de M. Mazoyer, que j'apprécie, une intervention qui paraît juste. Mais pourquoi s'arrêter aux conséquences de l'évolution des politiques et à l'énoncé d'une grande crise? Tu dis qu'il faut changer de politiques, mais pourquoi ne pas évoquer des éléments quant à la direction à

prendre, pour réfléchir ce changement de politiques? Notre ami de la CONTAG a parlé de souveraineté alimentaire. Je pense que si Mamadou Cissokho avait pu être là, il aurait fait de même. Nous avons à notre disposition une revendication, un concept, un mouvement. Il pose certes question, mais il faudrait débattre autour de la question, de la proposition de la souveraineté alimentaire. Elle me paraît, et à d'autres, la base d'une réflexion collective et d'une progression du mouvement déjà engagé par rapport à ce changement de politiques.

Ce mouvement devrait permettre notamment de constituer un autre cadre international et par là-même de permettre aux États de se protéger, de mettre en place une autre politique favorable à des politiques foncières, à des politiques de prix, à des politiques d'organisation des marchés, de préservation des paysanneries. À ce moment des discussions sur les propositions, je remets ce schéma-là en débat en espérant effectivement que le forum sera en mesure de l'évoquer, comme cela a été évoqué par notre ami de la CONTAG, comme cela a été évoqué par M. Cissokho dans son exposé d'introduction l'autre jour. Il y a là un matériel, un mouvement, une force, des idées, qu'il faut sans doute remettre en chantier parce que la notion de souveraineté alimentaire pose question, mais j'invite le forum et sa suite à prendre en compte cette question de la souveraineté alimentaire.

Terry BOEHM, agriculteur, ancien président du Syndicat National des Agriculteurs du Canada (*National Farmers Union, NFU*), Canada

Je voudrais développer ou commenter ce que Messieurs Burns et Mazoyer ont dit. M. Mazoyer pointe la rupture de Marrakech¹⁸ et les accords internationaux qui se sont multipliés à partir de ce moment comme ayant ruiné toute possibilité pour les paysans de gagner un juste retour de leur travail. Je pense que c'est un point très important. Nous sommes à un moment critique aujourd'hui où, dans le mouvement lancé par l'accord de Marrakech, des accords commerciaux internationaux sont produits et signés à toute vitesse sans qu'ils reçoivent l'examen minutieux nécessaire. Nous devons insister pour que cela s'arrête, en particulier pour l'agriculture mais aussi pour toute la société. L'Accord Économique et Commercial Global Europe Canada ou *Canada-Europe Trade Agreement*, CETA, et le Partenariat TransAtlantique de Commerce et Investissement ou *Transatlantic Trade and Investment Partnership*, TTIP, tous ces accords autorisent les entreprises internationales dominantes à passer outre les démocraties et leurs paysans.

M. Burns a parfaitement raison quand il dit que nous ne pouvons pas aller au-devant des politiques avec uniquement des plaintes. Ils veulent des solutions.

¹⁸ Rupture qu'a constitué l'entrée de l'agriculture dans le champ des secteurs d'activités soumis à la libéralisation des échanges avec la signature de « l'Accord Agricole » à Marrakech au Maroc, dans le cadre de l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce, *General Agreement on Tariffs and Trade*, GATT, ndr

Une des stratégies possibles que j'ai mentionnée dans un atelier et que j'ai appliquée lorsque j'étais président du Syndicat National Canadien Agricole est d'écrire des amendements, d'écrire des papiers. Par exemple, j'en ai écrit un intitulé "Principes d'une Loi Fondamentale sur les Semences". Cela a changé les termes du débat. Le débat a changé. Pas de manière victorieuse pour nous, mais nous avons demandé de façon formulée ce que nous voulions à la place de ce que demandaient les entreprises industrielles internationales qui, elles, réussissent toujours à formuler, à demander de manière très efficace et à obtenir ce qu'elles veulent.

Une revendication donnée ne peut pas être adaptée à toutes les juridictions du monde. La liste de solutions doit pointer des moyens pour prendre prise sur les choses qui touchent les agriculteurs dans le monde entier. L'une de ces choses sont les subventions. Là où des programmes gouvernementaux de soutien sont administrés, nous devons obtenir qu'ils soient dessinés de telle manière que ces subventions aux exploitations diminuent quand la taille de l'exploitation augmente. Il faut des soutiens dégressifs.

Lorsque vous allez voir les politiciens ou les parlementaires, il faut que vous leur demandiez de faire une déclaration ou même de signer une lettre qui indique ce qu'ils vont faire après vous avoir parlé. Il ne faut pas laisser la discussion en suspens. Nous devons utiliser les législations anti-oligopoles qui ont été mises en place dans certains pays depuis cent vingt ans pour briser les entreprises. Je prends un exemple états-unien, bien que je sois canadien: pourquoi était-ce important dans ce pays de casser *Standard Oil* ou *Carnegie Steel* il y a cent ans? Parce que les gens ont compris que les monopoles étaient dommageables pour la société et pour l'économie. Ils ont donc utilisé des lois anti-monopoles pour amener ces entreprises à se comporter en conformité avec l'intérêt général.

Je pense que si nous utilisons cet angle anti-monopole, nous pouvons demander que les accords commerciaux internationaux, qui favorisent les groupes semenciers, préservent l'utilisation des semences paysannes. Nous pouvons demander qu'il y ait un investissement dans la recherche publique indépendante du capital privé. Il y a tellement de choses maintenant qui sont dirigées par des partenariats impliquant du capital privé... Les résultats sont prévisibles! Nous devons toujours demander à qui va bénéficier telle nouvelle loi ou tel autre document qui est présenté et demander que ces projets de texte l'indiquent clairement, sur la base d'une analyse pertinente et indépendante.

Elvis Santiago MORALES SICAN, Comité Paysan de l'Altiplano (Comite Campesino Del Altiplano, CCDA), Guatemala

Mon intervention est sur la même ligne que la camarade Maria Josefa Macz. Dans la présentation faite par l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, (celle de Javier Molina Cruz, ndr), il a été dit qu'une politique agricole a été mise en place au Guatemala. Mais la majorité des organisations

paysannes comme les nôtres n'ont pas participé de manière directe. Ce sont principalement des centres d'études, de recherche, des organisations non gouvernementales... Nous sommes moins représentés dans ce processus.

L'autre question est que le Guatemala traverse des problèmes très forts, comme dans le domaine de l'accès à l'eau. Beaucoup de communautés qui vivent en aval du fleuve voient l'eau détournée par de grandes compagnies. Les poissons meurent, les personnes meurent aussi. Il n'y a pas d'accès à l'eau. Nous aimerions que la volonté de la FAO puisse se manifester en intervenant pour la mise en œuvre d'une Loi sur l'eau qui n'existe pas pour l'instant, pour que cela soit pris au sérieux et que soit fait un papier important basé sur les Directives Volontaires dont nous pensons que le terme "volontaire" ne marche pas pour le Guatemala.

L'autre question est qu'au Guatemala l'accès à la terre est compliqué car la terre est un moyen de pouvoir et de contrôle. Plus certains individus possèdent beaucoup de terre plus ils vont contrôler la population. C'est pour cela que, ce 12 avril, nous avons prévu une marche indigène, paysanne au Guatemala. J'appelle à ce que ce forum mondial soit un soutien pour cette marche qui va avoir lieu au Guatemala pour l'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Eduardo BAUMEISTER, Chercheur, Institut Centro-américain d'Études Sociales (*Instituto Centroamericano de Estudios Sociales y Desarrollo, INCEDES*), Nicaragua

Je voudrais appeler le Professeur Mazoyer à approfondir un peu sa présentation. Ce consensus sur la réforme agraire et les politiques agricoles protectionnistes, après la Deuxième Guerre Mondiale, a eu lieu avec l'idée d'en finir avec le fascisme dans le monde. En particulier dans ces pays que vous mentionnez: le Japon, l'Italie, l'Allemagne. Il a donc été possible qu'émergent de grands paradigmes philosophiques et politiques établissant un lien avec la question agraire à cette époque. Ils visaient à résoudre la question agraire, l'enjeu de l'agriculture, à traiter le défi de la démocratie, de l'industrialisation, c'était ça les grandes idées. Aujourd'hui, on sait qu'il n'y a aucune cohésion de paradigmes de ce type. Pour le présent, il faudrait réfléchir sur ce qui s'est passé après la Deuxième Guerre Mondiale: la création de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, l'idée de réforme agraire, les politiques protectionnistes et même de la souveraineté alimentaire qui, aujourd'hui, sonne pour certains comme une idée très radicale. Pour tous ces pays européens, dès le XIX^e siècle voire avant, la souveraineté alimentaire était au cœur du problème de la guerre.

Comment pouvons-nous approfondir les idées qui pourraient être aujourd'hui des grands paradigmes qui relient entre eux les thèmes d'agriculture, d'environnement, de changement climatique? Cela serait le défi de votre présentation il me semble.

Rodrigo DEL POZO FERNÁNDEZ, Solidarité et Autogestion Internationaliste (*Solidaridad y Autogestión Internacionalista, SAI*n), Espagne

Je serai très bref car je ne veux pas prendre du temps aux organisations en lutte qui sont celles qui doivent parler le plus. On a parlé beaucoup de production industrielle mais je crois que la production industrielle a un point faible qui est la spéculation financière. On n'a pas parlé de la spéculation sur les prix. Si nous faisons une action décisive pour en finir avec les mécanismes spéculatifs qui déterminent les prix, l'industrie se trouvera très affaiblie et ce sera plus facile d'adopter les politiques dont on parle ici.

Iba Mar FAYE, Sociologue, Chef de mission Agriculture familiale et foncier, GRET, Sénégal

Je voudrais faire deux remarques. La première concerne les alliances. Nous avons parlé ce matin d'alliances quant aux actions. Je voudrais bien qu'on en dise davantage sur la manière dont nous allons construire ces alliances, surtout entre les paysans du Nord et ceux du Sud, et sur la manière dont nous allons fixer les priorités lorsqu'on sait que tout est prioritaire.

La deuxième c'est sur les Directives Volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, DV. J'aimerais vraiment savoir ce qu'offrent finalement l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, et le système des Nations Unies pour récompenser ou punir les pays qui feraient des efforts ou pas pour appliquer les DV. En fait, est-ce que la FAO a simplement travaillé sur les DV pour apparaître comme une organisation ayant fait ce qu'elle avait à faire et pas forcément pour aller plus en avant, pousser les pays en termes de suivi et d'accompagnement pour mettre en œuvre ces DV? Parce qu'on ne sent pas ce suivi-là, ni en termes d'outils, ni en termes de mécanismes, pour accompagner les pays et pour évaluer jusqu'où ils ont pris en compte ces DV. J'aimerais en savoir un peu plus sur cela.

Également, ont-ils prévu, au niveau de ces accompagnements, d'aller un peu dans le détail, au niveau des pays ou des régions? Car on sait que le diable est dans les détails. Quel est le mandat de la FAO? Jusqu'à quel point peut-elle aller avec les pays? Merci.

Thilak KARIYAWASAM MAJUWANA GAMAGE, Agriculteur, Sri Lanka Nature Group, Sri Lanka

Ces deux derniers jours, nous avons eu des discussions très intéressantes. Maintenant, nous savons que les agriculteurs en Asie, Amérique latine, Europe et Afrique font face à des problèmes. En particulier, tout le monde a un problème pour commercialiser ses produits. Les consommateurs de ces régions ont également des problèmes. Est-ce que l'Union Européenne reconnaît l'agriculture familiale

comme un concept en tant que tel? En tant que communauté économique, pouvons-nous penser les choses différemment pour développer l'agriculture familiale, le marché, le "forum" économique? Est-ce qu'ils peuvent faire en sorte que l'agriculture familiale soit soutenue par un marché des produits agricoles de l'agriculture familiale pour aider les agriculteurs du Nord et du Sud?

D'un autre côté, il y a des outils de régulation qui existent déjà que nous pouvons utiliser si nous voulons réellement développer cela, telles que les barrières techniques. Nous avons besoin de la certification, et autres. Pouvons-nous utiliser certains des systèmes existants, tel que le Système de Garantie Participatif¹⁹ pour venir en Europe et vendre nos produits aux mouvements coopératifs qui sont en Europe ou en Amérique du Nord? Pouvons-nous réellement mettre la solidarité des deux côtés, des agriculteurs et des consommateurs?

Massa KONÉ, Secrétaire chargé des Relations Extérieures de l'Union des Associations et Coordinations d'Associations pour la Défense des Droits des Démunis (UACDDDD), Porte-Parole de la Coalition Malienne contre l'Accaparement des Terres (CMAT) et NoVox Afrik, Mali

Notre débat porte sur les propositions d'alternatives. Je voudrais commencer par dire que nous avons beau parler de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, nous avons beau parler de l'Organisation des Nations Unies, ONU, mais nos différents pays ont ratifié beaucoup de conventions internationales qui n'ont jamais été appliquées. Pourquoi ne sont-elles pas appliquées? Parce que nous ne sommes pas forts dans nos pays. Il faut d'abord être fort dans son pays. Il faut donc faire converger les luttes.

La première solution est qu'il faut que les différentes communautés paysannes, de pêcheurs, d'éleveurs se mettent ensemble pour devenir un contre pouvoir dans leur propre pays. C'est la première chose. Lorsqu'on est un contre pouvoir dans son propre pays, on peut faire imposer les directives qu'elles soient volontaires ou contraignantes. Parce nos gouvernements en Afrique ratifient tout, mais ce n'est jamais appliqué dans nos pays. Donc, que ce soit contraignant, non-contraignant c'est pareil, il faut d'abord être fort dans son propre pays. Ça c'est le point numéro un! Une première alternative serait donc que le mouvement converge, que les différentes organisations, les différentes communautés convergent pour faire reconnaître leurs propres droits. Et nos droits fondamentaux ce sont nos terres! Tant que ces droits ne sont pas reconnus, ces droits coutumiers, tant que ces droits authentiques ne sont pas reconnus, dites-vous que ce n'est pas le système

¹⁹Les systèmes de garantie participatifs, SGP, sont notamment pensés et expérimentés par les membres de la Fédération Internationale des mouvements de l'Agriculture Biologique, IFOAM. Selon la définition qu'en donne l'IFOAM, les SPG « regroupent des organisations et des fonctionnements qui unissent leurs efforts pour offrir aux consommateurs ou usagers une forme alternative de garantie relative à la qualité et à l'origine des produits. »

universitaire qui peut faire reconnaître nos droits. Jamais! Car nous sommes dans un système capitaliste. C'est l'argent et les biens qui priment. Nous, notre combat c'est le droit. Lorsqu'il y a le droit, que nous sommes garantis sur nos terres, tant que nos terres sont sécurisées, nous, nous investissons sur nos terres et on peut faire du développement durable. La seule alternative c'est la reconnaissance de nos droits. Or, nos droits ne seront jamais reconnus tant que nous ne sommes pas forts dans nos pays, tant que nous ne nous prenons pas la main et que nous n'engageons pas la lutte.

Le deuxième point, ce sont les formes. Il faut que nous, à partir de nos pays, de nos régions, puissions faire nos propres propositions de formes de gouvernance et que nous les imposions dans nos législations. C'est ce que nous avons fait en Afrique de l'Ouest avec la Convergence globale des luttes pour la terre et l'eau et les semences qui a fait une caravane. C'est ce mouvement global de lutte contre l'accaparement de la terre, de l'eau et de nos semences qui a rendu possible cette caravane. Nous avons produit un Livre Vert de la Convergence pour l'Afrique de l'Ouest que nous avons remis au président sénégalais Macky Sall. C'était le 17 mars. Les autres camarades qui ont participé sont là dans cette salle. Nous avons fait des grandes actions suivant les thématiques choisies par les communautés, du Burkina au Sénégal. Avec ces grandes actions, dans toutes les villes où nous avons fait des grandes actions, nous avons obligé les gouverneurs, les autorités de ces pays à venir prendre notre Livre vert. Pourquoi? On dit toujours dit que les communautés ne connaissent rien. Nous, nous avons prouvé que nous connaissons quelque chose en faisant nos propres propositions. Et cette proposition est une alternative aussi de développement durable. Quand nous voulons vivre en paix, quand nous voulons que les revenus des États soient bien partagés, il faut d'abord que nous, nous soyons capables de proposer quelque chose. Nous, nous l'avons proposé. Nous demandons aussi au FMAT de soutenir ce Livre Vert.

Une troisième proposition: il faut casser ces barrières frontalières. Ils nous ont divisé pour nous contrôler. Il faut que les communautés des différentes régions se prennent la main, ne tiennent pas compte de leurs frontières. Ces frontières sont faites sciemment pour qu'il y ait toujours de l'insécurité, des conflits. On ne nous donne pas le temps de réfléchir à notre propre sort. C'est cela qu'il faut combattre.

Comme l'a dit mon camarade du Brésil, il faut faire converger les luttes. Je fais appel aux différents experts et universitaires pour qu'ils sortent de leur formatage universitaire et regardent nos valeurs socio-culturelles pour les mettre en exergue, pour qu'elles soient respectées. Qu'elles soient respectées, que nos législations prennent en compte nos différentes lois, c'est essentiel. Au Mali, nous avons essayé d'imposer notre propre loi qui est une loi de 158 articles. Le gouvernement l'a réduite à 49 articles. Cela veut dire qu'ils ne veulent pas reconnaître nos droits. Chaque pays doit imposer sa propre législation qui réponde à ses droits socio-culturels pour la reconnaissance de son propre droit à la terre, aux mers, etc. Sinon, ce sera le système capitaliste qui raflera tout. Soyons unis, soutenons-nous mutuellement pour sortir de cette galère.

Nous, nous avons pris l'agroécologie comme un exemple. Il faut que tout le monde le fasse parce c'est elle qui nous protège de tous ces produits chimiques qui tuent nos terres, qui nous endettent et qui nous empoisonnent. Il faut investir dans l'agroécologie comme une alternative. Nous l'avons fait. Il faut investir dans nos semences paysannes, nos connaissances, parce que nous avons un don depuis des siècles. Nos arrières arrières grands-parents avaient des dons et des valeurs. Ce sont ces valeurs qu'il faut développer. Il faut imposer à nos pays de développer les savoirs-faire locaux. Si on développe les savoirs-faire locaux, il est sûr que nous sortirons de ce problème. Sinon, aujourd'hui, le système d'accaparements des terres, c'est le système de ceux qui veulent faire du fric, de l'argent, sur le sang des pauvres et des communautés. Il faut lutter contre. C'est ensemble que nous pouvons y arriver! Merci.

Pablo GONZALEZ, Conseiller, Syndicat Andalou des Travailleurs (*Sindicato Andaluz de Trabajadores/as, SAT*), Espagne

Merci beaucoup. Je voudrais mettre l'accent sur une chose dont nous avons déjà parlé durant ces trois jours: la répression et la violence dont nous sommes victimes, nous les organisations qui luttons pour la terre. Durant ces jours, on a parlé du cas de Berta Cáceres. Le camarade du Brésil a parlé aussi hier de l'assassinat d'un camarade. Moi je viens d'Andalousie, du Syndicat des Ouvriers Agricoles (SOC-SAT), une organisation qui, en Europe, dans l'Europe des droits et des libertés, au XX^e siècle, a sur le dos plus de 600 camarades avec des procès judiciaires et plus de 400 années de demandes de peines de prison.

Notre lutte, quelle est-elle? Celle d'occuper des terres et de défendre les travailleurs et travailleuses d'Andalousie. Le 30 mars, juste avant de venir ici, la police nationale espagnole séquestrait l'un de nos camarades, Andrés Bódalo, et cela fait quatre jours qu'il est en prison. C'est un syndicaliste, un journalier, un paysan sans terre qui, en Espagne, finit en prison. Je dois le dire ici. Excusez-moi car je suis assez nerveux, c'est un camarade très proche et on y pense tous les jours.

Je voudrais dire que ce serait un manque de respect si, depuis ce forum, après tant de kilomètres - parce que Valence est très jolie, on profite d'un beau soleil, mais nos organisations sont victimes d'une réalité - si après tant de kilomètres parcourus par les camarades du Brésil qui sont victimes d'un coup d'État fasciste, les camarades du Guatemala et de n'importe quelle communauté d'Afrique, d'Asie et d'Amérique, ce serait très triste et un grand manque de respect si nous partions d'ici sans un appel, sans une déclaration, sans un appui à nos luttes.

Merci beaucoup.

Kaul NURM, Directeur de la Fédération Estonienne des Agriculteurs (*Eestimaa Talupidajate Keskkliit*, ETK), Délégué du Comité Économique et Social Européen (CESE), Estonie

Chers collègues, chers amis, nous avons des problèmes communs: l'accaparement des terres et la concentration foncière. Mais nous n'avons pas de solutions communes. Il n'y a pas de solution unique qui puisse fonctionner correctement partout dans le monde. C'est pourquoi, selon moi, chaque pays a besoin de ses propres solutions. Il n'y a pas une seule idée qui puisse régler la situation, mais plutôt des mesures complexes.

Néanmoins, selon moi, la source de ce problème est commune à nous tous. Il s'agit du principe de libre circulation des capitaux et des biens à l'échelle internationale. Ce principe a été consacré par le traité de l'Union européenne, UE, et par beaucoup d'accords commerciaux internationaux. Ma principale question est: La terre relève-t-elle de ce principe? La terre n'est pas un bien comme les autres, nous ne pouvons pas produire de la terre comme nous pouvons le faire pour toute autre marchandise. C'est pourquoi ma proposition est la suivante. Nous devrions tous demander aux politiciens, aux avocats, si la terre ne devrait pas échapper à ces réglementations et principes. Si la terre peut être une exception, alors nous pouvons commencer à réguler le marché. Nous pouvons changer les réglementations, établir des limites, définir combien d'hectares de terre une personne ou une entreprise peut posséder ou utiliser. Ceci n'est qu'une idée pour trouver des solutions.

Deuxième idée: ce que je demande instamment est l'arrêt des subventions aux grandes exploitations industrielles. Par exemple, en Roumanie, la plus grande exploitation s'étend sur 65 000 hectares, la deuxième plus grande sur 40 000 hectares. Est-ce qu'il y a quelqu'un ici qui pense que ces exploitations ont besoin de subventions de l'UE pour les soutenir? Ces subventions devraient contribuer à maintenir l'agriculture familiale. Elle devrait être la cible de l'argent des contribuables et non l'agriculture industrielle. Dans l'UE, toutes les grandes exploitations reçoivent la plus grande partie du budget pour l'agriculture de l'UE. Cela est une des solutions. Nous devons demander cela aux politiciens. Nous devons écrire des papiers. Je l'ai fait lorsque je travaillais au Comité économique et social européen (CESE) et que j'ai été Rapporteur d'une étude sur l'accaparement des terres en Europe. Toutes ces propositions sont fixées. Je suis parfaitement conscient du fait que ces propositions ne sont pas suffisantes. Elles ne le sont pas parce que les propositions des organisations de la société civile sont elles-mêmes très différentes entre elles. Nous devons arriver à nous mettre d'accord. Toutes les propositions qui sont fixées dans le document établi avec le CESE sont des consensus approuvés par les syndicats, les travailleurs, les employés, les agriculteurs. Vous pouvez y trouver certaines idées qui peuvent être mises en œuvre dans vos propres pays.

Je voudrais terminer mon intervention en disant que je suis convaincu que les politiciens ne commenceront pas à travailler volontairement. Nous devons exercer

une pression sur eux et nous devons fournir des idées, des solutions. Et sans le soutien des consommateurs, nous ne pourrions rien faire. Voilà ce que je voulais dire.

Moussa MBENGUE, Secrétaire Général de l'Association pour le développement de la Pêche Artisanale en Afrique de l'Ouest (ADEPA), Sénégal

Je suis le secrétaire exécutif de l'association Ouest Africaine pour le Développement de la Pêche Artisanale qui intervient au niveau de 16 pays d'Afrique. Je voudrais d'abord remercier le FMAT qui m'a donné l'opportunité de participer à cet important forum.

Mais j'ai une préoccupation qui me brûle la gorge et je voudrais la partager avec vous. Je regrette très sincèrement le fait que durant ces 3 jours la pêche artisanale et les ressources halieutiques ne fassent pas l'objet d'une attention particulière. Je crois que lorsqu'on parle de l'accès à la terre, on devrait également faire très attention aux eaux et aux océans qui, comme vous le savez, représentent les deux-tiers du globe. Je crois qu'une personne dans cette salle a dit que nous devrions appeler notre planète "planète eau" au lieu de "planète terre". Ma première recommandation dans le cadre de ce forum est que nous accordions plus d'attention aux ressources halieutiques. Parce que c'est important. Ceci étant, nous sommes à la fin du forum et je crois que c'est le moment de tirer des grands constats et faire des propositions très fortes pour alimenter les résolutions de tout à l'heure. J'ai fait quatre grands constats sur la base desquels je vais bâtir des propositions:

1. Je considère - ça a été visible à travers toutes les interventions - que les ressources naturelles jouent des fonctions environnementales, sociales, culturelles, extrêmement importantes, aussi bien pour les États que pour les communautés ;
2. Il y a une dégradation pernicieuse de ces ressources naturelles au sens large qui compromet la biodiversité et qui met en péril la vie même sur terre ;
3. Ce sont des politiques mauvaises et irresponsables de gestion de ces ressources naturelles qui excluent les communautés locales de la gestion des ressources de leurs terroirs, qui accaparent des terres et des ressources naturelles au sens large ;
4. Je vois qu'il y a une vision restrictive, quelque part, des ressources naturelles.

À partir de cela, je voudrais faire les quelques propositions suivantes:

1. Promouvoir une bonne gouvernance des ressources naturelles dans le cadre d'une approche holistique qui nous permette de voir la terre dans sa globalité - cela me fait penser aussi à la façon de revisiter le paradigme ;
2. Accompagner, renforcer les capacités d'influence politique des communautés locales en vue de leur permettre d'être fortes, d'avoir les compétences, de participer aux politiques publiques de la gestion des ressources naturelles. Parce

que ces ressources ne seront gérées durablement que lorsque les communautés auront la capacité de participer ;

3. Ce que j'ai entendu ça et là me fait constater qu'il y a eu des expériences qui ont réussi en matière de gestion des ressources naturelles. En termes de propositions, il faudrait que nous pensions à capitaliser les leçons apprises en matière de gestion des ressources naturelles et à appuyer leur application et leur dissémination.

Voilà ce que je voulais dire et je vous remercie.

Monique MUNTING, Chercheur et réalisatrice de documentaires, AGTER, SCAM, Amnesty International, COTA, Belgique

Je voulais partager avec vous deux considérations dont certaines ont déjà été dites. Une concerne les lois, réglementations et directives. Bien sûr les lois sont des directives utiles. Mais je pense que nous devons admettre que dans de nombreux pays ce qui prévaut sur le terrain ce sont les relations de pouvoir. J'ai vu dans un pays comme la Tanzanie qu'à certains moments le gouvernement avait posé des interdictions sur toutes les transactions foncières. Mais à ces moments, les grandes entreprises arrivaient et créaient des situations *de facto*: défrichant les terres, mettant des plantations et progressant, en dépit des lois. Bien sûr au Brésil il y a eu de très bonnes négociations, notamment pour protéger les peuples indigènes par exemple. Mais je pense que nous devons réfléchir à la question des rapports de pouvoir, parce que les lois ne sont pas suffisantes. "Comment parvenir à changer les rapports de force?" devrait être une de nos questions clés.

Ma deuxième idée, est que nous devrions je pense commencer par citer cette phrase de La Via Campesina: "*small farming cools the planet*", l'agriculture paysanne refroidit la planète. Parce que je pense que nous sommes maintenant dans une situation où les gouvernements, partout sur le globe, soutiennent l'agriculture à grande échelle. Et parfois, marginalement, ils donnent un peu d'argent à la petite agriculture familiale. Je pense que notre combat devrait aller beaucoup plus loin que simplement demander une petite place pour l'agriculture familiale. Je pense, comme l'a dit Rukka Sombolinggi, que l'agriculture à petite échelle devrait être déclarée comme étant la solution aux problèmes de destruction de l'environnement et du climat. Je pense que nous devrions utiliser ces arguments pour montrer aux gouvernements qu'ils ne peuvent pas continuer à soutenir une agriculture qui détruit non seulement les sociétés humaines mais également l'environnement et le climat. Et donc j'ai une question sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale: le climat est-il mentionné dans ces directives? Quelle place est accordée au climat et à l'environnement dans ces directives?

Kariyawasam Mapalagam Hewaruppage RAVINDRA GUNAWARDANA, Centre pour l'Étude de l'Environnement et de la Nature (*Center for Environment and Nature Studies, Sri Lanka*)

Je veux vous dire que nous pouvons discuter de beaucoup de choses ici à propos de l'accaparement des terres, y compris par exemple de la manière dont cela impacte les micro-organismes. Ce que je veux dire c'est que, avant de passer au communiqué final, nous devons examiner ces choses des milliers de fois. Parce que sinon cela aboutira à des politiques ou des bilans inopérants. Voilà ce que je voulais dire. Je vous remercie.

Francis FRU NGANG, Secrétaire Général de l'Institut Africain pour le Développement Économique et Social (INADES – Formation), Côte d'Ivoire

J'ai décidé d'intervenir lorsque j'ai entendu le premier panéliste dire que nous devons aller à la rencontre de nos consommateurs et les connaître. Cela m'a rappelé ce qui est en réalité mauvais dans le système actuel. Les consommateurs n'ont pas besoin de nous connaître. Nous devons aller voir les politiciens et leur dire ce que nous pensons. Les consommateurs n'ont pas besoin de venir nous voir pour nous demander ce que nous pensons et nous défendre. Parce qu'ils sont là où ils sont pour nous défendre. Ils sont conscients de nous. En fait, cela nous conduit à ce qui est mauvais dans ce système actuel. Je pense, comme cela a été dit par d'autres, que nous avons besoin d'un changement de système. Toute chose que nous ferons sera superficielle si nous n'avons pas un changement de système. Quelques exemples:

Lorsque nous parlons des ressources naturelles et de la terre, certains disent "il y a un problème avec la terre, ce dont nous avons besoin c'est de titres fonciers, d'un marché foncier". Mais le marché foncier est pour les puissants qui ont l'argent pour acheter la terre et dicter les règles! Il y a les réformes foncières, mais ces réformes foncières doivent respecter les règles du marché et assurer que tout le monde ait accès à la terre et que ceux qui ont de l'argent puissent acheter! Ce qui est fondamentalement mauvais. Quand nous disons que l'exploitation des ressources naturelles est mauvaise, qu'avons-nous? Nous avons l'initiative Kimberley, nous avons l'initiative pour la certification forestière... Tout cela est uniquement pour le marché! Et cela n'arrête pas l'exploitation des ressources et la déforestation. Quand nous disons que les petits agriculteurs n'ont pas accès au crédit, quelle réponse? La microfinance... Mais les microcrédits sont en réalité beaucoup plus chers - trois ou quatre fois plus chers - que les banques conventionnelles où les entreprises obtiennent des crédits. Donc, les pauvres paient plus pour obtenir des crédits que les riches! Et il y a des exemples à n'en plus finir.

Donc, tant qu'on ne remettra pas en cause la valeur centrale du marché - marché qui dicte les besoins, dirige les décisions de ce qu'il faut produire et comment distribuer- nous ne sortirons jamais de ce système. Changer ce système signifie que nous devons changer les principes centraux et les valeurs selon lesquels nous

fonctionnons, nos croyances fondamentales. Nous sommes tous d'accord pour dire que l'être humain est au centre du développement. Mais nous ne sommes pas tous d'accord sur la place des humains, nous ne sommes pas tous d'accord pour dire que la liberté des marchés est le chemin à suivre.

Lorsque nous nous battons contre la liberté des marchés et pour rendre le pouvoir aux gens, pourquoi disons-nous "les riches doivent produire et alors nous redistribuerons les richesses"? Non! Disons que nous redistribuons les opportunités! Pourquoi disons-nous que nous pouvons tous nous nourrir au moyen d'un système social? Non, nous sommes tous des gens forts qui pouvons travailler pour obtenir un revenu!

Nous n'allons pas dire que le chemin pour changer les politiques est réservé à ceux qui ont le pouvoir d'influencer les décideurs politiques, à savoir les entreprises qui mettent tout le monde dans leur poche y compris les consommateurs. Il y a ce que j'appelle la dictature du marché. Tant que nous ne sortons pas de cette dictature du marché, tout ce que nous dirons ne marchera pas.

Ramesh Chandra SHARMA, Coordinateur des Campagnes d'EKTA PARISHAD, Inde

En ce qui concerne la législation foncière, je pense que dans les pays du Sud nous sommes témoins d'un héritage colonial. Chacun d'entre nous est complètement préoccupé par ces législations qui ont été élaborées durant la période coloniale. Que se passe-t-il aujourd'hui? Je suis tout à fait d'accord que nous devons éduquer nos politiciens, nos bureaucrates. Mais quel espace est disponible pour que nous les éduquions? Ceci est une très grande question. Durant les premiers jours, j'ai rappelé qu'on nous promet un modèle de partage des bénéfices: vous ne pouvez plus demander que vos terres ne soient pas acquises, mais vous pouvez demander quelle est la somme compensatoire que vous pouvez recevoir. Nous sommes renvoyés du côté de ceux qui reçoivent dans ce cas. Ma question ici est donc: que voulons-nous? De nouvelles législations, de nouvelles lois?

Nous avons le choix. Voulons-nous proposer et nous engager dans des discussions sans fin et soumettre encore et encore des propositions aux politiciens, aux bureaucrates et aux institutions internationales? Ou bien avons-nous le courage de désobéir à la loi? Je pense que nous avons le choix entre ces deux possibilités. Quand je dis "désobéir à la loi" je veux dire désobéir aux lois élaborées sous l'empire britannique qui véritablement morcellent les forêts, morcellent les communs, les champs. Qui en réalité divisent la communauté toute entière.

Mamy RAKOTONDRAINIBE, présidente du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches, TANY, France

Je voudrais prendre la parole pour insister lourdement sur la qualité magnifique de ce FMAT aussi bien en termes de participants que de contenu, celle des différents

thèmes dont certains ont fait l'objet d'ateliers et d'autres non. Je voudrais insister surtout sur la suite du FMAT parce que toutes ces choses intéressantes vont nécessiter un travail par la suite. J'explique pourquoi. Nous sommes tous convaincus de la nécessité de développer l'agriculture familiale, nous constatons que les gouvernements ne le font pas et que la raison en est que, dans les rapports de force, nous restons très faibles. C'est le cas aussi bien dans chacun des pays que dans le monde. Dans chacun des pays, je pense qu'il est difficile de donner des conseils à chacun, même si certains ont donné des conseils tout à l'heure et je suis d'accord avec eux. Mais ce que je voudrais demander aux organisateurs du FMAT et à toute l'assistance c'est de réfléchir, d'ici ce soir, à la manière dont nous allons continuer ensemble tous ces échanges et la lutte pour que tout cela devienne réalité et que le FMAT ne soit pas une nouvelle réunion après des centaines d'autres avec très peu de résultats ou avec un résultat douteux.

Je voudrais juste insister sur l'idée qu'à ce FMAT sont venus des gens, des communautés, des représentants de communautés qui voulaient faire connaître à l'assistance du FMAT et au monde entier les réalités qui existent chez eux. D'autres n'ont pas pu venir comme certains représentants des montagnards du Maroc qui nous ont transmis un message. Ces différentes communautés que je ne citerai pas ont demandé au FMAT, lors d'un atelier au moins, de faire connaître dans les déclarations la situation où ils se trouvent. Mais je pense que l'essentiel sera aussi dans la poursuite de la lutte, dans la diffusion du travail collectif, de la réflexion collective sur les solutions difficiles. Je suis entièrement d'accord sur la nécessité de trouver des solutions. Certaines solutions ont déjà été énoncées. Mais d'autres sont encore à rechercher. Merci beaucoup.

Laurent LEVARD, Agronome, Parti de Gauche, France

Je voudrais intervenir spécifiquement sur ce qui pourrait être fait dans les pays européens. J'avancerai trois propositions:

1. Organiser la transition de l'agriculture vers une agriculture écologique et une relocalisation des productions en combinant, notamment, deux types de mesures:
 - Un calendrier qui nous donne un horizon à cinq ou dix ans, pour obtenir des normes qui nous sortent complètement du modèle basé sur l'utilisation de pesticides et d'engrais chimiques,
 - Repenser totalement la Politique agricole commune, PAC, de telle façon que les soutiens publics aillent essentiellement financer la transition écologique de l'agriculture et la rémunération des externalités positives de l'agriculture.
2. La nécessité de stopper voire bien souvent d'inverser le processus de concentration de la production dans un nombre de plus en plus réduit de très grandes exploitations. Pour cela, en France, nous avons la chance d'avoir des outils qui existent historiquement même si, par manque de volonté politique, ils ne sont pas utilisés. Il faut premièrement fixer une limite maximale de la dimension économique de chaque exploitation par actif agricole. Deuxièmement, se donner

la possibilité de réaffecter les terres qui se libèrent sur le marché du foncier en faveur des petites exploitations et des petites exploitations qui sont engagées dans la transition écologique de l'agriculture,

3. Nous savons que l'agriculture biologique requiert plus de travail, nous savons parfois que les rendements sont plus faibles, nous savons que parfois les coûts de production sont plus élevés. La transition écologique de l'agriculture n'est possible que s'il y a des prix rémunérateurs et donc si il y a une régulation des marchés, une régulation des productions. Chaque fois qu'il le faut, une protection, une mise à l'abri du marché mondial doit être mise en place de façon à garantir ces prix rémunérateurs.

Je conclus en vous disant en quoi cette politique est solidaire avec les pays du Sud:

1. Tout d'abord, aucune subvention, aucune aide publique ne pourra servir à exporter sur le marché mondial,

2. Elle signifierait la fin des soutiens aux programmes d'agrocarburants dont on connaît les implications en termes d'accaparements dans les pays du Sud,

3. Elle conditionnerait tout droit à une entreprise sur le territoire au fait que celle-ci ne soit pas impliquée dans des processus d'accaparements ailleurs dans le monde,

4. Elle mettrait fin aux accords de libre-échange et soutiendrait les pays qui mettent en place des politiques de souveraineté alimentaire,

5. Pour tous les produits pour lesquels existent des filières de commerce équitable, comme par exemple le café ou le cacao, nous pouvons tout à fait dire qu'à l'horizon de cinq ans par exemple, avoir un label de commerce équitable sera une condition pour pouvoir être importé sur le territoire national ou européen.

Mario BUZZALINO, Commission Nationale de Développement Rural (*Comisión Nacional de Fomento Rural, CNFR*), Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Mercosur (*Coordinadora de Organizaciones de productores Familiares del Mercosur, COPROFAM*), Uruguay

Nous devons comprendre que nous avons deux problèmes. Premièrement, nous n'avons qu'un seul monde. Deuxièmement, nous devons vivre sur celui-ci.

Ici, nous avons des universitaires et des hauts fonctionnaires qui participent. Cela fait des années que l'on participe à de telles discussions, qu'on a raison, qu'on est nombreux et cependant, en ce moment même, quelque part dans le monde il y a sûrement des camarades qui sont expulsés. Je voudrais donc dire que l'on n'a pas avancé du tout! Tout continue pareil. Mais je me risque à suggérer qu'il nous manque deux éléments fondamentaux: 1. Des propositions, 2. Une très forte autocritique!

On a déjà tous les diagnostics. On sait déjà presque tout. Mais on n'avance pas. Charles Darwin a dit il y a déjà longtemps "L'espèce qui va survivre n'est pas la

plus forte ni la plus grande mais celle qui s'adapte le mieux". Réfléchissons à cela. Merci.

Verónica HERNÁNDEZ, Alliance MésoAméricaine des Peuples des Forêts (*Alianza Mesoamericana de Pueblos y Bosques, AMPB*), Guatemala

Je voudrais féliciter le frère brésilien qui est à la tribune pour les apports dont il nous a fait part pour avoir un monde meilleur.

Deuxièmement, je voudrais dire ici que nous sommes à Valencia, en Espagne, et on a vu que le 30 mars il y a eu cette persécution de notre camarade du Syndicat Andalou des Travailleurs, *Sindicato Andaluz de Trabajadores/as, SAT*, et cela ne se passe pas seulement en Espagne mais aussi dans d'autres pays. Je crois que nous devons souligner cela. Au Guatemala a été créé récemment la Fondation contre le terrorisme. Cela affecte nos camarades, nos leaders paysans qui luttent pour toutes ces ressources que nous avons sur la planète. C'est un appel que je veux faire. La proposition que je veux faire dans ce forum est de chercher à nous renforcer en faisant des alliances mondiales à travers de nouvelles conventions et traités internationaux sur les droits de l'homme. Nous voyons que malgré la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail, OIT, sur les peuples indigènes et tribaux, ces droits sont violés dans différents pays. Je lance donc cet appel. Merci.

Sidy BA, Conseil National de Concertation et de Coordination des Ruraux (CNCR) du Sénégal et Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), Sénégal

Mes préoccupations, en particulier sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, ont largement été prises en compte par mon collègue du GRET qui travaille au Sénégal, M. Iba Mar FAYE. Merci.

Adriana do NASCIMENTO SILVA, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG*), Brésil

Merci, Je suis Adriana do Nascimento, agricultrice familiale dans l'État de Pernanbouc au Brésil. Nous débattons de l'accès à la terre, des conditions de sécurisation, de la souveraineté alimentaire, du développement durable. Au Brésil, nous avons travaillé avec la jeunesse pour l'éducation à l'agroécologie et à la production basée sur l'agroécologie. Nous considérons que les jeunes sont des personnes qui doivent contribuer au processus. Nous ne pourrions pas participer à ce forum sans souligner l'importance qu'il y a à placer les jeunes au cœur du processus qui vise à changer un mode de production qui ne valorise pas la vie, la

vie des plantes, des animaux et des personnes et là. L'implication des jeunes est une condition pour la réussite de ce mouvement, de cet effort de changement de système. Nous pensons que cela est important pour tous les pays. Merci.

Michel DAVID, Paysan, Confédération paysanne, France

Je pense qu'à ce stade il faut que nous passions à des propositions sur les conclusions, notamment sur les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, DV. Ce qu'ont dit Marcel Mazoyer et Laurent Levard, je le reprends. Ainsi que ce qu'a dit Michel Buisson. Je pense qu'il faut que nous arrivions à faire qu'un certain nombre de choses qui sont dans les DV deviennent des exigences. Il faut se demander comment est-ce qu'on pourrait passer à la contrainte. Parce qu'il ne suffira pas de demander à Monsieur Monsanto s'il veut bien faire en sorte que les petits agriculteurs paysans survivent. Je pense donc qu'il faut que nous travaillions là-dessus d'ici la sortie.

D'un côté, les peuples du Sud ont expliqué comment l'agriculture paysanne doit survivre et, d'un autre côté, nous avons expliqué comment nous, dans les pays du Nord, nous pouvons nous battre pour, premièrement, maintenir l'agriculture paysanne et deuxièmement ne pas piller le Sud. Le climat peut nous servir à cet égard parce qu'effectivement, nous exportons notre industrie, notre agriculture.

Pour conclure, il faut qu'on voit comment ne pas faire des immigrés avec les paysans, des nouveaux réfugiés, comment on va arrêter d'importer le soja qui pille les indigènes, expulse les paysans dans le Sud, pour faire des fermes de 1 000 vaches en France qui en même temps suppriment l'agriculture paysanne. Il faut donc que nous travaillions là-dessus, que nous trouvions des propositions d'actions concrètes pour que le volontaire devienne une sanction pour monsieur le président des agrocarburants en France qui est en même temps le président du plus gros syndicat agricole, pour Monsieur Monsanto et pour défendre les petits paysans et arrêter l'accaparement de terres.

Michel BAYLAC, Président de l'Association Européenne des Institutions d'Aménagement Rural (AIEAR), France

Je suis président de l'AIEAR. Je m'occupe de régulations au niveau européen. Ce que je ressens à la fin de ce colloque c'est un sentiment d'amour de la terre. Je crois qu'ici chacun est réellement militant, quelles que soient ses origines, quel que soit ce qu'il fait dans sa vie. Je crois que nous sommes tous animés par une volonté farouche de réguler le foncier en maîtrisant les agrandissements, en maîtrisant le prix. Je crois qu'il faut une réelle solidarité entre les exploitants familiaux du monde entier. Il faut aussi assumer nos différences, nos différences régionales, nos différences culturelles. Mon amie Espérance de République Démocratique du Congo, Mamadou Cissokho, Michel David qui vient de prendre la parole, Emmanuel Hiest peut-être qui a une autre conception... On a besoin

de nous retrouver. Il ne faut surtout pas se tromper d'adversaires. Aujourd'hui nous sommes tous réunis, même si nous avons parfois des situations différentes. Et tous nous luttons farouchement contre la financiarisation du foncier, contre l'accaparement du foncier économique, parfois politique aussi. Mais il faut élargir nos bases. Si on veut sortir d'ici en disant que nous représentons une réelle force de proposition, une force politique aussi, il faut élargir nos bases, pour ne pas caricaturer, pour que l'on ne caricature pas l'exploitation et l'agriculture familiale, et réussir une triple performance économique, sociale et environnementale. Je vous remercie.

Maria HEUBUCH, éleveuse laitière, membre du Parlement européen, Allemagne

– Modératrice

Merci beaucoup. J'ai reçu encore d'autres demandes d'interventions, mais comme il ne nous reste plus que quelques minutes, nous allons les utiliser pour permettre à nos panélistes de réagir à ces interpellations et répondre aux questions qui leur ont été posées.

Rukka SOMBOLINGGI, Coordinatrice de l'Alliance des Peuples Indigènes de l'Archipel (*Aliansi Masyarakat Adat Nusantara, AMAN*), Indonésie

Je ne pense pas qu'il y ait eu beaucoup de questions qui attendent une réponse. Toutes étaient des idées partagées et des propositions. L'une à laquelle je pense que nous devons répondre est celle qui concerne la situation en Espagne et des actions à faire ici. Ce qui m'amène à répondre sur les actions au niveau national. Nous pouvons mettre en place des solidarités depuis différentes parties du monde, nous pouvons nous déplacer. Mais tout doit être basé sur vos demandes, parce que c'est vous qui savez quelle est la meilleure stratégie. Nous ne pouvons pas venir et dire "faites ceci et cela". Je crois qu'il n'y a pas de solution unique. Je pense que c'est ainsi que nous devons travailler ensemble.

Je pense que le changement de paradigme de marché est juste une réalité et c'est ce que nous avons vraiment besoin de savoir. Sur la participation des jeunes, oui, et sur la désobéissance aux lois, oui, nous désobéissons aux mauvaises lois. Et nous continuons à respecter les bonnes lois parce que toutes les lois ne sont pas mauvaises. Mais nous désobéissons aux mauvaises lois.

À nouveau, je pense qu'une chose dont nous devons rester convaincus est que la souveraineté alimentaire n'est pas un vieux concept. C'est un concept existant que nous pratiquons. C'est aussi un concept du futur que nous devons continuer à pratiquer. C'est ainsi que nous devons voir la souveraineté alimentaire. Ce n'est pas nouveau. Nous la pratiquons depuis des siècles et c'est pourquoi nous sommes toujours vivants. Donc ne le qualifiez pas d'ancien, c'est simplement le présent et futur.

Marcel MAZOYER, Professeur Émérite, AgroParisTech, France

Je voulais remercier les personnes qui sont intervenues et la richesse des interventions. Evidemment, nous avons été très courts et forcément très réducteurs dans nos interventions. Je voudrais juste dire ce que je ressens après tout ce débat:

1. Les politiques libérales appliquées à l'agriculture sont effectivement catastrophiques,
2. Les mesures prises par consensus par les Nations Unies, que ce soient les Objectifs du Millénaire pour le Développement, OMD, les Objectifs de Développement Durable, ODD, et aujourd'hui les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, DV, sont sans doute très utiles et amortissent les dégâts de la mondialisation libérale de l'agriculture, mais cela ne suffit pas.

La situation s'améliore un peu, mais à peine. Quelque fois même, dans beaucoup de régions, elle régresse. Et donc il n'y a pas d'autres alternatives que chercher à retrouver des politiques qui 1. stoppent les accaparements de terre, 2. font la réforme agraire partout où elle est devenue nécessaire ou redevenue nécessaire, 3. mettent en place des politiques agricoles radicalement favorables aux agricultures paysannes, à commencer par les plus pauvres, les plus précaires, 4. mettent en place des politiques qui sont bien entendu des politiques de structure et d'accès à la terre, mais aussi des politiques de prix rémunérateurs. Cela a été dit, pour qu'une agriculture paysanne fonctionne partout il faut qu'elle nourrisse dignement ceux qui travaillent.

Il faut lutter en permanence contre la reconstitution des inégalités foncières, d'équipement, de productivité, de revenus dans l'agriculture. Sinon, la machine à accumuler de manière différentielle dans l'agriculture paysanne fonctionne, les inégalités se redéveloppent. Cela a été bien dit et souligné. Enfin, il faut des politiques de développement, d'accord. Mais il ne faut pas retomber dans le panneau de l'agro-mécanique et de l'agrochimie. Il faut vraiment s'engager radicalement dans ce que j'appelle pour simplifier l'agro-écologie.

Un dernier point: tout cela ce sont des vœux pieux sur lesquels nous nous mettrons d'accord une fois de plus sans doute. Mais ça ne sert à rien tant qu'il n'y a pas de mobilisation de forces politiques suffisantes pour retourner les majorités qui continuent de fonctionner, dans les différents pays et à l'échelle mondiale, unilatéralement au profit de l'agriculture capitaliste. Il y a beaucoup d'alliés possibles: les paysans sans terre, les paysans tout court, les paysans pauvres, les paysans riches, les chômeurs, les salariés précaires aux quatre coins du monde, les classes moyennes qui sont menacées par la trappe à pauvreté et puis toute l'économie utile qui est littéralement asphyxiée par cette politique. Merci.

Javier MOLINA CRUZ, Agent principal Régimes fonciers, Division Climat, énergie et Tenure foncière (NRC), Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Colombie

Je voudrais rapidement souligner de nouveau que les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, DV, sont un instrument et que ce n'est pas le seul. Il n'est donc pas juste d'espérer que les DV résolvent tout. En revanche, il faut savoir que c'est un instrument utile qui nous permet de modeler les cadres législatifs, des politiques et des institutions qui ont à voir avec la tenure de la terre et qui incluent l'eau, la pêche, les forêts, et pas seulement la terre. Donc les DV sont un instrument qui, s'il est utilisé de manière adéquate, peut influencer les cadres législatifs, des politiques comme des institutions.

D'un autre côté, cela peut être frustrant de ne pas voir de résultats immédiats mais ce sont des processus qui prennent du temps. Ce sont des processus à moyen terme. Pour cela le travail de plaidoyer dans des forums comme celui-ci est clef. Ici nous avons des personnes qui peuvent avoir accès à l'Union Africaine, d'autres, en Asie, à l'Association des Nations de l'Asie du Sud Est, ASEAN, etc... Ce sont des organisations qui prennent conscience de l'importance de renforcer les cadres régulateurs, les politiques qui ont à voir avec les terres, l'eau, la mer. Il est possible de créer des espaces qui permettent d'aller dans la direction du renforcement des cadres législatifs qui permettent d'affronter les entreprises qui concentrent, qui exproprient et qui exploitent les ressources naturelles de manière non durable. C'est un instrument et j'invite à ce que nous en fassions usage.

Willian Clementino DA SILVA MATIAS, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles, (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*, CONTAG), Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Mercosur (*Coordinadora de Organizações de produtores Familiares del Mercosur*, COPROFAM), Brésil

Je voudrais dire que la démocratie est fondamentale. S'il n'y avait pas de démocratie, nous ne serions pas là. La démocratie garantit notre participation à ce forum, nos discussions, nos débats. Il me semble important de dire que pour nous le FMAT est fondamental, mais il est nécessaire que l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, et les autres organismes fassent une proposition avec nous pour organiser une deuxième Conférence Internationale sur la Réforme Agricole et le Développement Rural, pour avoir un engagement au-delà de ce forum, pour continuer d'œuvrer pour le changement de la vie des paysans.

Pour soutenir cela, je vais vous lire une phrase d'une écrivaine de mon pays, Clarice Lispector: "Je suis en danger, comme toute personne qui vit. Mais la seule chose qui me fait espérer c'est justement l'inespéré, la force, l'unité dans la lutte

pour l'agriculture familiale paysanne et indigène, toujours.”

Brendan BURNS, Président de la Section Agriculture, Développement Rural et Environnement du Comité Économique et Social Européen (CESE), Écosse, Royaume-Uni

Le changement n'aura pas lieu juste parce que vous avez raison. Le changement ne se produira pas parce que vous avez des arguments logiques. Combien de personnes ici ont un téléphone portable? Levez la main. Combien d'entre vous sont sur Twitter? Sur Facebook? J'y suis. J'ai cherché sur mon téléphone "Accaparement des terres et Forum mondial sur l'Accès à la Terre": rien! Je peux vous dire où vous êtes en ce moment même. Vous êtes exactement où les grandes entreprises et les gouvernements veulent que vous soyez. Vous êtes dans une salle en train de vous parler à vous-mêmes. Les portes sont fermées et personne n'écoute!

Je vous en prie, prenez conscience que la seule manière de changer les choses est de faire sortir votre message. Vous pouvez le faire dès maintenant avec un simple téléphone portable! Si vous n'avez pas cela, vous pouvez le faire avec un ordinateur. Si vous êtes comme moi bloqué sur une île avec un réseau pourri vous en aurez quand même à la fin de la journée. Les gens ont besoin de savoir ce que vous dites. Depuis mon téléphone, j'ai parlé, envoyé des messages à quelques milliers de personnes durant ce moment de débat. Combien d'entre vous ont fait de même? S'il vous plaît, utilisez les technologies. Arrêtez de parler entre vous et commencez à parler à vos clients, à vos politiciens. C'est comme cela qu'on se bat contre les grandes entreprises. Vous ne changerez les choses que si vos consommateurs comprennent pourquoi cela est nécessaire.

Atelier 10: Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DV): Quelle mise en œuvre sur le terrain?

Bilan

Considérations générales

Les DV n'ont pas force d'obligation indérogeable. C'est un outil de référence mobilisable pour faire évoluer les politiques et pratiques de gouvernance relatives à la tenure des régimes fonciers applicables aux terres, pêches et forêts. Leurs préconisations bénéficient d'une forte légitimité puisqu'elles ont réuni, fin 2012, les signatures des États membres du Comité de la Sécurité Alimentaire Mondiale (CSA), suite à un processus d'élaboration qui a accordé une place importante à l'expression de la société civile mondiale.

Les DV légitiment la participation de la société civile aux processus de réformes de la gouvernance des régimes fonciers. Elles l'ont effectivement favorisée dans des cas où la volonté des gouvernements d'organiser cette participation était acquise. Les DV peuvent aussi constituer, en amont, un motif pour ouvrir un dialogue entre acteurs aux intérêts divergents et susciter la volonté des gouvernements d'en appliquer les recommandations.

Les DV appellent à reconnaître, respecter et protéger les droits - formels aussi bien qu'informels - des majorités (individus et collectifs) sur les ressources naturelles et à ce que les transferts de ces droits s'opèrent en échange de justes contreparties. Mais elles n'indiquent pas la nécessité de privilégier une forme d'agriculture plutôt qu'une autre. Or, l'agriculture capitaliste à salariés à grande échelle se développe aux dépens de l'agriculture familiale. Obtenir que les préconisations des DV en faveur des majorités rurales soient bien appliquées, tout en empêchant l'utilisation des DV pour légitimer l'expansion de l'agriculture

à grande échelle, dépend de l'expression de cette exigence par la société civile. Dans de nombreux pays, l'amélioration de l'accès des familles et communautés rurales à la terre et aux ressources naturelles est contradictoire avec les intérêts immédiats des dépositaires des pouvoirs publics. Quand bien même ces derniers ont signé les DV, voire ont engagé un processus politique autour des DV, leur volonté de les appliquer en protection des ruraux défavorisés peut être très limitée. Plus généralement, les entreprises de production agricole capitalistes à salariés exercent un poids important sur les choix de politiques foncières et agricoles. La mobilisation de la société civile est partout indispensable pour faire évoluer la gouvernance des régimes fonciers au service d'une plus grande justice sociale.

Pour constituer un renfort des revendications des majorités rurales, les DV doivent d'abord être connues des ruraux. Ce n'est pas encore le cas partout, y compris dans des pays où ils sont le plus directement concernés par la concurrence des exploitations à grande échelle et les évictions. La FAO a engagé une démarche pour partager la connaissance des DV depuis fin 2012, mais c'est un travail de longue haleine qui n'est pas encore réalisé dans tous les pays. Des outils d'information et de formation sont à la disposition de tous sur les sites internet de la FAO.

Retours d'expériences

Des processus de discussion et des réformes politiques qui ont mobilisé les DV au Chili, en Colombie, en Écosse, au Guatemala, à Madagascar, en Mauritanie et en Uruguay ont été présentées. Dans ces cas, les DV ont permis :

1. de légitimer le choix d'ouvrir le dialogue sur le thème de l'accès à la terre entre des acteurs dont les intérêts divergent dans ce domaine, y compris dans des contextes où leurs divergences vont jusqu'au conflit, et en particulier de légitimer la participation des mouvements sociaux à ce dialogue ;
2. de fournir un référentiel pour évaluer des mesures prises dans le cadre de réformes antérieures: valider certains choix de méthode et contenu, identifier des écarts ;
3. dans les cas où les DV ont servi de guide à des réformes politiques (Colombie, Écosse, Guatemala, Madagascar, Uruguay), parfois avec un accompagnement de la FAO (Colombie, Guatemala, Madagascar), elles ont conduit à aménager des appuis légaux et administratifs à l'agriculture familiale, aux communautés autochtones et aux femmes. Les effets de ces mesures restent souvent à concrétiser, ces réformes ayant été finalisées récemment ou étant encore en discussion. Dans les cas où elles ont commencé à être appliquées par des gouvernements qui favorisent par ailleurs la concentration foncière à grande échelle, ces derniers n'ont pas cessé d'agir dans ce sens.

Les échanges engagés autour des DV au sein de la Réunion Spécialisée sur

l'Agriculture Familiale, REAF, des membres du MERCOSUR (Marché Commun d'Amérique du Sud) ont été rapportés. Ils ont permis aux États et aux organisations de la société civile participants de mesurer l'importance d'instituer des régulations en faveur des agriculteurs familiaux, des communautés autochtones et des femmes. Elles ont par exemple validé le choix de l'Institut National de la Colonisation d'Uruguay d'encadrer la cession (par les agriculteurs) des droits d'usage des terres qu'il administre, afin de garantir leur vocation familiale dans la durée. Ces discussions ont conduit la REAF à adopter une définition commune de l'agriculture familiale et à créer un registre des agriculteurs familiaux en vue de faciliter leur accès aux dispositifs d'appui qui leur sont dédiés dans chacun des pays membres du MERCOSUR.

Propositions

Les pistes proposées peuvent relever de l'action citoyenne seule, mais elles peuvent aussi utilement mobiliser des institutions gouvernementales locales, nationales et internationales et en particulier la FAO:

- La manière dont les DV peuvent permettre de favoriser le choix politique d'une voie de développement fondée sur l'agriculture familiale et les usages familiaux et communautaires des ressources naturelles en général pourrait faire l'objet d'une réflexion approfondie et d'une documentation en vue d'un partage d'expériences à grande échelle.
- Dans la perspective de favoriser une gouvernance responsable des régimes fonciers mais également le choix politique de l'agriculture familiale, et compte tenu de la nécessité pour les mouvements sociaux d'être moteurs du changement, une méthode pourrait être développée pour guider ces derniers dans l'élaboration de stratégies pour ouvrir des dialogues multi-acteurs, en vue de susciter la volonté effective des gouvernements d'agir en faveur des majorités rurales.
- En complément des préconisations formulées par les DV, des guides pourraient être produits pour développer la réflexion sur les enjeux et les mesures politiques possibles dans certains champs de gouvernance clefs. En premier lieu, l'importance de la régulation des marchés de droits fonciers (d'usage et propriété) en vue de maintenir dans la durée l'accès des paysans et des communautés rurales aux ressources naturelles et leur autonomie d'usage, et les outils pertinents dans ce domaine mériterait une documentation spécifique. De même, les modalités de reconnaissance des droits communaux / communautaires et leur protection pourraient utilement faire l'objet d'approfondissement et de documents-guides complémentaires. Également, les processus de réformes agraires demanderaient à être documentés.

- Favoriser des dynamiques d'échanges régionales intergouvernementales, ouvertes à la société civile, pour permettre l'échange d'expériences politiques et pratiques, et l'émulation dans le domaine de la gouvernance responsable des régimes fonciers.

- Former des alliances internes et internationales impliquant non seulement la société civile mais aussi les secteurs académiques et les institutions gouvernementales favorables pour soutenir les démarches de dialogue visant à favoriser un développement privilégiant l'agriculture paysanne et les autres usages familiaux/communautaires des ressources naturelles. Des alliances internationales sont absolument indispensables pour aller dans ce sens dans les pays où le droit d'expression des ruraux est réduit voire nul.

Trois attentes ont été exprimées par les organisations de la société civile présentes:

- Des moyens pour traduire et diffuser les DV dans les pays où elles sont peu connues des majorités rurales, notamment parce que les gouvernements nationaux se refusent à s'en faire le relais ;

- La communication par la FAO de sa stratégie d'application des DV dans le cadre des projets d'action contre le changement climatique impliquant une large emprise foncière auxquels elle est associée (projet de maintien et création de puits carbone par la conservation et plantation de forêts, projet de conservation et restauration de sols) ;

- Que le bilan de la diffusion et de la mise en œuvre des DV lors de la prochaine session du CSA en octobre 2016 ne s'effectue pas seulement à travers la présentation d'exemples de réussites (*success stories*) mais qu'il donne aussi aux gouvernements l'occasion de tirer des leçons des difficultés qui ont pu être rencontrées dans d'autres cas afin d'y trouver des solutions.

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

GAMBOA, Klemen, Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Délégation Amérique latine

OUSMANE CAMARA, Jean, Coordonnateur National de la Cellule de Coordination de la Réforme Foncière, Ministère auprès de la Présidence en charge des Projets Présidentiels, de l'Aménagement du territoire et de l'Équipement, Madagascar

GOMEZ, Jacqueline, Présidente de l'Institut National de la Colonisation, Uruguay
LEON AYALA, Yvan Felipe, Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO) en Colombie

Interventions des participants:

BA, Elhadj Mamadou, Association Mauritanienne pour l'Auto Développement (AMAD), Mauritanie

BINYUKI NYOTA, Espérance, Union pour l'Émancipation de la Femme Autochtone (UEFA), République Démocratique du Congo

I MOBIN JINNAH, Shah, Association pour le Développement Communautaire (*Community Development Association, CDA*), Bangladesh

MOLINA, Javier, Agent principal Régimes fonciers, Division Climat, énergie et Tenure foncière (NRC), Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Colombie

KEMANDA, Bienvenu, Maison de l'Enfant et de la Femme Pygmée, République centrafricaine

MACHART, Yves-Roger, Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF), France

MANCHOLA RUIZ, Olga, Colombie

PEACOCK, Peter, Terres Communautaires Écosse (*Community Land Scotland*), Royaume Uni

RAVINDRA GUNAWARDANA, Kariyawasam Mapalagam Hewaruppage, Centre pour l'Étude de l'Environnement et de la Nature (*Center for Environment and Nature Studies*), Sri Lanka

SABLE, Anne-Laure, Comité Catholique d'Action contre la Faim et pour le Développement (CCFD - Terre Solidaire), France

SAMPHORS, Doung, Star Kampuchea, Cambodge

VETTRAINO, Jean, Secours Catholique, France

WARTENA, Sjoerd, Terre de Liens, France

Modérateur:

SANCHEZ CURIHUENTRO, Ruben, Observatoire Citoyen (*Observatorio Ciudadano*), Chili

Rapporteur:

TAYLOR, Michael, Directeur du Secrétariat de la Coalition Internationale pour la Terre (*International Land Coalition, ILC*), Botswana

Atelier 11: Sécurité et souveraineté alimentaires, droits sur la terre (individuels et collectifs), communs

Bilan

Les crises alimentaires de 2007-2008, causées d' "émeutes de la faim" dans plusieurs pays dits en voie de développement, ont été révélatrices, non d'une pénurie alimentaire, mais de problèmes d'accès à la nourriture. Elles ont été la conséquence du développement d'un modèle agricole, l'exploitation capitaliste à salariés, qui ne répond pas aux besoins alimentaires des personnes non ou trop peu dotées en argent. L'expansion de ce modèle fait obstacle à la réalisation de la sécurité et de la souveraineté alimentaires²⁰.

Ces dernières années, l'accélération des processus d'accaparement et de concentration des terres et ressources naturelles (eau, semences, ressources halieutiques, forêts...) remet en cause leur bonne utilisation par la majorité des familles et communautés rurales. Ces processus mettent en péril en particulier la production agricole de centaines de millions de paysans et paysannes qui les nourrit eux-mêmes et couvre déjà plus de 70 % des besoins alimentaires mondiaux malgré toutes les contraintes qu'elle subit.

Dans le prolongement des politiques menées durant la période coloniale, et en phase avec les recommandations des institutions internationales, de nombreux États formalisent les droits sur les terres et ressources naturelles selon des schémas juridiques étrangers aux représentations des populations et communautés. Le modèle du droit individuel absolu sur toutes les ressources d'une parcelle de terre, exclusif et cessible au plus offrant sur un marché, est largement imposé. Il bouleverse les systèmes d'organisation de l'espace et

²⁰ La **sécurité alimentaire**, telle que définie par la FAO, existe lorsque « tous les êtres humains ont, à tout moment, accès à une nourriture en quantité et en qualité suffisantes ». La **souveraineté alimentaire**, revendication née au sein du mouvement paysan Via Campesina notamment pour contester la libéralisation des échanges agricoles, pointe quant à elle le droit que les peuples devraient pouvoir exercer de définir et mettre en œuvre les politiques agricoles et alimentaire de leur choix afin de garantir les conditions de vie des paysan-ne-s. Cette liberté de choisir les modalités de production de l'alimentation justifie le droit de protéger et réglementer la production et le commerce agricoles.

des usages des ressources naturelles. Pour de nombreuses communautés et individus, la terre n'est pas une marchandise. Les utilisateurs des ressources d'un même lieu peuvent être divers et ordonner leurs usages selon une gestion collective. Au Sénégal par exemple, le droit national ne reconnaît pas la propriété collective familiale. En niant les institutions sociales fondamentales des systèmes locaux telles que celle-ci, ces transformations affectent la capacité des ruraux de maîtriser les usages des ressources liées à l'alimentation, c'est-à-dire d'exercer leur souveraineté alimentaire.

La mise en conformité avec le formalisme individualiste et libéral est souvent longue et coûteuse. La plupart des paysan-ne-s se trouve économiquement exclue d'un accès à des titres fonciers garantis par l'État, comme c'est le cas à Madagascar. De nombreux exemples montrent surtout que la distribution de titres fonciers crée en réalité des situations d'insécurité foncière et facilite au contraire la concentration des terres. Dans un régime où les droits sont redistribués au plus offrant, l'utilisation des ressources est précaire voire impossible pour les plus démunis, notamment les jeunes. Les usages intermittents comme le pâturage transhumant, crucial pour les éleveurs nomades, se trouvent particulièrement précarisés.

Ne reconnaissant pas de manière effective les normes locales de gestion des ressources naturelles, les États s'accaparent des terres coutumières qu'ils reversent au répertoire des terres "disponibles" pour d'éventuels "investisseurs" après les avoir éventuellement converties en terres étatiques (comme cela a été le cas en Inde par ex.). Ils contribuent à l'éviction des communautés rurales de leurs territoires par des acteurs à la recherche de profits à court terme. Fréquemment, les personnes qui subissent ces formes d'éviction ne sont pas indemnisées.

Les modalités de gestion collective originales établies en divers lieux (droit coutumier ou traditionnel, communs plus récents...) sont nées de l'expérience des conditions locales (climat, ressources...) et de la culture des groupes concernés. Elles peuvent assurer aux utilisateurs la sécurité d'accès aux ressources tout en garantissant une mise en œuvre concordante et agroécologique des usages (pâturage, cultures, cueillette, chasse, pêche...). Elles recèlent des clefs pour une gestion durable des ressources naturelles et un partage équitable de leurs bénéfices au sein des sociétés.

Il ne s'agit pas de sacraliser tous les modes de gestion communautaires existants. Certaines formes, notamment traditionnelles, entretiennent de fortes inégalités de pouvoir et génèrent de l'exclusion. L'enjeu est de protéger les communs existants pour mettre un terme à la disparition des communautés qui en dépendent et les entretiennent. Il faut donc trouver des modalités d'organisation autour des terres et ressources naturelles porteuses de sécurité d'usage pour les utilisateurs familiaux en voie d'éviction et bénéfiques à tous.

Les cadres et les pouvoirs politiques et légaux, nationaux et internationaux, doivent évoluer pour faire toute leur place aux systèmes de pouvoir et

d'organisation collectifs locaux. L'articulation des droits individuels et collectifs la mieux à même de protéger les usages familiaux et communautaires des ressources naturelles doit être recherchée. C'est une condition de la sécurité et de la souveraineté alimentaire.

Propositions

Action citoyenne

Revendiquer la reconnaissance et la protection, par les gouvernements, des normes locales touchant aux terres et aux ressources naturelles.

Soutenir (en participant ou en apportant un appui matériel ou financier) les expériences collectives concrètes d'organisation des usages propices à l'agriculture paysanne et aux autres usages familiaux / communautaires des ressources naturelles ;

Élaborer, dans le cadre d'instances citoyennes d'utilisateurs des terres et ressources naturelles, ouvertes aux urbains, aux chercheurs..., des propositions politiques et juridiques propres à des régimes fonciers qui:

- S'inspirent des modes existants d'organisation des usages propices à l'agriculture paysanne et autres usages familiaux / communautaires des ressources naturelles (parmi les fonctionnements coutumiers/traditionnels, mais aussi les actions des États dont les formes de régulation de la propriété privée individuelle garantent de l'intérêt général) ;
- Organisent la cohabitation entre les sources de normes / pouvoirs locaux (systèmes communautaires coutumiers, traditionnels...) et le droit national et international en vue de garantir la sécurité et la souveraineté alimentaire du local au global ;
- Confèrent un poids prépondérant à l'intérêt de tous les membres, hommes et femmes, des communautés locales dans la définition de l'intérêt général, notamment avant toute décision de mettre en œuvre un projet (minier, d'infrastructure, agricole, forestier...) affectant leur territoire ;
- Intègrent pleinement les enjeux écologiques, économiques et sociaux: droits fonciers et touchant aux ressources naturelles en général conditionnés au respect de normes dans ces domaines, incitations à de meilleures performances dans ces domaines à travers l'octroi d'avantages liés à l'exercice de ces droits.
- Construire des alliances plus larges, en particulier avec les urbains, pour que les rapports de force politiques penchent en faveur régimes fonciers propices à l'agriculture paysanne et aux autres usages familiaux et communautaires des ressources naturelles.

Pour forger ces alliances, il faut:

- développer et communiquer les arguments forts en faveur de ces catégories de ruraux sur le terrain de l'alimentation, de la création et du maintien des emplois et des conditions de vie, et de la préservation de l'environnement (agroécologie, lutte contre les agrottoxiques et autres polluants, contre le changement climatique, etc.) ;

- analyser et expliquer les implications des modèles juridiques tels que la propriété privée individuelle, l'immatriculation, le cadastre... selon leurs diverses modalités d'application afin de mettre en garde les opinions publiques contre le discours des États et des institutions internationales qui justifient ces transformations au nom de la plus grande sécurité foncière qu'elles sont censés apporter. Remettre en cause certains termes qui font le lit d'orientations politiques non propices à l'agriculture paysanne et aux autres usages familiaux et communautaires des terres ("exploitation" agricole, "ressources", par ex.) ;

- interpeller sur la manière dont est défini l'intérêt général et en particulier qui le définit. S'interroger sur la manière dont il devrait être défini pour être vraiment général ; rappeler le sens que devraient prendre en conséquence la *propriété publique* et la *propriété privée de l'État* ;

Défendre, le cas échéant contre les cadres légaux qui les restreignent, les conditions de l'agriculture paysanne: développer les semences paysannes, les marchés paysans, la nourriture paysanne...

Mesures politiques et juridiques nécessaires

Reconnaître et protéger de manière effective les systèmes collectifs de droits fonciers locaux traditionnels et coutumiers ou plus récents ;

Protéger les agricultures familiales contre l'agriculture capitaliste à salariés à travers un statut particulier ;

Redistribuer les terres accaparées et limiter les transferts de droits fonciers ou d'exploitation pour préserver et généraliser l'agriculture paysanne et les autres usages familiaux et communautaires des ressources naturelles ;

Décloisonner et démocratiser les prises de décisions: les ruraux, hommes et femmes, jeunes et vieux, doivent participer aux décisions relatives aux affectations des ressources (projets agricoles, forestiers, touristiques, miniers...) ;

Faciliter la relocalisation des systèmes agricoles et alimentaires (transformation et consommation).

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

CASTILLO HUERTAS, Ana Patricia, Féministe agraire, Guatemala

CISSÉ, El Hadji Thierno, Assistant du Coordinateur de l'Unité d'Appui Technique, Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), Sénégal

KOUAMÉ, Georges, Chercheur, Université Félix Houphouët Boigny, Côte d'Ivoire

ROMERO BORRALLLO, Eugenio, Parlement d'Estrémadure, Podemos, Espagne

SHARMA, Ramesh Chandra, Coordinateur de Campagne, Ekta Parishad, Inde

Interventions de participants:

ANDRIANTIANA, Rija, Président du Comité national pour la défense des droits fonciers, Madagascar

BASTERRETxea, Txaran, Consultant, Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Espagne

CHAUVEAU, Jean-Pierre Directeur de Recherche Émérite, Comité Technique "Foncier et Développement", France

VAN DER PLOEG, Jan Douwe, professeur, Université de Wageningen, Pays-Bas

FAYE, Iba Mar, chef de mission Agriculture familiale et foncier, GRET, Sénégal

LOUW, Carmen, *Women on Farms Project*, Afrique du Sud

MONREAL GAINZA, Borja, Consultant en Développement Rural, Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO)

NASCIMENTO SILVA, Adriana, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*, CONTAG) Brésil

NEVES, Vitor Carlos, Centrale des Coopératives et Entreprises Solidaires (*Central de Cooperativas e Empreendimentos Solidários*, UNISOL), Brésil

THOMSON, Frances, Université du Sussex, Royaume Uni

Modérateur:

MAMALO, Abdoul Karim, Ancien Secrétaire Permanent du Code Rural du Niger

Rapporteur:

MELLAC, Marie, Chercheur, Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) France

Atelier 12: Politiques fiscales, régulations des marchés fonciers et de la taille des unités de production

Bilan

Le premier constat issu de cet atelier est que, partout dans le monde, on observe une forte expansion des inégalités dans la distribution du foncier, avec une concentration croissante des terres dans les mains d'un nombre réduit d'acteurs.

Ce phénomène de concentration du foncier entraîne nécessairement l'exclusion et la marginalisation des petites unités de production et de leurs travailleurs. Un modèle agricole bipolaire se développe qui oppose dans une lutte déséquilibrée l'agriculture familiale à l'agriculture à grande échelle.

Force est de constater que de nombreux processus de réforme agraire qui ont eut lieu dans les années 1970, en Amérique Latine notamment, ont échoué. En effet, dans la majorité des cas, au Chili et au Pérou par exemple, on observe que le latifundisme est parvenu à se ré-imposer en l'espace de quelques décennies après la mise en œuvre des réformes agraires. Le développement du néolibéralisme a joué un rôle central dans cette re-concentration systématique de la terre. Par exemple, les injonctions des institutions financières internationales pour créer un "climat favorable aux investissements" ont conduit divers gouvernements nationaux à mettre en place des politiques très avantageuses pour les investisseurs (exonérations d'impôts, facilités de création d'entreprise, garantie des profits...), encourageant notamment l'arrivée de grandes entreprises de l'*agro-business* auxquelles est proposé un accès, parfois quasi gratuit, à de grandes extensions de terre.

Dans la grande majorité des pays, le modèle productif des *agro-holdings*, aussi favorisé par les traités de libre-échange en vigueur, tend à se généraliser au détriment des agricultures paysannes et familiales. L'analyse de la répartition des droits fonciers va de pair avec celle des formes d'utilisation des ressources naturelles. Les phénomènes actuels de concentration des terres sont indissociables de la généralisation du modèle agricole de la grande exploitation spécialisée.

À la lumière d'un retour sur l'histoire agraire mondiale, il est possible d'affirmer que la concentration de la terre génère systématiquement la paupérisation des paysans et que la crise du secteur rural entraîne généralement avec elle les économies nationales vers la ruine.

On observe aujourd'hui l'apparition de nouveaux détenteurs de droits fonciers (de propriété ou d'usages: baux emphytéotiques ou de plus brève durée), à savoir des entreprises sociétaires qui, souvent, viennent d'autres pays que ceux dans lesquels elles s'installent et parfois de secteurs étrangers à l'agriculture. Durant les trois dernières décennies, le nombre d'entreprises agricoles sociétaires a très fortement augmenté. Aujourd'hui, les grands latifundistes ne sont plus des individus mais des entreprises. Ce phénomène est à mettre en rapport avec l'ouverture aux investissements étrangers. Des capitaux venant des quatre coins du monde peuvent être investis dans l'agriculture d'un pays pour créer de nouvelles entreprises ou acquérir les parts d'exploitations agricoles sociétaires existantes. Ces acquisitions et la concentration par un même actionnaire des parts de sociétés multiples remettent en cause la sécurité et la souveraineté alimentaire.

La financiarisation de l'agriculture jette un voile sur ceux qui ont le pouvoir réel de choisir les usages de la terre et en retirent les bénéfices. Lorsqu'il en existe, les outils de régulation des usages du foncier sont dépassés. En France par exemple, les Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (SAFER) ne disposent pas du pouvoir de contrôler les ventes de parts sociales.

L'ensemble des participants a conclu que l'idée du marché "autorégulateur", pivot de l'économie classique, est une fiction dans le domaine du foncier. Une distribution équitable des droits de propriété ou d'usage au sein de la société, qui permette la mise en œuvre d'activités garantissant de bonnes conditions de vie à la majorité des individus et familles, ne peut pas s'établir spontanément.

Si la plupart des participants a exprimé la nécessité de mettre en place une régulation effective des marchés fonciers et des parts sociales d'entreprises agricoles, d'autres ont affirmé que la terre ne peut être considérée comme une marchandise puisqu'elle est une ressource fondamentale pour toute vie humaine et qu'elle doit, à ce titre, échapper aux mécanismes de marché, que celui-ci soit régulé ou non.

Propositions

Reconnaître l'importance de l'agriculture familiale dans chacun de nos pays et identifier les problèmes spécifiques qu'elle doit affronter pour leur donner des réponses appropriées:

- Accompagner les politiques de redistribution de la terre par d'autres politiques publiques, permettant aux producteurs de s'établir durablement et

leur garantissant de bonnes conditions de vie. Certains participants appellent à une "réforme agraire intégrale" incluant, avec la redistribution des terres, des mesures claires de soutien à un modèle agricole paysan de petite échelle: mesures de soutien à l'agro-écologie, développement des marchés paysans et autres circuits courts de commercialisation, aides aux installations, etc. ;

- Promouvoir la restitution de la terre aux peuples indigènes/autochtones de chaque pays et agir pour qu'ils récupèrent leurs terres volées durant la colonisation ;

- Plafonner les subventions agricoles, en Europe notamment, pour contribuer à freiner la spéculation sur la terre et à réduire la multiplication de grandes exploitations dont le fonctionnement n'est pas conforme aux intérêts des populations dans leur ensemble.

Mettre en place une régulation effective des marchés fonciers:

- Utiliser les politiques fiscales pour réguler le marché des terres et pour limiter la taille des exploitations agricoles ;

- Mettre en place des mécanismes de régulation des transferts de parts sociales pour pouvoir réguler efficacement l'évolution des structures des exploitations agricoles ;

- Rechercher une meilleure articulation entre les différents cadres qui régulent le foncier, nationaux et supranationaux. Certains participants avancent qu'il serait indispensable de mettre en place des régulations aussi au niveau mondial.

Nouer des alliances avec différents secteurs de la société:

- Poursuivre et multiplier les efforts vers l'instauration d'une connexion solide entre les consommateurs urbains et l'agriculture ;

- Tenter de rallier à la "cause paysanne" une fraction des politiques au pouvoir aujourd'hui en les convainquant que la défense de l'agriculture familiale est essentielle pour l'équilibre de la société toute entière ;

- Rejoindre et agir aux côtés des mouvements sociaux agraires. Construire un mouvement social fort porteur de propositions ;

- Poursuivre les réflexions et les discussions autour des questions suivantes:

Comment avoir une influence sur les gouvernements et les politiques publiques?

Quels types de réformes agraires devrions-nous impulser dans nos pays?

Quel devrait être le rôle des États dans ces réformes agraires?

Qu'entendons-nous vraiment quand nous parlons d'agriculture familiale?

La terre peut-elle être considérée comme une marchandise ou non?

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

EGUREN, Fernando, Directeur, Centre Péruvien d'Études Sociales (*Centro Peruano de Estudios Sociales*, CEPES), Pérou
Director,
GONZALEZ CORRALES, Pablo Conseiller, Syndicat Andalou des Travailleurs (*Sindicato Andaluz de Trabajadores/as*, SAT), Espagne
HYEST, Emmanuel, Président de la Fédération Nationale des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (FNSAFER), France,
LEVESQUE Robert, Ingénieur Agronome, Terres d'Europe Scafr, France
MAZOYER, Marcel, Professeur Emérite, AgroParisTech, France,
SOMBOLINGGI, Rukka, Alliance des Peuples Indigènes de l'Archipel (*Aliansi Masyarakat Adat Nusantara*, AMAN), Indonésie,

Interventions des participants:

BUISSON, Michel, Agronome, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), France
LOYAT, Jacques, Agronome, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), France
MACZ, Maria Josefa, Coordinatrice Nationale Déléguée du Comité de l'Unité Paysanne du Guatemala (*Comité de Unidad Campesina*, CUC), Guatemala,
MUNTING, Monique, Chercheur et réalisatrice de documentaires, AGTER, SCAM, Amnesty International, COTA, Belgique
ROUX, Bernard, Académie d'agriculture de France
SUAREZ, Victor, Association Nationale des Entreprises de Commercialisation des Producteurs ruraux (*Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productores del Campo*, ANEC), Mexique
VAN TSCHARNER, Severine, Greenhorns, Etats-Unis

Modérateurs:

ARNALTE, Eladio, Professeur, Université Polytechnique de Valencia, Espagne

Rapporteur:

ROBLES, Hector, Coordinateur exécutif du site internet "Subventions dans le secteur rural au Mexique" (*Subsidios al Campo*), Mexique

Atelier 13: Renforcer les organisations paysannes, pastorales, indigènes, de pêcheurs. Élargir les alliances dans la société

Bilan

Chaque jour, toujours plus de femmes et d'hommes, utilisateurs familiaux et communautaires des terres et ressources naturelles, sont précarisés, dépossédés de leurs ressources et évincés de leurs territoires: paysannes et paysans, pasteurs nomades, éleveurs, pêcheurs, habitants des forêts... (ateliers 1, 2, 3, 5). Cette évolution est dramatique pour l'ensemble de l'humanité: ses conséquences humaines directes concernent l'immense majorité des ruraux, qui assurent l'essentiel de la production des aliments et contribuent au maintien des équilibres écologiques. Les problèmes économiques, socio-culturels et environnementaux considérables qu'elle soulève frappent autant les villes que les campagnes et pénalisent les générations futures (ateliers 4, 5, 6, 7, 8, 9).

Cette évolution est la conséquence de l'orientation politique générale actuelle qui promeut l'exploitation capitaliste à grande échelle des terres et des ressources naturelles et rend toujours plus directe la concurrence de cette dernière avec les activités de la majorité de la population rurale.

Depuis de nombreuses années, des voix se sont élevées, des stratégies ont été dégagées et des actions menées par la société civile. Des succès sont à saluer, tels ceux d'Ekta Parishad en Inde, des marches des Marguerites de la CONTAG au Brésil, et celui de la Caravane Ouest Africaine organisée dans le cadre de la "Convergence des luttes pour la terre, l'eau et les semences paysannes" emmenée par La Via Campesina.

Mais pour inverser globalement la tendance dominante, une vaste alliance mondiale contre les évictions paysannes et l'expansion de l'exploitation capitaliste des ressources naturelles à grande échelle est indispensable. Elle ne peut prendre forme qu'autour de revendications élaborées collectivement à partir des exigences particulières des luttes et actions concrètes locales, et intégrer les points de vue de tous ceux, urbains comme ruraux, qui souhaitent ce changement d'orientation.

Quelle alliance?

Pour prendre le poids nécessaire face à la puissance des lobbys privés et au pouvoir des États qui défendent leurs intérêts, il faut dépasser les clivages entre urbains et ruraux, entre paysans, éleveurs, pasteurs, pêcheurs et communautés indigènes, entre mouvements sociaux, chercheurs et politiques. Toutes celles et ceux qui partagent le constat précédent agiraient utilement en alliant leurs forces pour changer la situation:

- les paysans, éleveurs, pasteurs, pêcheurs, communautés indigènes et pastorales. Ils produisent 70 % des produits agricoles consommés dans le monde. Ils contribuent au dynamisme des zones rurales, freinant par la même les exodes ruraux. Ils ont démontré leur capacité à préserver les écosystèmes tout en créant des opportunités considérables d'emplois et de richesses économiques et culturelles,
- parmi eux, les femmes. Elles assument davantage de travail agricole que les hommes dans de nombreuses régions du monde, elles sont très souvent les garantes véritables du bien-être des familles. Mais elles ne sont pas reconnues pour cela et sont toujours sous-représentées dans les instances décisionnelles et les mouvements sociaux, y compris paysans,
- et les jeunes. Ils sont le futur et aussi le présent: c'est sur eux que repose le renouvellement générationnel indispensable au maintien des agricultures paysannes et des autres formes d'utilisations familiales et communautaires des ressources naturelles,
- les chercheurs et experts. Ils peuvent apporter des arguments scientifiques en faveur des pratiques et propositions des paysans, éleveurs, pasteurs, communautés indigènes et pastorales,
- les élus locaux, les collectivités locales, les membres d'institutions gouvernementales. Certains sont réceptifs aux problèmes rencontrés par les ruraux et aux solutions proposées par leurs organisations et leur soutien permettrait la mise en place de politiques locales favorables aux producteurs familiaux ou d'élaborer des politiques de plus grande portée, détaillées et efficaces,
- les citoyens urbains. Ils représentent désormais la moitié de l'humanité, et leur alimentation et donc leur vie dépendent directement des ruraux. Beaucoup connaissent, pour les avoir vécus, les graves problèmes qui pèsent sur le monde rural qu'ils ont dû quitter plus ou moins récemment. Ils souffrent du chômage de masse qui découle de l'exode rural. Leurs actes de consommation peuvent influencer sur l'offre de produits alimentaires, mais surtout, leur voix est indispensable pour peser autant que nécessaire sur les politiques.

Les participants à l'atelier ont appelé les uns et les autres à dépasser leurs

différences et divergences pour porter un corps de revendications communes afin de faire face en bloc. Ils ont souligné qu'il fallait avant tout chercher à rallier les organisations de la société civile urbaine à la cause rurale, les responsables politiques ne changeant, pour leur grande majorité, que sous une très forte pression populaire. Ils ont souligné que cette alliance doit accorder une place très importante aux populations les plus vulnérables, à savoir les femmes rurales et les communautés indigènes et autochtones.

Organisation, fonctionnement et missions de cette alliance

Les participants ont appelé au renforcement des organisations et des mouvements locaux et à leur mise en relation les uns avec les autres aux plans national, régional et international. Mettre en commun les revendications et les expériences est indispensable pour porter, avec le plus grand poids politique (citoyen) possible, les propositions qui permettront de répondre aux problèmes réels, de protéger et soutenir les utilisateurs agroécologistes familiaux et communautaires des terres et ressources naturelles. À chacune de ces échelles (locale, nationale, régionale, internationale), devraient participer de manière démocratique tous les acteurs mentionnés plus haut à l'élaboration de revendications communes.

Renforcement des mouvements locaux

Les organisations d'utilisateurs familiaux et communautaires des ressources naturelles qui résistent aux menaces qui les visent et permettent le développement de leur pratiques agroécologiques doivent être soutenues et un appui doit être apporté pour en structurer de nouvelles là où ils n'en ont pas encore créées. Des formations peuvent être utiles dans ce sens, notamment sur les formes de structuration (syndicat, association...), sur les méthodes d'organisation et sur les actions de revendication, mais aussi en matière juridique pour développer la connaissance des droits de chacun.

Renforcement ou création de plates-formes nationales

Les espaces ouverts à toutes les composantes de la société, où les utilisateurs familiaux et communautaires des ressources naturelles peuvent faire valoir leurs projets de vie et d'organisation des territoires dans lesquels ils vivent, doivent être soutenus et d'autres ouverts quand ils n'existent pas encore. Ces lieux devraient réunir, au-delà des ruraux, des représentants des autres catégories d'acteurs indiquées plus haut pour construire, en alliance, des propositions politiques précises destinées à soutenir les luttes et les actions des organisations, pour promouvoir ces politiques et obtenir leur mise en œuvre.

Ces lieux doivent servir à donner le plus fort écho aux luttes locales contre l'accaparement des terres et des ressources et permettre la formulation et la promotion de politiques d'appui aux projets territoriaux des organisations

locales. Les participants ont aussi cité, entre autres exemples, les initiatives citoyennes et/ou d'élus qui sont parvenues à concrétiser un approvisionnement des restaurants de collectivités (écoles, maisons de retraites, administrations publiques...) par des producteurs locaux, ou qui agissent dans ce sens. Échanger les expériences et penser ensemble des mesures politiques supra communales (province, état fédéral ou national...) pertinentes pour les favoriser et les multiplier est un des enjeux de ces espaces nationaux.

Renforcement ou création de plateformes régionales et internationales

Les participants ont pointé tout au long du forum le caractère global des politiques qui promeuvent l'exploitation capitaliste à grande échelle des ressources naturelles et le caractère transnational des entreprises qui la mettent souvent en œuvre. Un changement d'orientation et des alternatives sont absolument nécessaires à ce niveau.

Des représentants d'organisations locales issues des différentes catégories d'alliés et qui participent aux travaux de plates-formes nationales, ainsi que des représentants de leurs fédérations régionales (par exemple: Association MésoAméricaine des Peuples des Forêts, AMPB, Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest...) devraient pouvoir se réunir et élaborer les réponses communes souhaitables à cette échelle.

L'idée a été lancée que toutes ces plates-formes alimentent des bases de données dans un objectif de mutualisation d'expériences et de luttes: une première compilant les expériences d'alternatives concrètes d'usage des ressources naturelles, une seconde répertoriant les luttes en cours et les leviers d'actions auxquels elles recourent (juridique, occupation, marche, lutte armée, etc.). L'exemple du site Internet www.porlatierra.org a été donné. Les plateformes pourraient ainsi appeler à soutenir massivement une lutte locale. Il a été rappelé que le soutien de la communauté internationale a permis par exemple certains progrès dans le domaine de l'exploitation forestière au Cambodge, désormais officiellement sous moratoire.

L'idée d'organiser des tribunaux régionaux contre les accapareurs a été aussi mise en avant. L'objectif en serait de porter aux yeux du plus large public possible les auteurs de violations de droits d'accès aux terres et ressources naturelles et autres droits fondamentaux là où la justice officielle se refuse ou échoue encore à le faire.

Désireux de contribuer à cette dynamique mondiale d'alliance nécessaire, les participants au FMAT ont proposé de créer un comité de coordination chargé de faire le lien avec tous les espaces nationaux, régionaux et internationaux où s'élaborent des propositions et alternatives communes et d'organiser, dans deux ans, un Forum Mondial en Afrique pour permettre à leur parties prenantes de faire le point sur leurs avancées au cours des deux ans à venir. Ce comité devra être composé de nombreuses organisations frappées directement ou soutenant des organisations luttant contre les accaparements. Il a été suggéré de bâtir un

budget commun (0,2 % du budget de chaque organisation souhaitant soutenir cette idée par exemple) afin de doter le comité International d'Organisation du FMAT de moyens d'action.

Les participants ont désigné, parmi les prochaines échéances internationales, trois événements où la cause des utilisateurs familiaux et communautaires des terres et ressources naturelles doit être fortement défendue. Ils invitent à rejoindre ceux d'entre eux qui se sont donné pour objectif d'être présents dans ce but, lors de:

- La signature de l'accord de Paris sur la COP21 qui aura lieu à New York. Le mouvement doit être en mesure de faire valoir ses revendications lors de la signature de l'accord de Paris ;
- La COP13 sur la biodiversité de Cancun ;
- La COP22 qui sera organisée en 2016 à Marrakech. L'Association des Peuples des Montagnes du Monde (APMM) a appelé à l'organisation d'une grande marche et de journées d'actions autour de cet événement.

Les organisations doivent être armées de propositions sur la gestion de ces espaces pour ne plus laisser les gouvernements, les politiques et les experts décider à la place des communautés locales concernées.

Interventions

La liste suivante n'est pas exhaustive. Nous nous excusons auprès des intervenants lors de cet atelier et des participants qui n'y trouvent pas leur nom, et vous invitons à vous manifester, à l'adresse suivante, pour nous permettre d'éditer une nouvelle version de cette synthèse avec la liste complète: secretariat@landaccessforum.org

Interventions introductives:

BAUTISTA DURAN, Ruth, Institut pour le Développement Rural de l'Amérique du Sud (*Instituto para el Desarrollo Rural de Sudamérica*, IPDRS), Bolivie

BOURLIAUD, Jean, Association des Peuples des Montagnes du Monde (APMM), France

LUNAS COSTA, Alessandra, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*, CONTAG), Brésil

OEUR, Il, Directeur exécutif, Centre d'Analyse des Questions de Développement (*Analyzing Development Issues Centre*, ADIC), Cambodge

SANCHEZ, Gustavo, Réseau Mexicain des Organisations Paysannes Forestières (*Red Mexicana de Organizaciones Campesinas Forestales*, Red MOCAF), Mexique

Interventions des participants:

BAYLAC, Michel, Président de l'Association Européenne des Institutions d'Aménagement Rural (AEIAR)

ED DAOUDI, Mohamed, Association des Peuples des Montagnes du Monde (APMM), Maroc

HUAYHUA, Margarita, Anthropologue Socio-culturelle, Université Rutgers (Etats-Unis), Communauté Quechua de Pampamarca, Pérou

KAMEL, Said, Président, Association de population des montagnes du Monde (APMM), Maroc

KARIYAWASAM MAJUWANA GAMAGE, Thilak, Sri Lanka Nature Group, Sri Lanka

LERAS, Gérard, ancien éleveur laitier, ancien Vice-président de la Région Rhône Alpes en charge du foncier, AGTER, France

OETTLE, Laurel, Directrice Association pour le Progrès Rural (*Association for Rural Advancement*, AFRA), Afrique du Sud

SOW, Elhadji Samba, Collectif pour la Défense du Ndiel (CODEN), Sénégal

TZI, Ernesto, Association pro bien-être en action (*Asociación Pro-Bienestar en Acción*, APROBA-SANK), Guatemala

YAYO ABA'AMI, Sanaya, éleveurs, *Ramidus - Afardacarsitoh Egla*, Ethiopie (propos traduits par Mohamed KADAMY, professeur, Afar Forum), Ethiopie

Modérateur:

PALEBELE, Kolyang, Conseil National de Concertation des Producteurs Ruraux du Tchad (CNCPRRT), et Plate-forme Régionale des Organisations Paysannes d'Afrique Centrale (PROPAC), Tchad

Rapporteur:

KONÉ, Massa, Secrétaire aux Relations Extérieures de l'Union des Associations et Coordinations d'Association pour la Défense des Droits des Démunis (UACDDDD), Porte-Parole de la Coalition Malienne contre l'Accaparement des Terres (CMAT) et NoVox Afrik, Mali

Session plénière VI

Synthèse finale

Lecture de la synthèse proposée par le comité de rédaction

Henri ROUILLE D'ORFEUIL, Académie d'Agriculture, France – Modérateur

Nous avons pas mal de retard. Comme vous l'imaginez ce n'est pas un exercice simple d'écrire une déclaration finale avec autant de richesse, de diversité. La déclaration est un point commun entre nous tous, elle cherche à montrer, à partir de la diversité, qu'il y a une unité de propositions dans notre mouvement. Il faut aussi penser aux acteurs qui ont la possibilité de faire évoluer ces situations souvent déplorables.

Ici est réuni le comité de rédaction qui est composé des trois grands mouvements: le ROPPA pour l'Afrique de l'Ouest, la CONTAG et la COPROFAM pour le Brésil et l'Amérique du sud, et EKTA PARISHAD pour l'Inde, ainsi que d'Hubert Cochet et Michel Merlet qui ont suivi tout le processus depuis le départ et qui évidemment avaient la mémoire de tous les échanges préalables.

Hubert Cochet va lire cette déclaration. C'est la déclaration finale, nous n'avons pas trop les moyens de la négocier en détail ici, mais on va quand même vous demander après de l'enrichir, l'illustrer par vos actions, vos projets. Nous n'aurons pas le temps d'entendre tout le monde évidemment, donc on va vous demander de nous remettre des petits papiers et surtout d'écrire après au secrétariat du FMAT pour donner des informations complémentaires, des illustrations des propositions. La ligne reste ouverte.

Lecture de la déclaration par Hubert COCHET, Professeur, AgroParisTech, membre du Comité International d'Organisation du FMAT2016, France

Ce texte comporte deux parties. Une partie qui essaye de faire un diagnostic de la situation sur laquelle nous avons essayé de réfléchir pendant ces trois journées et une deuxième partie qui énonce une série de propositions:

Le Forum Mondial sur l'Accès à la Terre et aux Ressources Naturelles (FMAT 2016) s'est tenu à Valencia, Espagne, du 31 mars au 2 avril. Appuyé par plus de 1200 organisations paysannes et de la société civile, institutions nationales, internationales, experts et professionnels de plus de 70 pays, il a rassemblé plus de 400 personnes, venues de tous les continents, qui ont librement témoigné et débattu de ce sujet.

Diagnostic

Douze ans après le Forum Mondial sur la Réforme Agraire (FMRA, Valencia, Espagne, 2004), dix ans après la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural (CIRADR/FAO, Porto Alegre, Brésil, 2006) les participants de ce Forum ont constaté que les politiques de redistribution de la terre avaient été abandonnées et que les politiques mises en place ne prennent pas en compte la réalité locale des communautés de base. Le manque d'accès à la terre et aux ressources productives est toujours une cause majeure de la pauvreté, de la perte de souveraineté alimentaire, et de la marginalisation dont souffrent la plupart des populations rurales et urbaines du Monde. Ils ont aussi témoigné qu'en de nombreux pays, cette déplorable situation s'est encore aggravée, suite aux divers processus d'accaparement des meilleures terres agricoles, de l'eau, des espaces forestiers et pastoraux, des pêches et des semences par un petit nombre de personnes qui accumulent de plus en plus de pouvoir.

Depuis plus de trente ans, les grandes entreprises agricoles à salariés gagnent du terrain au détriment des exploitations familiales et paysannes. Dès la fin des années 1970, ces entreprises ont profité de la libéralisation des mouvements de capitaux pour commencer à s'étendre dans certains pays d'Amérique latine et d'Asie du sud-est, attirées par les bas prix de la terre et de la main d'œuvre et par les avantages offerts par certains gouvernements. Dans les années 1980-90, elles ont profité de la mondialisation néolibérale (ouverture des marchés liée aux plans d'ajustement structurels, accord sur l'agriculture à l'OMC, divers accords internationaux de libre-échange, dérégulation financière) pour s'étendre dans tous les pays du Monde. Et elles profitent de l'affaiblissement des exploitations familiales et paysannes, suite à l'abandon des politiques agricoles qui leur étaient favorables, pour s'étendre. Les ressources naturelles ont été considérées comme des marchandises, au détriment de l'environnement, de la souveraineté alimentaire, et des droits des peuples à l'alimentation.

Ces entreprises agricoles spécialisées et basées sur l'emploi de travailleurs salariés ne produisent pas toujours plus de nourriture et de valeur ajoutée par unité de surface que l'agriculture familiale et paysanne à laquelle elles se substituent. Les participants ont souligné, dans le prolongement de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale (2014), l'efficacité productive, sociale et environnementale des unités de production familiales et paysannes, notamment quand les politiques

publiques leur sont favorables. Au contraire, l'efficacité des grandes entreprises privées se limite à générer des profits financiers. Ces profits proviennent du très bas coût d'accès à la terre, à l'eau et aux ressources naturelles, des bas salaires et de l'absence de fiscalité. Ils ne proviennent pas d'une réelle efficacité agronomique ou économique.

En matière environnementale, l'attribution de larges surfaces de terre aux investisseurs va de pair avec la promotion de systèmes de production axés sur la monoculture et faisant appel à l'utilisation massive d'énergie fossile et d'intrants d'origine industrielle présentant des risques de pollution des sols et des eaux. Ces projets contribuent à la dégradation de la biodiversité, à la crise écologique et au changement climatique.

La mise à l'écart de centaines de millions d'agriculteurs, faute d'un accès suffisant à la terre, à l'eau d'irrigation et aux autres moyens de production, alimente aujourd'hui un processus global de marginalisation et de perte de dignité, porteur de déséquilibres majeurs. La situation actuelle - persistance de la faim et de la malnutrition, inégalités croissantes entre les pays et à l'intérieur de chaque pays, exclusion, violences structurelles, chômage massif, crise environnementale et perte de souveraineté alimentaire - est intolérable. Les peuples indigènes ainsi que les femmes et les jeunes souffrent tout particulièrement de cette situation.

L'adoption en 2012, par le Comité de la Sécurité Alimentaire (CSA), des "Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale" a été le principal résultat de la CIRADR. Mais leur application concrète se heurte au manque de volonté politique des États.

Le FMAT dénonce et condamne les crimes, violences et intimidations commis contre ceux qui luttent pour avoir accès à la terre et aux ressources naturelles dans des conditions plus justes, ou qui luttent pour conserver leurs droits. Il condamne les pressions exercées contre les organisations qui défendent ces droits et leur fréquente criminalisation. Il réaffirme les principes démocratiques, les libertés et le respect des droits humains.

Le FMAT appuie les multiples initiatives qui voient le jour dans le Monde pour trouver des solutions à ces problèmes.

Propositions

Face à ce constat, le FMAT-2016 affirme que l'accès à la terre et aux ressources naturelles est à la base de la souveraineté alimentaire des peuples. En conséquence il appelle:

- 1/ à stopper les processus d'accaparements et de concentration fonciers partout où ils se manifestent dans le Monde,
- 2/ à restituer le plus rapidement possible les terres injustement spoliées aux

- populations déplacées et non compensées à la hauteur du préjudice subi,*
- 3/ à corriger les inégalités d'accès à la terre et aux ressources naturelles (eau, ressources forestières et pastorales, espaces de pêche) par la relance de politiques redistributives et en particulier de la Réforme Agraire,*
- 4/ à reconnaître le rôle essentiel des femmes, à garantir leur participation effective aux décisions, et à supprimer toutes formes d'inégalités d'accès aux ressources dont elles sont encore trop souvent victimes.*
- 5/ à faciliter l'accès à la terre et aux ressources naturelles aux jeunes pour qu'ils puissent en vivre dignement ; et à promouvoir un dialogue entre générations de façon à concilier transmission des savoirs locaux et autonomisation des jeunes,*
- 6/ à mettre en place des outils de régulation pour décourager la concentration foncière: politiques fiscales, mécanismes d'interventions sur les marchés de la terre, de la location et des parts de capitaux,*
- 7/ à faire en sorte que les gouvernements s'engagent à faire appliquer dès maintenant les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers, applicable aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (DV) ; et à promouvoir la mise en place d'observatoires autonomes du foncier,*
- 8/ à engager dès maintenant un processus destiné à transformer ces Directives en engagements obligatoires des Etats et des institutions internationales,*
- 9/ à décourager la constitution de très grandes unités de production spécialisées, fortement mécanisées, faisant largement appel aux intrants de synthèse et à l'énergie fossile, et reposant sur l'exploitation de la force de travail salariée.*
- 10/ à remettre l'agriculture familiale et paysanne au centre des politiques publiques, à reconnaître son efficacité, sa capacité à augmenter la production alimentaire, à générer de l'emploi et à réduire la pauvreté tout en préservant les écosystèmes,*
- 11/ à garantir que la terre, disponible en quantité limitée, puisse avoir la fonction sociale de produire de façon durable le plus possible d'aliments et de richesse par unité de surface,*
- 12/ à réorienter l'ensemble des soutiens publics directs et indirects vers l'agriculture familiale et paysanne, notamment vers les systèmes de production agro-écologiques,*
- 13/ à promouvoir des politiques commerciales permettant aux petits producteurs de vivre dignement de leur travail,*
- 14/ à consulter les citoyens sur l'opportunité de la mise en place de traités de libre échange qui risquent de ruiner les producteurs les moins bien dotés en terres, en ressources naturelles et en équipements, et de violer le droit des populations à assurer leur souveraineté alimentaire,*
- 15/ à promouvoir la gouvernance des territoires par les populations qui y vivent (en particulier les peuples indigènes) en permettant aux communautés de définir les règles et les droits d'usage de leurs communs, et de mettre en œuvre les modes*

de vie les plus conformes à leurs choix techniques, écologiques, économiques et culturels,

16/ à faire cesser immédiatement la répression dont sont encore trop souvent victimes ceux qui luttent pour un accès plus équitable à la terre et aux ressources naturelles, et à appuyer, partout où ils se manifestent, les mouvements de paysans pauvres, de paysans sans terres, de pêcheurs, de peuples indigènes, de femmes et de jeunes qui luttent pour leurs droits,

17/ à poursuivre et à unifier les luttes qui se sont exprimées au cours de ce forum,

18/ à élargir les alliances citoyennes, rurales et urbaines, et à organiser une vaste mobilisation de la société civile, seule susceptible de conduire à mettre en place des mécanismes de gouvernance capables de stopper la concentration des ressources par une minorité, et les conflits extrêmement graves qui en résultent,

19/ à créer, au sein des Nations Unies et de leurs agences spécialisées, une institution indépendante garante des intérêts des générations futures,

20/ Le FMAT demande aux institutions internationales (FAO, CSA, ONU) de convoquer, dans la continuité de la CIRADR 2006 et du FMAT-2016, une nouvelle conférence mondiale des gouvernements et de la société civile sur la question de l'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Je vous remercie.

[applaudissement nourris, ndr]

Commentaires des membres du comité de rédaction

Henri ROUILLE D'ORFEUIL, Académie d'Agriculture, France – Modérateur

On peut déjà, je crois, féliciter le comité de rédaction. Je pense qu'on a une liste de propositions très cohérentes et très fortes. Cette déclaration a vocation à devenir un outil pour chacun dans son action, là où il est, dans la diversité des situations. Nous n'avons pas caractérisé des situations géographiques ou trop spécifiques. C'est évidemment une déclaration qui doit pouvoir convenir à l'ensemble des acteurs qui sont réunis ici. Avant d'ouvrir un peu le débat, je voudrais d'abord passer la parole aux membres du comité de rédaction qui vont nous exprimer leur sentiment sur ce processus et cette déclaration.

Alessandra LUNAS COSTA, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles (Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG), Brésil

Merci. Je voudrais souligner que ces espaces internationaux auxquels nous participons nous mettent devant le grand défi d'arriver à traduire, dans les documents, toutes les forces et les idées que chacun d'entre vous a amené dans les débats. Le processus de construction de la synthèse a été un effort immense. Je voudrais proposer qu'en plus de cette déclaration publique, nous fassions un effort de synthèse de tous les débats, toutes les discussions qui ont eu lieu tant dans les ateliers qu'en sessions plénières, pour exprimer au maximum toute cette force qui a été apportée par chacun. Il faudra peut-être produire un document plus conséquent, chercher du soutien pour une publication qui relaiera intégralement les apports des participants. Dans la synthèse finale, il était impossible de faire cela, mais nous ne devons pas perdre cette matière.

La deuxième chose que je voudrais, c'est transmettre un peu le sentiment des femmes dans ce forum. Ici, je ne parle pas d'une impression seulement personnelle, mais de celle de beaucoup de camarades dont une camarade d'Espagne qui me disait: "ici la porte est ouverte pour que les femmes puissent participer mais, dans de nombreuses organisations, dans d'autres espaces en Espagne, les femmes ne pouvaient même pas entrer dans les réunions". Je partage ce sentiment pour que nous commencions par changer cela dans les espaces que nous organisons nous-mêmes. J'ai entendu un camarade dire "Dans tous les sessions dans lesquelles nous sommes allées, il y avait toujours plus d'hommes à la tribune.". Il faut que nous commencions à changer cela dans les rencontres que nous organisons nous-mêmes et dans nos propres organisations aussi. J'en profite pour faire un appel aux camarades qui sont là pour insister sur le fait que nous sommes en train d'essayer de renforcer un réseau d'organisations de femmes rurales international. Car, très souvent, nous

sommes présentes dans ces espaces mais il très difficile de garantir la prise de parole des femmes. Nous n'avons pas besoin que les hommes parlent pour nous! Nous voulons garantir notre voix dans ce type d'espaces. Nous voulons la participation effective des femmes dans les rencontres que nous organisons collectivement.

Enfin, pour conclure, voici un autre sentiment que j'ai entendu de la part des jeunes. Dans ce genre d'espace, on entend beaucoup que la jeunesse est le futur, que la jeunesse est le futur de l'agriculture familiale. Je voudrais dire que la jeunesse n'est pas le futur, elle est le présent! Sur ce point aussi on attend des efforts et la contribution de chacune de nos organisations pour changer la manière de faire nos propres activités pour garantir l'expression de toute la diversité des voix qu'il y a dans le monde rural, celle des indigènes, des pêcheurs, etc. pour renforcer et faire entendre la voix du monde rural dans toutes ses composantes.

El Hadji Thierno CISSE, Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR), Sénégal

Je commencerai par remercier les collègues avec qui nous avons travaillé sur cette déclaration. Je pense que ce qui est essentiel pour cette séance c'est d'écouter la salle et de percevoir certains aspects qui sont essentiels à retenir dans le document. L'aspect essentiel sur lequel j'aimerais insister c'est que nous, acteurs réunis ici, devons être les premiers responsables dans la mise en œuvre des recommandations qui sortent de notre atelier, de notre forum. Effectivement, certaines recommandations concernent nos États, l'ensemble de nos États et des institutions internationales. Mais il ne faudrait jamais occulter notre responsabilité dans l'atteinte des objectifs que nous nous sommes fixés. Je pense qu'à ce niveau, en tous cas pour le groupe de l'Afrique, comme nous l'avons fait depuis toujours, nous veillerons à ce que la mobilisation soit effective et que les acteurs à la base puissent être au centre de nos luttes. Parce qu'il faut reconnaître que tout ce que nous avons évoqué ici comme difficultés, ce sont les communautés de base qui en souffrent. Il faudrait donc que, dans les combats que nous menons, ces communautés soient au centre des actions que nous menons, comme nous avons tenté de le faire dans beaucoup de mouvements dont une des initiatives récentes a été la Caravane Ouest Africaine des luttes pour la terre, l'eau et les semences. Il faudrait que nous renforçons également la convergence globale, comme nous sommes arrivés à le faire ici. Il faut se retrouver régulièrement pour faire le point et interpeller souvent nos décideurs par rapport aux engagements qu'ils ont pris et dont, malheureusement, lorsqu'on les évalue dans le temps, on se rend compte que la mise en œuvre laisse à désirer. Je m'arrête là, le président d'honneur du ROPPA viendra sûrement développer ce que je viens de dire en session de clôture. Merci.

Ramesh Chandra SHARMA, Coordinateur des Campagnes d'EKTA PARISHAD, Inde

Merci au Comité qui a rédigé cette déclaration et un merci spécial à vous tous qui êtes là, parce que sans vos délibérations particulièrement articulées, engagées, passionnées, il n'aurait pas été possible de rédiger quelque chose. Donc merci à vous tous.

J'approuve, j'accepte ce document au nom d'Ekta Parishad qui est une alliance de plus de 2 000 organisations communautaires qui représentent des peuples indigènes, des pêcheurs, des nomades, des femmes agricultrices, de jeunes agriculteurs et des milliers et milliers d'ouvriers agricoles. J'approuve ce document au nom de tous ces gens.

Pour moi ce document est très important car, selon moi, il parle de la terre-démocratie. C'est-à-dire qu'il pose les bases d'un nouveau modèle de démocratie qui prend forme quand nous parlons de sauver notre terre. Pour moi, c'est un document d'espoir qui véritablement cherche à apporter de nouvelles idées pour la terre-démocratie. Quand je parle de terre-démocratie, je pense à plusieurs choses. La première est l'espoir que cela nous donne, à moi, à nous, à mon organisation pour renforcer notre résistance culturelle. Je veux dire que chaque jour nous sommes en résistance, chaque jour nous nous battons, chaque jour nous créons quelque chose. Ce texte nous donne une nouvelle énergie pour renforcer notre résistance culturelle. Ceci est très important parce que c'est une idée fondamentale de la démocratie. C'est une bénédiction pour toutes ces rébellions, ces martyrs qui ont perdu la vie, qui ont sacrifié leur vie pour sauver cette planète, cette Terre, pour sécuriser les droits fonciers pour tous. C'est la façon de construire le message pour les prochaines et futures générations de militants. Tout ceci est extrêmement important parce que nous voulons créer un monde, un village global où la faim, les inégalités et les violences n'existent pas. Voilà pourquoi c'est primordial pour la terre-démocratie.

La deuxième chose qui, je pense, est très importante et particulièrement bien retranscrite dans ce document est que, compte tenu du caractère fini de la nature, des limites des ressources naturelles, nous mettons fortement en évidence l'impératif de justice intergénérationnelle. Nous, la génération présente, nous ne voulons pas consommer toutes les ressources nécessaires à nous et aux futures générations. Nous voulons sauver cette terre, nous voulons sauver cette planète, les forêts et la terre pour les générations futures. Ceci est très bien retranscrit dans ce document.

La troisième chose est la lutte que nous opposons à cette économie violente. C'est extrêmement important parce que chaque jour nous faisons face à des violences parfois structurelles, parfois physiques voire même invisibles. Dans ce document nous parlons de la destruction, de l'approche discriminatoire et dangereuse de toutes ces organisations multinationales et institutions voire même des volontés étatiques. Nous ne voulons pas diviser la société ou le

monde. Aussi, c'est très important de lutter et de donner une nouvelle impulsion pour continuer la lutte contre l'économie violente.

Pour moi ce document est très important parce qu'il parle beaucoup de créer une nouvelle sorte d'espace démocratique. Un espace démocratique pour que nous puissions garantir la dignité, l'identité et les moyens d'existence de millions et millions de communautés marginalisées du monde. Pour moi, ce document est important parce que nous voulons construire de plus grandes actions, des actions plus larges, pour sauver la terre mère. La sauver pas seulement pour nous mais pour les générations à venir et demain.

J'approuve ce document au nom d'Ekta Parishad. Nous nous y reconnaissons pleinement et l'approuvons.

Commentaires des participants

Henri Rouillé d'Orfeuil, Académie d'Agriculture, France - Modérateur

Merci. Je crois que ces trois témoignages complètent cette synthèse et la reconnaissent comme une belle avancée. Je vais maintenant me tourner vers le Président du Comité d'Organisation du FMAT, je crois que c'est lui qui va me dire quand je devrai arrêter la séance. Jusqu'à ce qu'il m'arrête je vais donner la place aux propositions en réaction à la lecture de cette synthèse. On m'a remis une grande quantité de commentaires sur papiers. Il y a donc un certain nombre de propositions que je peux lire.

Le commentaire de **Luc BONAMOUR, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement, France**, est le suivant:

"Il faut rajouter que 1,5 milliards de foyers vivent de l'agriculture familiale et paysanne".

Le commentaire de **Arturo ANGULO URARTE, Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Espagne**, est le suivant:

Plusieurs propositions dont celle-ci:

"Il faut insister, au-delà de la valeur économique, sur la relation sacrée entre la terre, les personnes et les peuples".

Le commentaire de **Mamy RAKOTONDRAINIBE, présidente du Collectif pour la Défense des Terres Malgaches, TANY, France**, est le suivant: "Le mot indigène pose problème".

Le commentaire de **Gérard LERAS, ancien éleveur laitier, ancien Vice-Président de la Région Rhône Alpes en charge du foncier, AGTER, France**, est le suivant:

“Il faut donner mandat pour constituer une coordination permanente à une échéance de un ou deux ans et lui donner les moyens légers, un budget minimum pour donner vie aux 20 propositions adoptées”.

Le commentaire de **Mohamed KADAMY YOUSOUF, Enseignant, Afar Forum, France Ethiopie**, est le suivant:

“Une mention spéciale doit être faite sur la situation des éleveurs dont les terres sont souvent considérées comme des biens vacants et sans maîtres”.

J'ai une annonce de commentaire de **Willian Clementino DA SILVA MATIAS, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles, (Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura, CONTAG), Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Mercosur (Coordinadora de Organizações de produtores Familiares del Mercosur, COPROFAM), Brésil.**

Nous vous écoutons.

[Willian Clementino da Silva Matias exprime lui-même ses propositions]

Bien sûr il est impossible que le document final comporte tout, mais il doit insister sur des points importants. Ici, c'est un forum mondial d'accès à la terre et aux ressources naturelles, donc je crois que la principale question que le document doit mentionner est la question de la réforme agraire comme axe central. Je vois qu'il y a des personnes qui n'aiment pas ce thème, mais il n'y a pas que nous du Brésil qui avons parlé de ça. Beaucoup d'autres l'ont fait. Je me fais le porte-parole de tous ceux qui ont parlé de ça durant le forum. Peut-être que vous n'aimez pas ce thème mais en tout cas les gens en ont parlé dans le forum!

Une autre chose que je voudrais voir ressortir plus fortement est ce dont Alessandra a parlé avant: la question de la jeunesse ne peut pas s'aborder comme si c'était seulement des gens qui vivent dans les campagnes mais comme des personnes sujets à part entière, qui doivent bénéficier de politiques publiques et avoir des revenus pour pouvoir vivre dans la campagne. Aucun jeune ne va vivre dans la campagne s'il n'a pas de revenu, s'il n'a pas de rémunération. Les jeunes aimeraient avoir la même chose que les autres. On aimerait avoir la santé, l'éducation et de l'argent pour acheter des vêtements et beaucoup d'autres choses. Demain on n'aura plus d'agriculture familiale. Les gens vont partir pour avoir accès à la santé, etc. Qui va rester à la campagne?

Un point sur le modèle de production: nous devons mettre dans cette déclaration que nous allons développer des propositions pour la transition agroécologique. Nous devons clôturer le document en disant que tout cela est pour garantir la sécurité et la souveraineté alimentaire pour que le document reflète l'opinion de personnes qui ne sont pas de nos organisations qui ne sont pas au forum.

Henri Rouillé d'Orfeuil, Académie d'Agriculture, France

Merci. Je reprends la lecture des autres commentaires qui ont été récoltés.

Il y a une demande d'intégrer les pays d'Océanie, de ne pas oublier ce continent. Bien sûr.

Le commentaire de **Félix DIAZ, Qarashe (Chef) de la communauté Potae Napocna Navogoh, peuple Qom, et représentant de QOPIWINI, organisation commune des peuples Qom, Pilagá, Wichí et Nivaclé, Argentine**, est le suivant:

“Je demande que ma parole et celle de mon mouvement soit entendue.”

Je pense que cela a été fait dans les ateliers où ce sujet a été abordé. Je sais pas si c'est suffisant mais en tous cas nous avons essayé de le faire dans la déclaration et on peut l'enrichir après pour faire la place qu'ils méritent aux peuples indigènes.

Notre collègue du **Sri Lanka** dit la chose suivante: Dans les problèmes d'accaparement, «il y a aussi des acteurs gouvernementaux, des institutions non gouvernementales qui sous prétexte de commerce et d'investissement et au nom de la sécurité de l'État récupèrent des terres”. Je crois que c'est ça qui est écrit.

Le commentaire de **Kaul NURM, Directeur de la Fédération Estonienne des Agriculteurs (ETK), Délégué du Comité Économique et Social Européen (CESE), Estonie**, est le suivant:

“La terre est une ressource limitée et ne peut pas être traitée comme un bien marchand, privé”. Je pense qu'il faut avoir cela bien sûr en tête.

J'ai une annonce de commentaire de **Klemen GAMBOA, Agronome, Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Délégation Amérique latine, Guatemala**.

Nous vous écoutons.

[Klemen Gamboa fait elle-même part de son commentaire]

Je veux faire ressortir que nous avons déjà un document de consensus mondial qui sont les Directives volontaires (DV). Pour quoi j'insiste là-dessus? C'est que la naissance, l'origine des DV est dans la reconnaissance de l'accaparement des terres, surtout en Amérique Latine, où on a fait une étude dans 17 pays qui met en évidence ce phénomène. Ensuite, il y a eu tout le processus de discussion des DV et j'insiste sur le fait que, bien que volontaires, elles sont légitimes et que de nombreux camarades de la société civile ont participé aux discussions. De part mon expérience au Guatemala, je sais que ce fut la société civile qui est venue frapper à la porte de la représentation de la FAO et qui utilisa réellement les DV

comme un instrument d'incidence politique.

Enfin, je voudrais vous inviter à utiliser les DV comme un instrument d'influence politique. Je vous ai commenté la mise en place de la politique agricole au Guatemala à la lumière des DV lors d'un atelier, mais depuis le mois d'août nous travaillons avec huit organisations de la société civile et nous étudions un cas par organisation pour voir comment dans les DV on peut trouver des propositions de solutions spécifiques. Nous avons un cas sur la pêche, un cas sur la forêt, et plusieurs cas d'accès à la terre.

Je souhaitais donc vous motiver à ne pas laisser de côté cet instrument que constituent les DV à côté d'autres instruments de lutte que nous avons déjà.

Henri Rouillé d'Orfeuil, Académie d'Agriculture, France

Modérateur

Merci. Il y a beaucoup de papiers qui m'arrivent j'ai même du mal à les lire.

Le commentaire de **Kamira NAÏT SID, Présidente du Conseil Mondial Amazigh, Association Peuples des Montagnes du Monde, Algérie**, est le suivant:

"Il faut inclure la question de l'accaparement des terres et des eaux et territoires par les activités minières à grande échelle".

Le commentaire de **Emmanuel HYEST, Président de la Fédération Nationale des Sociétés d'Aménagement Foncier et d'Établissement Rural (FNSAFER), France**, est le suivant:

"Avec la régulation du foncier on doit permettre l'accès aux terres partout et de manière consensuelle". Je pense que le cas français est derrière cette remarque.

Le commentaire de **Michel BUISSON, Agronome, Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC), France**, est le suivant:

Il faut "donner plus d'impact à la souveraineté alimentaire pas seulement comme conséquence mais aussi comme solution". Il demande de préciser les politiques agricoles.

Le commentaire de **Victor SUAREZ, Association Nationale des Entreprises de Commercialisation des Producteurs ruraux (ANEC), Mexique**, est le suivant:

"Il faut une unité et une articulation des leaders plus forte au niveau régional et global et spécifier plus fortement l'opposition aux traités commerciaux, le TTP, le TTIP, TISA, entre autres". Bien sûr c'est très important.

Le commentaire de **Laurent LEVARD, Agronome, Parti de Gauche, France**, est le suivant:

“J'appelle les organisations internationales à faire un travail de systématisation et de comparaison des types d'agriculture”.

J'ai une annonce de commentaire de **Michel DAVID, Paysan, Confédération paysanne, France**.

Nous t'écoutons.

[Michel David exprime lui-même son commentaire]

Pendant le temps de ce forum, un homme a été emprisonné, ici en Espagne, pour une action syndicale pour le droit à la terre. Il s'appelle Andres Bódalo. Je ne vais pas lire la déclaration. Mais je pense qu'il serait incongru, voire contradictoire, que nous parlions ici de paysans qui luttent pour le droit à la terre et que demain, lorsque la presse espagnole qui parlera sans doute de l'emprisonnement de cet homme, entré en prison hier pendant que nous causions ici, nous n'ayons pas un geste de soutien particulier. Nous pouvons nommer deux ou trois autres personnes entrées en prison récemment ou qui ont été assassinées, il n'est pas le seul militant que nous défendons. Mais nous ne pouvons pas être ici en terre espagnole, sans nommer et sans dire que nous apportons le soutien et la solidarité à cet homme entré en prison pour une lutte du droit à la terre. Sachant que le SAT/SOC a une longue expérience et une longue lutte où il a prouvé sa crédibilité pour défendre le droit à la terre. C'est un syndicat d'ouvriers espagnols mais qui est entré dans le syndicat La Via Campesina des travailleurs de la terre avec les paysans andalous. Je pense qu'on ne peut qu'apporter le soutien, merci d'applaudir, le comité pourra rectifier un éventuel soutien mais disons de faire un petit communiqué qui n'est pas dans la déclaration mais qui est spécifique. Merci!

Henri Rouillé d'Orfeuil, Académie d'Agriculture, France - Modérateur

Je pense que c'est une conclusion symbolique. Je donne encore quelques échantillons de commentaires:

Notre collègue du Cambodge souhaite que le gouvernement du Cambodge participe au prochain forum. Il sera le bienvenu.

Une autre proposition est de “prendre en compte, de manière plus nette les problèmes de corruption autour des tractations de terres et de foncier”.

Une autre proposition est d’“Insister sur le problème d'accaparement des mers et ressources halieutiques au détriment des communautés de pêcheurs artisanaux”.

De manière générale, je vous invite à vous rapprocher des rédacteurs de la déclaration. Car certains commentaires nécessitent des précisions de la part de

leurs auteurs. Notamment les deux suivants:

Le commentaire de **Monique MUNTING, Chercheur et réalisatrice de documentaires, AGTER, SCAM, Amnesty International, COTA, Belgique**, est:

“Il manque des choses essentielles”.

Le commentaire de **Juana Maria BARBER SANCHO, CONOSUD, Centre d'Études Rurales et Agricoles Internationales (CERAI), Espagne**, est:

“Il manque quelque chose dans la déclaration”.

Il est donc bon qu'elles contactent Hubert Cochet ou l'un des membres du comité de rédaction.

Voilà je vais arrêter là lecture des commentaires reçus. Si vous voulez, vous pouvez continuer à réagir, à envoyer ces petits papiers. Vous pouvez aussi écrire au secrétariat du FMAT toutes vos propositions. Évidemment, c'est de la matière première, ces propositions, pour ce qui va se passer dans les prochaines semaines, les prochains mois, surtout si vous nous signalez des événements, des actions qui pourraient bénéficier de l'appui d'autres mouvements. Je vais maintenant clore pour que nous passions à la clôture officielle. Je vous remercie de cette séance qui était extrêmement vive et je repars avec des tas de papiers, vous voyez, qui n'ont pas encore été dépouillés.

Séance de clôture

Rosa PUCHADES, Vice-Rectrice en charge de la Responsabilité Sociale et de la Coopération, Université Polytechnique de Valencia, UPV- Modératrice

Ces trois jours intenses de travail, durant lesquels nous avons analysé l'inégalité de la répartition des ressources naturelles et l'accaparement des terres, ont permis d'établir un diagnostic sur la situation du monde rural et de débattre sur des problèmes posés il y a déjà plus de dix ans comme la faim, l'exclusion ou l'accès à la terre des petits producteurs. Ils ont permis de réaliser une évaluation de la situation actuelle et d'élaborer des propositions comme celles qui sont compilées dans le manifeste qui vient d'être lu.

Comme l'a exprimé le président de la Généralité Valencienne dans l'acte d'ouverture du forum, mettre fin à la pauvreté est nécessaire, possible et urgent. Je souhaite que ce forum marque une étape qui permette d'en finir avec les inégalités et que les responsables gouvernementaux fassent leurs, au niveau mondial, les conclusions issues de ces trois journées de débat intense, et qu'elles ouvrent la voie au changement dans les différents agendas politiques. Pour l'Université Polytechnique ce fut un honneur d'héberger ce forum et

d'ouvrir ses portes pour un débat aussi nécessaire.

Javier MOLINA CRUZ, Agent principal Régimes fonciers, Division Climat, énergie et Tenure foncière (NRC), Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO), Colombie

Merci à nouveau, je réitère ce que j'ai dit au début de ce forum il y a trois jours, à savoir l'appui de la FAO aux efforts que nous sommes tous en train de faire pour promouvoir et assurer la gouvernance responsable de la tenure de la terre et de ses ressources: eau, forêts, pêches. Les délibérations qui ont eu lieu ici et les conclusions auxquelles nous sommes parvenus contribuent et appuient les actions que nous devons prendre à l'avenir pour continuer à travailler dans cette direction: valoriser un usage équitable, juste, durable de la terre et ses ressources. La FAO est présente avec vous tous, dans ce sens.

Richard TORSIANO, Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire, INCRA, Ministère du Développement Agraire du Brésil (*Ministério do Desenvolvimento Agrário*, MDA), Brésil

Merci beaucoup, je voudrais remercier pour cette opportunité qui m'est donné de m'exprimer et renforcer le contenu de la synthèse finale. Nous attendons des organisations internationales qu'elles s'investissent dans l'organisation d'une conférence internationale de la terre et de la réforme agraire pour que soient adoptés des engagements gouvernementaux concernant toutes les questions que nous avons débattues dans le Forum sur l'Accès à la Terre. Continuons à défendre l'importance de la gouvernance responsable de la terre comme point clef de toutes les questions que nous avons à affronter.

Il est fondamental que les gouvernements et les organismes internationaux s'engagent avec les sociétés de leur pays, de telles manière que les gouvernements progressent dans la connaissance de leur territoire et de ses ressources. Parce que la réforme agraire et le respect de la fonction sociale de la terre ne sont pas possible si nous ne connaissons pas les territoires. C'est une nécessité pour la société de connaître les territoires. C'est une nécessité pour que les États protègent le peuple, garantissent les droits, protègent les communautés vulnérables, pour faire la réforme agraire. Pour cette raison, il est fondamental d'approfondir la question de la gouvernance responsable. De même que pour protéger l'environnement.

Nous devons freiner le néo-libéralisme qui se déploie en ce moment dans divers pays du monde avec l'accaparement des terres par des étrangers et le processus d'accaparement. Nous devons garantir et avancer avec le processus de la réforme agraire.

Pour cela, il est nécessaire que nous approfondissions la question du respect de

la fonction sociale de la terre dans le monde entier. Pour cela, il est fondamental que lors de la conférence internationale tous les gouvernements présents adoptent un engagement pour approfondir les questions qui ont été identifiées et réunies dans la synthèse finale du Forum sur l'Accès à la Terre.

Enfin, je vous annonce avec beaucoup de joie que selon la presse un million de personnes sont descendues dans la rue au Brésil cette semaine et il semblerait que, grâce à la force du peuple, nous commençons à changer la conjoncture au Brésil. Il est possible, il est très possible que le coup ne passe pas au Brésil.

Mamadou CISSOKHO, Président d'Honneur du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), Sénégal

Mesdames et messieurs, je voudrais faire un petit rappel historique.

Après Porto Alegre²¹, le mouvement social qui se trouve dans cette salle a obtenu la redynamisation du Comité de la Sécurité Alimentaire, CSA, de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, qui a permis de gagner la bataille des Directives volontaires pour une gouvernance responsable de la tenure des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, DV. Il faut le rappeler, c'est grâce à nous, à notre action commune, au niveau politique. Et nous sommes maintenant membres du CSA. Nous nous battons actuellement sur la problématique du financement aussi. C'est important de le relever.

Nous avons obtenu la reconnaissance de l'exploitation familiale à travers l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale que nous venons de fêter.

Nous avons obtenu que le gouvernement indien adopte une position de refus dans le cadre des négociations au sein l'Organisation Mondiale du Commerce, OMC, face au projet d'interdiction des achats institutionnels. Nous avons soutenu le combat de l'Inde pour aider les petits paysans dans l'achat institutionnel. Cela a été un grand combat que nous avons soutenu et nous pensons que l'Inde va gagner cette bataille. Nous étions aussi présents avec les indiens au niveau de Nairobi, parce que nous ne pouvons pas comprendre que ce que l'Occident a utilisé pendant 50 ans, les achats institutionnels, pour défendre ses paysans, nous, nous ne puissions pas l'utiliser.

Aujourd'hui, nous avons le dossier de la reconnaissance des paysans aux Nations Unies à Genève. Nous serons là-bas au mois de juin pour que le mot "paysan", sa reconnaissance, soit inscrite dans la charte des Nations Unies. C'est un combat qui continue.

Ceci pour dire la multi-diversité des combats. On ne peut pas demander l'accès à la terre si le commerce est injuste. On ne peut pas demander l'accès à la

²¹Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural, CIRADR, mars 2006, Porto Alegre, Brésil, ndr.

terre si, dans les chartes internationales, nous ne sommes pas pris en compte. On ne peut pas demander l'accès à la terre si la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International continuent, au nom du consensus de Washington, à créer des difficultés aux pays qui veulent leur autonomie tout en prétendant régler les problèmes avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement, OMD, et les Objectifs de Développement Durable, ODD. Ça ne marche pas. Nous voulons de la justice! Nous l'avons dit. Pour obtenir cette justice, nous devrions nous battre au sein de nos États, parce que ce sont nos gouvernements qui se retrouvent pour signer en notre nom et cela c'est aussi un élément à prendre en charge. Cela, c'est au niveau international.

Maintenant, au niveau de l'Afrique: 54 États ont engagé depuis 2003 un programme de changement à travers le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, New Partnership for Africa's Development, NEPAD, qui est l'engagement des chefs d'État pour avoir une vision africaine, par les africains, du futur. De 2003 à 2013, nous avons fait la première décennie du programme de développement de l'agriculture africaine où les chefs d'États se sont engagés à mettre 10 % de leurs budgets nationaux dans le financement de l'agriculture. Et de quelle agriculture? De la petite agriculture. Après avoir fait le bilan, les objectifs ont été respectés à 40 %. À peu près 25 gouvernements ont fait un effort important. En 2013, nous nous sommes retrouvés pour la nouvelle décennie. Mais avant de parler de la nouvelle décennie, l'Afrique a fixé une échéance, 2063, pour réaliser son développement. Cela est porté par le NEPAD. C'est donc pour cela qu'au niveau de l'Afrique de l'Ouest, le ROPPA et l'ensemble de la société civile de cette région, nous avons fait inscrire dans notre politique agricole la réalisation de la souveraineté alimentaire, la mise en place des stocks de sécurité au niveau régional et le financement de l'agriculture, en particulier les femmes et les jeunes.

Ceci pour dire que, globalement, l'Afrique est à la pointe du combat pour pouvoir changer. C'est à ce titre que l'Afrique vous invite, ensemble, pour que nous organisions avec la FAO, avec les Nations Unies, le prochain Forum international pour l'accès aux ressources naturelles et le droit des peuples pour gérer leur avenir.

Je vous remercie.

Ramesh Chandra SHARMA, Coordinateur des Campagnes d'EKTA PARISHAD, Inde

Excusez-moi d'avance parce que, à la fin de ces trois belles journées de forum mondial, je vais dire quelque chose de très philosophique. En Inde, à chaque fois que nous, militants, leaders, avons la chance de parler, nous pensons que nous pouvons être des graines d'espoir, de révolution. Nous pouvons prendre l'exemple des graines. Si une graine refuse de sacrifier sa vie, il n'y aura pas une nouvelle plante. Ce n'est que si chacun d'entre nous est prêt à sacrifier sa

vie pour des causes plus grandes, des actions plus grandes, pour des buts bien plus grands, que nous pourrions espérer une plus grande révolution, un futur meilleur. Telle est la première idée que je voudrais vous soumettre.

Nous nous battons dans notre continent, dans notre pays, mais nous nous inspirons de tellement de rebellions. Parfois, nous prenons notre inspiration de Marx, d'autres fois de Martin Luther King, ou de Nelson Mandela et parfois du Mahatma Gandhi. Comme je le disais, il est grand temps pour nous de construire des ponts entre les continents et les campagnes. Les mouvements montent en température. Ils gagnent en puissance dans la lutte en Afrique, en Amérique latine, en Asie, en Europe. Mais si vous voulez vraiment faire bouillir l'eau, il faut atteindre 100 degrés dans un seul et même endroit. Sommes-nous prêt à mettre chacun nos ou dix degrés en commun en un endroit pour une action globale? Si la réponse est oui, alors nous pouvons envisager une action bien plus grande, comme une campagne mondiale par exemple. Porter chacun nos efforts en même endroit est un moyen d'arriver à une action plus vaste.

Pour finir, je voudrais citer un rebelle tribal très connu en Inde, Birsa Munda, qui a pris les armes contre l'empire britannique et qui a dit des choses magnifiques. Il a notamment dit: "En tant que parent vous devez donner de l'amour à vos enfants. Même si vous ne pouvez pas leur donner du bien-être matériel, assurez-vous de leur donner de l'amour. C'est très important pour leur vie. Mais si vous ne leur donnez pas d'amour, assurez-vous au moins que leurs droits sont respectés, ce qui est bien plus important que l'amour. Et si vous échouez à leur donner de l'amour et des droits, alors s'il vous plaît, montrez leur comment lutter pour leurs droits". C'est le plus grand message que nous avons reçu de Birsa Munda et que nous voulions apporter à ce forum.

Willian Clementino DA SILVA MATIAS, Confédération Nationale des Travailleurs Agricoles, (*Confederação Nacional dos Trabalhadores na Agricultura*, CONTAG), Coordination des Organisations de Producteurs Familiaux du Mercosur (*Coordinadora de Organizaciones de productores Familiares del Mercosur*, COPROFAM), Brésil

Je ne vais pas faire un discours. En ce qui me concerne, j'aimerais, en notre nom à nous qui sommes venus du Brésil, présenter une proposition de motion en faveur de la défense de la démocratie et contre la violence rurale, ce dont nous avons particulièrement besoin en ce moment. Je ne vais pas vous faire un discours, mais simplement vous la lire rapidement:

"Motion de soutien à la démocratie et contre le coup au Brésil

Le désordre instauré par l'opposition politique au gouvernement brésilien de la Présidente Dilma Rousseff au Brésil, avec l'appui des principaux médias du pays et une partie du pouvoir judiciaire, répand la haine à l'égard des travailleurs et menace la démocratie et l'état de droit.

Ces secteurs cherchent à prendre le pouvoir par un coup d'État dans le but d'annihiler les droits politiques, civiques et sociaux conquis par le peuple au cours des dernières années. L'avancée de cet attentat contre le processus démocratique pourrait dépasser les frontières de l'État et porter atteinte aux relations diplomatiques avec les voisins latino-américains et avec les alliés du Sud, et entraîner un recul dans la construction des alliances stratégiques entre les Nations.

Plus de 200 organisations et mouvement sociaux présents au Forum Mondial sur l'Accès à la Terre et aux ressources naturelles, FMAT, du 31 mars au 2 avril 2016 à Valencia (Espagne), affirment l'importance de la réforme agraire et de l'agriculture familiale indigène pour garantir la souveraineté et la sécurité alimentaire des peuples et mettre fin aux inégalités sociales, et pour reconnaître la démocratie comme principe fondamental des relations publiques et sociales dans le monde entier, et s'érigent contre le coup d'État au Brésil.

Les organisations des mouvements sociaux brésiliens présents dans ce forum appellent les peuples du monde et les gouvernements démocratiques à soutenir le régime démocratique et l'état de droit au Brésil.”

Ceci est une proposition. Ce n'est pas un discours, mais en ce qui nous concerne, il ne nous est pas possible d'être sortis du Brésil qui est en ce moment sous la menace pour venir parler ici avec vous, nos amis, sans inclure ceci. C'est pourquoi je voudrais consulter tous les amis présents ici pour vous demander s'il est possible que nous ajoutions la signature de tout le monde.

Bien sûr, je pense que la position de chacun de nos amis est libre, mais notre discours sur la démocratie est encore bien loin d'être une réalité, je suis désolé. Que ceux qui souhaitent et ceux qui ne souhaitent pas cette initiative nous le disent.

Vicent GARCÉS, Président du Comité International d'Organisation du Forum Mondial sur l'Accès à la Terre FMAT2016, Espagne

Nous avons discuté avec l'ami Willian de la démarche adoptée par le comité de rédaction et le Comité International d'Organisation du forum. Elle a consisté à présenter dans la synthèse finale toutes les propositions qui ont été faites sans mentionner de pays ou de personne particulière, ni les cas spécifiques. Ceci non pas pour n'attaquer personne, mais pour n'oublier personne, pour que personne ne se sente exclu du FMAT. De cette manière, il n'y a pas de rejet de la part du FMAT. En cela, nous sommes fidèles au principe d'inclusivité du FMAT.

Nous sommes arrivés à la fin du FMAT. Il faut souligner la persévérance de ceux qui ont accompli le long chemin de préparation de ce forum, et ce malgré quelques personnes, quelques organisations, quelques institutions qui n'en ont pas compris la nature. Mais en même temps, la tenue de ce forum, ces trois derniers jours à Valencia, a démontré avec force qu'il est possible de conjuguer en un même espace-temps des positions diverses et parfois divergentes sur un

thème aussi central que l'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Nous avons créé un nouvel espace, un nouvel acteur socio-politique. Nous avons démontré la possibilité de pouvoir établir, dans le respect de la diversité des positions de chacun, des positions communes. Mamadou et moi, nous souhaitons également faire un petit rappel. En 2001 fut tenu à La Havane, à Cuba, le Forum Mondial sur la Souveraineté Alimentaire. Là, en 2001, puis lors du Forum Mondial sur la Réforme Agraire en 2004, il a été possible de mettre sur l'agenda international l'idée qu'il ne peut y avoir de souveraineté alimentaire sans réforme agraire, et qu'il ne peut y avoir de réforme agraire sans souveraineté alimentaire. Ceci est aujourd'hui largement reconnu. Cela fait partie du patrimoine commun à tous les mouvements sociaux et à la société civile dans son ensemble depuis ces dernières années.

À tel point qu'en 2006, à la Conférence Internationale sur la Réforme Agraire et le Développement Rural, CIRADR, réunie à l'initiative de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation, FAO, et du gouvernement du Brésil, les conclusions qui furent signées par plus de 90 gouvernements réaffirmaient que la réforme agraire, la souveraineté alimentaire ainsi que l'accès à la terre et aux ressources naturelles étaient fondamentaux pour le développement de la population rurale et de la société dans son ensemble. Ceci fut établi dès 2006 et signé par plus de 90 gouvernements de par le monde.

Mais que s'est-il passé entre 2006 et 2016? Où en sommes-nous dix ans plus tard? Pourquoi nous, les membres du Comité International d'Organisation du FMAT, avons-nous tous ressenti la nécessité de convoquer ce forum? Parce que le moment était venu de mettre à nouveau sur la scène internationale la réalité des faits. Et la réalité des faits a démontré amplement durant ces trois jours que les grands problèmes rencontrés par l'humanité, les populations rurales, la paysannerie, les femmes, les jeunes, les peuples indigènes et autochtones, concernant l'accès aux ressources naturelles dans le monde d'aujourd'hui - qu'il s'agisse de la pêche, des forêts, des semences, de l'eau ou de la terre - ces problèmes restent posés.

Dix ans après la CIRADR, ces grands problèmes restent posés et affectent l'ensemble de l'humanité, que ce soient les populations rurales ou urbaines. Il y a toujours de la faim et de la malnutrition dans le monde, il y a toujours de l'exclusion des femmes, il y a toujours du désespoir pour l'intégration de jeunes, il y a toujours des inégalités croissantes, il y a toujours, entre les pays, des règles commerciales internationales injustes, il y a toujours de la spéculation sur l'alimentation, il y a toujours la volonté de transformer l'alimentation en marchandise, il y a toujours dans les intentions et dans les actes la volonté de poursuivre la logique de l'accaparement non seulement des ressources naturelles mais aussi du pouvoir par quelques-uns. Ces derniers sont responsables de ce qui est en train de se passer en ce moment dans le monde. Voilà ce qui a été établi durant ces trois jours.

C'est pourquoi, l'énorme travail fourni et réalisé par toutes les personnes, les organisations de la société civile, les organisations paysannes, les organisations de villages indigènes et autochtones, les organisations de femmes, les institutions publiques, les universitaires, les experts, les professionnels, qui ont coopéré avec le FMAT, tout ce travail a produit le résultat qui est aujourd'hui devant nos yeux. Un résultat magnifique, camarades, un résultat qui lance au monde et aux agendas internationaux le défi de repenser à nouveau, depuis les mêmes instances internationales, celles qui ont signé les engagements de 2006, celles qui en 2012 ont édicté les Directives volontaires sur l'accès à la terre, celles qui se sont engagées et continuent de s'engager pour l'alimentation et le développement de l'humanité, de respecter ce qu'elles ont signé et officiellement signé. Nous savons que ce sera très difficile. Ces dernières années, une grande perte de confiance des citoyens et citoyennes des milieux ruraux s'est développée concernant la légitimité des instances politiques qui se montrent incapables d'être cohérentes avec leurs déclarations verbales, avec ce qu'elles ont signé mais qu'elles ne résolvent pas avec leurs lois et leurs décisions.

Ceci est la réalité, camarades, la dure réalité. Le FMAT, malgré sa composition multicolore, ne peut pas résoudre tous les problèmes et ne prétend pas le faire. Le FMAT ne peut pas résoudre ici, en trois jours, les problèmes de la marginalisation des femmes, de la marginalisation des jeunes, de l'exploitation des travailleurs en milieu rural ou urbain, les problèmes qui tournent autour de la production, la distribution et la commercialisation des aliments. Nous ne pouvons pas résoudre ces questions en trois jours mais en revanche nous pouvons, avec une énergie nouvelle, avec des alliances nouvelles, avec une capacité à rassembler les forces, poser ces problèmes dont la résolution est urgente et nécessaire.

Il est urgent de les résoudre conjointement, avec toute les composantes de la société affectées, qu'il s'agisse des organisations paysannes, de la société civile, des pêcheurs, des femmes, des jeunes, des indigènes, des populations autochtones, des organisations des milieux forestiers, qui sont nombreuses ici. En conjuguant toutes ces forces avec la volonté positive qui s'est exprimée ici et avec quelques institutions publiques nationales ou internationales et les grandes compétences qui existent dans les universités, les centres d'étude, les centres de travail. En joignant toutes ces forces nous pouvons tenter de changer les rapports de forces qui empêchent aujourd'hui que les problèmes que rencontre l'humanité soient résolus et qui font au contraire qu'ils s'aggravent toujours davantage dans des continents tels que l'Amérique Latine, toujours plus dans les espaces politiques comme la Méditerranée, dans des espaces socio-politiques tels que l'Afrique et certaines zones d'Asie. La logique dominante aujourd'hui n'est pas la logique de la paix, des droits humains et du respect de l'autre, de la diversité, de la tolérance. Ce qui s'impose est la logique de la domination et ceci est très mauvais pour le futur de l'ensemble de la société.

Les flux migratoires énormes, de millions et millions de personnes, qui ont lieu

non seulement aujourd'hui mais depuis de nombreuses années du Sud vers le Centre et du Centre vers le Nord le prouvent. Au Sud ce sont les populations rurales, au Centre les populations urbaines, et en haut c'est le Nord, opulent, qui ne semble pas vouloir résoudre la situation mais au contraire la compliquer davantage. Ceci est l'une des réflexions fondamentales qui ont surgi de ce FMAT.

Il faut souligner que ce forum n'aurait pas été possible sans une collaboration étroite, à différents niveaux, d'un ensemble très vaste d'organisations sociales, publiques, privées, institutionnelles et surtout d'individus. Il n'aurait pas été possible sans cela. De tout travail réalisé est issu ce résultat extrêmement positif.

Le document final qui a été lu continuera à s'enrichir avec quelques apports supplémentaires qui nous sont parvenus après la lecture ou sont en train d'arriver. Cette déclaration finale ne marque pas la fin du FMAT. Si nous réussissons à articuler les volontés, les compétences et les forces sociales, le FMAT doit être transformé en un élément dynamisant et en un contrepoids, un contre-pouvoir des forces réelles qui exercent actuellement une hégémonie sur notre société.

Cela est impossible à nous seuls qui sommes réunis ici aujourd'hui. Il faudra élargir les alliances. Il faudra élargir à davantage de secteurs. Mais ici s'est ouvert un chemin. Nous avons montré que c'était possible. Il y aura dans les jours qui viennent un document plus complet, les actes du FMAT, qui regrouperont l'ensemble des apports faits lors des sessions plénières et des ateliers. Il y aura un document très solide dans lequel s'exprimeront la masse énorme des diagnostics, analyses, des accusations et propositions qui ont été faites durant ces trois jours.

La nuit dernière le Comité International d'Organisation du FMAT, CIO, a décidé, entre autres, qu'il va maintenir son activité. Le CIO n'est pas dissout aujourd'hui. Nous ne savons pas combien de temps il va durer, mais il n'est pas dissout aujourd'hui. Nous allons continuer à tenter de faire en sorte que cet ensemble d'analyses, de diagnostics et de propositions atteigne le plus grand nombre possible d'organisations de la société civile, organisations de tous types et sur toute la planète. Nous vous appelons à collaborer à cette diffusion chacun dans votre domaine. Nous allons tenter de diffuser les analyses et propositions issues du FMAT à un nombre encore plus important d'institutions publiques, nationales et internationales.

J'ai eu, il y a quelques minutes, une conversation avec notre camarade et amie eurodéputée, Mme Maria Heubuch. Nous discutons de la manière dont nous pourrions aborder le paradoxe qui fait que la Commission européenne dit aux gouvernements européens que la question de la terre et des ressources naturelles n'est pas son problème. Ceci n'est pas tolérable. Il faut parvenir à ce qu'ensemble, avec nos camarades eurodéputés, les camarades du Comité Économique et Social Européen qui sont ici, et l'ensemble des forces sociales

ici présentes, nous faisons plier les tenants de cette position, ceux qui tentent d'occulter la réalité avec des arguments erronés, pour éviter que continue à prédominer le modèle de production agricole, le modèle de relations sociales, le modèle de comportements politiques auquel nous faisons face actuellement.

Voilà notre mission et nous allons nous efforcer de la réaliser. De plus le CIO appelle l'ensemble des personnes présentes à collaborer à cette tâche immense en faisant parvenir aux institutions de chacun de vos pays, institutions locales, régionales, nationales, ces positions. Le dernier appel lancé par le FMAT il y a quelques minutes a été d'exhorter les institutions internationales et gouvernementales à convoquer une Conférence Internationale sur la Réforme Agricole et le Développement Rural, ou quel que soit le nom qui sera retenu. Une conférence où les gouvernements, en plus d'analyser et discuter à la lumière de la réalité actuelle iront jusqu'à s'engager sérieusement, avec la société civile organisée, à mettre en œuvre ces accords.

Nous espérons, avec un espoir relatif il est vrai, mais nous espérons qu'à un certain moment cette énergie positive qui est sortie du FMAT pourra faire changer quelques positions conservatrices qui empêchent les choses d'avancer. Et pour cela il nous faut beaucoup plus d'appuis.

Ici, aujourd'hui, rien ne commence ni ne se termine. Ici, aujourd'hui, nous sommes le résultat d'un processus. Combien de peur y a-t-il ici à ce stade? Combien de souffrance, combien de violence accumulée? Combien de morts? Ceci va nous accompagner toujours. Nous en sommes où nous sommes. Nous devons avancer sans jamais oublier aucune valeur, aucun principe démocratique, sans jamais oublier la lutte permanente pour l'égalité, sans jamais oublier ces valeurs et principes qui depuis des siècles inspirent les peuples dans leur combat. Nous devons suivre ce chemin, nous allons le suivre. *Compañeras y compañeros*, la lutte continue.

Mémoire photographique du FMAT



Membres du Comité International d'Organisation (CIO) du FMAT, réunis en juin 2015 à Bruxelles



Le Comité Local de soutien au FMAT a été constitué le 26 janvier 2016 à Valence (Espagne)



Inauguration du FMAT, le 31 mars 2016 à Valence, en présence des autorités locales et des représentants du CIO du FMAT



Une forte participation et un haut niveau de qualité dans les interventions du public furent observés pendant les séances plénières du Forum



13 ateliers de discussions sur les différentes problématiques liées à l'accès à la terre et aux ressources naturelles eurent lieu tout au long des trois journées du Forum



Des représentants d'organisations paysannes et de la société civile de plus de 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique et d'Europe participèrent à cette rencontre



Une équipe de près de 30 bénévoles parlant différentes langues, à offert un excellent soutien pour le développement des activités et l'accueil des participants



Des médias du monde entier étaient présents pour mettre la lumière sur les débats du Forum et interviewer les participants



Clôture du FMAT, le 2 avril 2016, avec l'intervention de Vicent Garcés, président du CIO-FMAT

Secrétariat permanent du FMAT

